

Maurice Halbwachs (1913)

La classe ouvrière et les niveaux de vie

Recherches sur la hiérarchie des besoins
dans les sociétés industrielles contemporaines

Livre II

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron,
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>
site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

à partir de :

Maurice Halbwachs (1913)

La classe ouvrière et les niveaux de vie.

Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les
sociétés industrielles contemporaines

Livre II

Une édition électronique réalisée du livre de Maurice Halbwachs, **La classe ouvrière et les niveaux de vie**. Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines. Thèse de doctorat présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. 1^{re} édition, Félix Alcan, 1913, 495 pages.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft
Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition complétée le 13 février 2003 à Chicoutimi, Québec.
Tableaux réalignés correctement le 15 février 2003.



Table des matières

Introduction

Livre I : Les limites et l'unité de la classe ouvrière

Chapitre I. – Les groupements ruraux.

I. Les groupements ruraux et la classe ouvrière. – II. La technique du travail agricole. – III. La condition juridique des paysans. – IV. Vie urbaine et vie rurale.

Chapitre II. – Les conditions techniques et juridiques du travail ouvrier.

I. La classe ouvrière et les industries. – II. Les métiers et la division du travail. – III. La notion de salarié. – IV. Résumé.

Livre II

Les dépenses dans la classe ouvrière

Chapitre I. – Les deux aspects de la vie ouvrière : travail et consommation.

Chapitre II. – Les sources. – Choix et examen critique des données.

I. Préparation des livrets et contrôle. – II. La durée de l'enquête. – III. Le nombre des budgets. – IV. Les différentes espèces de dépenses. – V. Moyennes fictives et moyennes valables. – VI. L'expression de la grandeur des familles. – VII. Employés et ouvriers.

Chapitre III. – Les dépenses dans les villes et dans les métiers différents. – La composition des revenus suivant les métiers.

I. Les influences locales et la répartition des dépenses. – II. Les métiers et la répartition des dépenses. – III. Les diverses sources du revenu.

Chapitre IV. – La répartition des dépenses dans les ménages ouvriers de composition et de dépense totale différentes.

A. – L'enquête de l'Office impérial allemand de statistique. – I. L'élaboration des données. – II. La grandeur des familles et la répartition des dépenses. – III. Le chiffre de la dépense totale et la répartition des dépenses. –

B. – L'enquête de la Fédération des ouvriers des métaux en Allemagne. – IV. L'état des données. – V. La grandeur des familles et la répartition des dépenses. – VI. La dépense totale et la répartition des dépenses. – VII. Les résultats des deux enquêtes.

Chapitre V. – La nourriture et le logement des ouvriers.

I. Le détail de la dépense nourriture. – II. La valeur absolue du prix du loyer. – III. Résumé.

Livre III

Les tendances consommatrices

Chapitre I. – Les tendances consommatrices. – Contribution à une théorie sociologique des besoins.

I. La théorie individualiste. –

II. Les besoins et la société.

– A. – La forme des besoins.

– B – La matière des besoins. – 1° Les objets des besoins. – 2° Les principes des besoins. –

III. Conclusion. – La famille et la classe ouvrière.

ANNEXE I. – Les enquêtes par budgets de familles, – Bibliographie et remarques critiques.

A. – Les budgets proprement dits (réellement tenus). 1° Les budgets tenus spontanément. – 2° Les budgets tenus sur la demande de l'enquêteur. – 3° Les budgets tenus une année ou plus. – 4° Les budgets tenus moins d'une année. –

B. – Les budgets établis sur indications verbales. 1° Les budgets établis par approximation. – 2° Les budgets établis par questionnaire (méthode extensive). – 3° Les budgets établis par la méthode monographique.

ANNEXE II. – Tableau établi d'après les données de l'enquête de l'Office impérial allemand de statistique. – Les ménages ouvriers, classés d'après leur composition, le chiffre de leur revenu, et la répartition de leurs dépenses.

**LA CLASSE OUVRIÈRE
ET LES NIVEAUX DE VIE**

**RECHERCHES SUR LA HIÉRARCHIE DES BESOINS
DANS LES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES
CONTEMPORAINES**

*Thèse pour le doctorat
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

PAR

Maurice HALBWACHS

GORDON & BREACH

PARIS

LONDRES

NEW YORK

Première édition : 1912 Félix Alcan
P. Halbwachs et Gordon & Breach 1970

La classe ouvrière et les niveaux de vie

Livre II

Les dépenses dans la classe ouvrière

[Retour à la table des matières](#)

Livre II : les dépenses dans la classe ouvrière

Chapitre I

Les deux aspects de la vie ouvrière : travail et consommation

[Retour à la table des matières](#)

Nous nous en sommes tenus jusqu'ici à déterminer la place des ouvriers dans le système industriel, et n'avons envisagé la société qu'en tant qu'elle développe une activité productrice. L'unité de leur conscience de classe nous a paru surtout s'expliquer par leur fonction, dans cette vie organique complexe. Mais si les distinctions sociales ont bien là leur origine, c'est ailleurs, c'est dans la société en tant qu'elle ne produit plus, mais qu'elle consomme, qu'elles se manifestent et se précisent. À vrai dire, les distinctions de classe ne sont pas les plus marquées lorsqu'ils travaillent, à l'usine, dans la mine, sur le chantier. D'abord, comme les nécessités de la production obligent à séparer dans l'espace, à isoler matériellement les divers agents de la production, les ouvriers au milieu des machines, les employés et les patrons dans leurs bureaux, ils ne se confrontent pas. Au moment même de l'engagement ou de la paie, l'ouvrier et le patron sont en apparence sur un pied d'égalité : le contrat de travail est

libre théoriquement. Les parties sont en rapports d'affaires, comme des vendeurs et des acheteurs ; c'est alors qu'ils prennent le mieux conscience du besoin qu'ils ont l'un de l'autre, et comme d'un lien de solidarité qui les rattache et les rapproche. D'autre part, la hiérarchie des fonctions et des tâches ne paraît point nécessairement à ceux qui en sont chargés, pendant qu'ils s'en acquittent, une hiérarchie sociale. Sans doute les fonctions de direction et de surveillance impliquent des aptitudes plus rares, et il est plus difficile de remplacer un ingénieur qu'un ouvrier ; mais l'ensemble des ouvriers occupés dans une usine n'est pas moins indispensable que le personnel qui administre et contrôle. À supposer que tous les agents de la production eussent les mêmes facultés et la même culture, il n'en serait pas moins nécessaire que les uns dirigent, et que les autres se plient à une discipline et exécutent des ordres. S'il n'en est pas ainsi, si les hommes qui remplissent les diverses fonctions sont désignés par leurs qualités et surtout par leur formation, c'est ailleurs que dans l'usine et dans le travail industriel qu'il en faut chercher les raisons. Mais si l'on s'en tient à la production industrielle, la hiérarchie des fonctions apparaît d'abord fondée dans la nature des choses ; elle n'est pas personnelle, mais objective ; elle est technique, et non sociale.

À vrai dire, ce n'est pas dans l'usine, et pendant les heures consacrées au travail, que le patron aussi bien que l'ouvrier prennent surtout conscience d'appartenir à deux classes. L'ouvrier considère le bureau de l'employeur comme un lieu de travail, un poste où s'élaborent tous les projets, d'où partent les ordres, où se concentre et d'où rayonne toute l'activité laborieuse de l'entreprise ; à la rigueur, il peut se représenter le travail du patron et des ingénieurs comme plus ardu et plus pénible, sous certains rapports, que son travail propre. Le patron et l'ingénieur embrassent dans leur pensée toutes les tâches qui s'accomplissent dans les divers ateliers ; ils ne se préoccupent point de les classer socialement, mais ils sentent qu'il importe que toutes soient exécutées avec la même conscience et la même perfection, et ils les mettent alors, en quelque sorte, sur le même plan. Lorsqu'un patron parcourt les compartiments de l'usine, il n'éprouve aucun sentiment de morgue, de dédain, d'éloignement pour les travailleurs. Il est tenté plutôt de se rapprocher d'eux, de se mettre pour un moment à leur place, de leur faire oublier que lui et eux sont de classes différentes, d'éveiller en eux le sentiment d'une solidarité entre tous ceux qui collaborent à l'entreprise. Il n'est pas douteux que les ouvriers se sentent plus proches des patrons et des ingénieurs aux moments mêmes où ceux-ci leur donnent des ordres, les stimulent, et même les réprimandent, que des actionnaires ou directeurs lointains qui ne participent que par leurs capitaux, et non par leur activité, à l'œuvre de la production. Si, en cas de grève, les patrons répugnent parfois à discuter avec des représentants de syndicats qui ne sont pas leurs ouvriers, c'est sans doute moins parce qu'ils espèrent terroriser ceux-ci, que pour réveiller en eux le sentiment que patrons et ouvriers sont les pièces nécessaires d'un même organisme, et atténuer ainsi l'antagonisme de classe qui se développe hors de l'usine.

Pourtant nous avons rattaché le sentiment de classe des ouvriers à leur fonction. Leur fonction, disions-nous, les oblige à sortir périodiquement de la société. C'est donc qu'elle leur apparaît pénible et anormale, par comparaison avec la vie sociale où ils sont habituellement plongés. En ce sens, ce n'est pas dans la zone du travail que serait à chercher le vrai principe de la séparation des classes, c'est dans la zone de la consommation. Parce que les influences du dehors s'infiltrent dans l'usine, les distinctions de classe y apparaissent. – On peut supposer que la société ne soit organisée qu'en vue de la production, que toute la vie des hommes se passe dans l'accomplissement de leurs tâches, avec les seuls intervalles nécessaires pour le repos et l'alimentation. Telles sont peut-être certaines sociétés animales ; telle pourrait être une société militaire, où les chefs, pas plus que les simples soldats, ne sortiraient jamais des camps et de l'armée. Il n'y a aucune raison pour qu'en de telles sociétés les rapports de subordination de ceux qui obéissent à ceux qui dirigent se traduisent en rapports de distinction sociale. Mais si la partie de la vie des hommes la plus importante, non par la durée, mais par l'intérêt qu'ils y portent, se passe à consommer les biens que la société a produits, si, dans cette période, leurs besoins et leurs sentiments se développent et se satisfont le mieux, s'ils prennent alors le mieux conscience d'eux-mêmes, et de tous les avantages que leur apporte la vie sociale, ils emporteront au travail tout un ensemble d'habitudes contractées et de souvenirs acquis hors du travail. Dès lors les agents de la production ne s'inséreront pas dans le mécanisme industriel comme une masse humaine indifférente et passive, prête à se modeler sur lui sans résistance, ou plutôt sans peine. Ils ne s'y laisseront enfermer et ils ne s'y adapteront qu'au prix d'un effort pénible, d'un renoncement à une vie tout autre, bien connue et appréciée. Et ils auront en même temps le sentiment que ceux qui participent à l'œuvre productrice sans quitter la société, n'étant pas obligés au même sacrifice qu'eux, sont, par là surtout, socialement supérieurs à eux.

Ainsi, le travail industriel, la division des tâches, la hiérarchie des fonctions tendraient à leur imposer, s'ils ne vivaient que dans la zone de la production, la représentation d'une solidarité objective entre eux et les employés ou patrons. Mais le passage alternatif de la zone de la consommation à celle de la production et inversement éveille en eux, entretient en eux, lorsqu'ils travaillent, le sentiment de leur infériorité sociale. On ne peut comprendre comment naît leur conscience de classe, si l'on s'en tient au terme : travail. C'est parce que ceux qui travaillent ont consommé et consumeront, qu'avant d'être sortis de la société ils s'y trouvaient plus ou moins profondément plongés, et qu'après en être sortis ils y rentreront, que le caractère anormal de leur situation en tant que travailleurs leur apparaît, par contraste. Ils comparent la vie sociale du dehors, tissu plus ou moins serré de relations humaines, aux conditions mécaniques, à l'horizon matériel de la vie qui est faite, dans l'usine, au travailleur

industriel. Et il est naturel que plus ils auront été engagés dans la société, plus il leur sera sensible de s'en trouver extraits et détachés.

Ils en seront, il est vrai, plus capables de résister à l'influence « désintégrante » du travail industriel. Sans doute ne faut-il pas mesurer simplement l'action exercée par les conditions et l'espèce de leur vie sur les hommes d'après le temps pendant lequel ils y demeurent. Est-il possible même de comparer sous ce rapport les deux parties de la vie ouvrière que séparent les entrées à l'usine et les sorties de l'usine?

Si, comme l'ont expliqué de profonds psychologues, le temps est mesuré surtout par la variété, le renouvellement des événements qui s'y déroulent, quelques heures de vie sociale bien remplies compteront plus pour l'ouvrier, et marqueront davantage dans sa conscience, que beaucoup plus d'heures consacrées à un travail mécanique et monotone. Des paysans ou des hommes habitués à la vie paysanne, qui iront à l'usine, n'apercevront point une différence sérieuse entre la monotonie et la solitude de la campagne où ils vivent et l'isolement du travailleur absorbé en des besognes machinales. Que la vie sociale extérieure à la sphère de la production industrielle soit, au contraire, compliquée et intense, que les ouvriers, dans leur famille, dans des cercles d'amis, dans des assemblées de culture et de distraction, s'intéressent à toutes les préoccupations et participent à tous les besoins nés dans ces groupes, qu'ils aient dans chacun d'eux leur place propre définie par leurs relations originales avec les autres membres de ces petites sociétés, ils ne pourront pas se dépouiller de toute leur personnalité lorsqu'ils se rendront sur les lieux du travail. Comme un roi ou un héros de théâtre, même redescendus de la scène sociale, ils conserveront bien des façons de penser, une idée d'eux-mêmes et de leur place parmi les autres, qu'ils retrouveront à peu près intactes une fois leur tâche matérielle accomplie. L'eau d'un fleuve, au contact de l'air froid du dehors, se durcit en glace ; mais si le courant est fort, il empêche les glaçons de se rejoindre en une masse consistante, il les entraîne lentement et leur communique son mouvement et sa direction. De même, plus le courant de la vie sociale est rapide, moins il se laisse figer, plus ceux qui se trouvent à sa surface résistent aux forces qui tendraient à les immobiliser en cristaux solides. Sans doute, les hommes au travail risquent de perdre de plus en plus de leur nature sociale ; mais ils en retiendront tout l'essentiel, s'ils ont été assez pénétrés par toutes les influences que la société exerce normalement sur ses membres.

Toutefois, à côté de cette pression que la vie sociale environnante exerce sur les périodes de travail, plus importante et plus décisive apparaît l'influence rayonnante de l'activité productrice sur les habitudes de consommation. Les organes de production, modifient le corps social dans toute sa structure et ses fonctions. Nous disions que les ouvriers arrivent parfois au travail avec, derrière eux, une telle poussée de vie sociale qu'ils traversent toutes les mailles de la production mécanique sans perdre leur élan, et

qu'au delà de cette zone étrangère à la société ils rentrent naturellement dans celle-ci, y reprennent pied et s'y réadaptent sans peine, comme, après une période de somnolence, toutes les forces actives de la conscience se réveillent, sans que sa vie continue paraisse avoir été interrompue. Cela suppose une vie sociale très pleine. Mais dans quelle mesure peut-elle l'être, alors que des périodes discontinues, mais successives et régulières, d'activité industrielle sont venues en ralentir et en diviser le courant ? C'est bien ici le problème essentiel. Toute notre analyse antérieure nous conduisait à le poser. Elle-même ne vaut que sous réserve de la solution que nous en pourrions donner. Il est entendu que les ouvriers, dans l'enceinte des bâtiments et ateliers consacrés à la production, perdent le contact de la société. Ils deviennent des instruments qui, comme tous ceux qu'utilise l'homme, tendent à s'identifier de plus en plus avec les forces matérielles et mécaniques de la nature. Ils contractent, dès lors, des façons de penser et des habitudes opposées aux façons de penser et aux habitudes sociales. Il est entendu aussi que ce n'est pas dans cette zone de l'activité industrielle, mais dans la société proprement dite, où les hommes, en consommant, satisfont inégalement leurs besoins, quelle qu'en soit l'origine et la nature, que les distinctions de classes se manifestent et acquièrent un sens social. Il est entendu enfin que cette vie sociale, extérieure à l'usine possède un contenu et se déroule en des directions qui ne lui sont pas imposées par la vie active industrielle ; elle n'en est pas seulement le complément et le prolongement, mais elle demeure pour les hommes la partie essentielle, la plus intéressante et la plus normale de l'existence ; sa structure et ses fonctions sont indépendantes ; plus elle s'intensifie, plus elle réduit et paralyse l'influence qu'exerce sur ses membres le mécanisme industriel. Mais il ne suffit pas d'avoir opposé la vie sociale et l'activité mécanique des ouvriers : il faut déterminer avec précision, il faut mesurer l'influence que celle-ci exerce sur celle-là. Jusqu'à quel point et en quel sens le passage périodique par l'usine modifie-t-il les habitudes sociales de toute une catégorie d'hommes, de ceux-là seuls que le travail industriel oblige à sortir de la société à intervalles réguliers ?

Mais cela nous conduit à étudier l'espèce et l'intensité des besoins sentis et satisfaits dans la classe ouvrière. Si les habitudes et modifications psychiques et corporelles rapportées de l'usine n'exerçaient ici aucune influence sérieuse, il n'y aurait aucune raison pour que la société se divisât d'abord, comme nous l'avons supposé, en deux grandes classes, celle des ouvriers et celle des autres habitants des villes. Par exemple, entre les ouvriers d'une part, les employés et petits boutiquiers de même revenu d'autre part, aucune différence de situation sociale ne serait à relever. Mais il se peut, au contraire, que les habitudes de consommation des ouvriers ne soient pas les mêmes que dans des groupes de même revenu, mais de profession différente, précisément parce qu'ils sont ouvriers.

Supposons que sous l'influence de la vie sociale les besoins naturels ou organiques aient évolué, soient devenus plus artificiels et plus compliqués, et aussi moins impérieux. Habituellement soustraits à l'action de la société, obligés à une grosse dépense de forces physiques, à une activité surtout physiologique, les ouvriers éprouveront peut-être avec plus d'intensité ces besoins naturels, en leur forme élémentaire : ils pourront devenir pour eux les besoins essentiels. D'autre part, nombre de besoins surtout sociaux ne se développent qu'au prix d'une éducation de longue durée : il y faut le contact permanent de la société, l'intelligence de ses formes les plus hautes, le sens et le goût des avantages qu'elles procurent à ceux qui réussissent à y pénétrer. Qu'arrivera-t-il si, à force de vivre hors de ces formes, et parce qu'on est privé de cette culture, on en vient à ne plus adopter ces préférences, et à ne plus comprendre la supériorité de ces biens ? Enfin, en toute société, quels que soient les biens les plus considérés, il se formule, comme nous l'avons dit, des jugements de valeur qui déterminent la hiérarchie des biens ; à mesure qu'on passe à des parties de la société plus intégrées, ces jugements collectifs sont à la fois plus nets et plus impératifs ; ils s'expriment dans l'ordre et l'importance relative des diverses dépenses. En somme, les besoins sont satisfaits très inégalement dans les divers groupes sociaux, mais plus l'homme obéit à la société, plus il calcule ses dépenses d'après un plan déterminé, hors de lui et pour lui, par le groupe dont il fait partie. En d'autres termes, il y a des niveaux de vie partout où l'influence de la société s'exerce avec force : ces niveaux sont plus ou moins élevés, mais chacun d'eux représente un état d'équilibre, un système de besoins définis, et une prévision du degré jusqu'où ils pourront être satisfaits. Cela suppose que chaque besoin exprime à sa manière tous les autres, qu'une dépense définie d'une espèce correspond à des dépenses définies d'autres espèces, que la vie est organisée et liée, que les divers actes de consommation se tiennent. Mais cette harmonie ne va-t-elle pas être troublée, et cet équilibre rompu, si les groupes se dissolvent périodiquement et pour un long temps ? Sans doute les membres de ces groupes se rapprocheront après ces intervalles. Mais ils seront comme des hommes qui tantôt se réunissent pour parler leur langue, mais, le plus souvent, sont obligés de se taire, ou de parler tout seuls, ou de s'entretenir avec des hommes qui parlent une langue étrangère : lorsqu'ils se retrouveront, il y a toutes les chances pour qu'ils ne prononcent pas de même, pour qu'ils n'attribuent pas la même valeur aux mots. De même, il est bien possible que les ouvriers, soustraits plus que les autres hommes à l'influence de la vie sociale, cèdent davantage à leurs tendances individuelles, et, surtout, satisfassent leurs divers besoins sans s'inspirer d'un plan et d'un ordre définis.

Ainsi, l'étude de la consommation des ouvriers nous apprendrait jusqu'où s'étend l'influence de l'usine. Séparés de la société pendant qu'ils travaillent, nous verrions quels obstacles s'opposent (toujours en raison des habitudes contractées pendant le travail) à ce qu'ils y rentrent complètement ou tout de suite, c'est-à-dire à ce qu'ils

s'inspirent, pour satisfaire leurs besoins et régler leurs dépenses, des principes et des jugements de valeur adoptés dans la société.

Mais la même étude nous permettra de vérifier et de compléter sur d'autres points encore les conclusions de nos analyses. Le rapport, le jeu d'action et de réaction qui apparaît entre les conditions du travail et les habitudes de consommation est peut-être plus complexe que nous ne le croyons. – La classe ouvrière est-elle une, ou se décompose-t-elle en sous-groupes définis par le métier au sens étroit, ou par le revenu ?

Nous ne trouvons ni dans l'industrie, ni dans le métier, des caractères définis et de signification sociale tels que les ouvriers d'une même industrie ou d'un même métier fussent à considérer comme groupés en classes. Mais rien *a priori* ne prouve qu'ils ne constituent pas des groupes dont les habitudes de consommation soient définies, et différentes de groupe à groupe. La difficulté du travail, le genre d'effort qu'il impose, de fatigue et de dépense physiologique qu'il entraîne, les déformations mentales ou les habitudes intellectuelles qui lui sont liées, ses conséquences morales enfin sont peu apparentes, ou difficiles à définir en tout cas si l'on reste dans le domaine de la production ; aussi avons-nous constaté que, dans la conscience collective, les industries et les métiers n'étaient point classés d'après leur valeur. Mais il se peut que ces différences se traduisent dans la diversité des habitudes consommatrices des ouvriers. Un travail de force et un travail de patience, un travail de plein air et un travail sédentaire, la production de denrées alimentaires ou de livres, pour ne prendre que quelques exemples, déterminent peut-être en eux inconsciemment des goûts et des préférences assez divers. La consommation des ouvriers est à étudier de ce point de vue.

Quant à la différence des revenus, elle n'a de sens que par rapport à la consommation. Elle ne correspond pas à un caractère défini du travail industriel : à peine pourrait-on dire qu'une différence de revenus existe, en gros, entre les ouvriers qualifiés et non qualifiés. Nous ne pouvons donc nous en occuper, quand nous passons en revue les conditions techniques et juridiques du travail ouvrier. Mais n'est-il pas vraisemblable qu'à la diversité des revenus doivent correspondre des différences assez marquées dans le mode de répartition des dépenses ? Les ouvriers qui ont des revenus voisins, qui peuvent faire à peu près les mêmes dépenses, sont peut-être à distinguer de ceux qui ont un revenu supérieur ou inférieur, de sorte qu'entre ceux-ci et ceux-là des séparations sociales très nettes apparaîtraient. Il en serait ainsi en particulier si, dans la classe ouvrière, il existait un certain nombre de niveaux de vie, séparés par des intervalles sensibles, et qui grouperaient en classes distinctes tous ceux qui s'y élèvent. L'étude des dépenses des ouvriers doit nous permettre de répondre à cette question.

Il est donc indispensable, pour bien comprendre ce qu'est la classe ouvrière et pour reconnaître jusqu'à quel point elle est une, de nous transporter maintenant dans le domaine de la consommation et d'étudier les dépenses et les besoins des ouvriers. Nous voulons savoir si, en tant que consommateurs aussi bien qu'en tant que travailleurs, le groupe des ouvriers peut être défini : l'ensemble des habitants des villes qui se distinguent nettement de tous les autres en ce qu'ils sont moins rattachés et moins bien adaptés qu'eux à la société.

Livre II : les dépenses dans la classe ouvrière

Chapitre II

Les sources.

Choix et examen critique des données

[Retour à la table des matières](#)

Nous nous proposons d'étudier les besoins et les dépenses, les habitudes consommatives des ouvriers. Ce qui nous permet de tenter une telle recherche, c'est l'apparition, à la même date, de deux enquêtes par budgets de familles, effectuées toutes deux en Allemagne. Sans doute, ni les méthodes, ni les résultats ne s'en couvrent exactement ; mais, pour les raisons que nous dirons, elles nous paraissent supérieures aux enquêtes précédentes effectuées dans le même pays et ailleurs, et suffisantes déjà pour autoriser des inductions valables. L'une a été effectuée par l'Office impérial allemand de statistique ¹, et l'autre par l'Union des travailleurs des métaux en Allemagne ².

¹ *Erhebung von Wirtschaftsrechnungen minderbemittelter Familien im deutschen Reiche*. Bearbeitet im kaiserlichen statistischen Amte, Abteilung für Arbeiterstatistik, 2. Sonderheft zum Reichs-Arbeitsblatte, 77*, 229 p., Berlin, Carl Heymann, 1909.

² 320 *Haushaltsrechnungen von Metallarbeitern*. Bearbeitet und herausgegeben vom Vorstand des Deutschen Metallarbeiter-Verbandes, 159 p., Stuttgart, Alexander Schlicke, 1909.

C'est surtout à élaborer pour notre objet les données présentées assez en détail, ménage par ménage, dans les 229 dernières pages de la première publication et dans les 103 dernières de la seconde, que nous nous sommes appliqués. Expliquons pourquoi nous les avons choisies pour nous y appuyer.

Les enquêtes par budgets de familles prêtent à bien des objections. Malheureusement, il n'y a pas d'autre moyen de connaître les dépenses des hommes que de leur demander d'en prendre note. Mais il est peut-être possible de réduire les chances d'erreur : 1° grâce au soin avec lequel les formulaires à remplir sont rédigés, de façon à éviter toute équivoque, à prévenir les doubles emplois et les oublis, à simplifier le travail de mémoire et de notation ; 2° grâce à la durée suffisante pendant laquelle le budget est tenu ; 3° grâce au nombre plus ou moins grand de tels budgets qu'on se peut procurer. C'est de ces divers points de vue que nous considérerons nos données et en apprécierons la valeur.

I

Préparations des livrets et contrôle

[Retour à la table des matières](#)

Naturellement, il est toujours possible que l'ouvrier qui remplit un tel livret dissimule certains achats et en indique d'autres qu'il n'a point faits¹. Mais c'est un risque qu'on court aussi dans les recensements, dans toute enquête qui repose sur les déclarations des intéressés. Toute recherche de science sociale ou d'histoire en est là.

Ce qui offre ici certaines garanties, c'est que ces enquêtes ont été conduites par de grands organismes collectifs.

Toute la statistique officielle allemande se présente aux enquêtés avec l'autorité et le prestige d'un organe d'État, et les invite à fournir des matériaux « à l'administration et à la science » (« avis » reproduit p. 74* et distribué aux enquêtés); et il est déjà

¹ Nous avons déjà présenté quelques observations à ce sujet dans *Budgets de familles*, Revue de Paris, 1^{er} août 1908, p. 534-562.

remarquable que, non seulement, 218 employés de la classe moyenne et instituteurs, mais aussi 522 ouvriers ou travailleurs se soient consacrés une année, gratuitement ou presque, à cette tâche ¹.

Mais l'Union des travailleurs des métaux déclare : « l'Office impérial de statistique, aidé de la plupart des offices statistiques des villes allemandes et s'adressant à toute la population de l'empire, a obtenu 960 budgets annuels, dont 879 ont été retenus. Nous aurions facilement atteint ce nombre si le travail et les frais ne nous avaient pas obligés à nous limiter » (p. 7). Qu'elle ait pu en recueillir 400 (dont 320 ont été élaborés), c'est encore plus remarquable (d'autant plus qu'à ce moment même 102 ouvriers des métaux, pour la plupart organisés, prenaient part à l'enquête de l'Office de statistique, où ils représentaient 1/5 de tous les ouvriers enquêtés. Cela limitait déjà singulièrement le nombre des ouvriers des métaux capables de tenir leurs budgets et disposés à participer à la nouvelle enquête). C'est évidemment à la solidarité ouvrière, à l'influence que les organisations syndicales exercent de plus en plus sur leurs membres, qu'on doit d'être parvenu à ce résultat.

Dans notre enquête de l'Office impérial de statistique, on avait d'abord décidé que les recettes seraient indiquées sommairement, par semaine, à la première page de chaque livret mensuel, et les dépenses, au contraire, en détail, jour par jour; sur le conseil de quelques économistes (en particulier de Bücher ², on décida de réserver chaque jour un espace pour l'inscription des recettes (on a reproduit, p. 73*, une page du cahier remplie pour servir d'exemple). Dans notre enquête des ouvriers des métaux, on a procédé tout autrement ³; au lieu de cahiers mensuels, on a remis aux ouvriers des feuilles (reliées en cahiers) dont chaque page embrassait les revenus et dépenses d'une semaine; les revenus de la semaine étaient à indiquer en une fois; pour les dépenses, la liste des objets de consommation journalière était imprimée en tête de colonnes où les ouvriers n'avaient qu'à inscrire, pour chaque jour, la somme dépensée pour cet article, et la liste des dépenses hebdomadaires (ou plus rares) à côté d'une colonne unique; d'où un double avantage: l'ouvrier, en passant en revue ces listes, a chance de se rappeler mieux ses achats; d'autre part, on lui économise la peine d'écrire chaque fois le nom des articles achetés, sans compter que cela simplifie le travail d'élaboration ⁴.

¹ Les enquêteurs individuels dont nous parlons en appendice, en se consacrant tout entiers à cette besogne, ont obtenu 5, 10, 20 budgets annuels au plus. – Quelques villes ont promis d'avance une indemnité d'une dizaine de marks, en une ou plusieurs fois, ou des dons de livres. Voir quelques indications, d'ailleurs incomplètes, à ce sujet, p. 9*.

² Zeitschrift für die gesammte staatswissenschaft, 1907, p. 142 sqq.

³ Le schéma des demandes est reproduit non dans l'enquête elle-même, mais dans le Reichs-Arbeitsblatt, VIII Jahrgg., Oktober 1910, n° 10, p. 162.

⁴ On peut critiquer ce formulaire, en raison des erreurs d'inscription possibles, un chiffre passant d'une colonne dans l'autre, et de la nécessité de grouper sous une même rubrique des dépenses diverses, par exemple, sous une seule rubrique: « vêtements, réparations, acquisitions nouvelles »

Il ne suffit pas de prévenir le plus possible les chances d'erreur. On peut, heureusement, contrôler et rectifier, bien souvent. Une enquête de ce genre ne sera conduite avec quelque sécurité que si l'enquêteur prend connaissance des inscriptions à intervalles rapprochés, assez rapprochés, au moins, pour que les corrections puissent être faites de mémoire.

L'Office impérial de statistique s'est adressé aux offices de statistique des villes où se devaient trouver les enquêtés ; on se mit en rapport avec ces derniers le plus souvent par l'intermédiaire de syndicats, de caisses-maladie, d'unions corporatives et coopératives diverses (le détail en est donné dans un tableau, p. 8*) et l'on nous dit que, dans différentes villes, ce sont ces intermédiaires qui ont retiré et contrôlé les livrets. Dans les autres cas, cette tâche fut remplie (mensuellement) par les employés des offices de statistique. Quelquefois les livrets furent renvoyés par la poste. Le contrôle se faisait, soit au moment de reprendre le livret, par l'agent (chaque mois), soit à l'office de statistique, et, dans ce dernier cas, quelquefois seulement lors de l'élaboration. Des demandes de renseignements complémentaires passaient par les mêmes organes. Le plus grand nombre des budgets recueillis et publiés (dont le détail, est donné p. 10* et 11*) ont été élaborés par les villes elles-mêmes, ce qui, naturellement, facilitait le contrôle. M. Walter Schiff, de l'Office de statistique de Vienne, dit qu'un tel contrôle est insuffisant¹. C'est chaque semaine (comme on ne l'a fait que très rarement) et non chaque mois qu'il aurait fallu réviser les livrets. Mais, surtout, ce qui empêchait le contrôle d'être effectif, d'après lui, c'est qu'on a négligé, au début et à la fin, de faire le relevé des provisions, de dresser un inventaire, et surtout de faire le compte de ce qui se trouvait en caisse ; cela aurait permis, « à la fin de chaque semaine, de connaître ce qu'il y avait d'argent dans le ménage et de mettre en regard le solde qui résultait des revenus et des dépenses », ce qui aurait été un contrôle rigoureux et permanent. – L'Union des travailleurs des métaux, qui relève cette imperfection de la statistique officielle, a cherché à y échapper : elle a demandé « au cours de l'année de l'enquête » (par une communication spéciale), aux enquêtés, de noter ce qu'ils avaient en caisse au commencement de l'enquête, et, au terme, elle leur a adressé un extrait de leur budget annuel (montant des revenus et dépenses d'après leurs sources, indication du total des recettes et des dépenses, et du déficit ou de l'excédent), et leur a demandé de vérifier ces diverses notations, et d'en confirmer l'exactitude. « C'est ce qui a permis de rectifier bien des erreurs. » Toutefois, si l'Union s'appuie sur cette double communication aux intéressés pendant l'enquête pour noter qu'elle est restée en contact avec eux, il faut reconnaître que ledit contact a été bien intermittent, et que ces corrections faites après plusieurs mois ne sont peut-être pas elles-mêmes toutes correctes. D'autre

(?) ; ou de créer des rubriques très indéterminées, par exemple : « dépenses diverses ». D'autre part il n'est pas certain que l'enquêté prendra toujours la peine de lire attentivement ces rubriques.

¹ Zeitschrift für Volkswirtschaft, etc., XIX Band, p. 241 sqq.

part, on ne nous fait pas connaître ce « montant en caisse » (et peut-être ne l'a-t-on pas utilisé), et, pas plus que l'Office de statistique, on n'a pris en compte les provisions, ni dressé un inventaire.

Dans ces conditions, on ne peut accueillir que sous réserves ce qui nous est présenté comme le déficit ou l'excédent « en moyenne ¹ ». On nous dit (enquête de l'Office de statistique) que, pour 852 ménages d'employés et d'ouvriers, on en compte 406 qui, au bout d'une année, ont un excédent, tandis que 439 dénoncent un déficit ; l'excédent est, en moyenne, pour les familles où on le relève, de 2,6 %, et le déficit, de 4,4 % (de toutes leurs dépenses). Les déficits se relèvent surtout pour les plus hauts revenus. On ajoute que certaines recettes ont pu ne pas être indiquées (pourboires ou secours, travail à domicile des femmes d'employés, petits gains accessoires de l'homme cachés à la femme, dons en nature des parents ; de même les emprunts, retraits aux caisses d'épargne, ventes de vêtements), que, d'autre part, certaines dépenses qui n'ont pas été faites ont pu être portées (loyers en retard, marchandises prises à crédit). Ces suppositions sont d'ailleurs bien incomplètes, et il faudrait aussi tenir compte des raisons qu'il a pu y avoir d'omettre l'indication de certaines dépenses. Ces chiffres, si généraux soient-ils, ont cet intérêt : en admettant qu'en moyenne les déficits couvrent les excédents (et il paraît difficile d'admettre, en tout cas, qu'ils leur soient sérieusement inférieurs), la marge d'inexactitude, d'erreur ou d'oubli, serait de 2 % environ du total des dépenses : donc, même dans cette hypothèse (qui est optimiste, en ce qui regarde les conditions de vie ouvrières), on ne peut contester que l'exactitude des réponses ne soit très approchée. Dans l'enquête de l'Union, sur 320 ménages, 228 ont un excédent et 91 un déficit. L'excédent est, en moyenne, de 70 marks 45 et le déficit de 67 marks 58 ; on ne nous dit pas quel est le revenu moyen des ménages qui ont un excédent ou un déficit ; le revenu moyen de tous les ménages étant de 1.856 marks 19, l'excédent serait de 3,8 % et le déficit de 3,65 %. Mais comme ici (à la différence de ce qu'on trouvait dans l'enquête de l'Office de statistique) ce sont surtout les ménages pauvres qui signalent un déficit, les excédents représenteraient une proportion un peu moindre, les déficits une proportion un peu plus forte du revenu. Nos chiffres se rapprocheraient donc de ceux de l'Office de statistique ².

¹ M. Schiff remarque encore, à ce propos, qu'on entend par revenus, dans les budgets de l'Office de statistique, aussi bien que les gains, certains déplacements d'argent, par exemple un retrait à la caisse d'épargne, un emprunt, la vente ou l'engagement d'un objet, et que la même confusion se retrouve dans les dépenses, que l'Union des travailleurs des métaux ne nous indique pas comment elle définit ces termes, et que nous pouvons alors nous trouver en face de dépenses et de revenus fictifs (article cité p. 243).

² Notons que le revenu moyen des enquêtés atteints par cette dernière enquête est de 2.192 marks (la dépense moyenne, de 2.234). La composition moyenne des familles est, pour l'enquête de l'Union, de 4,9 têtes, pour l'enquête de l'Office, de 4,6. Le revenu par famille, et plus encore le revenu par tête, est plus élevé ici que là : il semble donc bien que le déficit soit enflé, ici, comme nous l'avons dit, et comme le rapporteur de l'enquête le suppose, par l'omission de certains revenus, mais de peu.

Il n'y a pas à s'attacher à ces résultats (déficit global, excédent global) en eux-mêmes, puisqu'on ne sait jusqu'à quel point ils expriment la situation économique effective de la famille, ou résultent d'oublis et d'inexactitudes. Ils donnent quand même une idée des limites probables de celles-ci. Comme ce qui nous intéresse, ce n'est pas de comparer les revenus aux dépenses, mais les dépenses entre elles et avec la dépense totale, cela nous donne confiance, que de reconnaître vraisemblable, dans l'enquête de l'Office, une marge d'erreur de moins de 2 %, et, dans l'enquête de l'Union, une marge d'erreur moins large encore.

II

La durée de l'enquête

[Retour à la table des matières](#)

Pendant combien de temps un budget doit-il être tenu pour qu'on le considère comme valable, c'est-à-dire comme permettant de connaître les conditions de vie normales d'une famille ou d'un individu. Remarquons que l'idée de normal n'est elle-même pas très claire. Ce serait l'objet d'une recherche propre que cette autre question : dans quels groupes sociaux et à quelles époques les conditions de vie sont-elles les plus régulières, c'est-à-dire varient-elles le moins d'une année à l'autre ? Il ne suffirait point, pour la résoudre, de recueillir chaque année, ou à des intervalles assez rapprochés, des budgets tenus par des ménages de même profession et de même composition, par exemple, si l'on veut observer l'influence que les conditions économiques et leur évolution ont eue sur leurs dépenses. Car il se peut que les familles nouvellement étudiées ne se rattachent par aucun lien continu aux familles anciennes, que celles-ci aient disparu ou émigré, que celles-là soient arrivées depuis peu dans ce pays ou dans ce groupe.

Mais on peut se proposer de rechercher, non plus quelle a été l'évolution des besoins, mais quelle en est la nature et l'importance au moment actuel, et craindre toutefois de se tromper en s'en tenant aux données d'une année. Si le ménage a été choisi dans des conditions telles qu'on puisse supposer ses besoins relativement constants (soit que les circonstances extérieures se modifient peu, soit que la nature psychologique de ses membres offre des garanties de stabilité), n'y a-t-il pas quand même des

consommations qui n'ont lieu qu'à intervalles très éloignés, et dont l'année ne mesure pas la périodicité ? D'autre part, bien que les besoins soient variables, n'est-il pas vraisemblable que leurs écarts, leurs irrégularités ne peuvent se produire trop souvent, et se doivent resserrer dans des limites elles-mêmes fixes ; dès lors, plus l'observation serait prolongée, plus se dégageraient, de tous ces accidents, quelques lignes essentielles relativement simples. C'est ce qu'on entendrait précisément par le « normal ».

Examinons de près, à cette occasion, les budgets d'Hofmann tenus pendant 20 années ¹.

L'auteur, pour le premier budget, compare les totaux des deux décades et en tire les proportions suivantes :

EN % DU TOTAL DES DÉPENSES :

	Nourriture	Boisson	Habitation ²	Vêtements	Besoins spirituels	Distraction	Divers
1 ^{re} décade	43,1	1,5	24,2	11,6	1,9	7,8	9,9
2 ^e décade	46,6	1,2	21,1	11,3	2,5	7,9	9,7

Sauf la dépense nourriture (dont l'augmentation doit s'expliquer surtout par l'âge plus avancé des enfants) et la dépense habitation (dont la diminution doit s'expliquer surtout par celle de la dépense mobilier et ustensiles), qui, en somme, ne varient que peu, les dépenses paraissent occuper la même place dans l'ensemble, et l'équilibre du budget est peu modifié. Nous avons effectué le même calcul, pour le second budget : voici la proportion des dépenses essentielles aux deux périodes.

EN % DE LA DÉPENSE TOTALE :

	Nourriture	Habitation	Vêtement
1 ^{re} décade.....	44,5	21	10,1
2 ^e décade.....	45	22,2	9,2

¹ Le premier est celui d'un commis dont la femme tient un commerce d'épicerie. Au début de la période (1866-1885), le père a 26 ans, la mère 25 ; ils ont une fille à la fin de 1866, une seconde à la fin de 1867, un fils à la fin de 1870, une fille encore au milieu de 1813. Le revenu annuel varie de 2.685 à 3.503 francs. Le second est celui d'un instituteur (Sekundarlehrer). Au début de la même période, le père a 40 ans, la mère 25 ; ils ont une fille à la fin de 1869, une autre au début, et une autre encore à la fin de 1874. En octobre 1878, le père meurt, et le père de la femme vient dans la famille. Le revenu annuel varie de 1.500 à 2.200 francs. – Voir la référence à l'Appendice.

² Il groupe sous ce nom les dépenses : loyer, chauffage et éclairage, mobilier, ustensiles.

Ici, les résultats des deux périodes sont encore beaucoup plus proches, ce qui étonne, étant donné que les enfants ont grandi, que le père a été remplacé par un vieillard.

Mais quelle est la signification de ces moyennes ? Pour la dégager, nous avons calculé d'abord les nombres relatifs qui correspondent aux dépenses de chaque année, si l'on suppose la dépense moyenne des deux dernières années égale à 100. Nous avons calculé, et inscrit en regard, pour chaque année, la composition de la famille, mesurée, d'après une unité conventionnelle, en quets ¹.

Dans le premier budget, la dépense nourriture suit une courbe assez régulière ; elle hausse d'abord très vite et par sauts (naissance des enfants, accroissement de la famille); elle se maintient quelque temps au niveau élevé atteint, puis fléchit (comme si la diminution du revenu obligeait, de ce côté, à un refoulement); ces mouvements n'apparaissent que très imparfaitement dans les proportions par décades. La dépense vêtement est bien plus irrégulière ; on y note cinq mouvements de hausse suivis d'autant de baisses, les maxima étant séparés les uns des autres par un nombre d'années d'ailleurs variable. La dépense habitation comprend deux éléments : l'un (loyer, chauffage et éclairage) n'augmente qu'entre 1869 et 1879, d'ailleurs brusquement, en 1869 ; il est au même niveau après qu'avant ; l'autre (mobilier et ustensiles) varie beaucoup ; en voici le montant aux diverses années: 149, - 64, - 46, - 59, - 169, - 27, - 116, - 43, - 173, - 93, - 20, - 40, - 120, -153, - 89, - 65, - 37, - 50, - 58, - 79 (soit six maxima). Dans le second budget, on note, pour la nourriture, trois périodes aussi, lente hausse, haut niveau, baisse ; l'influence de l'accroissement de la famille, d'abord, puis de la diminution des revenus est manifeste (la première moins, la seconde plus que dans le premier budget); pour le vêtement, il y a des maxima plus hauts, des minima plus bas que dans le premier budget, mais, au reste, la même irrégularité ; la dépense habitation, après la hausse du début, reste à peu près au même niveau, mais avec trois maxima exceptionnellement élevés. – De ces mouvements, nous nous préoccupons de donner une idée ; nous n'avons pas un assez grand nombre de budgets tenus aussi longtemps, et ceux-là même ne sont pas assez détaillés, pour que nous en puissions rendre compte. Mais il ne sera pas inutile, pour mieux apercevoir les variations dont les proportions décadales ne donnent pas la connaissance, de calculer, pour chaque année, les mêmes proportions. Nous nous en tenons au premier budget, et aux dix ou douze dernières années : nous indiquons ensuite ces proportions pour les totaux de deux, puis de quatre années.

¹ Voir ci-dessous, p. 179 sqq., la définition du quet. Pour ce qui suit, voir le tableau, p. 146.

1^{er} Budget (nombres relatifs)2^e Budget (nombres relatifs)

Années	Compo- sition du ménage en quets	Dépense totale	Nourri- ture	Habita- tion	Vête- ment	Composi- tion du ménage	Dépense totale	Nourri- ture	Habita- tion	Vêtement
1866	6,5	79	59	120	87	6,5	91	96	78	99
1867	7,5	80	66	96	73	6,5	85	96	90	29
1868	8,6	70	71	94	52	6,5	85	92	86	75
1869	8,8	76	72	118	49	6,5	96	108	87	98
1870	9,1	84	71	152	46	7,5	91	93	96	82
1871	9,4	84	82	107	69	7,6	93	95	109	96
1872	9,7	108	95	127	94	7,7	112	101	180	106
1873	11	101	101	122	84	7,8	112	108	158	62
1874	11,4	108	104	146	89	8,9	132	139	104	148
1875	11,8	108	100	127	118	10,1	118	124	98	108
1876	12,2	100	101	114	72	11,4	120	129	97	121
1877	12,6	95	93	122	55	11,7	120	125	158	103
1878	13	96	92	140	64	12	104	104	112	34
1879	13,4	94	89	142	69	12,3	89	92	102	52
1880	13,8	89	90	112	73	12,6	92	92	128	73
1881	14,2	93	90	96	87	12,9	90	101	116	84
1882	14,6	88	91	92	63	13,2	93	93	108	70
1883	15	94	90	96	101	13,5	85	95	94	55
1884	15,4	98	98	95	103	13,8	112	101	108	106
1885	15,8	101	102	106	97	14,1	89	99	93	94

En % des dépenses totales

Années	Nourriture	Habitation	Vêtement
1876.....	47,7	20,4	9,8
1877.....	46	23,2	8
1878.....	45	26	9,15
1879.....	44,4	26,6	10
1880.....	47,5	22,5	11,2
1881.....	45,5	18,4	12,8
1882.....	48,5	18,8	9,7
1883.....	45	18,3	14,8
1884.....	46,8	17,2	14,2
1885.....	47,3	18,8	13,1
1874-75.....	44,8	23	13,2
1876-77.....	46,5	21,8	8,9
1878-79.....	44,5	26,5	9,5
1880-81.....	46,4	20,5	12
1882-83.....	46,9	18,6	12,3
1884-85.....	47	18	13,7
1874-77.....	46	22,4	11,2
1878-81.....	45,5	23,5	10,8
1882-85.....	47	18,2	13

Nous pouvons observer d'abord que la proportion de la dépense nourriture ne varie pas beaucoup d'une année à l'autre (au reste, il ne naît plus d'enfant dans cette période), mais qu'en tout cas elle varie aussi, et aussi irrégulièrement (sinon aussi fort), de deux ans en deux ans et de quatre en quatre. Cette dernière remarque s'applique mieux encore à l'habitation et au vêtement ; sans doute les différences s'atténuent, mais en même temps elles se consolident : on ne peut plus y voir des irrégularités qu'il faudrait mettre au compte d'une année. Et on n'aperçoit pas, même à travers ces chiffres globaux (sauf, peut-être, dans la dépense nourriture) un type constant de répartition des dépenses, dont on ne s'écarterait momentanément que pour y revenir. – Voilà ce qu'il faut donc retenir de cette analyse d'un des rares budgets tenus avec soin pendant vingt années que nous possédions : *pour l'étude de la répartition des dépenses, aussi bien que du montant absolu de chacune d'elles, un budget tenu deux ans, trois ans, quatre ans n'est pas nécessairement plus valable qu'un budget annuel*. De la comparaison de ces années successives il ne ressort pas que l'une soit anormale, et l'on pourrait toujours choisir des cadres tels que, d'une période à l'autre, les variations apparaissent aussi fortes que d'une année à l'autre.

Mais, alors, pourquoi s'arrêter à l'année, et ne pas descendre aux budgets semestriels, trimestriels, mensuels ? C'est que si, d'une année à l'autre, certaines dépenses varient beaucoup (achats de meubles, de vêtements, déménagements, médecin et pharmacien, etc.) le plus grand nombre demeurent à peu près égales (nourriture, loyer, chauffage, éclairage) ; au contraire, de mois en mois, ces dépenses sont loin de représenter le même montant. Au cours des études préparatoires de l'enquête de l'Office de statistique, comme on craignait de ne pouvoir obtenir assez de budgets annuels, on avait émis l'idée de fondre ensemble plusieurs budgets qui ne s'étendraient que sur quelques mois. Mais, même si ces budgets fragmentaires avaient été dressés dans le même endroit, par des familles de même composition et de même profession, il y aurait eu des répétitions et des lacunes, car tous les ménages n'achètent pas aux mêmes intervalles et aux mêmes époques. Il suffit, pour s'en rendre compte, de se reporter au tableau X de cette enquête : Recettes et dépenses par mois dans 42 familles d'ouvriers. Si nous classons les mois d'après le nombre des maxima de dépenses qui s'y rencontrent, nous obtenons la série suivante : mars et décembre (7), juillet (6), octobre (5), avril (4), septembre et novembre (3), janvier, juin et août (2), mai (1) ; le mois de février ne compte que 11 minima. Si on néglige, maintenant, les cas où les maxima précédents ou suivent les minima (où il se peut que les dépenses d'un mois débordent sur l'autre), les cas, encore, où les minima tombent en février (ce qui peut augmenter l'écart), et si on additionne tous les maxima et tous les minima, on obtient les deux

totaux suivants (pour 21 familles) : minima = 2.238 ; maxima = 3.970, en chiffres relatifs : 100 et 178 ¹.

Rien ne prouve mieux l'inexactitude de la méthode qui consiste à multiplier par 12 les résultats mensuels pour obtenir un budget annuel.

L'année est en somme la coupure la moins artificielle qu'on puisse pratiquer ici. Sans doute, pour l'ouvrier, le revenu annuel semble une notion moins courante que pour un fonctionnaire ou un employé : suivant que sa pensée se reporte sur le mode de paiement de son salaire, ou sur sa dépense journalière, il se représentera son revenu d'une quinzaine ou d'une journée, et, comme il est exposé à bien des accidents, mort-saison, chômage, changement de lieu, maladie, qui lui feront perdre en tout ou partie son salaire, la notion du revenu annuel est ici moins définie. Mais si l'on tient compte, non plus de ces perturbations individuelles, mais des influences que le groupe subit tout entier (et c'est bien ce qui nous intéresse), alors la succession des saisons, et les changements en intensité et en espèce qui en résultent dans l'ordre et la nature des besoins, les fêtes et le rythme alternatif d'abstinence et de surconsommation qu'elles déterminent jusque dans la classe pauvre, l'habitude sociale de renouveler l'habillement à peu près aux mêmes époques (d'autant plus marquée que les vêtements sont meilleur marché et de moins bonne qualité), le rapport que l'alimentation entretient avec les saisons aussi, moins peut-être à cause de la température que parce que les marchands mettent en vente des comestibles divers aux diverses époques, tout cela explique que l'année, pour l'étude des dépenses, puisse être considérée comme un cycle. D'autre part, en particulier dans la classe ouvrière, tout semble s'organiser de plus en plus de façon à épargner aux ménages l'effort de dépenses exceptionnelles intermittentes. Pour le paiement des impôts, du loyer, des aliments, cela est visible, et cela distingue profondément les conditions de vie de l'ouvrier et du paysan ; mais le développement du crédit, l'habitude de payer par acomptes les vêtements et le mobilier, l'assurance aussi qui répartit sur toute la durée de la vie active les charges qu'il faudrait s'imposer autrement quelques mois ou quelques années, tendent à uniformiser davantage tout le cours de la vie ouvrière ². – Enfin, tandis qu'un riche escompte ses revenus de l'année suivante pour se permettre des dépenses plus fortes, ou diminue ses dépenses d'une année pour compenser les pertes de l'année antérieure, le ménage ouvrier a un horizon plus limité ; c'est d'une semaine à l'autre, d'un mois à l'autre qu'il peut calculer et prévoir, qu'il se risque à déranger l'équilibre de son budget ou se préoccupe de le rétablir ; dans le cadre d'une année, on n'apercevra pas toutes ces retouches successives, très rapprochées, puisqu'elles ne peuvent être que très petites.

¹ Le total des minima de février = 1.362, et le total des maxima correspondants = 2.549, soit 100 et 187. Il ressort du même tableau que les maxima de dépenses se présentent au même mois que les maxima de revenus, ou (dans 2 cas seulement) au mois suivant, dans 20 familles (sur 42).

² De même l'abonnement aux journaux, au médecin, etc.

Pour toutes ces raisons, il faut approuver l'Office de statistique allemand, qui n'a retenu pour l'étude que les budgets tenus une année entière, s'est borné à publier en annexe les budgets tenus 11 mois (26), 10 mois (26), 9 mois (22), 8 mois (18) et 7 mois (22), et a écarté purement et simplement ceux qui l'ont été 6 mois ou moins, et l'Union des travailleurs des métaux qui n'a travaillé que sur des budgets annuels.

III

Le nombre des budgets

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons dit qu'il était difficile d'obtenir des budgets tenus avec soin pendant une année. Aussi, la plupart des enquêteurs qui ont recueilli des indications sur les dépenses des ouvriers se sont-ils arrêtés à un de ces deux partis : Ou bien ils ont cherché à obtenir le plus grand nombre de réponses possible, et ont renoncé à faire tenir leur budget par les intéressés, mais se sont bornés à les questionner ou à leur faire remplir des questionnaires simplifiés. Il leur a semblé qu'à multiplier les « expériences », ils avaient plus de chances d'annuler les erreurs ou d'effacer l'influence des cas exceptionnels. C'est la méthode extensive. Ou bien ils se sont préoccupés de trouver un petit nombre de cas typiques et de les observer de très près, aussi bien en faisant tenir leurs livres de comptes par les intéressés qu'en recueillant tous les détails biographiques, locaux, etc., de nature à éclairer leur situation. Il leur a semblé qu'approfondir ainsi un cas typique, c'était retrouver toutes les influences générales qui s'exercent sur lui, et pénétrer au cœur même de la réalité sociale. C'est la méthode intensive, telle qu'elle a été pratiquée surtout par Le Play et ses disciples.

Or, nos enquêtes allemandes ne relèvent réellement ni de l'une, ni de l'autre. Les cas sur lesquels elles ont porté ne sont pas assez nombreux pour qu'on puisse compter (surtout en les répartissant en groupes) que les erreurs et les cas exceptionnels disparaîtront dans les chiffres moyens. Ils sont trop nombreux pour qu'il ait été possible de rassembler à propos de chacun d'eux un très grand nombre de renseignements. Mais nous ne le regrettons pas. Les méthodes extensive et intensive ne paraissent ni l'une ni l'autre très scientifiques.

Les enquêteurs qui ont appliqué la méthode extensive en même temps que celle du questionnaire ont bien eu l'impression des erreurs, des inexactitudes et des oublis qui ne pouvaient pas manquer d'entrer dans les réponses des ouvriers interrogés, et ils ont cru qu'en multipliant les cas, ils obtiendraient, par le jeu de la loi des grands nombres, une compensation et une atténuation croissante de ces fautes. Il faut les suivre sur ce terrain¹. – On a calculé, en effet, qu'au jeu de la roulette, par exemple, plus on envisage de parties, plus le nombre des cas où sort la rouge se rapproche de celui des cas où sort la blanche. Il en serait de même d'une quantité de phénomènes physiologiques et sociaux : naissances, rapport des sexes, fréquence des maladies, suicides, crimes, témoigneraient d'une périodicité et d'une régularité de plus en plus marquées, à mesure qu'on les étudie dans des groupes sociaux plus étendus. Quelle en est la raison ?

Étudions les irrégularités qu'on peut rencontrer dans notre expérience : ce serait, d'une part, la distraction et l'oubli ; d'autre part, l'exagération en un sens ou en l'autre. Or, on a observé que les oublis ne se produisent point au hasard, qu'à considérer des groupes assez étendus la proportion des oublis de telle espèce qu'on y relève (oublis de timbres sur des enveloppes, oublis d'objets dans des trains ou des voitures) reste approximativement la même. Pourquoi ? Un oubli, c'est la concomitance d'un état d'inattention du sujet et d'un devoir d'une importance sociale assez grande à remplir par lui (car nous passons notre temps à oublier, mais la société ne parle d'oubli que quand l'acte l'intéresse). Si les oublis sont périodiques, réguliers, il faut que les causes de l'inattention, et les causes qui expliquent ces devoirs à remplir, soient des forces constantes. Sans doute leur action sera paralysée le plus souvent par d'autres forces, qui tendent, au contraire, à éveiller l'attention, à rendre plus rare l'accomplissement de ces devoirs importants, et à nous en affranchir pendant des périodes d'inattention inévitables. Mais le fait de la périodicité des oublis fonde il croire que les forces qui les expliquent, en vertu de l'agencement de la vie sociale, s'exercent à leur tour, et que leur effet est dans une proportion exacte avec leur intensité constante. Naturellement, cette intensité peut être faible, ces forces peuvent, par suite, n'intervenir qu'à intervalles, réguliers sans doute, mais assez éloignés, si bien qu'il faut envisager une longue période et un grand nombre de cas, pour reconnaître leur jeu. D'autre part, il ne faut point qu'interviennent d'autres causes, qui, modifiant l'état psychologique du groupe observé, ou multipliant les devoirs qu'il lui faut remplir, troublent le jeu des forces sociales auxquelles il obéit d'ordinaire. – Dans le cas présent, où on applique la méthode du questionnaire, comment intervient la théorie des grands nombres ? On s'appuiera sur elle, par exemple, pour dire que les oublis qui portent sur les revenus compensent ceux qui portent sur les dépenses, que les oublis imputables à tel groupe (de telle catégorie

¹ Dans notre livre: *La théorie de l'homme moyen ; essai sur Quetelet et la statistique morale* (Paris, F. Alcan, 1913), nous critiquons en détail l'application de la loi des grands nombres aux faits biologiques et sociaux.

de revenu, de tel nombre d'enfants) correspondent à ceux qui sont commis dans tel autre (en sorte que la comparaison de l'un à l'autre devient légitime). Et l'on croit que parce qu'on a recueilli 1.000 budgets, ou plus, parce qu'on s'est adressé à 1.000 ménages, on peut compter que cette compensation sera plus exacte que dans 30, 50, 100, 300 budgets recueillis par une méthode plus lente. Mais ce n'est pas du tout certain. Le nombre des ménages augmente, mais le temps pendant lequel on les observe diminue beaucoup plus ; or, ce n'est pas seulement la diversité des individus, c'est aussi la diversité de leurs dispositions qui entre en compte. Admettons que certains individus soient très oublieux, d'autres très attentifs (et il faudrait admettre encore qu'ils sont *toujours* tels, qu'ils se seront montrés tels le jour ou la semaine de l'enquête); le plus grand nombre sont moyennement attentifs, c'est-à-dire qu'ils traversent des périodes alternatives de distraction et d'éveil : à quel moment les aura trouvés le questionnaire ? Qu'on n'allègue pas que le fait même de l'enquête les aura tous obligés à être aussi attentifs qu'ils le peuvent : car l'attention ne dépend pas seulement de la volonté. Considérons, par exemple, cette forme particulière d'oubli qu'est l'exagération (d'ailleurs en un sens ou dans l'autre). Un ménage qui vient de s'astreindre à de fortes dépenses et à des privations, pour payer son loyer, pour solder des dettes, pour s'acquitter d'une dépense exceptionnelle, sera, quoi qu'il en ait, dans une disposition de pensée pessimiste : il verra ses revenus moins forts, ses dépenses plus élevées qu'elles ne sont ; il oubliera certains gains accessoires, les vêtements qui lui ont été donnés en cadeau, les distractions qu'il a pu se permettre. Inversement, un ouvrier qui a reçu, outre son salaire ordinaire, celui de plusieurs heures supplémentaires, qui a trouvé par chance un logement bon marché, etc., sera disposé à s'exagérer la puissance d'achat de l'argent et le montant même de son revenu, et à se représenter moins élevé qu'il ne l'est le prix de la vie. Ces dispositions ont d'ailleurs chance d'être transitoires. Elles n'altèreraient point l'exactitude des données d'un livret de famille, où il s'agit moins d'apprécier que de constater, et qu'il faut tenir dans quelque disposition d'esprit qu'on se trouve : mais elles se refléteront nécessairement dans les réponses au questionnaire, données en une seule visite de l'enquêteur. Si l'on veut appliquer strictement la loi des grands nombres, il faudra donc dire : en admettant que dans l'enquête américaine la plus extensive (11.156 budgets réellement utilisés) l'enquêteur a visité deux fois la même famille, cela donne un total de 22.312 visites, d'autant de dispositions psychologiques (degrés divers de l'attention) qui ont pu « se compenser », de beaucoup moins naturellement pour chaque compensation à l'intérieur d'une catégorie moins étendue, comme celles qui apparaissent dans les tableaux. Dans notre enquête des travailleurs des métaux en admettant que les ouvriers ont inscrit leurs dépenses chaque jour, cela donne un total de 116.800 jours, en admettant qu'ils les ont inscrites deux fois par semaine (hypothèse la plus défavorable), de 34.560 jours, ce qui est encore très supérieur au nombre des jours de l'enquête américaine. Sous ce rapport même (et c'est leur principal avantage), les enquêtes dites extensives se peuvent donc moins réclamer que les nôtres de la loi des grands nombres.

Ajoutons ceci. Les enquêtés sont mis, par le fait des questions qu'on leur pose toutes en peu de temps, pour qu'ils y répondent tout de suite, dans une situation très artificielle. Or, la loi des grands nombres ne joue que quand les forces en présence les événements, les représentations se meuvent en quelque sorte dans un milieu clos, à l'abri de toute influence qui ne se serait pas exercée dès le début. Le plus souvent, quand on les interroge, ils jouent le rôle passif : il faut que l'enquêteur leur suggère en quelque mesure leurs réponses. Or, si les enquêteurs sont nombreux (comme d'ordinaire dans une enquête aussi étendue), malgré l'uniformité des instructions écrites et orales par eux reçues, il n'est pas possible qu'ils opèrent tous de même. S'adressera-t-on à un grand nombre de personnes dont chacune sera chargée d'interroger un petit nombre de ménages ? Il faudra recourir alors à des enquêteurs occasionnels, et chacun d'eux s'inspirera de ses préoccupations ordinaires, c'est-à-dire de celles du groupe dont il est membre ; un médecin attachera plus d'importance à la quantité des aliments, un secrétaire de syndicat à la situation générale de l'ouvrier, à l'excédent ou au déficit qui ressort du budget, tel économiste ou un philanthrope au prix du loyer, aux prix des aliments ; une femme insistera peut-être plus qu'un homme sur les dépenses vêtements, couture, blanchissage, etc. S'adressera-t-on à un nombre limité d'enquêteurs de profession, et rétribués ? En admettant qu'on obtienne de tous qu'ils attachent le même degré d'importance aux mêmes questions, on ne peut supprimer les différences de tempérament et de conscience : l'un sera impatient et brusquera les enquêtés, l'autre craindra d'abuser de leur bonne volonté ; celui-ci sera trop soupçonneux, celui-là trop confiant ; l'un sera superficiel, l'autre minutieux, etc. Précisément parce qu'ils seront peu nombreux, les enquêtés se trouveront ainsi séparés en quelques grands groupes, dans chacun (lesquels l'influence personnelle d'un seul enquêteur se sera exercée.

On pourra, il est, vrai, se contenter de donner des explications, en remettant un questionnaire écrit qu'on viendra reprendre ensuite, quitte à le corriger et le compléter. L'enquêté, dans l'intervalle, sera livré à lui-même, son rôle sera plus actif, apparemment. Mais comment opérera-t-il ? Ce qu'on lui demande, ce n'est pas de prendre note d'achats effectués, de recettes faites le jour même ou la veille : il doit évaluer ce qu'il dépense en moyenne, dans la semaine, le mois, l'année, pour tel ou tel item. Sauf pour le loyer et les impôts (il faudra renoncer d'ailleurs à connaître les loyers en retard, ou non payés, et à comprendre dans l'étude totale les cas où il y a déménagements, sous-locataires et pensionnaires, etc.), pour toutes les autres dépenses, cette notion de moyenne rendra peut-être le calcul plus facile, mais plus arbitraire. L'enquêté ne s'inspirera pas seulement de ce qu'il dépense en fait (pour la bonne raison que le plus souvent il ne pourra d'aucune façon le déterminer), mais plutôt de ce qu'il lui paraît à la fois possible et raisonnable de dépenser dans sa situation.

C'est bien le défaut majeur de cette méthode. D'un grand nombre d'observations elle dégage des moyennes : on pense qu'en raison du nombre des observations et de leur particularité, qui fait que les cas les plus différents se produisent, une compensation entre eux tous s'établit, si bien que la moyenne n'est point faussée par les erreurs ou irrégularités individuelles. Mais on ne s'aperçoit pas que les observations elles-mêmes sont déjà des moyennes, et établies dans les pires conditions, tout empiriquement. Le but de la science, ici comme ailleurs, est de substituer aux préjugés, aux opinions toutes faites, aux idées vagues et contradictoires, une connaissance précise, fondée sur les faits; mais voici que les faits sont déformés d'avance, vus à travers une opinion qui en atténue et noie, les contours. On tourne dans un cercle de moyennes. Sans doute il est vraisemblable que les démarches des hommes, leurs dépenses comme les autres, s'expliquent surtout par l'influence sur eux du milieu social où ils évoluent. Mais ce n'est pas en leur demandant ce qu'est cette influence, dans quel sens elle s'exerce, qu'on l'apprendra : c'est en la cherchant dans leurs démarches spontanées, dans ce qui, en elles, paraît d'abord inexplicable, et qu'ils n'aperçoivent pas eux-mêmes. L'idée que se fait l'individu de sa dépendance par rapport au groupe est souvent très inexacte. Les démarches des individus dépendent du groupe ; mais c'est en rapprochant toutes ces démarches (ici toutes les dépenses, qui seront inscrites), non en rapprochant toutes les opinions des individus sur ce qu'elles sont ou devraient être, qu'on apprendra quelle est cette dépendance.

Ceux qui, comme Le Play, ont appliqué en ce domaine la méthode intensive, n'ont pas prétendu arriver à des résultats moyens par une addition de beaucoup de cas particuliers. Mais c'est de cas supposés moyens qu'ils sont partis, et c'est sur eux qu'ils ont concentré toute leur attention. Une telle conception s'explique par les idées philosophiques de Le Play. Les budgets de famille ont été en effet d'abord une partie intégrante de ses monographies. Préoccupé surtout de connaître l'état actuel, la cohésion inégale, les propriétés variables de la famille en Europe et dans le monde, il a choisi quelques familles apparemment typiques par leur histoire et leur situation matérielle et morale. Jusqu'à quel point sont elles bien l'image des ensembles nationaux ou professionnels dont elles font partie ? C'est un point sur lequel on discuterait sans profit, puisque nous ne connaissons pas avec le même détail les familles voisines. On comprend en tout cas, vu l'importance attachée à chaque exemple, que la description en ait été extrêmement minutieuse, que tout ce qu'on pouvait en connaître nous ait été représenté, qu'on soit remonté assez loin en arrière, dans son passé, qu'on ait insisté sur les liens par où il se rattache aux groupes environnants. Le Play a eu évidemment l'idée qu'à réunir ainsi toutes les particularités dont est faite la vie d'un groupe, il atteindrait sa nature profonde et ses derniers ressorts, les forces physiques et morales qui le déterminent. Une telle méthode ressemble à celle d'un psychologue qui, pour connaître l'âme, n'en étudierait qu'une, la sienne ou toute autre, mais à fond, et substituerait une réflexion intense sur un cas à une expérience très étendue. À la rigueur on

comprend qu'on procède ainsi lorsqu'on voit dans la famille l'élément fondamental de la société, la cellule, l'unité véritable. Dès lors, il se peut qu'à vivre longtemps dans l'intimité d'un de ces groupes, on parvienne à en pénétrer toutes les démarches, à en deviner toutes les tendances, si l'on possède une certaine force d'attention et de sympathie. Une fois qu'on s'est proposé le même objet que Le Play, il est légitime de restreindre le nombre des cas observés, au bénéfice de la durée et de l'intensité de chacune des observations.

Mais lorsqu'on étudie les dépenses, et cela seulement, le problème est tout autre, et on ne voit pas comment on pourrait appliquer une telle méthode. À vrai dire, si Le Play s'arrête à des familles typiques, c'est parce que son expérience, ses connaissances sociologiques générales l'ont déjà conduit à se faire une idée des principales formes de la famille dans les sociétés contemporaines. La classification qu'il présente de ses formes n'est certainement pas faite après coup, et les monographies n'interviennent en somme qu'à titre d'illustrations. Il choisit une famille type comme un guide expérimenté vous conduit tout de suite à l'endroit d'où l'on découvre le mieux le pays. – Mais nous n'avons aucune idée précise préalable des lois auxquelles obéissent les dépenses. À la rigueur les habitudes morales, religieuses, domestiques, les conditions du travail, les distractions publiques, l'aspect des quartiers, des maisons, se laissent surprendre en leurs traits généraux. Mais comment connaître du dehors les dépenses ? Beaucoup de ménages ne savent pas eux-mêmes comment leur budget s'équilibre on ne s'équilibre pas. En tout cas, ils ne le font point savoir. Or cela ne se voit pas, ne se sent pas, ne se devine pas, comme, à la rigueur, la régularité des mœurs ou la solidité du lien familial. Où trouver et comment chercher les cas moyens en ce domaine ?

Il ne peut être question d'exclure les familles qui dépensent *trop*, ou qui ne dépensent pas *assez*, soit au total, soit pour certains articles : ces expressions *trop*, ou *pas assez*, sont trop vagues, et ne se peuvent déterminer que si on possède déjà un grand nombre de points de comparaison. Si l'on veut écarter tous les ménages dans lesquels des dispositions individuelles modifient les dépenses, encore faudrait-il être sûr que ces dispositions sont bien telles : certains traits semblent individuels lorsqu'on les isole, et au contraire, replacés dans un ensemble, revêtent une signification sociale. En tout cas, pour retrouver les particularités individuelles, il faut connaître d'abord toutes celles qui ne le sont pas. – Un exemple montrera combien on risque, en s'attachant aux cas dits moyens et à eux seuls, de tronquer la réalité. On ne retiendra par exemple pour l'enquête qu'un petit nombre de familles d'une composition dite normale. Admettons (ce qui est bien douteux) qu'on s'entendra sur ce point. Mais un groupe social comprend des familles de beaucoup d'espèces. Les habitudes et démarches de ce groupe ne s'expliquent pas seulement par celles des familles du type le plus répandu. Chacune de ces espèces intervient. Supposons que le salaire soit fixé par rapport à un niveau de vie. Est-il assuré qu'on s'inspirera, que les employeurs tiendront compte des

seuls besoins des familles dites normales ? Est-il écarté qu'ils mettent parfois au premier plan la dépense ordinaire de l'ouvrier seul, ou du ménage sans enfants, qu'ils estiment que le salaire ne doit point s'élever au delà, en sorte que dans les familles chargées d'enfants, il faudra compter sur le travail supplémentaire de la femme, sur des ressources accessoires, etc.? On peut ajouter que la famille dite normale aura été « anormale » auparavant, avant la naissance des enfants, du nombre d'enfants considéré comme normal, que pendant cette période elle aura contracté des habitudes, et qu'en vertu de la passivité caractéristique de tant de ménages ouvriers, elle ne les modifiera point toujours quand elle s'agrandira. Rien ne force à croire qu'elle changera de logement, qu'elle accroîtra la dépense nourriture en proportion du nombre et de l'âge des nouveaux membres de la famille, etc. – En réalité, si on ne retient que les familles qui possèdent une qualité ou un caractère à un certain degré considéré comme normal, on s'enlève toute possibilité d'étudier (en le faisant varier) l'action de ce caractère ou de cette qualité, son influence sur les démarches des familles ; on renonce à poser les problèmes essentiels. Mais, en même temps, puisqu'on ne connaît pas l'influence que ce caractère exerce, on n'est pas fondé à poser qu'il en exerce une ; et on n'a alors aucune raison d'écarter les cas où il est, pense-t-on, trop ou trop peu accentué. En d'autres termes, on ne peut retenir des cas normaux avant d'avoir défini le normal ; mais on ne peut le définir qu'après avoir comparé une quantité de cas dont on ne sait pas *a priori* s'ils sont normaux ou anormaux. On tourne donc dans un cercle, ici encore.

Nos enquêtes allemandes ne soulèvent point les mêmes objections. D'une part, moins nombreux sans doute que les budgets recueillis par les enquêteurs américains et anglais, ceux qu'elles ont obtenus sont du moins des budgets véritables, des comptes tenus jour par jour d'un bout de l'année à l'autre, non des réponses vagues à des questions sommaires. D'autre part, moins complets que les budgets de Le Play et de ses disciples (ou plutôt dépouillés des mêmes renseignements complémentaires), ils ne se rapportent point à quelques ménages plus ou moins arbitrairement retenus comme typiques ; mais ils sont assez nombreux, pour chaque catégorie de ménages, pour que, dans les moyennes qu'on en pourra tirer, les caractères les plus généraux, les moins exceptionnels, se laissent reconnaître. Naturellement il n'est pas possible de dire à quel nombre de budgets il faut s'arrêter en une telle enquête. Mais c'est la première fois que des budgets proprement dits, tenus pendant toute l'année, et aussi nombreux, nous sont présentés. Nous avons toutes raisons d'en aborder l'étude avec confiance.

On s'étonnera peut-être de ce que nous prétendions tirer des conclusions valables pour toute la classe ouvrière d'une étude qui porte sur les dépenses des ouvriers allemands et d'eux seuls. Si l'on nous démontrait (en s'appuyant sur des données aussi précises que les nôtres) qu'en raison de certains traits de leur caractère national, les habitudes collectives de dépense des ouvriers anglais ou français diffèrent essentielle-

ment de celles que nous relevons en Allemagne, nous limiterions aussitôt nos conclusions aux ouvriers allemands. Mais, si l'on invoque seulement la différence des salaires, ou des prix, et, encore, la proportion différente d'ouvriers de chaque taux de salaire, c'est-à-dire des différences économiques, d'un pays à l'autre, en quoi la nature des habitudes collectives de dépense en peut-elle être altérée ? Telles habitudes, très répandues en Allemagne, parce que telles espèces de conditions économiques y prédominent, le seront moins en Angleterre, parce que ces conditions économiques y sont moins fréquentes. Mais le rapport entre lesdites habitudes et les mêmes conditions n'en subsistera pas moins. Il y a tout avantage, naturellement, à faire varier le plus possible les conditions, pour voir comment les habitudes varieront ; et il est à désirer que de telles enquêtes, aussi étendues et aussi précises, soient faites dans d'autres pays. Mais les divers groupes atteints par nos enquêtes en Allemagne même étaient déjà assez différents pour que nous n'ayons pas manqué de rapprochements.

Que nous nous en tenions ou non aux ouvriers allemands, on pourrait nous demander, d'autre part, pourquoi nous n'avons soumis à l'analyse que ces deux enquêtes, alors que, depuis longtemps, l'on s'est préoccupé de recueillir des données sur les dépenses des ouvriers. Il nous faudrait à cette place procéder à une revue critique de toute la littérature des budgets de familles, pour expliquer que nous nous soyons attachés à ceux-là seulement ¹. On verrait que ces recherches ont été effectuées de trop de manières différentes pour qu'il apparaisse probable qu'on puisse en les rapprochant les unes des autres, ou de nos deux enquêtes, parvenir à quelques résultats assurés. Pour l'étude de l'évolution des dépenses dans le temps (dans les dernières décades du XIX^e siècle), ces matériaux sont uniques, et pourront servir. Mais les problèmes que nous posions étaient autres.

¹ Le lecteur trouvera cette revue critique en appendice : nous l'y avons reportée à seule fin de ne pas interrompre le développement.

IV

Les différentes espèces de dépenses

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons dit pour quelles raisons l'enquête de l'Office impérial de statistique allemand et celle de l'Union des travailleurs des métaux allemands nous paraissent de beaucoup la source la plus valable pour l'étude de l'importance et du rapport des diverses dépenses dans la classe ouvrière en général. Il nous faut indiquer maintenant en quel état les données nous sont présentées, et comment nous avons dû les élaborer.

C'est dans les tableaux 1 de l'enquête de l'Office impérial allemand de statistique (recettes et dépenses par localités, pp. 1-149) que tout le détail des résultats se trouve reproduit ¹.

Insistons sur les cadres choisis pour présenter les dépenses ².

Bien que les divers enquêteurs, dans tous les pays et depuis qu'on recueille de telles données, aient été conduits à adopter les mêmes grandes subdivisions, il subsiste dans le détail bien des divergences, qui rendent plus difficiles les comparaisons. Sans rappeler les caractéristiques de tous ces cadres, indiquons quels furent ceux ou s'arrêtèrent Le Play, et les préparateurs de l'enquête belge de 1853, presque au même moment. Le Play dit ³ : « Les trois premières sections du budget des dépenses concer-

¹ On nous donne, pour chaque ménage, les indications suivantes : lieu d'habitation, nombre de personnes comprises dans le ménage, profession du chef de famille, état civil du ou des deux parents, nombre et âge des enfants, indication des autres personnes (parents ou non) qui font partie du ménage (et, en note, de celles qui ont passé un temps donné dans la famille); les revenus, distingués en : salaire principal, revenu accessoire de l'homme, revenu de la femme, contribution des enfants, produit de sous location, autres revenus en argent, revenus en nature, total ; les dépenses, réparties en 17 catégories ; le détail de la dépense « nourriture, boisson, tabac, etc. », répartie en 21 catégories ; pour les 7 chapitres du revenu et les 17 catégories de la dépense, on nous donne, à côté des chiffres absolus en marks, la proportion au total. On présente d'abord les données des grandes villes de plus de 100.000 h., puis celles des villes moyennes, puis celles des localités de moins de 20.000 habitants (qui comprennent respectivement 701, et 70 ménages).

² À propos des revenus, notons seulement cette différence entre l'enquête de l'Office de statistique et l'enquête des ouvriers des métaux : dans cette dernière, on n'indique que le salaire de l'homme et le revenu total.

³ *Les Ouvriers européens*, I, p. 290 sqq.

nent les besoins physiques les plus impérieux : la nourriture, l'habitation et les vêtements. La quatrième comprend les dépenses relatives aux besoins moraux, aux récréations et au service de santé. La cinquième et dernière section groupe les dépenses complémentaires ayant pour objet les industries domestiques, les dettes, les impôts et les assurances. » Nous reviendrons sur la répartition de la dépense nourriture sous 7 chapitres. La dépense habitation comprend 4 articles principaux : la location et l'entretien du logement, l'entretien du mobilier, le chauffage et l'éclairage. Dans la quatrième section, les dépenses relatives aux besoins moraux se rapportent essentiellement au culte et à la charité¹. Dans la cinquième section, les dépenses relatives aux industries sont indiquées seulement pour mémoire, mais ne sont pas considérées comme dépenses proprement dites, « afin de ne point masquer l'identité des conditions » de familles semblablement situées, mais dont certaines pratiquent des industries domestiques. – L'enquête belge groupe les trois premières sections de Le Play sous le titre : dépenses de l'ordre physique et matériel ; les articles sont d'ailleurs à peu près les mêmes (cependant le service de santé y est également compris). Sous un second titre : dépenses de l'ordre religieux, moral et intellectuel, on a rassemblé, outre les articles de la quatrième section de Le Play (sauf le service de santé), les assurances) comprises dans la cinquième). Enfin les « dépenses de luxe ou résultant de l'imprévoyance » comprennent outre les dettes (cinquième section de Le Play), les distractions, récréations, plaisirs (tabac), compris dans la quatrième section de Le Play, de même que le théâtre, le jeu, la loterie.

Cette question préalable du groupement des diverses dépenses conserve de l'importance, alors même que le détail des données est très grand. On s'inspire de la solution qu'on en donne, pour le groupement des données en tableaux, pour leur première élaboration, d'où nous sommes obligés de partir. – Rapprochons la classification de l'enquête de l'Office de statistique allemand des précédentes.

On a réuni en une même catégorie les dépenses nourriture, boisson, tabac, restaurant ou café, (qui ne sont distinguées que dans le tableau des dépenses nourriture, etc.). Le Play, l'enquête belge, et notre enquête des travailleurs des métaux en ont séparé la dépense tabac, etc. Et il est d'ailleurs malaisé de déterminer le caractère de cette dépense ; elle satisfait un besoin physique, et, toutefois, elle peut être envisagée

¹ Le Play remarque que, dans les populations déjà assez compliquées « les sentiments religieux forment le contrepoids naturel des habitudes qu'engendre une préoccupation continuelle pour le gain et l'épargne... Pour apprécier la portée du progrès qui se manifeste au milieu des classes ouvrières, il est donc nécessaire de constater si le développement du sentiment religieux marche de front avec celui de la prévoyance. » Au contraire, dans certaines populations naïves et peu prévoyantes, « l'habitude de la bienfaisance et la sympathie pour les souffrances du pauvre ne sont pas ordinairement liées à une forte organisation religieuse. » Ainsi, les peuples simples de l'orient pratiquent l'hospitalité et l'aumône, non par devoir, mais par « propension naturelle ». Livre cité, p. 357.

comme tenant lieu de distractions et récréations intellectuelles¹. La question se poserait aussi à propos des boissons fermentées (que l'enquête des travailleurs des métaux ne comprend pas dans la nourriture en général). Si on voulait distinguer les dépenses nécessaires et les dépenses de luxe, cela nous conduirait loin ; car, parmi les aliments eux-mêmes, il faudrait introduire alors bien des catégories. Pour le moment nous devons nous borner à mentionner ces difficultés ; la réunion ou la séparation de ces différents chefs devra s'inspirer de la nature du problème posé. Pour les dépenses restaurant, cabaret, on les a rattachées à la dépense nourriture en général, et il est possible, chez Le Play et dans l'enquête de l'Office de statistique, de les calculer à part (l'enquête belge n'indique que les boissons consommées au dehors, l'enquête des travailleurs des métaux n'indique pas séparément les aliments ou boissons consommés au dehors).

L'enquête de l'Office de statistique groupe en une même catégorie (et, pour toutes les dépenses dont nous allons parler, il n'existe plus de tableau détaillé qui permette, par un travail pénible, d'en calculer à part les éléments) les dépenses vêtement, linge et blanchissage². Le Play distinguait les vêtements de l'homme, de la femme, des enfants, et le blanchissage. On peut regretter que l'enquête de l'Office n'ait point procédé de même. Du moins ce groupement reste admissible. L'enquête des travailleurs des métaux indique sans doute séparément les dépenses blanchissage ; mais elle réunit les dépenses vêtement, nouvelles acquisitions (de meubles, vaisselle, ustensiles) et réparations, ce qui est un gros élément de confusion : c'est obscurcir la dépense vêtement, et empêcher qu'on ne rapproche, de la dépense loyer, les frais qui s'y rattachent le plus étroitement. L'enquête belge ne fait ici aucune distinction.

L'enquête de l'Office de statistique réunit en un même article les dépenses loyer et mobilier³. Il est regrettable qu'on n'ait pas distingué ces deux éléments. Le Play indique en même temps les dépenses loyer et entretien du logement, dont il distingue les dépenses mobilier (en y comprenant les draps de lit, rideaux, serviettes ; il est vraisemblable que, dans les autres enquêtes, draps de lit et serviettes sont compris

¹ Parlant du charbonnier de Carinthie et du mineur du Hartz, Le Play remarque : «Après avoir envisagé les privations qu'impose à ces ouvriers sous un rude climat, l'exercice d'industries pénibles dont les produits pourvoient à peine aux besoins les plus indispensables, il a cherché en vain quelle distraction autre que l'usage du tabac pourrait leur être donnée ; comment, par exemple, avec une dépense annuelle de 10 francs environ, le mineur du Hartz pourrait se procurer autrement une sensation agréable mille fois répétée pendant l'année, soit aux moments de repos, soit pendant l'exercice même du travail. À vrai dire, le charbonnier et le mineur, comme le marin préposé à la garde de son navire, sont dans la situation du chasseur indien qui a inventé l'usage du tabac dans les forêts de l'Amérique du Nord ». Livre cité, p. 364.

² On nous dit que la dépense est, en moyenne : pour les vêtements seuls, de 227,68 marks, pour le linge et les draps de lits, de 24,53 marks, pour le blanchissage et le nettoyage, de 30,23 marks (total : 282,44 marks).

³ On nous dit qu'en moyenne le loyer est de 326,33 marks, les frais. d'installation et d'entretien, de 72,34 marks, les dépenses pour jardin et plantes, de 2,60 marks.

dans le vêtement). L'enquête belge distingue du loyer la dépense mobilier (mais n'indique pas de dépense : entretien du logement). Quant à l'enquête des travailleurs des métaux, non seulement elle confond les dépenses mobilier avec les dépenses vêtement, mais encore elle présente en une même donnée les dépenses loyer et impôt. On voit qu'elle est l'incertitude des enquêteurs, et combien les comparaisons d'une enquête à l'autre en deviennent plus difficiles. Si l'on veut tenir compte des dépenses qui sont dans le rapport le plus direct avec le loyer (pour la classe ouvrière), que l'ouvrier est le plus porté à y rattacher, peut-être serait-on fondé à présenter ensemble les dépenses loyer et transport. Mais il est toujours à désirer que la dépense loyer soit aussi indiquée isolément, Car le chiffre du loyer est, avec le chiffre du salaire par jour, une de ces données définies que l'individu se représente le plus clairement et le plus constamment, et qui servent le mieux à le « classer ».

Les dépenses chauffage et éclairage sont fondues ensemble, aussi bien dans l'enquête de l'Office que dans celle des travailleurs des métaux¹. Chez Le Play et dans l'enquête belge, elles sont distinguées. Elles correspondent certainement à des besoins différents. Le chauffage, d'abord, comprend la cuisson des aliments (qui se pourrait rattacher à la dépense nourriture), et le chauffage des habitations (dont on pourrait tenir compte dans la dépense logement). Pour Le Play, « la question du combustible fournit des indications sûres, pour apprécier le degré de bien être dont elles [les familles] jouissent. ... Une large consommation de combustible n'est pas indispensable à la conservation de la vie humaine. C'est donc sur cet article que se restreignent d'abord les ouvriers chez lesquels les moyens d'existence deviennent insuffisants².» Mais comme cette remarque vaudrait aussi pour le loyer, ce serait une raison de rattacher ces deux dépenses. La dépense éclairage doit répondre à de tout autres besoins, au moins en partie. Elle augmente, suivant Le Play, « d'une manière sensible, à mesure que les populations apprécient mieux les jouissances que peuvent donner, pendant les soirées d'hiver, la lecture, la conversation et les réunions du voisinage. Cet article de dépense est parfois une excellente mesure de la culture intellectuelle et de la sociabilité de chaque famille ». Mais il oublie qu'elle peut aussi se rattacher aux « dépenses d'industrie », dans les cas où les familles exercent, au moins accessoirement, un métier domestique. Il faudra se rappeler en tout cas la diversité des besoins auxquels satisfait la dépense chauffage-éclairage, quand on étudiera ses variations.

¹ On nous dit seulement que, pour l'ensemble des ménages, la dépense chauffage et cuisson est, en moyenne, de 64,13 marks, et la dépense éclairage de 26,10 marks (total : 90,83 marks).

² Livre cité, p. 333.

Le cinquième article de dépenses dans l'enquête de l'Office de statistique se rapporte au service de santé et aux soins du corps¹. Ces derniers sont omis (ou rattachés aux « autres dépenses ») dans l'enquête des travailleurs des métaux, tandis qu'on groupe sous un chef les articles : médecin, pharmacien, service de santé. Il en est de même chez Le Play et dans l'enquête belge. C'est là encore une dépense d'un caractère mal défini, et complexe. Les soins du corps seraient peut-être à rattacher au blanchissage. Quant aux dépenses entraînées par la maladie, les infirmités, surtout en Allemagne où, à côté de l'assurance accident, fonctionnent les assurances invalidité et maladie, elles sont en rapports certains avec les dépenses dites de prévoyance. Il n'en était pas encore ainsi au temps de Le Play, qui rattache les dépenses pour le service de santé aux besoins moraux, parce que, dit-il, « il est facile de constater que les familles qui se sont habituées à laisser sans secours leurs malades sont atteintes, par cela même, d'une véritable dégradation morale ». Même si on doute de l'utilité de la médecine, « on ne peut méconnaître la fâcheuse influence qu'exerce, au point de vue moral, l'absence du service de santé² ». Il est certain que maintenant encore les dépenses médecin-pharmacien, dans la mesure où elles ne sont point couvertes par l'assurance, ne répondent pas seulement à une préoccupation égoïste, mais s'expliquent à la fois par la solidarité familiale et, par certaines règles de convenance sociale.

Dans nos quatre enquêtes, on mentionne séparément toutes les dépenses qui ont pour objet l'instruction des enfants³. C'est l'article 6 des dépenses, dans l'enquête de l'Office de statistique ; l'article 7 concerne les besoins intellectuels et sociaux. De même, dans l'enquête des travailleurs des métaux, il y a un article : culture et distractions (où ne sont pas comprises les cotisations syndicales ou autres). Il y a intérêt à distinguer en effet (contrairement à ce que pratique l'enquête belge, qui les fonde) ces deux catégories de dépenses, qui répondent à des besoins en réalité différents. L'instruction des enfants est une dépense en partie obligatoire, et où s'exprime le souci plus ou moins grand qu'ont les parents d'assurer à leurs enfants une situation sociale plus élevée. Quant aux dépenses qui correspondent aux besoins intellectuels et sociaux⁴, ou à la culture et aux distractions, elles sont, dans beaucoup de cas, assez importantes (dans l'enquête de l'Office de statistique, elles représentent 3,97 % de toutes les dépenses, presque autant que le chauffage et l'éclairage réunis qui en représentent 4,07 %), et en général assez diverses, pour qu'on puisse regretter de n'en pas

¹ Les dépenses de ce chapitre se montent à 2,3 % des dépenses totales. La dépense pour le service de santé est, en moyenne, de 41,19 marks, et la dépense pour les soins du corps (bains, barbier, etc.) de 9,67 marks.

² Livre cité. p. 366.

³ Cette dépense représente 1,4 % du total des dépenses. Elle est bien plus faible pour les ouvriers, dont les enfants vont le plus souvent aux écoles populaires, que pour les employés et instituteurs : pour les premiers, elle est en moyenne de 11,63 marks (soit 0,6 %), pour les seconds, de 75,23 marks (soit 2,4 %).

⁴ On nous dit, simplement, que les dépenses pour journaux, livres, associations se montent en moyenne à 52,67 marks, et les dépenses pour distractions à 36.11 marks.

connaître un plus grand détail (d'autant plus qu'avec le progrès social elles ne peuvent manquer de s'accroître, et que plus tard cela offrirait de précieux termes de comparaison¹). En particulier, on désirerait savoir ce qui a été dépensé en achats de livres, de périodiques, de journaux, le montant des cotisations payées aux sociétés, syndicats, coopératives, groupes politiques dont l'ouvrier peut faire partie, le montant des dépenses théâtre, concerts, etc., enfin les sommes dépensées en achat de timbres, de papier à lettres, etc. Ici encore la somme totale qu'on nous indique correspond à une grande variété de besoins ; plus est petite la satisfaction qu'ils reçoivent, plus il nous importerait qu'elle fût déterminée.

Les impôts (rattachés, par l'Union des métaux, au loyer) sont indiqués séparément, sous l'article 8, par l'enquête de l'Office de statistique : dépenses pour l'État, la commune, et l'église². Le Play indique séparément les dépenses du culte, où il comprend l'éducation religieuse des enfants, l'achat de livres de piété, la place à l'église, les quêtes³. On peut accepter, d'ailleurs, que ces dépenses soient réunies aux autres impôts, parce qu'en Allemagne la contribution aux frais du culte est à peu près obligatoire, et que les dépenses autres (quêtes, etc.) apparaissent bien comme des taxes qu'on est contraint de payer par l'opinion, la tradition. Et il n'y a pas à regretter qu'on n'ait pu rattacher aux impôts directs les taxes indirectes qui (du moins hors le cas d'une augmentation trop brusque et trop forte du prix d'un article par suite de droits nouveaux) ne sont point clairement connues, et que l'on paie, comme disent les juristes, sans qu'on s'en aperçoive, sans qu'il y ait, comme dans le cas des impôts directs, une réaction caractéristique de la conscience sociale.

Sous l'article 9, on nous indique les dépenses prévoyance, en particulier les assurances⁴. L'Union des travailleurs des métaux a réuni aux assurances les cotisations syndicales ou autres versées aux sociétés dont l'ouvrier fait partie. Cette fusion est

¹ Notons quelle confusion règne, sur ce point, dans les classifications de Le Play. Sous le titre « récréations et solennités », il groupe les dépenses suivantes : coutelier de la fabrique urbaine de Londres : oie et plum-pudding de Noël, joujoux pour les enfants, deux voyages à Greenwich, théâtres ; – coutelier de la fabrique urbaine de Sheffield : nourriture de 12 petits oiseaux et de 4 pigeons et entretien de 12 cages et d'un colombier, joujoux pour les enfants, comestibles pris à l'occasion des foires de Sheffield ; – menuisier de la ville de Sheffield : ale pris à la foire, pain d'épice et joujoux pour les enfants ; – fondeur des usines à fer du Derbyshire : tabac, danses, consommations au cabaret, présents de Noël. Il n'y a aucun article spécial concernant la culture.

² Ces dépenses représentent 1,4 % de toutes les dépenses (31,47 marks en moyenne pour les impôts et taxes). On remarque d'ailleurs que, souvent, le montant des impôts n'est pas exactement indiqué, soit par oubli, soit parce que le paiement en a été retardé.

³ Pêcheur côtier de Marken : contribution pour l'entretien du culte, prix de cinq places à l'église pour la famille.

⁴ On nous dit que la dépense assurances représente 3,4 % de la dépense totale. On ajoute que cette dépense est certainement plus forte qu'elle ne paraît, parce que beaucoup de travailleurs, en indiquant leur revenu, ont retranché du salaire la contribution payée par eux aux caisses d'assurance maladie et invalidité, et, par suite, n'ont pas indiqué ces dépenses. Cette somme représenterait donc surtout l'assurance volontaire mais cela reste bien indéterminé.

regrettable. Il aurait été utile de séparer, des dépenses obligatoires de cette catégorie, celles qui ne le sont pas, et d'indiquer séparément les assurances obligatoires et les cotisations de mutualité. Comme on s'est très souvent adressé aux syndicats pour faire dresser ces budgets (et tous ont dû être tenus par des syndiqués dans l'enquête des ouvriers des métaux), le chiffre de cette dépense est certainement plus élevé qu'en moyenne, tandis que celui de la dépense assurance seule aurait été plus représentatif. En outre, il aurait été intéressant de comparer, au montant actuel des assurances et cotisations payées aux sociétés mutuelles, ce qu'on dépensait autrefois pour cet objet. De tels rapprochements deviennent impossibles, dès qu'on ne distingue pas tous ces chapitres.

L'article 10 comprend les dépenses de transport, indiquées de même à part dans l'enquête de l'Union des métaux. Chez Le Play, elles n'apparaissent guère qu'au chapitre : récréations et solennités, et, dans l'enquête belge, elles ne sont point comptées à part ; cela s'explique par l'absence à cette époque d'une organisation des services de transport qui permît aux ouvriers d'habiter loin de l'endroit où ils travaillent. Dans une classification des dépenses fondée surtout sur la diversité des besoins, il faudrait y distinguer deux éléments, suivant qu'il s'agit de frais de transport pour se rendre au lieu du travail, ou de tous autres (occasionnés surtout par les promenades, les visites aux membres de la famille).

Les articles 11 et 12 se rapportent au service de la personne (domestiques) et aux dons en argent (à l'intérieur de la famille). La première de ces dépenses représente seulement 0,6 % du total : elle ne se rencontre d'ailleurs que dans 50 familles qui, pour la plupart, ne sont pas ouvrières. La seconde est également très faible, et dépend le moins de causes sociales. Il aurait été convenable alors de les rejeter dans les dépenses diverses. C'est ce qu'on a fait dans l'enquête des travailleurs des métaux. Il semble qu'on ait procédé de même dans l'enquête belge. Chez Le Play, ces dépenses n'apparaissent point.

Aussi inutile semble l'indication, à part, des dépenses amortissement et intérêt des dettes (article 13), et des dépenses occasionnées par le métier (article 14 : il s'agit des outils, instruments, vêtements de travail). C'est dans les dépenses déjà indiquées qu'on retrouverait l'essentiel du chapitre « intérêt des dettes »¹ ; il pourrait être intéressant,

¹ Le Play indique (livre cité, vol. 3, p. 295), comme intérêt des dettes : « intérêt (15 %) des objets de consommation achetés à crédit, perçu par les marchands sous forme d'augmentation des prix de vente au comptant » : c'est dire que les dépenses pour dettes les plus importantes se retrouveraient dans les dépenses nourriture et vêtement. Il indique ailleurs (*id.* p. 121) sous le même chapitre : « intérêt de l'argent dû à l'administration supérieure [des mines du Haut-Hartz] par suite de l'acquisition de la maison et du jardin : intérêt payé à raison de 4 % » ; et, sans doute, il en distingue le « loyer de la partie de la maison habitée par la famille, qui en sous-loue le reste » - toutefois (comme l'ouvrier ne cherche en somme, en acquérant la maison, qu'à diminuer son loyer)

et serait d'ailleurs difficile, d'en déterminer le montant ; mais, pour l'ouvrier, ces éléments se perdent dans les dépenses principales, et aucune représentation distincte n'y correspond chez eux : nous n'avons donc pas à nous en occuper. Quant aux autres intérêts des dettes, on aurait pu sans inconvénient les confondre dans les «dépenses diverses », vu qu'ils sont certainement très faibles¹. Il en est de même des dépenses occasionnées par l'exercice du métier, qui se trouvent dans d'autres chapitres (vêtements, frais de transport), ou dont le montant est défalqué (ou devrait l'être) du revenu (outils, matières premières), et qui, comme on nous le dit, sont insignifiantes ; mieux eût valu ne point les mentionner séparément. Et il en est de même, enfin, des deux articles 16 et 17 : produits naturels non indiqués aux autres dépenses (cadre qui est presque toujours vide), et épargnes, qui sont très faibles (1,1% de la dépense totale), en particulier parmi les ouvriers ; on n'a point mentionné à part, dans les revenus, les retraits aux caisses d'épargne ; il n'est donc pas possible de suivre le mouvement des fonds réellement épargnés, et les indications de ce chapitre risquent d'être toutes fictives. Les articles 11, 12, 13, 14, 16 et 17 auraient dû être ajoutés purement et simplement à l'article 15 (dépenses diverses). C'est ce qu'on a fait, très raisonnablement, dans l'enquête des ouvriers des métaux.

Cela aurait permis, en gagnant de la place et du temps, de calculer à part bien des dépenses importantes. Pour résumer cette analyse, rappelons que l'enquête de l'Office de statistique a négligé d'indiquer séparément : pour les vêtements, les dépenses vêtement *strito sensu* (où l'on aurait pu encore distinguer celles qui se rapportent aux divers membres de la famille), les dépenses linge, les dépenses blanchissage et nettoyage ; pour le logement, les dépenses loyer, et mobilier (où l'on aurait pu compter à part les dépenses d'acquisition et d'entretien) ; qu'on a eu le tort, encore, de ne point distinguer les dépenses chauffage, et éclairage, les dépenses service de santé, et soins du corps, les dépenses culture, distractions, associations ; et de ne pas indiquer séparément les dépenses frais de transport pour se rendre au lieu du travail, en rattachant les autres aux dépenses diverses, ou aux distractions. Quant à l'enquête des travailleurs des métaux, qui ne distingue pas non plus les dépenses chauffage et éclairage, culture et distractions, présente aussi les frais de transport en bloc, et ne parle pas des soins du corps, il faut lui reprocher, surtout, d'avoir joint à la dépense vêtement (dont elle distingue les frais de blanchissage) les frais d'acquisition de mobilier, d'entretien et de réparation en général, à la dépense logement, les impôts, aux assurances, la dépense associations.

sans doute serait-il plus correct d'inscrire simplement au chiffre du loyer la différence de ces deux sommes.

¹ Dans l'enquête belge, le chapitre : amortissement des dettes, se chiffre par zéro ; le chapitre : intérêt des dettes-taxe pour objets engagés (Mont-de-Piété), représente à peine 0,01 de toutes les dépenses.

Cette divergence des cadres rend très difficile, très sujette à caution, toute comparaison entre ces deux enquêtes ; c'est pour cela qu'il fallait y insister. Toutefois, rapprochés des anciens sectionnements (dont les monographies de Le Play et l'enquête belge de 1853 nous offraient les types les plus élaborés), les modes modernes de subdivision des dépenses apparaissent plus scientifiques. Il y avait beaucoup d'arbitraire, dans la distinction des besoins en physiques et matériels, religieux, moraux, intellectuels, et des dépenses en nécessaires, et de luxe ou résultant de l'imprévoyance ; comme si les dépenses nourriture et vêtement ne pouvaient être luxueuses, comme si le tabac, la fréquentation des restaurants et débits n'étaient pas devenus nécessaires à une bonne partie des ouvriers. D'autre part, grouper, comme Le Play, en une même catégorie, les dépenses du culte, pour l'instruction des enfants, en secours et aumônes, les frais de récréation et solennités, et le service de santé (sans compter le caractère hétéroclite de l'avant-dernière sous-division), c'est simplifier à l'excès la nature humaine, en supposant que toutes ces dépenses correspondent à des besoins de même espèce ; ces dépenses, en réalité, sont plus ou moins obligatoires, elles sont plus ou moins sociales, et se rapprochent plus ou moins, par là, des dépenses énumérées avant elles. L'erreur des ces enquêteurs est de ne pas avoir reconnu que l'utilité principale des budgets de famille est de nous apporter des données sur les divers besoins, leur développement, leur complexité, leur importance, de permettre, par conséquent, de les classer, mais que la classification systématique doit venir après, et non avant. Avant, il paraît le plus scientifique de multiplier les cadres, de façon à ce que chaque dépense spéciale notable (malgré les relations qu'elle peut entretenir avec d'autres) en occupe un propre, et en évitant toutefois d'ouvrir des divisions qui demeureront vides ou presque. Sans répondre autant qu'on le voudrait à ces exigences, on peut dire que nos deux enquêtes allemandes y satisfont quand même mieux que celles-ci.

V

Moyennes fictives et moyennes Valables

[Retour à la table des matières](#)

Nous passons sur le tableau II qui indique la répartition des sources du revenu, d'après le montant total du revenu et le nombre des membres de la famille, et arrivons

au tableau III qui indique les dépenses moyennes d'après le chiffre du revenu et le nombre des membres de la famille ¹.

C'est bien là le tableau essentiel, où se retrouvent, totalisées et groupées, sous les deux rapports du nombre des ménages et du taux des revenus, toutes les données du tableau I (données détaillées, ménage par ménage). On l'a analysé, dans l'Introduction, en douze pages (p. 27*-39*). Disons pourquoi nous n'avons pu nous en tenir ni à ces tableaux, ni à ces résultats, mais avons été obligés d'élaborer à nouveau entièrement les tableaux I, en vue de chercher les lois de la répartition des dépenses dans la classe ouvrière.

Notons d'abord que les catégories de revenus sont établies de façon arbitraire, et se trouvent trop larges. Il suffit, pour le reconnaître, de considérer le nombre des familles comprises dans les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e catégories, et d'en rapprocher le nombre de celles qui sont comprises dans les autres. Si l'on attache une valeur à la moyenne de la 1^{re} et de la 6^e catégories, il n'y a aucune raison pour qu'on ne subdivise pas les autres, de façon à obtenir un nombre de moyennes plus grand, à utiliser davantage des données si diverses, et, en réalité, à serrer les faits de beaucoup plus près.

Admettons que les nombres choisis pour marquer les points de division aient une signification sociale ou économique certaine (ce serait à prouver ; il faudrait établir qu'une quantité plus grande de revenus ouvriers se groupe autour de 1.600 qu'autour de 1.700 ou de 1.800, autour de 2.000 qu'autour de 1.900 ou 2.100) ; mais alors, il aurait mieux valu faire les coupures en deçà ou au delà, afin de ne point morceler et tronquer un groupe de revenus qui se tasse autour d'un certain chiffre. Admettons, au contraire, que les revenus se distribuent assez régulièrement sur les chiffres intermédiaires, qu'il y ait autant de revenus de 1.650 ou environ que de 1.800, que de 1.950 : ce qui apparaîtra dans la moyenne, ce seront les revenus et les dépenses qui se groupent autour de 1800, celles qui sont en deçà ou au delà se compensant. Mais il est très vraisemblable qu'une telle régularité, dans la distribution des revenus et des dépenses, n'existe pas. Alors, on n'a aucun moyen de savoir ce qui se passe, dans l'intervalle de deux chiffres moyens de revenus consécutifs.

¹ Le détail des dépenses est ici plus grand que dans le tableau I : on distingue 25 articles, au lieu de 17 (nous avons indiqué en note, parlant du tableau I, ces subdivisions nouvelles) ; mais on n'a calculé les pourcentages (par rapport à la dépense totale) que pour les 17 articles du tableau I. On distingue, dans les revenus, les catégories suivantes : moins de 1.200 (13 familles), de 1.200 à 1.600 (171 familles), de 1.600 à 2.000 (234 familles), de 2.000 à 2.500 (190 familles), de 2.500 à 3.000 (103 familles), de 3.000 à 4.000 (102 familles), de 4.000 à 5.000 (34 familles), de plus de 5.000 (5 familles). Dans chacune de ces catégories de revenus, on distingue les familles de 2 personnes, de 3, de 4, etc., jusqu'à 11.

Qu'on ne prétende pas que nous remettons ici en question toute la théorie de la moyenne. Mais, de ce qu'on se défie des cas particuliers, prétendus typiques, s'ensuit-il que, seules, garderont pour nous quelque valeur des moyennes qui résultent d'une très grande quantité de cas, et que nous devons tout subordonner à cela ? Il se peut que, de cette façon, on obvie le mieux aux inconvénients des cas exceptionnels ou anormaux, qui se trouvent noyés et disparaissent dans la masse des autres. Mais on renonce, par là même, à tirer des cas recueillis tous les enseignements qui ne s'en dégagent que lorsqu'on les rassemble en un plus grand nombre de groupes et d'expériences distinctes, que lorsqu'on fait varier en plus de sens, et de quantités moindres, les facteurs, les circonstances, les conditions ; or, cela serait essentiel. Si nous voulons étudier l'influence du chiffre total du revenu sur la répartition des dépenses, suffit-il de comparer les dépenses de ceux qui gagnent de 1.600 à 2.000, et de ceux qui gagnent de 2.000 à 2.500 ? C'est comme si, pour déterminer le coefficient de dilatation linéaire d'une barre d'une certaine substance, et comment il varie, on se bornait à calculer d'une part la moyenne de tous ses allongements entre 0° et 150° , et, d'autre part, la même moyenne entre 150° et 300° . Les deux chiffres obtenus seraient différents. Mais la seule étude de ces deux expressions permettrait-elle de déterminer si le coefficient de dilatation croît légèrement, et de façon continue, ou brusquement, par intervalles, et pour quelles températures ? Nullement. Il faudrait calculer ses variations pour des intervalles plus petits. – Il est exact, d'ailleurs, pour rester dans notre comparaison, que, les observations correspondant à chaque intervalle, étant moins nombreuses, les erreurs (de lecture, ou toutes autres) ont moins chance de se compenser, ou d'être atténuées. Mais ou bien ces erreurs se produiront dans un ensemble de plusieurs observations qui font partie d'une même catégorie, se rattachent aux mêmes cas ; alors, les divergences importantes et exceptionnelles apparaîtront, et il sera légitime d'éliminer ces cas : c'est ainsi que, dans l'étude des budgets, il faudra écarter ceux, en très petit nombre, qui s'éloignent trop des budgets correspondant au même revenu, à la même composition de famille. Ou bien les observations d'une catégorie seront très peu nombreuses, divergentes, et la moyenne qu'on en tirera ne sera guère représentative ; mais, dans la série des moyennes, celles qui exprimeront ainsi seulement un petit nombre de cas exceptionnels se placeront elles-mêmes hors de la courbe générale (à moins de hasard), et d'une part cette déviation, d'autre part le petit nombre des cas, nous mettront suffisamment sur nos gardes. – Ainsi, à multiplier les moyennes on perd sans doute un moyen d'effacer les irrégularités (dans de grands nombres), mais on en obtient d'autres, non moins efficaces, de les reconnaître ou de les soupçonner, et même de les éliminer. Au lieu d'accueillir en bloc toute une masse d'observations, et d'en constituer de gros ensembles où l'on peut compter qu'un travail d'épuration, ou plutôt un jeu d'action et de réaction entre les éléments, permettra aux seuls, traits dominants de ressortir, on procède à ces rectifications au fur et à mesure qu'on classe les cas recueillis en groupes plus restreints et plus homogènes.

Cette méthode paraîtra irréprochable, si en reconnaît que toute la valeur d'une moyenne qui correspond à des cas très nombreux vient de ce que les cas normaux sont plus nombreux que les cas exceptionnels, et, aussi, de ce que les exceptions proprement dites se produisent, par définition, en des sens différents. On ne peut donc nous objecter qu'en éliminant plusieurs cas exceptionnels, en isolant tels autres, nous renonçons à une partie de nos données, et nous supprimons certains traits de notre tableau. Car des cas exceptionnels ne peuvent pas être représentés dans une moyenne (une constitution normale ne représente pas la moyenne d'une masse de difformités opposées), et si on les comprend dans les grands nombres, c'est qu'on n'a pas le temps, et qu'on ne juge pas nécessaire de les éliminer; en réalité, ils n'apprennent rien. Ce n'est pas, d'ailleurs, au nom d'idées empiriques vagues que nous déclarons exceptionnels tels ou tels cas : c'est parce qu'ils sont uniques, ou presque, dans des groupes ou dans des séries relativement homogènes. Un cas unique ne prouve rien et ne se justifie pas lui-même ; deux cas semblables, dans les mêmes conditions, retiennent davantage l'attention ; une moyenne qui correspond à quatre, cinq ou six cas, qui se retrouve presque telle quelle dans chacun d'eux, alors même qu'autant de cas divergents seraient relevés en même temps, acquiert une valeur certaine.

VI

L'expression de la grandeur des familles

[Retour à la table des matières](#)

Une seconde raison pour que nous ne nous appuyions pas surtout sur ce tableau, c'est qu'on s'est contenté d'y grouper les familles d'après le nombre des personnes qu'elles comprennent. Cependant on possédait, pour toutes les familles enquêtées, l'âge des enfants. Il aurait été indispensable de nous indiquer, dans ce tableau même, quels âges prédominent chez les enfants de chaque groupe de familles. Mais cela même n'aurait pas été suffisant : de telles moyennes seraient demeurées obscures. Le tableau tout entier aurait dû être construit sur un autre plan, de façon à ce qu'entre les familles qui comptent deux et trois enfants, par exemple, on ne dressât pas une barrière infranchissable (les charges, dans une famille où se trouvent deux enfants déjà grands, sont en effet au moins égales à celles d'une famille qui a trois enfants en bas âge). Ce n'est pas qu'on n'ait reconnu l'importance de l'âge des enfants ; mais, lorsqu'on a voulu en tenir compte, on paraît avoir procédé de façon trop simpliste.

C'est Engel qui, le premier, a cherché comment résoudre cette difficulté. Il ne pouvait être question d'additionner simplement les chiffres des âges. Il a jugé nécessaire d'introduire une unité de mesure conventionnelle (qu'il a proposé d'appeler quet, en souvenir du statisticien Quetelet) ¹.

Cette unité est d'une application commode. Chaque enfant, jusqu'à un an accompli, compte pour une unité = 1. Pour chaque année (y compris la première), on ajoute à l'unité 0,1, jusqu'à 25 ans pour les hommes, jusqu'à 20 ans pour les femmes ; en sorte qu'un ménage seul, où la femme a au moins 20 ans et l'homme 25, représente, en quets, 6,50. Un tel calcul n'est pas artificiel ; l'accroissement du nombre des unités correspond, de façon réellement approchée, à l'accroissement des hommes en grandeur et en poids ².

Dans notre enquête (p. 66*) on a rappelé les calculs d'Engel. Mais, d'abord, on lui a reproché, en attribuant une fraction nouvelle à chaque année nouvelle, de poursuivre une exactitude qu'il est impossible d'atteindre autrement qu'en apparence. D'autre part, on a trouvé que l'on donnait trop aux enfants en bas âge et pas assez aux adultes, et on a pris comme base, les rapports suivants : l'homme de 15 ans et plus représente 1, et la femme (au même âge), 0,8 ; les enfants de 13 à 15 ans, 0,5 ; de 10 à 13 ans, 0,4 ; de 7 à 10 ans, 0,3 ; de 4 à 7 ans, 0,2 ; de 0 à 4 ans, 0,1. On ajoute, d'ailleurs, qu'on a regardé cette unité de mesure comme trop arbitraire pour l'appliquer à toutes les familles retenues, par exemple à celles où se trouvent des étrangers (locataires d'un lit, pensionnaires). Bien plus, on a écarté toutes les familles où se trouvaient des enfants déjà

¹ Engel, *der Kostenwerth des Menschen*, Berlin, 1883.

² Le poids par centimètre indique combien de grammes correspondent à un centimètre de la longueur du corps de l'homme qu'on mesure. Il faut se représenter le corps comme un cylindre, dont le diamètre augmente en même temps que sa hauteur. Il en résulte que, pendant toute la croissance, le poids par centimètre augmente aussi. Engel reproduit (*die Lebenskosten*, etc., p. 5), un tableau où il indique, à côté du nombre des unités (en quets) qui correspondent aux différents âges, le poids par centimètre de plusieurs milliers de personnes de 0 à 25 ans, qui furent mesurées et pesées en Belgique par A. Quételet, en Angleterre par Ch. Roberts, en Amérique par B. Gould et Browditch, entre autres. Voici les chiffres correspondant à 1 an : 1,10 quets, 132, 124 et 105 grammes ; à 5 ans : 1,50 quets, 158, 143 et 160 grammes ; à 10 ans : 2 quets, 188, 183 et 214 grammes ; à 15 ans : 2,50 quets, 275, 262 et 270 grammes-, à 20 ans : 3 quets, 350, 324 et 349 grammes ; à 25 ans : 3,50 quets, 365, 392 et 365 grammes. Il remarque que les différences entre la série des quets et la série des poids s'explique parce que la croissance n'est pas continue, mais comporte des ralentissements, des accélérations. Au reste, la grandeur et le poids, pour des personnes du même âge, varient suivant le climat, l'occupation, la situation sociale (Niceforo, dans son livre : *les Classes pauvres, recherches anthropologiques et sociales*, Paris, 1905, essaie de définir les classes d'après les caractères physiques, taille, poids absolu, poids relatif. Voir dans *l'Année sociologique*, 9^e année, 1906, p. 498 sqq. toutes les réserves de méthode qu'appelle cette tentative); il ne peut donc s'agir que de valeurs approchées. En ce qui concerne le rapport de l'homme à la femme, Engel rappelle que, d'après Galton, la consommation de la femme serait à celle de l'homme comme 12 est à 13 (et non comme 2 est à 3) ; au reste, il est rare qu'on nous indique, en même temps que l'âge des enfants, leur sexe (on ne nous l'indique pas, dans nos deux enquêtes). Pour les enfants, on peut donc n'en pas tenir compte.

âgés, parce que ceux-ci, le plus souvent, contribuent aux dépenses du ménage et s'entretiennent en partie eux-mêmes. Il est demeuré 391 familles dites normales, dont on a indiqué les dépenses par catégorie de revenus et par composition (mêmes divisions que dans le tableau 3 résumé, sans que ces cadres soient eux-mêmes recoupés) au tableau VII, p. 190-193. Dans ce tableau, on n'indique que les dépenses (17 articles) en chiffres absolus, d'abord au total (pour toutes les familles du groupe), puis par famille, puis par tête (c'est-à-dire par unité, l'unité étant l'adulte). Calculant ainsi la dépense par unité, on trouve que plus augmente le nombre des membres de la famille, plus la dépense par unité diminue. Elle est, pour les familles qui comprennent neuf personnes, de 46 % moindre que chez celles qui en comprennent deux. La dépense nourriture diminue le moins (de 31 %), puis la dépense vêtement (de 34 %), puis la dépense chauffage-éclairage (de 38 %) ; la diminution est forte surtout pour le loyer (66 %) et les « autres dépenses » (56 %). Si on classe les familles d'après leur revenu, on trouve que, lorsque les revenus triplent, la dépense chauffage-éclairage (par unité) augmente des 2/3, la dépense nourriture de 96 %, la dépense loyer fait plus que tripler, la dépense vêtement est quintuple, les autres dépenses, septuples. Or, ces chiffres seraient encore plus élevés, si on adoptait les unités d'Engel.

Dans l'enquête des travailleurs des métaux, on déclare qu'on a adopté les unités conventionnelles de l'Office de statistique, « parce que l'usage d'une même unité dans le même pays est toujours plus avantageuse et permet des comparaisons qu'il serait difficile, sans cela, d'effectuer » (p. 65). Mais on reproche audit Office de ne considérer comme familles normales que celles où les enfants ont moins de quinze ans, sous prétexte que les enfants âgés ne donnent à leurs parents qu'une partie de leur salaire, et « s'entretiennent eux-mêmes » en partie. « D'après nos observations, cela n'a pas lieu en général ; quand des enfants âgés participent aux dépenses, ils donnent aussi d'ordinaire à leurs parents la plus grosse part de leur salaire. Cela ressort clairement des hauts revenus des ménages où se trouvent des enfants âgés. » Au reste, le calcul des dépenses par unité, pour cinq catégories de revenus, ne donne pas les mêmes résultats que le même calcul effectué sur les données de l'enquête de l'Office de statistique. En particulier, l'augmentation des dépenses loyer et vêtement (par tête) ressort bien plus faible ¹.

Sans revenir sur ce que nous avons dit, sur l'inopportunité d'une étude particulière des familles dites normales, nous ne pouvons accepter l'unité de mesure proposée par l'Office. Lorsque Engel proposait le « quet », il reconnaissait que c'était une convention ; du moins s'appuyait-elle sur des données de fait. Pour l'écarter, ou la remplacer, il faudrait ou bien démontrer qu'il est illégitime, dans le calcul des besoins de la famille, de s'appuyer sur la grandeur et le poids de ses membres, ou produire des observations

¹ Il ne faut pas oublier que l'enquête de l'Office de statistique portait aussi sur des instituteurs et employés ; nous verrons qu'il y a, là encore, un gros élément de confusion.

positives qui en révéleraient l'inexactitude. Or, on se borne à nous dire que ce n'est pas apprécier trop bas les besoins des petits enfants, ou des enfants de 13 à 15 ans, que de les évaluer au 1/10, ou à 1/2 de ceux de l'adulte. D'autre part le tableau même que reproduit l'Office de statistique, et qui compare les évaluations d'Engel à celles de l'enquête américaine de 1903, et de l'enquête danoise de 1897, met en lumière que, jusqu'à 18 ans, ces évaluations et celles d'Engel se suivent de très près, que l'enquête danoise, à partir de 18 ans, admet que les besoins ne changent plus (ce qui est bien contestable), et que les évaluations américaines, qui admettent que les besoins restent les mêmes, de 0 à 4 ans, de 4 à 7, de 7 à 11, de 11 à 15, et à partir de 15, sont tout à fait fantaisistes. Bornons-nous à indiquer, d'après l'enquête de l'Institut Solvay¹, en regard des évaluations d'Atwater, celles d'Engel (si l'on considère l'homme, c'est-à-dire 3,5 quets, comme l'unité) :

		Pour Atwater	Pour Engel	
		L'homme =	1	1
		La femme =	0,8	0,85
Un garçon de	14 à	16 ans =	0,7	0,7
Une fille de	—	— =	0,7	0,7
Un enfant de	10 à	13 ans =	0,6	0,6
	— 6 à	9 ans =	0,5	0,5
	— 2 à	5 ans =	0,4	0,39
Un enfant de	moins	de 2 ans =	0,3	0,30

La correspondance très exacte de ces deux évaluations est un argument sérieux en faveur de celle d'Engel, qu'il n'y a donc pas de raison pour abandonner.

Mais, tout en admettant que l'expression en quets représente commodément le « volume » d'une famille, qu'elle peut être aussi utile pour l'étude de l'alimentation normale, comme ce que nous envisageons ici, c'est moins la base physiologique des besoins que ces besoins eux-mêmes, et les représentations sociales qui y correspondent dans les groupes, nous ne ferons point passer au premier plan ces notions de quets, d'unités et de « têtes ». Certes, il est précieux de connaître non seulement la composition d'une famille, mais l'âge des ses membres. Toutefois, à quelle représentation et à quelle réalité sociale, correspond la dépense « par tête » (entendue comme unité, homme adulte) ; et, quand Engel calcule que la dépense viande ou légumes par quet a été de tant, qu'apprenons-nous ? Les chefs de famille règlent sans doute leurs dépenses, le degré de satisfaction de leurs besoins, en tenant compte de ces deux éléments : nombre et âge des enfants. Ils n'y substituent pas une expression unique. Nous devons, autant que possible, procéder de même, et combiner les deux sortes de données (restant entendu que l'évaluation en quets est l'expression la meilleure de l'âge

¹ Voir la référence à l'appendice, p. 469.

des enfants qu'on ait jusqu'ici déterminée). Le tableau III, qui s'en tient au nombre des familles, est en tous cas insuffisant.

VII

Employés et ouvriers

[Retour à la table des matières](#)

La troisième raison qui rend surtout ces données confuses, c'est qu'elles se rapportent aussi bien à des employés et instituteurs qu'à des ouvriers, aussi bien à des habitants de petites et moyennes villes que de grandes villes. Nous avons expliqué comment, par la nature et les conditions de leur travail, et les représentations sociales qui y correspondent, les ouvriers se distinguent des employés. Sans doute il n'est pas assuré que cette séparation subsiste en dehors du bureau et de l'usine. Mais on peut s'attendre quand même à ce que, dans la répartition des dépenses, s'exprime l'opinion que chacun de ces groupes a de lui-même, à ce que, par exemple, les dépenses d'un caractère social tiennent une place plus importante dans les budgets d'employés que dans ceux des ouvriers. C'est bien ce qui résulte, au reste, de la comparaison tentée, dans l'enquête même, entre les ménages d'employés et d'ouvriers. Le tableau V (p. 178-185) nous présente les dépenses moyennes des familles d'ouvriers et d'employés. On nous indique d'abord séparément les dépenses moyennes des familles d'ouvriers et d'employés, pour une même catégorie de revenus (les catégories de revenus, comme le détail des dépenses, sont les mêmes qu'au tableau III), puis pour une même composition de famille (*id.*, mais on ne combine pas, comme au tableau III, ces deux sortes de divisions). On a dégagé les résultats essentiels de ce tableau dans l'Introduction (p. 58*-65*). Si on retient la moyenne générale des dépenses pour les 522 ménages de travailleurs et les 208 ménages d'employés et d'instituteurs atteints par l'enquête, on trouve ceci : pour la nourriture, les ouvriers dépensent 52 % de tout ce qu'ils dépensent, et les employés, 36,7 % ; pour le vêtement, respectivement 11,2 % et 14,4 % ; pour l'habitation, 17 % et 19,2 % ; pour le chauffage et l'éclairage, 4,3 % et 3,8 % ; pour le reste, 15,5 % et 25,9 %. Si l'on compare des ménages de même composition (même nombre d'enfants), les différences restent, à très peu près, les mêmes (ce qui n'est pas étonnant, car la proportion des ménages de même composition, dans chacun de ces deux groupes, est presque pareille). Mais comme, parmi les employés, les hauts revenus sont plus nombreux proportionnellement que parmi les ouvriers, il importe-

rait de comparer des ménages de même revenu : c'est difficile, car, au-dessous de 1.600 marks, il y a 165 ménages ouvriers, et seulement 2 ménages d'employés, et de 1.600 à 2.000, 10 ménages d'employés pour 196 ménages d'ouvriers ; d'autre part, de 3.000 à 4.000, il n'y a plus que 10 ménages d'ouvriers pour 82 ménages d'employés, et, au-dessus de 4.000, il n'y a plus que des employés. D'autre part, dans une même catégorie de revenus, la moyenne des dépenses des employés est toujours plus élevée que la moyenne des dépenses des ouvriers (cela n'apparaît pas dans le calcul de la proportion des diverses dépenses, puisque la moyenne des dépenses est toujours supposée égale à 100 ; mais en réalité on ne compare pas des groupes de même revenu ; cet inconvénient serait très atténué, si les subdivisions étaient plus petites). En outre, la composition des familles, dans chaque catégorie d'ouvriers ou d'employés de même revenu, n'est pas la même ; de 1.600 à 4.000 marks, les familles d'ouvriers comprennent toujours plus de têtes (et de plus en plus sensiblement, à mesure qu'on passe à de plus hauts revenus) que les ménages d'employés (de 3.000 à 4.000, les premières comptent 8 têtes, les secondes 4,7) ; il aurait fallu comparer des familles à la fois de même revenu et de même composition. Enfin, les familles de travailleurs dont il est question vivent pour la plupart dans les grandes villes, le plus grand nombre des employés et instituteurs, dans des villes petites et moyennes ; or, cela entraîne des différences sensibles dans le prix des comestibles, et des loyers ; et la plus grande consommation, dans le dernier cas, de produits domestiques, qu'on apprécie au-dessous de leur valeur, contribue encore à abaisser le chiffre des dépenses des employés et instituteurs. De tout cela il résulte que la comparaison ne porte sur des moyennes réellement représentatives qu'entre 2.000 et 3.000 marks, et que les chiffres de dépense nourriture et surtout loyer sont abaissés, dans les ménages d'employés, au-dessous du niveau où ils s'élèveraient si la proportion d'entre eux qui habitent les grandes villes était la même que pour les ouvriers.

Sous ces réserves, on observe que, pour 1.600-2.000 marks, la proportion de la dépense nourriture est nettement plus faible chez les employés que chez les ouvriers (41,2 % et 51,7 %) ; et que, pour les catégories suivantes, l'écart se maintient, puis augmente (pour 2.000-2.500 marks, 41,2 % et 50,2 % ; pour 2,500-3.000 marks, 38,5 % et 50,8 % ; pour 3.000-4.000 marks, 36,4 % et 54,4 %). La dépense vêtement varie moins ; l'écart est assez net, en faveur des employés, pour 1.600-2.000 (14,7 % et 11 %), et pour 2.000-2.500 (14,5 % et 12 %) ; il est plus faible, mais subsiste, entre 2.500 et 3.000 (14,8 %, et 13,3 %). Au-dessus, il n'existe plus (mais la moyenne ouvrière n'est plus guère valable). La proportion de la dépense logement est toujours plus forte chez les employés, et l'écart augmente jusqu'à devenir considérable (de 1.600 à 2.000, 18,5 % et 17,7 % ; de 2.000 à 2.500, 18,9 % et 17 % ; de 2.500 à 3.000, 19,4 % et 15,5 % ; de 3.000 à 4.000, 19,3 % et 13,9 %). La proportion de la dépense chauffage-éclairage reste toujours un peu plus forte chez les employés que chez les ouvriers (elle est, évidemment, en un certain rapport avec la dépense logement). Enfin la proportion

des autres dépenses est nettement plus forte, chez les employés, dès les revenus de 1.600 à 2.000 (18,7 % et 15,3 %) ; et elle le devient de plus en plus, à mesure qu'on passe à des ménages plus fortunés (de 2.000 à 2.500, 21,1 % et 16,9 % ; de 2.500 à 3.000, 23,1 % et 17,1 % ; de 3.000 à 4.000, 26,7 % et 14,5 %).

Si on examine maintenant chaque espèce de dépenses dans le détail, on trouve des différences non moins caractéristiques. Pour la nourriture, dans l'Introduction, des tableaux nous indiquent d'abord (p. 61*) la dépense moyenne pour chaque article de consommation, et son rapport à la dépense totale, et à la dépense nourriture totale, pour l'ensemble des familles d'ouvriers et l'ensemble des familles d'employés. Comme la dépense nourriture moyenne est, chez ceux-ci, de 955 marks, et, chez ceux-là, de 1.168, malgré la différence des dépenses totales moyennes (1.835 et 3.187), la comparaison des dépenses pour les divers articles, en moyenne et par rapport à la dépense nourriture totale, est légitime (tandis que le rapport à la dépense totale n'est guère à considérer, les ouvriers dépensant beaucoup plus pour la nourriture que les employés). En viande, jambon, saucisses, les ouvriers dépensent notablement moins : 227 marks, et 22,8 % de la dépense nourriture, au lieu de 302 marks, et 25,9 % ; ils dépensent notablement plus en graisse (près du double) et moins en beurre (près des deux tiers) ; moins en œufs, légèrement plus en pommes de terre ; moins en légumes verts, en farineux ; très nettement moins en fruits (2,5 % au lieu de 3,8 %) ; autant en moyenne, et plus en proportion, en pain et gâteaux ; à peu près autant en café ou succédanés, mais bien moins en thé, chocolat, cacao ; en lait et boissons, moins en moyenne, à peu près autant en proportion ; nettement moins en cigares et tabac (19 marks au lieu de 28, 2 % au lieu de 2,4 %), nettement plus au débit de boissons (65 marks au lieu de 58 ; 6, 8 % au lieu de 5 %).

Si nous passons maintenant aux tableaux où les mêmes données sont groupées par catégories de revenus (p. 62*), nous remarquons que, dans chaque catégorie, la dépense totale nourriture (en moyenne) est trop différente pour les ouvriers et employés pour qu'une comparaison entre ses éléments soit bien possible ; et la proportion de la dépense nourriture à la dépense totale est aussi, pour les mêmes catégories de revenus, trop différente pour qu'on utilise les rapports des dépenses pour les divers comestibles à la dépense totale. Seuls, les rapports des dépenses pour les divers comestibles à la dépense nourriture nous retiendront ; et nous ne nous occuperons d'ailleurs que des catégories de revenus 2.000-2.500 et 2.500-3.000 (qui seules contiennent assez d'employés et d'ouvriers à la fois pour que les moyennes soient probantes). Or, il y a une correspondance remarquable entre les données dans les deux catégories : à une seule exception près (la dépense cigares et tabac est plus forte chez les ouvriers dans la seconde catégorie, et l'inverse dans la première) les minima et les maxima concordent. Nous avons même additionné, pour chaque catégorie de revenus, tous les maxima et tous les minima (qu'ils se rencontrent chez les employés ou chez les ouvriers), et

retranché le second total du premier ; on obtient ainsi une mesure très exacte des différences dans la répartition d'une même somme d'argent entre les divers articles, de la quantité de cette somme qui n'est pas employée de même : or, nous avons trouvé qu'elle est de 20,8 % dans la première catégorie de revenus, de 20,7 dans la seconde. Cela montre aussi bien l'importance des diversités que leur constance.

On nous présente distinctement, d'autre part, les dépenses vêtement, blanchissage, nettoyage des vêtements, par catégorie de revenus, chez les employés et les ouvriers. Cela ne modifie guère les rapports que nous avons relevés entre les dépenses pour le vêtement en général dans ces divers groupes. Il est à noter, toutefois, que la dépense blanchissage, qui est à peu près la même pour les employés et ouvriers qui dépensent de 1.600 à 2.000 marks, est nettement plus forte chez les ouvriers (en chiffres absolus, en moyenne) dans la catégorie 2.000-2.500, et bien plus nettement encore dans la catégorie 2.500-3.000¹. D'autre part, en ce qui concerne la dépense logement, on trouve que la part qui en est afférente à l'installation et à l'entretien augmente, chez les employés, de façon à dépasser toujours cette même dépense chez les ouvriers, mais tantôt plus, tantôt moins que la dépense loyer ; il n'y a rien ici de bien caractéristique à noter.

Si on décompose les « autres dépenses » en leurs éléments, on trouve ceci : pour l'ensemble, la dépense service de santé et soins du corps est beaucoup plus forte chez les employés (119 marks, au lieu de 24, 3,7 % de la dépense totale, au lieu de 1,3 %) ; mais on peut la décomposer elle-même, et la suivre dans les diverses catégories de revenu. Pour les soins du corps, les différences ne sont sensibles que pour les plus hauts revenus (3.000 et au-dessus). C'est la dépense service de santé qui varie surtout. Or cela s'explique en partie par l'absence d'une assurance maladie pour les employés, mais pas entièrement ; car cette dépense croît très sensiblement pour eux, de 1.600 à 4.000 (29 marks, 58, 81, 118). C'est en tout cas une notable différence entre les deux groupes que l'existence, dans l'un, d'une dépense à ce point variable, à laquelle, dans l'autre, répond une dépense relativement fixe. La dépense instruction, etc., est de même bien plus élevée chez les employés (75 marks au lieu de 12) ; cette différence est d'ailleurs imputable à la catégorie de revenus la plus élevée (de 3.000 à 4.000, où l'on compte 80 employés) ; ce qui obscurcit ici la comparaison, c'est que, dans les catégories inférieures, les enfants des employés sont bien plus jeunes, et aussi que beaucoup d'entre eux sont fils d'instituteurs. Les dépenses pour journaux, livres, associations, sont plus élevées chez les ouvriers que chez les employés, des catégories 1.600 à 3.000, et inversement de 3.000 à 4.000 (mais on n'y compte que 10 ouvriers). Pour les distractions, dans l'ensemble, les employés dépensent plus de trois fois

¹ C'est sans doute explicable par le fait que la plupart des employés enquêtés vivent dans de petites villes.

autant que les ouvriers (76 marks au lieu de 21); les différences sont, d'ailleurs, plus sensibles pour les bas revenus que pour les revenus élevés. Les employés paient de plus forts impôts, et dépensent plus pour l'assurance que les ouvriers. Les dépenses diverses et l'épargne représentent chez eux 129 marks, et 4,1 % de toutes les dépenses (au lieu de 49 marks et 2,7 %); mais, ici encore, la différence est sensible surtout pour les plus hauts revenus (de 3.000 à 4.000); entre 2.000 et 3.000, les dépenses diverses sont un peu plus élevées chez les employés, et la dépense épargne un peu plus importante chez les ouvriers : ces revenus qui, en raison des habitudes des ouvriers, sont pour eux élevés, sont à peine suffisants pour les employés. – En somme, c'est surtout par l'importance plus grande des dépenses service de santé, instruction des enfants, distractions, que les budgets des employés se distinguent encore des budgets ouvriers.

De telles comparaisons sont difficiles, parce que, quand les ouvriers d'une catégorie sont nombreux, les employés de la même catégorie sont rares, et inversement. Or, non seulement il en résulte que les chiffres moyens qu'on rapproche n'ont pas une même valeur. Mais, en outre, comme les ouvriers de hauts revenus, et les employés de bas revenus, sont à la limite (supérieure ou inférieure) de leurs classes respectives, on peut craindre qu'ils représentent moins bien que d'autres leur classe, et qu'ils ne subissent guère l'influence de représentations déterminées par des conditions économiques auxquelles ils échappent en partie. C'est donc précisément en ce qui les concerne, qu'il faudrait multiplier les observations afin d'éviter les cas exceptionnels. Mais, on comprend bien pourquoi, ce sont les cas les moins nombreux.

Nous ne cherchons pas ici à définir, à étudier dans sa texture la classe des employés. On a bien le sentiment, par l'analyse que nous venons de tenter, qu'elle aussi comporte des subdivisions, qu'en particulier, dès qu'on dépasse les revenus de 3.000 francs, la répartition des dépenses s'y modifie profondément. Mais il faudrait s'appuyer sur des données plus nombreuses. Nous pouvons toutefois nous reporter à une enquête française¹, qui ne porte, il est vrai, que sur des instituteurs publics, dont 64 % dans des communes de moins de 500 habitants. D'autre part (et pour cette raison même), il y a un article de dépenses sur lequel on ne peut faire fond : c'est la dépense logement, qui ressort beaucoup trop faible. En effet l'instituteur est d'ordinaire logé, et le chiffre indiqué n'est qu'une estimation. – Toutefois, si on veut atteindre des employés ou des personnes de situation comparable, qui reçoivent des revenus aussi bas que les ouvriers, c'est bien dans les villages qu'il faut les chercher. En raison de leur

¹ *Enquête sur les conditions de la vie des instituteurs*. Manuel général de l'Instruction primaire, 26 avril 1902, p. 257-272. L'enquête, organisée par ce journal pédagogique, appartient au type des enquêtes dites extensives, avec questionnaire pour toute l'année. On obtint 3.472 réponses (soit 7 % de l'effectif des instituteurs en France en 1901). Le dépouillement et la mise en tableaux ont été exécutés par les services statistiques de l'Office du Travail, sous la direction de M. March.

instruction, les instituteurs sont d'ailleurs plus capables que d'autres de remplir un questionnaire assez compliqué. Bien que le rapporteur de l'enquête conclue : « dans l'ensemble et dans le cas normal, le budget de l'instituteur est... un budget de prolétaire », et qu'on soit tenté, peut-être, de le rapprocher aussi du budget paysan, par leur culture et par leur genre d'occupation les instituteurs se rattachent plutôt aux employés : ils sont du même niveau social. Enfin, pour le loyer, on peut, dans les comparaisons, retrancher cette dépense du revenu total, et calculer la proportion des autres dépenses à la dépense totale, moins le loyer. C'est, évidemment, une méthode très imparfaite : rien ne prouve que la faiblesse de la dépense loyer se traduise par une augmentation simultanée de toutes les autres dépenses, que ce ne soit pas plutôt la dépense nourriture ou la dépense vêtement, qui s'en trouve seule accrue. On peut toutefois tenter ces rapprochements, afin de comparer, à des groupes ouvriers étendus de notre enquête, des groupes d'instituteurs non moins étendus.

Rapprochons des budgets ouvriers qui gagnent de 1.200 à 1.600 marks les budgets d'instituteurs qui gagnent de 1.500 à 2.000 francs. Si nous retranchons des uns et des autres la dépense loyer, la dépense totale moyenne est respectivement de 1.194 marks et de 1.634 francs. La dépense nourriture représente, pour les ouvriers 66 % , pour les instituteurs 54 % ; la dépense, vêtement, pour les ouvriers, 11,3 % ; pour les instituteurs, 17,4 % ; la dépense chauffage-éclairage, respectivement 5,9 % et 6,4 % ; les autres dépenses, pour les ouvriers 16,9 %, pour les instituteurs 22 %. Cela correspond tout à fait aux différences relevées (p. 186) entre les deux groupes ; et, cette fois, aux 154 ouvriers, nous comparons 1.035 instituteurs. Procédons de même, pour la catégorie de revenus immédiatement supérieure, soit, pour les ouvriers, de 2.000 à 2.500 marks, et, pour les instituteurs, de 2.000 à 3.000 francs : les revenus moyens sont respectivement de 1.815 marks et de 2.260 francs ; les deux groupes se correspondent parfaitement. La dépense nourriture représente, pour les ouvriers, 60,5 %, pour les instituteurs, 48,7 % ; la dépense vêtement, pour les ouvriers, 14,4 % ; pour les instituteurs, 16,4 % ; la dépense chauffage-éclairage, respectivement 4,65 % et 5,5 % ; les autres dépenses, pour les ouvriers 20,5 %, pour les instituteurs 29 %. On voit que l'écart, pour la dépense nourriture et pour les autres dépenses, reste considérable, et très net encore pour la dépense vêtement (qui serait certainement plus importante, pour les instituteurs, s'ils n'étaient pris que dans des grandes villes). Cette fois, à 121 ouvriers, nous comparons 1.144 instituteurs. On peut, d'ailleurs, faire une contre-épreuve, en calculant les mêmes rapports pour les 28 employés allemands d'un revenu de 2.500 à 3.000 marks. Ils dépensent pour la nourriture 51%, pour le Vêtement 17,9 %, pour le chauffage et l'éclairage 5,35 %, pour le reste 26 %. La différence de ceux-ci aux ouvriers de même revenu est donc moindre que des instituteurs aux mêmes ouvriers, mais elle est toujours de même sens.

En somme, cela nous fortifie dans la croyance qu'entre le genre de vie des employés et celui des ouvriers il y a des différences fondamentales. Les rassembler en de mêmes catégories, exprimer des données qui se rapportent aux uns et aux autres par une même moyenne, c'est donc s'exposer à toutes les confusions. Dans de telles moyennes, ce ne sont pas des différences individuelles qui s'atténuent et tendent à s'annuler, mais des divergences sociales qui s'obscurcissent mutuellement, et que le devoir de l'observateur serait au contraire de bien dégager.

Livre II : les dépenses dans la classe ouvrière

Chapitre III

Les dépenses dans les villes et dans les métiers différents. – La composition des revenus suivant les métiers.

I

Les influences locales
et la répartition des dépenses

[Retour à la table des matières](#)

La trop grande largeur des cadres, la confusion dans les mêmes catégories des ouvriers et des employés, telles sont les deux raisons essentielles pour lesquelles nous ne pouvons pas nous en tenir au tableau III. Mais l'étude de la répartition des dépenses par catégories de revenus et par composition des familles est-elle possible avec nos données, pour la classe ouvrière envisagée isolément ? On nous dira que, réunissant dans une même catégorie des ouvriers choisis dans des villes différentes et des

ouvriers de professions différentes, et comparant entre eux des groupes qui ne sont pas homogènes sous ces deux rapports, nous nous exposons aux pires confusions.

L'objection tirée de la diversité des villes est très sérieuse. On est frappé, même lorsqu'on ne sort pas d'un pays, de certains caractères locaux qui font que le genre de vie n'est pas le même en des provinces différentes. Cela se remarque surtout dans la nourriture, et aussi dans l'habitation, le vêtement et les distractions. Toutefois ces différences existent surtout entre les parties de la population qui subissent le plus directement l'influence du climat et des traditions, qui sont à la fois les plus stables et les plus isolées, c'est-à-dire entre les divers groupes de paysans. Dans les villes, cette influence locale se laisse sentir de moins en moins, à mesure que leurs habitants contractent davantage des habitudes de vie purement urbaines, c'est-à-dire qu'ils entretiennent plus de rapports entre eux et moins avec les paysans, et que les rapports se multiplient entre eux et les habitants des autres villes. Elles disparaissent presque entièrement dans les plus grandes villes. À ce point de vue, nos enquêtes offrent des avantages particuliers : l'Allemagne est un pays de plus en plus industrialisé, où de très grandes villes se sont constituées et développées depuis plus de trente ans.

Ces villes, il est vrai, sont assez différentes ; par leur contexture et leur fonction, par la prédominance en elles de certaines classes, elles paraissent capables d'imposer à leurs habitants des coutumes et de développer en eux des tendances qui ne se trouvent pas ailleurs, au moins au même degré. Sombart, dans l'essai de classification des villes qu'il a présenté¹, les distingue suivant que leurs habitants sont surtout des commerçants, des consommateurs, ou des industriels et des ouvriers, c'est-à-dire suivant leur fonction économique. On pourrait supposer que, si, dans telle agglomération purement ouvrière, les travailleurs sont bien encadrés dans leur classe et se plient à ses représentations, ailleurs les petits commerçants, ailleurs encore les rentiers et les riches déterminent à la fois les habitudes de consommation, le prix des denrées, et des loyers, etc. Les ouvriers, ici, peuvent être groupés et resserrés dans des quartiers compacts, en des maisons qu'ils suffisent à peupler ; ils seront, ailleurs, dispersés parmi des membres d'autres classes ; on en voit bien les conséquences. – Mais il est rare que des villes soient purement consommatrices, purement commerciales, purement productrices. Sombart lui-même remarque que les villes qui ne se consacrent qu'au commerce ne peuvent devenir de grandes villes (les raisons qu'il en donne sont d'ailleurs bien abstraites ; peut-être est-ce justement parce qu'elles ne se développent pas que les commerçants y prédominent). Les villes où on dépense beaucoup sans rien produire et sans faire de trafic sont surtout les villes d'eau, de plages, de jeux, etc. ; notre enquête ne s'y est pas étendue. Quant aux villes purement productrices, sauf les cités minières (et encore), elles attirent peu à peu les commerçants, les hommes d'affaires : la plupart

¹ Nous l'avons analysé et critiqué, dans un article de la Revue d'économie politique (août-septembre 1905) intitulé : *la Ville capitaliste d'après Sombart*, pp. 783-747.

des villes où se trouvent les ménages enquêtés existaient avant que les industries s'y établissent, et si elles leur doivent leur essor, elles ont conservé bien des éléments de leur constitution primitive.

Mais, alors même que les villes où se trouvent nos ouvriers se distingueraient par le niveau social de leurs habitants, que des classes différentes y prédomineraient, encore faudrait-il démontrer que les ouvriers ne tendent pas à s'y constituer en groupes séparés de la masse, qui résistent aux influences que les autres classes pourraient exercer sur eux, et qui ont bien plus de rapports avec les groupes ouvriers des villes voisines qu'avec leurs « concitoyens » non ouvriers.

Ce qui tendrait à prouver que la diversité des villes comme telles ne réagit pas sur la classe ouvrière, ne la décompose point en groupes d'habitudes et de tendances différentes, c'est la difficulté même qu'on éprouve à classer les villes. Une classification scientifique suppose que les objets concrets où elle s'applique sont organisés, qu'on peut s'appuyer dès lors, pour les grouper, ou les distinguer, sur le nombre et la grandeur de leurs parties, sur la complexité et la solidité de leur composition. Ces conditions se sont-elles réalisées dans les villes primitives ? Celles-ci se sont-elles constituées par la réunion de plusieurs familles en tribus fixées en un même lieu, et parfois par la concentration de plusieurs tribus dans le même espace ? On aurait pu alors les définir par l'espèce de leurs éléments, la nature du lien qui les unissait. De telles cités, d'ailleurs, ne pouvaient se fermer indéfiniment. Les villes du moyen âge, avec leurs corps d'artisans, avec leurs règles protectrices et prohibitives, constituaient encore des ensembles sociaux organisés ; il était possible de les classer en tenant compte des groupes secondaires dont elles étaient composées. Mais les sentiments corporatifs étaient déjà moins énergiques que les sentiments de famille ; de bonne heure, beaucoup d'étrangers non organisés ont dû y pénétrer. Aujourd'hui, les corps de métier ont fait place aux artisans indépendants et aux entrepreneurs, entre lesquels n'existe aucun lien social, et aux ouvriers, chez qui se développe sans doute une conscience de classe, mais, le plus souvent, encore isolés en fait les uns des autres. Les villes modernes sont surtout des juxtapositions d'hommes dont une forte part ne séjourne que temporairement au même endroit, tandis que d'autres arrivent sans cesse : migrations non plus de peuples, ni de classes, mais d'individus. Il en résulte qu'elles n'offrent que des rudiments d'organisation. – Si, comme le pense Bücher¹, l'époque actuelle est toute de transition, si, plus tard, la population des villes devient plus stable, s'attache davantage au sol, il se peut que, d'après leurs occupations, leurs fortunes et leurs tendances, les individus se rapprochent en associations durables, ratta-

¹ *Die Entstehung der Volkswirtschaft*. IX. Les migrations intérieures et la nature des villes du point de vue historico-évolutif, Tübingen, 1898. Et encore, du même, *die Grossstädte in Gegenwart und Vergangenheit*, dans *die Grosstadt* (9^e volume du Jahrbuch der Gehe Stiftung), Dresde, 1903, pp. 1-32.

chées d'ailleurs l'une à l'autre. Les villes seraient alors « organisées ». Mais si, parallèlement, entre tous les groupes semblables des différentes villes, les liens aussi se resserrent, et les relations se multiplient, on ne voit guère en quoi de telles organisations atténueraient ou effaceraient les diversités de classes.

Il y a toutefois des traditions tenaces, et, dans un espace aussi vaste que le territoire de l'Allemagne, les conditions économiques ne sont pas les mêmes partout. D'autre part, si, dans les grandes villes, l'ouvrier se retrouve toujours au milieu d'un grand nombre de gens de sa classe, cela est moins exact dans les petites et les moyennes villes. Il faut chercher, dans nos enquêtes, si de telles différences se manifestent dans les budgets des ouvriers de villes de dimensions et d'emplacement différents.

Nous ne trouvons guère d'indications là-dessus dans l'enquête de l'Office de statistique. D'abord, la plupart des budgets proviennent de grandes villes (701 dans des villes de plus de 100.000 habitants, sur 852); d'autre part, le plus grand nombre des ménages des petites et moyennes villes sont des ménages d'employés et d'instituteurs (le revenu moyen augmente à mesure qu'on passe des grandes aux moyennes et aux petites). Plus intéressante serait la comparaison, les uns aux autres, des budgets des diverses grandes villes. On nous donne (p. 42* et 43*) la moyenne des diverses dépenses, et leurs rapports, pour toutes les grandes villes où l'on a obtenu au moins 10 budgets. Mais, là encore, les ouvriers et employés sont confondus. Nous avons compté le nombre des budgets ouvriers, et calculé leur proportion à l'ensemble des budgets d'ouvriers et d'employés, dans chaque ville. Cette proportion est de 100 % à München, à Magdeburg et à Barmen, de 95 % à Dresden, de 92 % à Düsseldorf et à Chemnitz, de 89 % à Hamburg et à Nürnberg, de 83 % à Lübeck, de 81 % à Kiel, de 80 % à Strasburg : c'est seulement pour ces villes que les chiffres correspondent surtout, à des budgets ouvriers et peuvent être étudiés (la proportion tombe tout de suite : de 67 % à Cöln, de 61 % à Cassel, de 52 % à Breslau, de 26 % dans le Grand-Berlin, de 20 % à Frankfurt-a.-M et à Altona).

Nous retenons donc les onze premières villes, et nous indiquons : 1° la dépense moyenne par ménage, en supposant que la moyenne arithmétique des dépenses moyennes de chaque catégorie, pour toutes les villes, est égale à 100 (tous ces chiffres ont été calculés par nous) ; 2° la proportion des dépenses de chaque catégorie à la dépense totale, pour chaque ville (nous avons extrait ces chiffres du tableau de la page 43*). – La comparaison de ces données avec celles que nous apporte la même enquête pour les villes petites et moyennes n'offrirait, pour les raisons que nous avons dites, aucun intérêt. Mais nous pouvons en rapprocher l'indication des dépenses moyennes dans les villes grandes, moyennes et petites, telle qu'elle nous est donnée dans l'enquête des travailleurs des métaux. Sans doute, le chiffre absolu des dépenses dans les grandes villes est plus élevé ici que dans l'enquête de l'Office de statistique, les

ouvriers des métaux étant des ouvriers qualifiés (1.949 marks au lieu de 1.810 dans les villes que nous retenons). Mais, comme nos chiffres expriment uniquement des rapports, cela importe peu ; et, comme les ouvriers des métaux sont d'une même industrie, cela révèle mieux l'influence de la grandeur des villes sur la répartition des dépenses des ouvriers en général.

Étudions d'abord les nombres relatifs. Si l'on voulait apprécier exactement l'écart qu'il y a entre les chiffres de ces diverses grandes villes et les nombres relatifs des villes moyennes, remarquons qu'il faudrait multiplier les premiers par le rapport 116/100, ce qui les augmenterait. Ainsi, la plus basse dépense totale moyenne (Magdeburg) s'élèverait de 88 à 102, et la plus haute (Hamburg), de 117 à 136 ; la plus basse dépense nourriture moyenne, et la plus basse dépense logement moyenne (Magdeburg encore) s'élèveraient respectivement de 90 à 103, et de 81 à 108. Seules les dépenses vêtement moyennes à München, Dresden et Magdeburg seraient encore inférieures à la même dépense dans les villes moyennes. Mais toutes les autres dépenses se hausseraient, et souvent très haut, au-dessus. C'est un trait commun à toutes les grandes villes, en dépit des différences qui subsistent entre elles.

Ces différences sont-elles sérieuses, et comment s'expliquent-elles ? La plus importante, c'est le haut chiffre du loyer à Hamburg, et aussi à Kiel (ville où on a recueilli un très grand nombre de budgets) ; moins important est le faible taux du loyer à Magdeburg et à Chemnitz (où on en a recueilli beaucoup moins). La faiblesse de la dépense vêtement dans les trois villes ci-dessus dites, et son élévation à Strasbourg et à Kiel, méritent davantage d'être notées. Mais, dans l'ensemble, les variations ne sont réellement pas considérables. Pour la dépense nourriture, c'est par exception qu'elles sont de 10 et 12 %, et elles correspondent d'ailleurs, alors, à des mouvements de hausse ou de baisse de la dépense totale.

D'autre part, si nous nous reportons aux colonnes 8-12, où sont indiqués les rapports des diverses dépenses à la dépense totale, nous remarquons sans doute que, cinq fois, la proportion de la dépense nourriture s'élève au-dessus de 53 (proportion pour les grandes villes dans l'enquête des travailleurs des métaux), mais, chaque fois, pour un nombre de budgets relativement faible ; pour les villes où on en a recueilli le plus grand nombre (Hamburg, Dresden, Nürnberg, Kiel et Lübeck), ce chiffre est toujours inférieur à 53. Sauf l'exception de Kiel, il en est exactement de même pour la dépense vêtement. C'est encore dans les villes où l'on a recueilli le moins de budgets que la proportion de la dépense logement tombe au-dessous (cette fois la proportion est plus forte pour les grandes villes) de celle qui ressort de l'enquête des travailleurs des métaux. Sauf à Kiel et à Lübeck, la proportion de la dépense chauffage-éclairage est très souvent inférieure, et, sauf à Kiel et Chemnitz, la proportion des dépenses diverses est, dans l'ensemble, supérieure aux chiffres indiqués dans l'autre enquête. – En

somme, aussi bien par leur taux que par la façon dont elles se répartissent, les dépenses des ouvriers des grandes villes se distinguent très nettement des dépenses des ouvriers des moyennes et des petites villes. La dépense nourriture, nettement plus forte en valeur absolue, représente une part un peu moindre de leur dépense totale. Il en est de même de la dépense vêtement. En revanche, la dépense loyer est bien plus forte en valeur absolue, et en proportion de la dépense totale, que dans les moyennes et petites villes. C'est même, semble-t-il, le taux très élevé des loyers qui entraîne une réduction marquée, en proportion, des autres dépenses.

LES DÉPENSES SUIVANT LES VILLES

(Enquête de l'Office de statistique)

	Nombres total des budgets	Nombre de budgets ouvriers	Proportion des budgets ouvriers à tous les budgets	Nombres relatifs				En % de la dépense totale				
				Dépense totale	Nour_riture	Vête-ment	Loge-ment	Nourri-ture	Vête-ment	Loge-ment	Chauf-fage-éclairage	Diver-ses
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Hamburg	179	168	94	117	110	111	138	48,9	11,1	18,5	3,8	17,7
München	19	19	100	91	97	76	92	55,2	9,7	15,7	3,8	15,6
Dresden	64	61	95	98	94	89	104	49,6	10,5	16,5	3,8	19,6
Nürnberg	45	40	89	105	105	95	113	51,9	10,5	16,8	4,6	16,2
Düsseldorf	12	11	92	96	96	104	89	52	12,5	19,6	3,5	12,4
Chemnitz	26	24	92	102	112	110	85	54,3	12,5	12,9	5,3	15
Magdeburg.	10	10	100	88	90	86	81	53,3	11,4	14,4	3,7	17,2
Strasbourg	29	23	80	108	111	120	104	53,7	12,9	15,1	4,6	13,7
Kiel	43	35	81	105	100	118	120	49,4	13	17,8	5,1	14,7
Barmen	10	10	100	91	100	94	89	56,7	11,9	15,3	4,7	11,4
Lubeck	46	38	83	96	94	97	91	51	11,8	14,8	4,8	17,6
Grandes villes	185			116	114	108	134	53	12,4	15,5	4,3	14,8
Moyennes villes	98		(Enquête des travailleurs des métaux)	100	100	100	100	53,6	13,4	13,4	4,3	15,3
Petites villes	37			93	98	94	90	55,9	13,5	12,8	4,9	12,9

Mais on peut alors se demander si, dans certaines grandes villes, les loyers, bien plus élevés qu'ailleurs, n'entraînent pas une réduction plus forte encore de, celles-ci. C'est ce que nous relevons dans les villes de Hamburg, Dresden, Nürnberg et Kiel (pour Düsseldorf, nous possédons trop peu de budgets). Ce sont aussi les quatre villes où la proportion de la dépense nourriture est la plus faible. Dans les trois premières, la proportion de la dépense vêtement est aussi plus faible ; en revanche, les

dépenses diverses y sont proportionnellement plus fortes. Ne serait-il pas alors naturel de séparer les ouvriers des grandes villes en deux catégories, puisque deux modes différents de répartition des dépenses se révèlent ?

Les faits sont plus complexes qu'il ne paraît. D'abord, la dépense loyer peut être grossie artificiellement, si l'habitude de sous-louer est répandue (et il est certain que les sous-locataires et pensionnaires se présentent plus fréquemment dans les grandes villes qu'ailleurs). Ensuite il faut tenir compte de la composition des familles : il se peut (sans que ce soit d'ailleurs évident, ni même probable) que l'augmentation des loyers s'explique par une forte proportion des familles nombreuses. Enfin, les forts loyers sont peut-être en rapport avec les forts revenus (la comparaison des colonnes 4 et 7 de notre tableau montre qu'il en est ainsi pour les forts loyers de Hamburg, Nürnberg et Kiel, qui, avec Strasburg, ont les plus forts revenus).

Nous avons calculé d'abord la proportion, pour chaque ville, des familles de composition différente :

	Hamburg	München	Dresden	Nürnberg	Düsseldorf	Chemnitz	Magdeburg	Strasburg	Kiel	Barmen	Lübeck
0-1 enfant	39,5	37	29,5	24,5	»	19	»	41	11,5	»	17,5
2-3	43	53	53	60	67	35	90	52	60,5	50	45,5
4 et plus	17,5	10	17,5	15,5	33	46	10	7	28	50	37
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Ce tableau nous apprend que certaines villes, où il y a de hauts loyers, ont peu de familles de 0 et 1 enfant (Nürnberg et Kiel), mais que d'autres, où il y a de bas loyers, n'en ont pas du tout ou très peu, et enfin que Hamburg, où les loyers sont le plus haut, contient, avec Strasburg, la plus forte proportion de ces familles. Nous n'avons donc rien à en tirer.

Nous avons alors été obligés d'élaborer le tableau suivant, où nous n'avons retenu (pour les villes où se répartissent le plus grand nombre des ménages enquêtés et qui nous ont paru, par la forte ou la faible proportion de certaines dépenses, s'écarter du type moyen) que les budgets ouvriers, dont le nombre est indiqué (colonne 1). Nous avons calculé la dépense totale, et les dépenses nourriture, vêtement, logement, par catégorie de familles de chaque composition, dans chacune de ces villes ; et après avoir traduit ces nombres en nombres relatifs, nous en avons calculé les rapports ¹. En

¹ Les nombres relatifs sont calculés en prenant comme indices, c'est-à-dire en égalant à 100, respectivement les nombres 1.800, 950, 180, 280, qui nous ont bien paru moyens dans chaque colonne.

même temps, nous avons retranché de la dépense loyer le montant des sous-locations – et nous l'avons retranché aussi de la dépense totale.

Nous relevons les forts loyers de Hamburg et Nürnberg (138 et 113 en nombres relatifs, 18,5 % et 16,8 %). À Hamburg, il est intéressant de noter que ce sont surtout les ménages de deux personnes, puis ceux de trois, qui entraînent cette augmentation : elle apparaît d'ailleurs bien atténuée maintenant, et à Nürnberg de même, en raison du retranchement du produit des sous-locations¹. C'est là une correction essentielle, et qui montre à quel point les moyennes calculées par l'Office de statistique sont obscures et imprécises. Les chiffres de la dépense loyer à Hamburg, dès lors, ne paraissent pas exceptionnels, non plus qu'à Nürnberg. Ils sont les plus hauts (voir les nombres relatifs) là où, à composition de famille égale, la dépense totale est la plus forte, c'est-à-dire dans les familles de deux personnes à Hamburg et Nürnberg, de trois et de quatre à Hamburg, de six et de sept à Hamburg encore ; ils sont les plus faibles à Strasburg et à München, parce que, dans toutes les catégories (sauf à München, pour les ménages de trois personnes), la dépense totale est plus faible qu'à Hamburg, Nürnberg et Dresden. – Sans doute il n'y a pas là une régularité absolue : le petit nombre des budgets qu'on trouve dans certaines catégories, leur élaboration insuffisante (car nous n'avons pas tenu compte de l'âge des enfants) empêchent que cette expérience soit décisive. Telle quelle, elle nous permet d'écarter l'objection qui se fonderait sur le trop haut chiffre des loyers et son trop bas chiffre dans des villes différentes : l'écart est beaucoup moindre qu'il ne semblait, et il est en rapport avec le chiffre total de la dépense; il n'y a pas à supposer que les mêmes groupes répartiraient différemment leurs dépenses dans des villes différentes.

Quant aux irrégularités que nous avons remarquées dans la dépense vêtement, elles s'atténuent aussi, ou elles s'expliquent. À Strasburg, elle apparaissait très forte, mais cela tenait aux six ménages non ouvriers ; eux retranchés, la proportion de cette dépense reste encore élevée (car le revenu moyen est aussi, par là, diminué), mais son taux absolu baisse nettement (comme il apparaît dans les nombres indices). Elle était très faible à München : on peut voir, maintenant, qu'elle est très faible pour des catégories de revenus très basses (familles de deux et de cinq personnes), et se relève singulièrement dans les deux autres. Il en est de même à Dresden et à Nürnberg où, sans qu'il y ait un rapport continu entre la dépense totale et la dépense vêtement, aux faiblesses de l'une correspondent des baisses de l'autre (voir les nombres indices, en particulier pour les trois premières catégories et la dernière, et, à Nürnberg, pour la

¹ Sans ce retranchement, la proportion de la dépense logement serait, à Hamburg, 20 % au lieu de 18,9 %, 19,5 % au lieu de 16,6 %, 19,2 % au lieu de 15,4 %, 17,1 % au lieu de 13,6 %, 18,2 % au lieu de 14,3 %, 15,9 % au lieu de 13,8 % ; elle serait, à Nürnberg, pour les familles de 4 personnes, les plus nombreuses de 16,4 % au lieu de 14,8 %.

deuxième et les deux dernières) ; en revanche, à Hamburg, cette dépense est plus forte, en proportion, et comme valeur relative, pour les plus fortes dépenses.

LES DÉPENSES (*Orientation paysage — Times New Roman 10*)
D'APRÈS LA GRANDEUR DES MÉNAGES DANS LES QUELQUES GRANDES VILLES
 (Enquête de l'Office de statistique)

		Nom- bre de ménages	Dépense totale moyenne nombres absol.relat.	Nourriture nombres absol.relat.	Vêtement nombres absol.relat.	Logement nombres absol.relat.	Nourritu- re en % de la dép. totale	Vêtem- ent	Logem- ent				
Hamburg													
2	personnes	30	1820	102	860	91	202	112	344	122	47,5	11,2	18,9
3	—	37	1800	100	910	96	177	98	298	106	50,8	9,9	16,6
4	—	36	1900	106	980	103	212	118	290	104	51,7	11,2	15,4
5	—	36	2050	114	1100	116	230	128	277	99	54	11,2	13,6
6	—	17	2370	132	1200	126	295	164	340	122	50,3	12,6	14,3
7	et plus	12	2500	139	1427	130	328	182	342	122	52,3	13,2	13,8
Dresden													
2	personnes	5	1540	86	755	79	150	83	250	89	48	9,5	15,9
3	—	13	1680	93	780	80	178	99	256	92	47,2	10,6	15,3
4	—	17	1700	95	888	93	165	92	240	86	52,2	9,7	14,2
5	—	15	1780	99	970	102	220	122	289	103	54,3	12,4	16,2
6	—	5	1850	103	1050	112	237	132	196	70	57	12,8	10,6
7	et plus	6	1840	102	980	103	178	99	216	77	53	9,7	14,6
Nürnberg													
2	personnes	2	1940	108	840	89	221	123	329	117	45,2	11,4	17
3	—	6	1660	92	919	97	146	81	231	83	55,2	8,8	14
4	—	18	1760	98	930	98	184	102	261	94	52,9	10,4	14,8
5	—	7	1010	112	1120	118	222	124	255	91	55,9	11	12,7
6	—	4	1740	97	1000	105	174	97	303	108	57,5	10	17,4
7	et plus	3	1760	98	1060	112	120	67	240	86	60,4	6,9	13,7
Strasbourg													
3	personnes	11	1437	80	906	96	152	84	239	85	63,1	10,7	13,7
4	—	5	1720	96	1050	110	200	112	200	72	61,8	11,7	11,6
5	—	7	1610	89	1000	105	182	101	231	83	62,5	11,3	13,9
München													
2	personnes	3	1410	78	775	82	118	66	240	86	55	8,3	17
3	—	4	1760	98	865	91	236	132	272	97	49,4	13,5	15,6
4	—	5	1650	92	875	92	184	102	241	86	53	11,1	14,7
5	—	5	1500	83	910	96	89	50	205	73	60,5	5,9	13,8
6	—	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
7	et plus	2	1910	106	1326	140	182	101	199	71	68,8	9,5	10,4

Reste à expliquer la forte dépense nourriture à Strasbourg. La proportion en est, en effet, pour toutes les catégories, plus grande que dans les autres villes. Mais la première catégorie (famille de trois personnes) a un revenu moyen exceptionnellement

bas. La seconde ne contient que cinq familles : la dépense moyenne nourriture y est évidemment un peu trop forte, mais elle tombe, à la catégorie suivante, avec la dépense totale. Le rapport entre la dépense totale et celle-ci est donc encore très visible.

Nous ne trouvons aucune raison valable de séparer les budgets en deux catégories, ou en un plus grand nombre, en tenant compte des villes où ils ont été dressés. Il se trouve que l'on n'a pas atteint dans toutes les villes des ménages qui aient à la fois même composition et même revenu ; de là des différences qui font penser d'abord à des actions locales, tradition, cherté particulière des maisons, ou des vivres, espèce et degré différents des besoins dans des régions diverses. À l'analyse, on reconnaît que tout se ramène, ou semble au moins se ramener (car il n'est guère possible, ni bien utile de pousser davantage la recherche en ce sens) à une différence de revenus.

Avant de conclure sur ce point, voyons comment les budgets se présentent, quand on les groupe par grandes villes, dans l'enquête des travailleurs des métaux. On nous donne (p. 52) le tableau des dépenses moyennes par ménage pour dix-neuf grandes villes (et, de même, pour quinze moyennes villes, et pour huit petites villes). Nous avons, à l'aide de ces chiffres, élaboré notre tableau (p. 208), où sont présentées les variations de ces moyennes, en valeurs relatives, Pour chaque catégorie, et le rapport des dépenses de chaque catégorie à la dépense totale, pour chaque ville. Nous avons écarté les données des villes où se rapportaient moins de six budgets, additionné les dépenses nourriture et boisson, compté et indiqué, pour chaque ville, le nombre des ménages enquêtés, et leur composition (calculée d'après le tableau I où on nous indique, pour chaque ménage, le nombre des adultes et le nombre des enfants). Il est regrettable, d'ailleurs, qu'on ne nous indique pas le montant des sommes qui proviennent des sous-locations ¹. Sans doute sont-elles moins nombreuses que dans l'enquête de l'Office de statistique : à Hamburg, le loyer (y compris les impôts) est ici de 306 marks, au lieu de 390 (non compris les impôts), chiffre qui se rapporte, dans l'enquête de l'Office, à tous les ménages, d'employés et d'ouvriers : les employés retranchés, ainsi que le produit des sous-locations, nous arrivions à une moyenne de 290 à 340, assez voisine de celle-ci. Nous ne savons dans quelle mesure ce loyer moyen, ainsi que ceux qu'on relève, dans la même enquête, à Berlin (316 marks), à Frankfurt a-M. (401 marks) et à Stuttgart (348 marks) en sont enflés.

¹ On dit, p. 29: « Dans une partie des grands logements, et aussi dans un certain nombre des logements de trois pièces, une pièce est sous-louée, pour obtenir un revenu supplémentaire ». Mais on n'indique ni dans quels cas, ni à quel prix.

LES DÉPENSES DANS QUELQUES GRANDES VILLES

(Enquête des travailleurs des métaux)

	Dépense moyenne (nombres relatifs)								Proportion à la dépense totale(%)					
	Nom- bre des mé- nages	Compo- sition des famille s	Totale	Nour- riture	Loyer	Chauf- fage éclair- rage	Vête- ments	Diver- ses	Nour- riture	Loyer	Chauf- fage- éclair- rage	Vête- ments	Diver- ses	Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Berlin	10	4,7	100	100	100	100	100	100	53	16,6	3,6	10,6	15,5	99,3
Hamburg	12	4,6	91	89	87	95	92	100	52	15,9	3,8	10,8	17,2	99,7
München	15	5	94	100	78	95	92	98	56	13,8	3,7	10,4	16,2	100,1
Dresden	8	5	89	87	82	117	98	93	52	15,3	4,8	11,6	16	99,7
Leipzig	7	5,6	86	86	85	84	101	78	54	16,4	3,6	12,6	14,2	100,8
Breslau	7	4,3	82	82	66	91	78	79	55,5	14	4,2	10,6	15,7	100
Frankfurt a.M.	10	5,2	105	91	130	136	139	98	46	20,5	4,7	14,1	14,5	99,8
Nürnberg	15	4,7	96	92	81	106	97	92	54	14,7	4,2	11,4	15,8	100,2
Düsseldorf	11	4,1	100	97	97	92	135	94	52	16,1	3,4	14,4	14,5	100,4
Hannover	11	5,3	89	96	76	104	96	74	57	13,5	4,2	11,5	12,8	99
Stuttgart	10	4,4	100	96	106	101	126	88	51,5	17,6	3,7	13,4	13,6	99,8
Chemnitz	23	5,8	87	92	76	118	94	71	56	14,4	4,9	11,6	12,7	99,6
Magdeburg	10	4,5	78	77	63	92	106	78	52,5	13,5	4,3	14,6	15,6	99,5
Bremen	6	4,3	101	95	77	134	160	100	50	12,8	4,8	17	15,5	100,1
Kassel	13	2	93	89	88	92	126	91	51	15,7	3,6	14,4	15,1	99,8
Karlsruhe	7	4,3	93	90	92	104	92	102	51,5	16,5	4,1	10,6	17	99,7

En tout cas, à Frankfurt, ce taux élevé des loyers correspond au montant élevé des revenus, les plus forts de toute la série, et il en est de même à Berlin et à Stuttgart qui viennent immédiatement après, sous ces deux rapports (voir colonnes 3, 5 et 10). À Leipzig et Karlsruhe, la proportion de la dépense logement est forte, la dépense totale et le loyer étant faibles pour la première, moyens pour la seconde. Mais Leipzig est, avec Chemnitz et Bremen, la ville où les ménages enquêtés comprennent le plus de personnes (voir la colonne 2) : Chemnitz et Bremen, qui présentent une dépense moyenne loyer très faible, ont l'une une dépense nourriture, l'autre une dépense vêtement si fortes que la proportion de la dépense loyer reste toutefois un peu ou beaucoup au-dessous de la moyenne. Le petit nombre des budgets recueillis à Bremen et à Leipzig permet d'ailleurs bien des conjectures. À Chemnitz, le faible taux du loyer, et à Magdeburg de même, est très vraisemblablement en rapport avec la faiblesse de la dépense totale. – Sans doute on demandera encore pourquoi à Hamburg on dépense

plus pour le loyer, et à München plus pour la nourriture, alors que la composition des familles munichoises est, sans doute, un peu plus forte, mais que la dépense totale y est, en même temps, plus forte aussi. Faut-il invoquer les sous-locations, l'âge des enfants ? Ces données nous manquent. Mais l'écart n'est pas si considérable qu'il ne paraisse possible, par ces différences éventuelles, d'en rendre compte. – Notons encore que la dépense nourriture intervient souvent pour une plus grande part (voir colonne 9) dans la dépense totale (voir colonne 3) quand celle-ci est la plus faible, en particulier à Leipzig, à Breslau, à Hannover, à Chemnitz, et pour une plus faible quand celle-ci est la plus forte, en particulier à Frankfurt, à Hamburg, à Stuttgart, à Bremen. Mais München et Nürnberg, avec une dépense totale assez élevée, ont une forte dépense nourriture. En réalité les moyennes comprennent ici trop d'éléments divers, des revenus qui varient de 1.200 à 2.500, des familles qui comprennent de deux à six et sept personnes, pour que de dix ou douze budgets dressés dans une ville on puisse tirer des résultats généraux. Il est déjà très remarquable que certaines irrégularités apparentes s'expliquent sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir la diversité du lieu, et que, dans des villes assez éloignées, les mêmes relations se vérifient.

Ce serait l'objet d'une recherche indépendante, que de déterminer, d'une part dans quelle mesure l'afflux des ouvriers venus de la campagne modifie, au moins temporairement, les habitudes des ouvriers des grandes villes, d'autre part comment la présence ou l'absence, dans une ville ouvrière, des catégories d'ouvriers les mieux payés infléchit (sans doute en sens contraire) les habitudes et les tendances des autres. On ne doit pas se représenter l'ensemble des ouvriers d'un pays comme une masse dont les parties, sans cesse en mouvement, passent perpétuellement d'un lieu à l'autre, et n'acquiescent pas d'autres propriétés que celles du tout où ils sont provisoirement inclus : il y a dans chaque ville, dans chaque région, une quantité d'ouvriers sédentaires. Il est même probable que les représentations sociales d'un groupe d'ouvriers dépendent beaucoup du niveau où il se trouve, à l'intérieur du groupe total des ouvriers de la région. On ne peut d'ailleurs dire *a priori* quelle est cette dépendance, et quelles conséquences résultent, au point de vue de la répartition de leurs dépenses, d'un abaissement ou d'un relèvement (relatif) de leur rang social. Supposons qu'une ville où, à côté d'industries plus communes, toute une industrie de luxe s'est développée, avec un personnel très qualifié, en soit privée par l'effet de la concurrence ou de toute autre cause, qu'elle soit ainsi décapitée. Est-ce que les ouvriers moins qualifiés, qui demeurent, et se trouvent maintenant au premier rang, attacheront plus ou moins d'importance qu'autrefois à l'habitation, au vêtement ? Est-ce que les dépenses, qui s'étaient peut-être élevées, depuis l'arrivée des ouvriers mieux payés, ne vont point diminuer après leur départ, ou, au contraire, est-ce que les logements qu'ils ont quittés, les marchandises qu'ils avaient l'habitude d'acheter et qui continueront quelque temps encore à arriver sur le marché, ne vont pas attirer (peut-être à l'aide d'une légère diminution de prix) les ouvriers de revenu moindre ? Aussi ne prétendons-nous pas que le chiffre du revenu

(combiné même avec la composition des familles) doit déterminer l'importance et le rapport des diverses dépenses.

Mais autant il semble arbitraire de ne pas tenir compte de ces autres influences possibles, autant il serait peu scientifique de les désigner sous le nom commode d'influences locales, d'en prendre prétexte pour se refuser à une étude qui porte sur un phénomène envisagé dans tout un pays, même très complexe, et de se borner à une série de monographies, en s'enfermant dans des cadres géographiques limités. On se retirerait d'avance tout moyen d'analyser ces influences locales elles-mêmes, de les décomposer en un certain nombre de facteurs et conditions qui, loin d'être uniques, se peuvent combiner de beaucoup de façons, et se retrouver sous des formes concrètes très diverses en beaucoup d'endroits. C'est comme si plusieurs révolutions géologiques s'étaient développées successivement sur l'étendue de toute une région et en avaient modifié la surface. Les accidents du terrain, et l'inégalité de ces actions, en dépit de leur généralité, ne laisseraient pas reconnaître d'abord les mêmes forces, de soulèvement, d'érosion, qui se sont exercées, et des observateurs superficiels s'efforceraient d'expliquer ces changements locaux par des influences locales. Mais le rapprochement de toutes ces modifications si diverses suggérerait, à un esprit scientifique, l'idée que leurs causes sont de même nature, et qu'il importe de distinguer seulement les actions successives qui se sont ainsi superposées.

Or, l'examen des données, si obscures, si mal élaborées qu'elles soient, non seulement ne nous a point révélé un groupe de villes voisines qui se distingueraient de toutes les autres par la répartition semblable (ou conformément à de mêmes lois) des dépenses de leurs ouvriers (les irrégularités se rencontrent aussi bien à Hamburg qu'à Frankfurt pour le loyer, à München qu'à Nürnberg et à Strasburg pour la nourriture), mais, le plus souvent, nous a laissé entrevoir des rapports : rapport inverse entre le taux de la dépense totale et la proportion de la dépense nourriture aux autres dépenses, rapport direct entre le chiffre de la dépense totale et celui du loyer, bien obscurs encore, sans doute, et incertains, mais qu'il importera de serrer de près, à la lumière de données mieux présentées. Il est possible que des ouvriers de même revenu, avec des familles aussi nombreuses, ne se comportent pas de même partout. Mais on n'en sera sûr, et on n'en pourra donner une explication, que si ces divergences se produisent en plusieurs cas, en des endroits différents, avec une intensité inégale, en sorte qu'on puisse déterminer quelles conditions, présentes dans ces divers cas, mais variant en grandeur ou en complexité, en peuvent rendre compte. Ce sont là des problèmes que nos données actuelles ne nous permettront peut-être pas de résoudre, mais qu'on ne peut poser qu'à condition de ne pas écarter d'avance un ou plusieurs groupes de données sans aucune raison certaine.

Dès lors il n'est même pas très méthodique de séparer les villes en grandes, moyennes et petites. Cette distinction n'a pas une grande importance, dans l'enquête de l'Office de statistique, où la presque totalité des budgets ouvriers ont été recueillis dans les villes dites grandes, ou à Lübeck. Elle joue un plus grand rôle dans l'enquête des travailleurs des métaux. Mais le nombre des habitants, c'est un caractère démographique ou morphologique qui n'intéresse pas nécessairement l'économie sociale. Que les villes allemandes se soient accrues surtout par l'afflux d'ouvriers, que, très souvent, la dimension d'une ville soit un indice assez sûr du nombre des exploitations industrielles et de l'importance des groupes de travailleurs qui y sont assemblés, on peut l'accorder. S'ensuit-il qu'il y ait, entre les deux objets, une correspondance exacte ? On a signalé souvent la tendance d'un grand nombre d'industries à se transporter hors des grandes villes où les loyers et les marchandises deviennent trop coûteuses. On conçoit que certains progrès techniques décentralisent la production industrielle. Surtout, le nombre des habitants d'une ville, ne nous apprend rien sur la proportion qui y existe entre les groupes d'ouvriers de divers revenus, ni sur l'origine des ouvriers, et la part d'hommes issus des campagnes que contient leur classe. Or c'est là pour nous l'essentiel. Le caractère économique et social de la ville, bien plus que ses dimensions, nous importe. Cela ne nous empêchera pas, sans doute, de présenter à part, pour cette seconde enquête, les données qui se rapportent aux petites et aux grandes villes, puisque la plupart des petites villes contiennent surtout des ouvriers à bas salaires, et puisque aussi c'est là sans doute qu'on trouve le plus d'ouvriers d'origine campagnarde : mais cette distinction n'est pas, à nos yeux, essentielle (telle petite ville qui s'est constituée autour d'un groupe d'usines, autour d'une mine, est comme un morceau détaché d'une grande cité ouvrière, et inversement telle grande ville sans développement industriel notable s'entoure de quelques quartiers ouvriers assez dispersés et peu denses, en relations fréquentes avec la campagne). Et cela ne retire rien de son utilité, et de sa valeur propre, à la comparaison, d'ensemble, de toutes les données.

II

Les métiers et la répartition des dépenses

[Retour à la table des matières](#)

L'enquête de l'Office de statistique porte sur des ouvriers de métiers et d'industries différentes. C'est là une distinction « économique » : on peut se demander s'il n'aurait pas convenu de ne retenir que des ouvriers d'un nombre très limité de métiers, si, en tout cas, ce n'est pas surtout à ce point de vue qu'il faut se placer pour grouper et comparer les données actuellement recueillies, si, enfin, des groupes où sont réunis des ménages de même grandeur, ou de même revenu, mais dont les chefs sont de métiers différents, offrent bien quelque homogénéité.

Dans le tableau IV de notre enquête (pp. 170-177), on nous indique les recettes et dépenses moyennes des ménages, d'après la profession des chefs de famille. Pour chacune des 40 professions distinguées (avec la mention du nombre total des familles et des personnes qui s'y rattachent), on nous donne un chiffre moyen pour chaque article des recettes et dépenses (dont le détail est le même qu'au tableau I), ainsi que la proportion de chacun de ces articles à la dépense totale moyenne ou au revenu total moyen (sauf, comme au tableau I, pour les divers articles de la dépense nourriture). Ces tableaux sont analysés dans l'Introduction (5e section, p. 44*-57*). On nous donne en particulier (p. 49*-50*) deux tableaux où, avec le nombre des ménages de chaque profession, on indique la moyenne pour les cinq grandes catégories de dépenses par profession, et leur proportion (%) à la dépense totale. Nous nous en sommes servis pour élaborer le tableau suivant (p. 216).

Nous avons réduit d'abord le nombre des professions de quarante à vingt-trois, en écartant les employés, ingénieurs, instituteurs, etc., et toutes les catégories qui comprennent moins de 10 budgets ¹.

¹ Les catégories qui contiennent un trop petit nombre de budgets prêtent à, beaucoup de confusions. Voici un exemple. On remarque dans l'introduction que les constructeurs de machines et monteurs ont une dépense nourriture bien plus forte que les imprimeurs (55,9 % au lieu de 47,7 %). D'abord, il y a une erreur de calcul : nous avons eu la curiosité de voir comment cette dépense se présentait dans les différents ménages de constructeurs de machines : or, la proportion nourriture (dans ces six ménages que nous avons retrouvés à travers les 150 pages du tableau 1) ne dépassait jamais 55,5 %. En réalité, la dépense totale moyenne est de 2. 068 marks (au lieu de 2. 360), et la

D'autre part, nous avons réduit les nombres indiquant les dépenses moyennes en valeurs relatives, toujours d'après la même méthode (colonnes 3-8), après avoir retranché de la dépense loyer moyenne, et de la dépense totale moyenne, le montant moyen des sous-locations par profession : nous avons reproduit (colonnes 9-14) les nombres du second tableau de l'Introduction, en ajoutant (puisque les chiffres de la colonne 11 représentent le loyer tout entier) la proportion à la dépense totale du montant des sous-locations (colonne 12 ; nous avons calculé cette proportion, car on ne nous donnait que la proportion *au revenu*, qui en est d'ailleurs très voisine); enfin nous avons ajouté (dans la colonne 2) l'indication de la composition moyenne des ménages, que nous avons calculée à l'aide du tableau IV.

dépense nourriture, de 1. 060 (au lieu de 1. 318), en sorte que la proportion devient 51,4 et se rapproche singulièrement de celle des imprimeurs. D'autre part, voici quels sont les nombres des membres de la famille, la dépense totale et la dépense loyer, pour chacun de ces six ménages :

2.....	1. 340	marks.....	542	marks
8.....	1. 337	—.....	808	—
2.....	2. 087	—.....	1. 157	—
4.....	2. 287	—.....	1. 190	—
4.....	2. 513	—.....	1. 372	—
3.....	2. 644	—.....	1. 317	—

On ne voit vraiment pas ce que peut signifier une moyenne qui représente des revenus, en petit nombre, si inégaux, et correspond à des familles de composition si diverse. Il ne faut pas s'étonner que la proportion de la dépense loyer varie, dans ces conditions, de 40,4 % à 55,5 %. — Il est évidemment regrettable qu'on n'ait pas vérifié ces résultats. Une erreur de calcul ne prouve rien, et nous devons dire que nos très fréquentes vérifications ne nous en ont pas révélé d'autres. Mais c'est un risque où l'on s'expose, quand on calcule une moyenne sans examiner un à un les éléments qu'on y fait entrer.

LES DÉPENSES SUIVANT LES PROFESSIONS (*Orientation paysage — Times New Roman*)

(Enquête de l'Office de statistique)

	Nombres relatifs							En % de la dépense totale						
	Nombre des ménages	Composition moyenne des ménages	Dépense totale	Dépense nourrit.	Dépense vêtements	Logement sous-location		Dépenses diverses	Dépense nourrit.	Dépense vêtement	Dépense logement	Montant des sous-locations	Dépense chauf. éclair.	Dépenses diverses
						exclue	incluse							
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Imprimeurs, lithogr...	10	5,7	128	119	173	90	126	160	47,7	13,1	14,7	3,8	4,3	20,2
Maçons.....	41	4,8	110	113	132	101	111	103	53,4	11,8	15,5	1,5	3,8	15,5
Charpentiers....	20	4,7	108	108	130	106	128	101	51,3	11,8	17,8	2,9	3,9	15,2
Qualifiés du Bâtiment	18	5	107	114	119	85	110	98	54,4	10,8	15,4	3,4	4,6	14,8
Mouleurs.....	11	4,3	110	112	118	106	106	106	53,8	10,7	15,1	»	4,3	16,1
Typographes....	16	4,2	107	94	115	114	114	136	46,6	10,7	16,7	»	4,7	21,3
Jardiniers.....	12	3,6	103	108	109	112	130	77	54	10,3	19,1	2,8	4,5	12,1
Trav. ports et quais..	17	4	101	95	122	118	235	102	48	11,7	20	3,7	4,1	16,2
Qualifiés divers..	31	4,5	103	101	117	101	114	104	50,8	11,2	17	1,9	4,4	16,6
— du métal..	21	4,3	102	96	118	99	115	118	48,9	11,3	17,2	2,4	3,8	18,8
Quincailliers....	10	5,1	98	101	104	84	108	109	51,9	10,2	16,4	3,7	3,8	17,7
Forgerons.....	12	3,6	99	100	118	92	102	100	51,8	11,7	16,1	2,3	4,1	16,3
Menuisiers.....	42	5	97	100	116	81	101	95	52,5	11,5	16,1	3,7	4,1	15,8
Qualifiés des machines	11	4	97	94	115	100	120	99	49,3	11,5	18,7	3,2	4,1	16,4
Construct. vaisseaux..	10	3,9	99	94	109	110	112	106	49,7	10,9	17,9	0,9	3,7	17,8
Peintres.....	26	3,8	98	93	115	99	115	105	49,3	11,5	17,3	2	4,4	17,5
Trav. de la voirie	13	4,6	99	110	120	87	95	63	58,1	12	14,8	1,3	4,6	10,5
Serruriers.....	21	4,2	95	98	95	91	117	94	51,9	9,5	18,3	4	4,5	15,8
Selliers.....	11	4	93	93	111	97	130	82	49,9	11,3	20,7	5,2	4,2	13,9
Non qualifiés...	54	4,9	91	95	101	83	113	81	52,8	10,6	18,4	4,8	4,1	14,1
Trav. du textile..	10	5,1	91	94	102	96	100	68	54,5	11,2	17,1	0,7	4,8	12,4
Divers.....	33	4,4	98	95	96	92	100	61	55,9	10,7	17,3	1,6	4,7	11,4
Qualifiés du bois.	15	5,2	88	91	89	95	100	78	53,9	10,1	17,4	0,8	4	14,6

Ce tableau est très intéressant; mais il faut se garder des interprétations trop hâtives. On sera frappé, par exemple, de ce que les imprimeurs ont une faible dépense logement, non seulement comme proportion (la plus faible de la colonne 11), mais encore absolument; pourtant leurs familles comptent le plus grand nombre de membres, de toutes les professions. On remarquera d'autre part le taux exceptionnellement élevé de leurs dépenses diverses, en proportion et absolument: se reportant aux budgets individuels, on constate que, parmi celles-ci, la dépense pour les besoins spirituels et sociaux est exceptionnellement forte: alors que, pour l'ensemble des budgets, elle est en moyenne de 3,97 % (p. 21*), et, pour les instituteurs, de 5,4 %, on relève, pour les imprimeurs, des proportions de 6 à 13 % (dans deux d'entre eux, 13,9 et 14,7 %). Rapprochant de ces budgets ceux des typographes, chez qui les dépenses diverses sont fortes (même proportion, dont n'approchent, ensuite, que les « travailleurs qualifiés des métaux »), on dira que cette dépense forte s'explique par la nature du travail exercé, qui développe l'habitude et le goût de la lecture, et met en contact avec les choses de l'esprit. Ces besoins nouveaux seraient si impérieux, chez les imprimeurs, que, pour les satisfaire davantage, ils n'hésiteraient pas à comprimer la dépense logement. — On remarquera encore la forte proportion de la dépense nourriture chez les maçons, plus forte que chez les imprimeurs (voir colonne 9), bien que leur famille soit moins nombreuse, et plus forte que chez les typographes, dont la situation est comparable à la leur; chez les charpentiers, d'ailleurs, chez les « qualifiés du bâtiment » et les mouleurs, la proportion de la dépense nourriture est élevée, bien que la dépense totale le soit aussi. On insistera, à ce propos, sur la dépense plus grande de forces physiques qui se produit dans ces métiers, et la nécessité d'une alimentation plus substantielle. — On expliquera, d'autre part, la forte proportion de la dépense nourriture chez les travailleurs de la voirie par leur genre de vie, qui les conduit souvent dans les débits, comme les cochers et ouvriers des transports (en se reportant au tableau des p. 54* et 55*, où l'on nous indique la dépense moyenne par profession pour les différents articles de l'alimentation, nous trouvons, en effet, une dépense pareille, et très forte, pour les boissons alcooliques à la maison: 3,5 % chez les premiers, 4,2 % chez les seconds, alors que la moyenne est de 1,5 %, et une très forte dépense dans les débits, 4 % chez les premiers, 9,5 % chez les seconds; seuls les travailleurs de l'alimentation, avec 8,6 % s'en rapprochent; la moyenne est de 2,7 %): de là la faiblesse, en proportion et en valeur absolue, de leur dépense logement: peut-être, d'ailleurs, sont-ils peu préparés, par leur habitude de la rue, à apprécier le foyer domestique. Quant à leurs dépenses diverses, on ne s'étonnera point qu'elles soient aussi réduites que possible. — On notera une ressemblance très approchée entre les budgets des forgerons et des serruriers (les nombres relatifs sont un peu plus faibles chez les serruriers, qui ont une moindre dépense totale, et dont les familles sont un peu plus nombreuses, mais les proportions apparaissent très voisines, si on tient compte des sous-locations: la dépense vêtement reste, chez les serruriers, exceptionnellement basse: c'est par là

surtout que se manifeste le niveau plus bas de leurs revenus); et on pourra l'expliquer par la parenté des métiers, les divergences tenant à ce que les situations sociales ne sont pas tout à fait les mêmes. – On remarquera que les travailleurs du textile sont placés à un très bas niveau. La situation des ouvriers non qualifiés est pareille ; mais les ouvriers du textile (qui ont beaucoup d'enfants) paraissent moins habiles, moins capables d'initiative ; alors que les ouvriers de revenu voisin, serruriers, selliers, non qualifiés tirent des sous-locations une somme égale à plus de 4 % de leurs dépenses, les travailleurs du textile n'en tirent pas 1 %. D'autre part leur alimentation est, avec celle des tailleurs et des travailleurs qualifiés du vêtement, particulièrement pauvre en viande (7,9 % de la dépense totale 8,1 % chez les tailleurs, et chez les derniers, au lieu de la moyenne 8,5 % ; 130, 138 et 136 marks en valeur absolue, au lieu de la moyenne 191, tandis qu'elle est de 163-169 chez les serruriers, selliers, non qualifiés). La profession, qui n'exige pas un fort travail musculaire, interviendrait encore ici. – L'écart paraît grand, enfin, entre les jardiniers et les travailleurs du bois ; la famille de ceux-ci compte 3,6 personnes, et leur dépense totale, en valeur relative, est de 103, la famille de ceux-là compte 5,2 personnes, et leur dépense totale est de 88. Cependant, en se reportant aux proportions des dépenses, on trouve une analogie frappante (en tenant compte des sous-locations); les dépenses diverses sont un peu plus élevées pour les non-qualifiés du bois (à peine); c'est évidemment le métier qui exerce ici l'influence prédominante, soit que les jardiniers soient demeurés paysans, en sorte que les dépenses vêtement, et surtout les dépenses diverses, restent toujours chez eux très réduites, soit que les aptitudes et le genre de vie des ouvriers qualifiés du bois les rapproche de certains ouvriers de la campagne, bûcherons, ouvriers des scieries, etc. – Plus étroites, encore, peut-être, paraissent les ressemblances entre les dépenses des travailleurs des ports et quais (dont la plupart, nous dit-on, sont de Hamburg, ce qui expliquerait leurs hauts salaires), et des constructeurs de vaisseaux. Le revenu et la composition des familles sont (à très peu près) les mêmes. Les proportions des dépenses nourriture et logement sont très voisines (en tenant compte, toujours, des sous-locations); la dépense vêtement est légèrement plus forte chez les travailleurs des ports et quais (leurs vêtements de travail sont peut-être plus vite usés); en revanche les constructeurs de vaisseaux ont des dépenses diverses un peu plus importantes (mais très peu).

Telles sont les observations essentielles que pourrait suggérer ce tableau ; mais est-il le plus instructif de tous ceux qu'on peut élaborer à l'aide des mêmes données ? Et en ressort-il que la répartition des dépenses varie principalement, et très nettement, lorsqu'on passe d'un groupe professionnel à un autre ? Naturellement les groupes considérés sont souvent bien petits : il nous faudrait, pour chaque métier important, une enquête aussi étendue que celle des travailleurs des métaux. Que faut-il penser, quand même, de telles conclusions ?

D'abord les groupes que l'on compare n'ont pas tous (indépendamment du nombre des cas) la même valeur. Certains représentent des métiers, entendus d'ailleurs en un sens assez large (imprimeurs, maçons, charpentiers, serruriers, tapissiers, selliers, etc.); mais d'autres correspondent à des industries entières (jardiniers, travailleurs du textile, de la voirie, des transports). Cela rend déjà les comparaisons difficiles : il y a bien des espèces d'imprimeurs (suivant qu'on imprime avec des presses à bras, ou des machines, et des journaux, ou des livres ordinaires, ou des livres de luxe, avec des cartes, des gravures, en couleurs, en diverses couleurs, etc.), mais il y a plus d'espèces encore d'ouvriers du textile (laine, soie, etc., tisseurs, fileurs, ourdisseurs, etc.). Les remarques qui s'appliqueront aux uns ne vaudront pas pour les autres, ni au point de vue du genre de travail et de fatigue, ni au point de vue des goûts ou habitudes matérielles et morales qui s'y peuvent rattacher. Bien moins définies, et moins homogènes encore, sont des catégories telles que : qualifiés du bâtiment, sauf les maçons, charpentiers et peintres ; qualifiés du métal, sauf les mouleurs, quincailliers, forgerons, serruriers ; qualifiés des machines, sauf les constructeurs de vaisseaux et de machines, etc. Se figure-t-on que des ouvriers, qui n'ont d'autre trait commun que de ne pas se rattacher à des métiers assez « extensifs », vont, lorsqu'on les rapproche, former un groupe doué de quelque unité ? À plus forte raison lorsqu'on parle de ceux qui ont pour profession d'être simplement des « non-qualifiés », ou pour ressemblance de ne pas avoir indiqué leur spécialité ; sans doute, il est vraisemblable que ce sont là des manœuvres, journaliers, travailleurs occasionnels ou intermittents ; il aurait été regrettable de les éliminer, et il n'était pas possible de les classer autrement que d'après la composition de leur famille et le chiffre de leur revenu ; mais pourquoi rechercher l'influence, sur eux, d'une profession qui n'est rien de défini ?

En réalité, ces cadres sont trop larges ou trop étroits. S'agissait-il d'étudier l'influence du travail, de son caractère pénible, de la force ou des qualités qu'il exige, etc. (problème qui intéresse d'ailleurs moins la sociologie que la physiologie)? Alors il fallait s'appuyer résolument sur les résultats des études comparatives des divers métiers sous ce rapport (études qui sont déjà nombreuses), et choisir une classification vraiment une (travaux durs, moyennement durs, doux, en plein air, sédentaires, en lieu clos, etc.) qui permît de rapprocher les charpentiers des maçons, les qualifiés des machines des constructeurs leurs de vaisseau. Voulait-on plutôt déterminer l'influence qu'exerce sur un groupe d'hommes le fait de travailler dans la même usine, à un même produit (question dont nous nous sommes occupés déjà ci-dessus) : il ne fallait pas alors séparer les typographes des lithographes, les maçons des manœuvres et des qualifiés des bâtiments. On a présenté, dans un tableau, plus résumé encore, des catégories beaucoup plus générales, où l'on distingue les ouvriers de l'industrie en qualifiés et non qualifiés, et, à côté d'eux, les travailleurs du commerce et des transports, et les ouvriers sans désignation propre. Ces groupes comprennent, respectivement, 382, 54, 53 et 33 membres. On peut trouver curieux, que les ouvriers qualifiés et

non qualifiés se trouvent alors dépenser exactement la même somme, 316 marks, pour leur logement (ce qui fait 16,8 % du revenu pour les premiers, 18,4 % pour les autres). Mais c'est là un simple hasard, et il n'y a rien à tirer de ces chiffres, non plus que de tous ceux qui concernent des groupes à ce point indéfinis. Rien ne montre mieux comment, sous prétexte de moyenne, on noie dans une expression confuse tant de caractéristiques utiles à distinguer.

Quant aux remarques qu'il nous a paru que ce tableau pouvait suggérer, gardons-nous de les prendre trop à la lettre. On est étonné que les imprimeurs, à côté de si fortes dépenses vêtement et diverses, ne consacrent guère plus que les autres ménages à la nourriture et au logement, y consacrent moins en proportion. Mais il faut, en même temps qu'on regarde les proportions, ne pas perdre de vue les nombres relatifs. Comme le chiffre de la dépense totale est très élevé, le montant des sous-locations, malgré la faiblesse de sa proportion à celle-ci, est important. Si on ne le défalquait pas, la valeur relative de la dépense logement (colonne 7) serait de 126, égale à ce que serait cette même dépense pour les charpentiers, supérieure à ce qu'elle est pour les maçons. Or les sous-locations dépendent de bien des circonstances, sont bien souvent affaire de chance, en sorte qu'en louant son logement on peut les espérer, mais on ne doit pas les escompter. D'autre part la dépense nourriture est, en valeur relative, plus élevée chez les imprimeurs que dans n'importe quelle autre profession. Il faut donc dire non qu'ils compriment ces dépenses pour laisser le champ à des dépenses nouvelles, mais qu'une fois qu'elles sont satisfaites au moins autant qu'elles le sont ailleurs, ils en font d'autres. Et on n'a pas le droit de dire que ce trait caractérise les imprimeurs comme tels ; car leurs revenus sont nettement plus élevés que les autres : cela peut être en rapport simplement avec le chiffre du revenu.

Les observations présentées concernant la dépense nourriture dans son rapport avec le métier, ne sont aussi à accepter que sous réserves. – Il se peut que les maçons aient besoin d'une alimentation plus substantielle : de fait, ils consomment un peu plus de viande que les imprimeurs ; mais ce n'est pas vrai pour les charpentiers et mouleurs qui, malgré un travail apparemment aussi dur, en consomment moins que ceux-ci ; d'ailleurs les imprimeurs consomment beaucoup plus de pain et de lait que les ouvriers des trois autres métiers, et ils dépensent plus en cigares et tabac. La consommation de beurre est (sauf chez les tapissiers) à peu près la même. Bien que la nourriture ne soit pas de même espèce exactement, il y a un tel jeu de compensations que, pour toutes ces catégories, la dépense nourriture ne varie guère qu'en rapport avec le revenu : elle augmente (ou diminue) un peu plus lentement que lui. Le métier n'intervient pas. – L'alimentation forte des travailleurs de la voirie ne s'explique pas seulement par l'importance de la dépense : boissons alcooliques et débit. Pour chaque article, on nous indique les trois maxima et les trois minima parmi toutes les professions. On trouve encore, chez eux, quatre maxima : lait, café, farine, riz, etc. ; sel, huile, épices. Qu'ils

dépensent plus, pour leur nourriture, que les charpentiers, dont les dépenses totales sont bien plus fortes, cela est en rapport non avec leur métier au sens strict, mais avec les conditions générales qui font que, parmi des ouvriers de même revenu et de même composition de famille, les uns dépensent plus que les autres pour la nourriture. Ils ne sont pas les seuls, en effet, et un écart sinon aussi grand, en tout cas de même espèce, existe entre les qualifiés des navires, constructeurs de vaisseaux, peintres, qui dépensent moins pour cet objet, et les menuisiers, forgerons, quincailliers, qui dépensent plus, malgré l'égalité de leurs dépenses totales. – La faible dépense nourriture des travailleurs du textile ne s'explique pas seulement par une insuffisante consommation de viande. Mais ils consomment en même temps très peu de lait (leur dépense est un des minima, pour cet article), boivent peu, dépensent peu dans les débits. Ils consomment plus de pain, de café, de beurre, de légumes que les « non qualifiés en général », qui dépensent plus en viande et en lait. Ici encore il y a des compensations, qui ne déplacent pas le niveau de cette dépense ; c'est la faiblesse du revenu, qui explique que ce niveau soit bas. Évidemment l'alimentation varie en nature suivant les métiers, comme, du reste, les vêtements. Il y a là des traditions, des habitudes, qui peuvent être fondées ou mauvaises. Tant que la dépense nourriture n'en est pas modifiée, nous n'avons pas à en tenir compte. Sans doute, on constate que cette dépense est insuffisante, quand on compare ces budgets à des budgets plus riches ; mais il s'agit d'une insuffisance en général. Ici encore, le métier comme tel n'intervient pas pour expliquer la réduction d'une catégorie de la dépense nourriture.

Enfin les rapports relevés entre les budgets des forgerons et des serruriers, des qualifiés du bois et des jardiniers, n'en excluent pas d'autres, qui ne peuvent plus s'expliquer par la ressemblance des métiers. Entre les menuisiers et les forgerons, les rapports sont encore plus étroits (voir les proportions). Si la dépense nourriture est légèrement plus forte (en proportion, car elle est la même absolument) chez les menuisiers, cela peut tenir à ce que leurs familles sont nombreuses, et leur revenu légèrement plus faible. C'est ce qui explique aussi que leur dépense logement soit plus faible (ils ont, en outre, plus de sous-locations : si on ne tenait pas compte de celles-ci, les dépenses logement des deux groupes seraient, en nombres relatifs, 102 et 101). Les menuisiers ont en outre des dépenses diverses exactement pareilles à celles des serruriers. Or quelle ressemblance y a-t-il entre les métiers des menuisiers et des forgerons ? Est-ce le fait de manier le marteau ? – Entre les budgets des constructeurs de vaisseaux et ceux des travailleurs des quais la ressemblance est moins étroite qu'entre les premiers et ceux des peintres (surtout si on ne retranche pas les sous-locations). Au reste, si on y réfléchit, l'analogie entre ces premiers métiers est bien lointaine. Ils travaillent, dira-t-on, les uns et les autres au bord de la mer. Mais on pourrait remarquer, alors, que les peintres peignent les bateaux que les autres ont construits.... Tout cela n'est qu'associations d'idées superficielles. – Enfin la ressemblance des budgets des jardiniers et des travailleurs du bois n'est qu'un trompe-l'œil. La

proportion de la dépense nourriture est la même. Mais sa valeur relative est bien plus forte chez les premiers, dont les familles sont le moins nombreuses (avec celles des forgerons) dans toute la série. Au contraire, les travailleurs du bois, dont les familles sont les plus nombreuses (après celles des jardiniers), ont une nourriture évidemment inférieure à la moyenne. Ils sont, en somme, aussi bien par le montant que par la proportion de leurs dépenses, beaucoup plus voisins des groupes de revenu comparable, non qualifiés divers, travailleurs du textile. – Il n'est donc pas possible de distinguer les groupes d'ouvriers de différents métiers d'après la hiérarchie et l'intensité de leurs besoins, quand même on élargit la notion de métier jusqu'à y substituer celle d'industrie.

Mais peut-être ce résultat négatif tient-il justement (au moins en partie) à la largeur des cadres. Plus un groupe contient de catégories diverses (même voisines), plus ses caractères généraux sont obscurcis, tandis que les caractères distinctifs de ces catégories elles-mêmes ne se confondent qu'en partie dans les moyennes. Il est donc intéressant, comme second cas d'expérience, de retenir une seule industrie, et, en renonçant à la comparer aux autres, d'étudier les divers métiers qu'on y rencontre, et de les classer l'un par rapport à l'autre. On écarte ainsi toutes les raisons de différence qui viennent de la diversité de l'industrie, on a chance d'atteindre plus sûrement celles qui tiennent au métier seul [caractère plus ou moins qualifié du travail, forme ordinaire de la production (grande ou petite), et régime (artisanat, ou grande industrie, etc.)]. Cela nous est possible, puisque, dans l'enquête des travailleurs des métaux, on a présenté les données (détail des revenus et des dépenses) en un tableau (pp. 120-129) où elles sont classées d'après la profession du chef de famille, tableau qu'on a analysé dans le rapport qui le précède, (p. 35-41), assez superficiellement d'ailleurs. – On distingue 16 métiers : il est regrettable que la plus grosse catégorie comprenne, sous le titre « divers », les foreurs, raboteurs, pileurs, nettoyeurs ; il aurait été, certainement possible, ou de les rattacher à d'autres groupes, ou de les distinguer par spécialités. On nous donne (p. 40) le tableau des dépenses moyennes par profession, en chiffres absolus, et en proportion à la dépense totale ; nous avons réuni en une seule catégorie d'une part la dépense nourriture et la dépense boisson, d'autre part les dépenses diverses (assurances et sociétés, culture et distractions, autres), et calculé les nombres indices qui correspondent à toutes ces moyennes (en prenant comme indices, respectivement 1.800, 950, 230, 280, 300).

LES DÉPENSES SUIVANT LES PROFESSIONS. (*Orientation paysage — Times New Roman 10*)

(Enquête des travailleurs des métaux)

	Nombre des ménages	Composition des ménages	Dépense totale	Nombres relatifs				En % de la dépense totale				
				Nourriture	Vêtement	Logement	Diverses	Nourriture	Vêtement	Logement	Chauffage et éclairage	Diverses
Employés	8	3,80	129	120	188	130	130	44,85	18,60	15,76	3,93	16,86
Graveurs	4	3,25	113	102	124	130	106	47,40	14,04	18,01	4,94	15,61
Forgerons	15	4,16	110	108	127	101	101	51,80	14,71	14,33	3,84	15,32
Mécaniciens	9	2,96	108	103	98	128	104	50,04	11,52	18,24	4,21	15,99
Orfèvres	14	3,36	106	104	93	107	106	51,91	11,21	15,74	4,52	16,62
Tourneurs	40	3,40	106	108	108	96	92	54,12	13,13	14,10	4,11	14,54
Mouleurs	31	3,80	104	104	106	90	101	52,75	13,10	13,52	4,36	16,27
Serruriers	64	4,12	104	106	102	99	88	54,17	12,52	14,89	4,24	14,18
Polisseurs	10	4,41	103	102	114	83	74	52,18	14,20	12,54	3,77	17,31
Ferblantiers	29	4,23	103	106	96	97	93	53,93	11,91	14,68	4,40	15,08
Divers	57	3,90	93	97	92	79	79	55,36	12,76	13,31	4,42	14,15
Fondeurs ¹	13	4,15	93	97	82	90	79	55,33	11,31	15,18	3,90	14,28
Tailleurs de limes	3	3,33	91	93	79	99	74	53,81	11,12	16,94	4,47	13,66
Fondeurs en cuivre	12	3,44	90	90	91	85	76	53,36	12,75	14,93	4,88	14,08
Ouv. des forges ²	6	4,28	88	93	93	73	73	55,78	13,53	12,85	4,04	13,80
Constr. de vaisseaux	5	2,58	85	88	75	76	83	54,62	11,29	13,97	3,89	16,23

1. Giesser.

2. Hüttenarbeiter.

On n'aperçoit guère, au premier abord, d'autre régularité que l'accroissement de la proportion de la dépense nourriture et la diminution du taux absolu de cette dépense, quand on passe des cinq premières catégories (classées d'après l'importance du revenu) aux cinq suivantes, et aux six dernières. Si les orfèvres dépensent un peu plus que les mécaniciens (en valeur relative), cela s'explique par le plus grand nombre des membres de la famille. Si les forgerons dépensent plus que les mécaniciens (en proportion), cela tient à la même cause. Les tourneurs (en proportion) dépensent plus que les mouleurs, et les serruriers que les polisseurs (ce n'est pas d'ailleurs la dépense boisson, etc., qui en est la cause). Dans les deux cas, les dépenses diverses, et, dans le second, la dépense vêtement, sont, en revanche, moindres chez les premiers ; mais, en nous reportant au détail des dépenses diverses, nous constatons que cette irrégularité (car les dépenses diverses tendent à diminuer, en proportion et en valeur absolue, à mesure qu'on descend l'échelle des revenus) porte non sur les dépenses assurance et sociétés, non plus que sur les dépenses distraction et culture, mais sur les autres, en particulier sur les dépenses médecin et pharmacien (respectivement, en valeur absolue, 24 et 37 marks, 23 et 43 marks) et sur les dépenses « diverses » au sens étroit, c'est-à-dire « pour les cadeaux aux enfants, cadeaux de fête, de mariage, de Noël, fleurs et plantes en pots, nourriture des oiseaux, annonces », et aussi pour les objets nécessaires à l'entretien du ménage, cirage, graisse, huile, etc. non rattachés à la dépense « blanchissage et accessoires » (respectivement 41 et 65 marks, 48 et 87 marks). Il s'agit donc là de dépenses surtout occasionnelles, maladie, naissance, mariage, entretien de bicyclette, etc., qui expliquent une réduction légère de la dépense nourriture, dans des ménages qui gagnent des salaires d'ailleurs moyens, sans qu'il soit nécessaire d'invoquer la différence des métiers. Si les tailleurs de limes et les fondeurs en cuivre consacrent une part moindre de leur dépense totale à la nourriture que les ouvriers divers des métaux, les ouvriers des forges et les fondeurs, cela s'explique par le moindre nombre de leurs enfants, et il en est de même des constructeurs de vaisseaux. Il n'est pas nécessaire de tenir compte ici d'autres éléments que de la dépense totale et de la composition des familles. C'est pourquoi nous ne pouvons accepter la remarque de l'enquête, qu'à côté de cela il faut tenir compte « du besoin d'une alimentation plus substantielle chez les chefs de famille obligés par leur métier à une plus grande contention » (p. 41). On nous dit que les forgerons sont obligés de consommer plus de boissons ; mais cela ne contribuerait que pour une faible part à la grandeur de leur dépense nourriture, qui s'explique suffisamment par leur haut revenu, et la forte composition de leur famille, bien plus nombreuse que celles des graveurs et des mécaniciens : leur dépense boisson n'est en rien exceptionnelle. Nous ne contestons pas, d'ailleurs, que la dépense boisson assez forte des mouleurs et des ferblantiers ne se rattache à l'exercice du métier : « les ferblantiers sont souvent occupés dans des bâtiments éloignés de leur logement, ce qui les oblige à fréquenter les débits ». Mais la différence, pour cette dépense, n'est quand même pas considérable ; elle n'influence que très légèrement le taux de la dépense nourriture en général ; elle est peut-être compensée

par une diminution de la dépense nourriture au sens étroit. Elle s'explique moins par le métier que par des circonstances qui peuvent être liées avec tout autre. Elle n'est peut-être pas à mettre tout entière au compte de la dépense alimentaire ¹.

Nous ne pouvons accepter non plus cette autre remarque : « plus que toute autre dépense, la dépense logement est influencée par le chiffre du revenu » (p. 41). Ici, les exceptions seraient aussi nombreuses que la règle. Les forgerons ont une dépense logement moyenne ; les graveurs et les mécaniciens en ont une très forte ; pourtant les dépenses totales sont très voisines. Pourquoi les orfèvres dépensent-ils un peu plus que les tourneurs, et les serruriers un peu plus que les mouleurs, bien que, pour chaque couple, les dépenses totales soient les mêmes (le rapport étant d'ailleurs inverse, dans les deux cas, pour la dépense vêtement)? Pourquoi les ferblantiers dépensent-ils nettement plus que les polisseurs, à dépense totale égale, et composition de famille presque égale ? Et, de même, les fondeurs, plus que les ouvriers divers ? Sans doute, cette dépense décroît avec la dépense totale, mais sa proportion ne paraît obéir à aucune loi certaine. – Il est encore plus inexact d'affirmer : « la proportion de la dépense vêtement croît et décroît en même temps que la dépense logement ». Nous avons observé que le contraire se réalise, quand on passe des orfèvres aux tourneurs, des mouleurs aux serruriers : il en est de même pour les quatre premières catégories, et encore quand on passe des serruriers aux polisseurs, des polisseurs aux ferblantiers, des ferblantiers aux divers, des divers aux fondeurs, des fondeurs aux tailleurs de limes, de ceux-ci aux fondeurs en cuivre, de ceux-ci aux fondeurs, et de ceux-ci enfin aux constructeurs de vaisseaux ; c'est-à-dire que dans 14 cas sur 16 se vérifie au contraire la loi que, lorsque la proportion de la dépense logement augmente, celle de la dépense vêtement diminue, et inversement. – On pourrait presque classer les métiers en deux catégories, suivant que la dépense logement y est forte ou faible en proportion de la dépense vêtement. Mais les groupes ainsi constitués seraient bien hétérogènes. D'autre part on ne voit pas, on ne peut pas dire maintenant quel est le sens d'une telle relation ; il faudrait d'abord entrevoir les causes de ses variations : elles ne se trouvent pas dans un caractère commun à toute une catégorie de métiers et absente dans l'autre. Enfin les groupes que l'on compare sont d'ailleurs si complexes eux-mêmes, comprennent des ménages de revenus si inégaux, de composition si diverse, qu'on risquerait de prendre pour des régularités naturelles ce qui ne serait, peut-être, qu'un effet du hasard.

Il nous est possible, en tout cas, pour quelques-uns de ces métiers, de serrer les faits d'un peu plus près. Si on indique sur un tableau (le rapporteur de l'enquête n'a pas envisagé ce point, qui était pourtant essentiel) quel nombre de ménages enquêtés

¹ Rigoureusement, les dépenses faites dans les débits, outre qu'elles satisfont un besoin physique, procurent une distraction ; là où elles sont les plus fortes, on remarque un fléchissement caractéristique des dépenses « distraction », et « diverses ».

de chaque profession rentre dans chaque catégorie de dépenses totales, (voir tableau, p. 230), pour les graveurs, les forgerons, les mécaniciens, les polisseurs, les orfèvres, et les quatre derniers métiers, ou bien ils se dispersent dans toutes les catégories, ou bien ils sont en trop petit nombre dans chacune. Mais chez les tourneurs, mouleurs, ferblantiers, serruriers, et divers, il est possible, en ne retenant que des revenus compris dans deux ou trois catégories qui se suivent, d'en relever un assez grand nombre pour qu'on puisse en dégager des moyennes valables. C'est ce que nous avons tenté, pour ces quatre métiers, et pour le groupe divers. En additionnant les chiffres qui nous sont donnés par ménage, en fondant, comme nous l'avons fait, en une seule, certaines catégories de dépenses, en réduisant les moyennes que nous en avons tirées en valeurs relatives, en en calculant encore la proportion à la dépense totale, nous avons élaboré le tableau de la page 232. On remarquera que, dans les deux premiers (tourneurs et mouleurs), et dans le troisième (ferblantiers), nous obtenons respectivement deux et trois groupes de dépenses totales séparés par un réel intervalle. Nos données sont trop peu nombreuses pour nous permettre de voir là une ou deux coupures qui sépareraient, dans la plupart des métiers, les ouvriers en deux ou trois catégories, et d'apercevoir sa signification. En tout cas, cela nous met en présence de cas nouveaux d'expérience, et relativement plus simples que les précédents.

On remarquera d'abord que la proportion de la dépense nourriture a tendance à diminuer, tandis qu'on passe, dans le même métier, du groupe de revenus inférieur au groupe supérieur, tandis que la valeur absolue de cette dépense augmente. Si la diminution de la proportion est très faible pour les tourneurs, il faut tenir compte de ce qu'aux plus hauts revenus correspondent ici des familles plus nombreuses. De même lorsqu'on passe, chez les serruriers, de la première à la deuxième catégorie, et, chez les divers, de la deuxième à la troisième. De même s'expliquerait la légère augmentation de la proportion chez les mouleurs. – En second lieu, la dépense vêtement croît très nettement avec le revenu, en valeur absolue (augmentation souvent considérable), et en proportion (à une exception, dans la toute dernière catégorie, où l'augmentation des familles en même temps que l'accroissement de la dépense totale entraîne une très forte dépense nourriture). – La dépense logement augmente toujours en valeur absolue avec le revenu ; et elle diminue en proportion dans cinq cas, mais augmente dans deux autres, chez les serruriers, lorsqu'on passe de la deuxième à la troisième catégorie, et chez les ferblantiers. En examinant les valeurs relatives, on remarque que, à même revenu, les serruriers de la deuxième catégorie dépensent un peu moins que les ferblantiers (bien que leurs ménages soient plus nombreux), nous avons déjà remarqué, d'ailleurs, que la proportion de leur dépense nourriture est forte, étant donné leur revenu : c'est certainement le nombre de leurs enfants qui entraîne cette irrégularité. Mais il reste que les serruriers de la troisième catégorie dépensent autant en proportion, pour leur logement, que ceux de la première. Et l'exception des ferblantiers n'est pas expliquée. Ce qui obscurcit bien ces mouvements, c'est que nous ne connaissons pas les sous-locations. – Enfin les dépenses diverses ont tendance à augmenter ;

les serruriers de la deuxième catégorie font toujours exception, et les divers de la troisième catégorie dépensent aussi beaucoup moins qu'on ne l'attendrait, pour ce chapitre ; mais ils sont, avec lesdits serruriers, ceux dont les familles sont de beaucoup les plus nombreuses, et leur dépense nourriture en est accrue d'autant.

Ainsi de plus en plus nous entrevoyons qu'à travers les divers groupes professionnels ce sont des rapports relativement simples qui se déterminent, conformément aux mêmes lois : il suffit, peut-être, du chiffre du revenu et de la composition des familles, pour expliquer le taux des diverses dépenses et leur proportion à la dépense totale. Nous ne connaissons pas encore ces lois, et nous nous sommes bornés jusqu'ici à relever des régularités assez générales pour qu'on puisse parler d'exceptions, quand elles sont troublées. Ces exceptions, d'ailleurs, il nous a paru que, le plus souvent, la complexité des groupes que nous comparions en pouvait rendre compte : nous rapprochons trop souvent des groupes de mêmes revenus, mais où les familles sont de composition inégale. Surtout nous n'avons aperçu aucune régularité ni aucune exception que nous puissions attribuer à l'influence du métier comme tel, et c'est bien le point qui nous préoccupait.

NOMBRE DE MÉNAGES DE CHAQUE PROFESSION ET DE CHAQUE CATÉGORIE DE REVENUS
(Orientation paysage — Times New Roman 10)
 (Enquête des travailleurs de métaux)

	Employés	Graveurs	Forge- rons	Méca- niciens	Orfèvres	Tour- neurs	Mouleurs	Serru- riers	Polis- seurs	Ferblan- tiers	Divers	Fondeurs	Fondeurs en cuivre	Ouvriers des forges	Constr. de vaisseaux
1000-1099	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	2	»	»	»	»
1100	»	»	2	»	»	»	1	2	»	»	5	»	»	1	1
1200	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	7	»	2	»	»
1300	»	»	»	»	1	1	4	3	2	»	4	4	»	1	»
1400	»	»	1	»	1	2	»	3	»	7	5	3	»	»	1
1500	»	»	»	1	»	2	4	7	2	3	6	1	4	1	1
1600	»	»	»	2	1	6	5	8	»	1	2	»	3	2	1
1700	»	1	2	»	3	5	3	5	1	5	6	1	1	»	1
1800	»	1	»	1	2	1	3	6	1	2	2	2	»	»	»
1900	1	»	1	1	1	9	1	5	1	3	6	1	1	»	»
2000	»	1	3	1	3	7	1	6	»	1	3	»	1	»	»
2100	1	»	1	2	»	3	2	6	1	1	3	»	»	1	»
2200	3	»	1	»	»	2	1	5	»	2	1	»	»	»	»
2300	»	»	2	»	»	»	3	1	1	2	3	»	»	»	»
2400	1	1	»	»	1	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»
2500	»	»	1	1	»	1	»	1	»	1	2	»	»	»	»
2600	2	»	1	»	»	»	1	»	1	1	»	»	»	»	»
2700	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
2800	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»
2900	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3000 et plus....	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»

1. Giesser.
2. Hüttenarbeiter.

LES DÉPENSES DANS QUELQUES PROFESSIONS POUR DES GROUPES D'UNE MÊME DÉPENSE TOTALE
(ORIENTATION PAYSAGE — TIMES NEW ROMAN 10)

(Enquête des travailleurs des métaux)

	Dépense totale en marks	Nombre des ménages	Grandeur des ménages	Nombres relatifs					En % de la dépense totale				
				Dépense totale	Nourriture	Vêtement	Logement	Diverses	Nourriture	Vêtement	Logement	Chauffage éclairage	Diverses
Tourneurs...	1600-1799	11	3,1	93,5	95	91	88,5	90	53,5	12,5	14,8	3,9	15,5
	1900-2099	16	3,7	110	110	116	101	117	52,5	13,4	14,2	2,5	17,5
Mouleurs....	1500-1899	12	3,06	92	87,5	91	89	91	50,2	12,6	15,1	5,5	16,5
	2100-2399	7	3,75	126	122	128	128	140	51	13	14	3,8	18,4
Serruriers..	1500-1699	15	3,6	89,5	90	75	89	87	53,2	10,7	15,6	4	16,2
	1700-1999	16	4,9	102	103	94	98	95	53,5	11,7	15,1	4,5	15,8
	2000-2299	17	4,15	118	112	130	118	120	49,5	14	15,6	4,1	17
Ferblantiers	1400-1599	10	3,76	83	87	71	78	72	55	11	14,6	4,9	14,4
	1700-1999	10	3,96	102	98,5	108	101	97	51,1	13,6	15,4	4	16
Divers.....	1100-1399	16	3,4	69,5	73	59	60	64	55,5	10,9	13,4	4,9	15,4
	1400-1599	11	3,35	84	85	87	70	54	53,8	13,4	13	4,5	15,6
	1900-2199	12	4,7	117	126	114	91	94	57,5	12,6	12,2	4,1	13,5

Cela ne nous surprend point. Pour s'attendre au résultat contraire, il faut penser que le métier laisse une empreinte si profonde dans le corps et la pensée que l'homme, hors de l'atelier et de l'usine, loin des machines, des instruments et des outils, demeure sous leur influence et, en quelque sorte, dans leur atmosphère ; il faut mettre au premier plan les besoins qui sont en rapport direct avec la grandeur et le mode de dépense de forces occasionnée par le travail. Sans doute le travail industriel exerce sur le travailleur une influence négative : l'ouvrier n'est capable de développer en lui des tendances telles que le besoin d'un certain luxe du logement, de la nourriture, du vêtement, la recherche des distractions spirituelles, et le goût des plaisirs sociaux, que dans la mesure où la fatigue physique, et les habitudes mentales contractées dans le travail, n'ont pas émoussé sa sensibilité, lui ont laissé assez d'énergie spirituelle et de spontanéité interne. Mais, nous l'avons vu, l'ouvrier au travail est momentanément transporté hors de la vie et des relations sociales, mis en rapport avec des choses et des machines, ou avec des activités humaines qui s'identifient aux choses et aux machines, si bien que tout cet ensemble de forces ne peut exercer sur lui aucune action sociale positive. Or aucun besoin n'est purement physique ou individuel. Les besoins sont tous sociaux, c'est-à-dire orientés vers des buts que la société représente et propose à l'individu, en une large mesure, et d'autant plus que, dans le groupe où ils se trouvent, la vie sociale est compliquée et intense. Puisque la partie de la vie de l'ouvrier qui se déroule à l'usine ou dans l'atelier n'est point sociale, c'est tout à fait accidentellement, et pour très peu de temps, qu'on pourra parler, comme d'un groupe social, des serruriers, des forgerons, des ferblantiers (quand une discussion d'intérêt professionnel les groupera), et ce n'est pas à l'intérieur de tels groupes que se définiront des besoins et des habitudes de dépense sociales.

Mais, dès qu'il a cessé son labeur, dépouillé ses vêtements de travail, l'ouvrier rentre dans la vie et le milieu collectifs. Or, les groupes où la société ainsi entendue se décompose, par cela même qu'ils existent et subsistent hors de l'usine seulement, sont formés en raison de tout autres influences, au nom de tout autres principes de distinction que les métiers. Il faut aller, nous l'avons vu, dans les campagnes, pour trouver le contraire. Là, comme la vie domestique est tout entière engagée dans la profession, comme la diversité des cultures et des exploitations s'exprime dans celle des régions et des villages, il en est autrement. La journée ne se laisse pas aussi nettement séparer en une période où l'on travaille hors de la société, et une autre où l'on ne travaille pas et où l'on redevient un homme de la société. Partout où les conditions agricoles n'ont pas été trop profondément transformées par l'industrialisme, le travail n'a pas le caractère « inhumain » et « extra social » que nous avons reconnu aux opérations des ouvriers de l'industrie, et, d'autre part, la vie en général y est plus isolée, les groupes et les sociétés y sont moins concentrés. Au contraire, parmi les ouvriers, les besoins sociaux se font sentir d'autant plus, la journée de travail terminée, que pendant

longtemps ils ont été étouffés et refoulés par un effort contre nature. Les ouvriers doivent, selon toutes vraisemblances, s'efforcer d'abord d'échapper à cette communauté mécanique qui leur pesait. Ils s'éparpillent et se dispersent dans les quartiers et les rues différentes, ils rejoignent dans leurs maisons des ménages que d'autres motifs que ceux de la profession ont conduits à s'y établir et à y demeurer, ils retrouvent dans les restaurants, dans les débits, dans les théâtres populaires, dans les campagnes de banlieue, des hommes et des familles qui, sans doute, leur ressemblent, mais par d'autres caractères que ceux du métier. Y a-t-il un groupe social qui tienne par des liens plus étroits l'ouvrier, aujourd'hui encore, que sa famille étendue, surtout lorsque plusieurs de ses membres habitent dans la même ville que lui ? Mais les membres de ces familles, frères, cousins, etc., sont loin le plus souvent d'exercer la même profession. Ajoutons que les divers articles de l'alimentation, du vêtement, etc., sont mis en vente dans des magasins qui ont une clientèle de tous métiers (mais non de tous les revenus), par des marchands qui s'inspirent bien moins du genre de travail de l'ouvrier que de sa force pécuniaire, et ne se guident pas seulement sur ses goûts, mais les précisent, les forment et les modifient, en cherchant à répondre (le mieux en mieux à ceux d'un groupe étendu d'acheteurs. Alors même que certains commerçants au détail n'ont à satisfaire qu'une clientèle d'un métier déterminé (en pays minier, par exemple, ou dans les grands ports de mer), ils sont bien obligés de leur offrir des articles qu'on vend ailleurs, aux hommes qui peuvent faire les mêmes dépenses, et, aux besoins peut-être en partie indéterminés et physiques, ils imposent des directions définies par la société en général, sans tenir compte du métier même le plus fréquent.

Il en est nécessairement ainsi. La vie sociale n'étant pleinement développée, les besoins sociaux ne se trouvant le mieux satisfaits que dans les couches les plus hautes de la société, aucun motif tiré du travail ouvrier et de ses conséquences n'est intervenu dans la détermination des dépenses des hautes classes. Par contre le programme de dépenses de celles-ci s'impose comme un idéal à la conscience sociale des groupes ouvriers eux-mêmes ; s'ils le modifient, pour l'adapter à leurs facultés, ce n'est pas pour en retenir ce qui, étant données leurs conditions de travail, doit répondre le mieux au goût des hommes de leur métier, c'est en le réduisant jusqu'à la mesure de leur revenu. Il se peut, au reste, que les mêmes revenus comportent plusieurs plans de dépenses différents, et que l'ordre d'importance des besoins ne se laisse pas ainsi déterminer rigoureusement pour tous les groupes. Du moins, c'est par des habitudes sociales antérieures (lorsque, par exemple, des terrassiers sont d'anciens paysans), ou des relations sociales avec des hommes de tendances et de goûts divers (en particulier par l'intermédiaire de la famille, ou par la communauté d'habitation avec des familles de revenu soit inférieur, soit supérieur), qu'on pourra se rendre compte de ces différences d'appréciation ; ce n'est point par les habitudes purement physiques, ou en tout cas non sociales, contractées dans l'exercice du métier.

III

Les diverses sources du revenu

[Retour à la table des matières](#)

Si l'ouvrier vivait seulement de son salaire, il resterait à déterminer si c'est le taux des salaires qui détermine l'étendue des dépenses, et si, plutôt, le salaire ne dépend pas à la fois du prix de la vie et des habitudes de consommation de l'ouvrier. Il ne faudrait pas oublier, d'autre part, qu'à l'intérieur d'un même métier des salaires très différents se rencontrent (voir le tableau de la p. 247). Toutefois on pourrait valablement calculer pour chaque profession un salaire moyen, ou deux salaires moyens, ou plus encore, en tenant compte des chiffres qui se présentent le plus souvent, et, peut-être, classer les professions d'après le taux des salaires. Le chiffre du salaire pur et simple a une importance sociale : il est quelquefois, pour certains groupes de travailleurs, comme un jalon, une marque d'étiage, qui leur rappelle un niveau au-dessous duquel ils ne veulent pas descendre. Dès lors, la connaissance précise du métier d'un homme et du salaire moyen dans ce métier nous renseignerait assez sur son rang dans la hiérarchie sociale. – En réalité, suivant les régions, suivant les époques, les mêmes classifications ne sont plus valables. Brusquement, ou par une lente, décadence, des métiers rapportent moins : si ceux qui les exercent opposent une résistance au changement de vie qui leur est ainsi imposé, s'ils augmentent l'intensité du travail qui rapporte moins à l'unité, cela tient-il à l'amour-propre professionnel, et non plutôt à l'habitude, au genre de vie jusqu'ici adopté ? Souvent, alors qu'ils ne peuvent point changer de métier, ils cherchent dans des travaux supplémentaires, dans le travail de leur femme, ou par d'autres moyens, à augmenter leur revenu. Au reste tous les ouvriers en sont là. C'est bien une nécessité pour eux que de tenir compte du chiffre de leur salaire quand ils dépensent ; mais il leur est possible dans certains cas d'accroître leurs revenus pour faire face à une quantité donnée de dépenses.

Si le salaire est bien le noyau, l'élément le mieux connu (en général) du revenu, c'est du revenu tout entier que l'ouvrier tient compte pour régler soit budget. Comment fait-il correspondre les dépenses aux revenus ? Il arrive, mais il est rare sans doute, qu'à telle dépense déterminée il fasse correspondre telle recette : le revenu total n'est connu qu'en gros, avec une marge plus ou moins grande d'incertitude ; les dépenses, de même,

ne sont prévues qu'approximativement, parce que les besoins sont des forces en partie inconscientes, qu'on ne modère pas toujours. La question : est-ce la dépense qui détermine le revenu, ou le revenu la dépense, ne peut se trancher dans un sens ou dans l'autre. Avec des budgets tenus très longtemps, et dont on publierait le détail semaine par semaine, au moins mois par mois, on y pourrait quelquefois répondre. L'essentiel pour nous est de noter que le salaire, une fois considéré comme une partie d'un tout relativement indéterminé qui est le revenu total, tend à s'y confondre : en d'autres termes, c'est moins comme produit du travail et d'un travail déterminé que comme élément du revenu en général qu'on l'envisage. Tandis que des ouvriers réduits à leur seul salaire se préoccupent peut-être de régler leurs dépenses sur celles de leurs camarades de travail, consacreront la même part de leur salaire au loyer, la même au vêtement, etc., là où d'autres revenus s'ajoutent au salaire, on s'inspirera des dépenses des familles qui ont simplement un revenu total aussi élevé, et c'est une part du revenu total qui sera dépensée pour ces divers objets.

Bien que nous ne nous occupions pas ici du revenu et de ses éléments, mais de la dépense, il sera utile de prendre une idée de l'écart qui existe entre le salaire et le revenu total. Un tel rapport serait instructif : 1° en ce qu'il nous indiquerait dans quels cas les ménages se contentent du salaire, ou font effort pour se créer d'autres sources de revenus, ce qui laisse supposer un accroissement des dépenses, au moins en perspective ; 2° en ce qu'il révélerait peut-être un effort, dans certains groupes étendus (constitués eux-mêmes d'ouvriers de profession et de salaire différents), en vue de se placer tous au même niveau, et de supprimer certains intervalles qui, autrement, les sépareraient.

Sur le premier point, le fait pur et simple de l'apparition de revenus autres que le salaire ne nous éclairerait pas assez. Il y a des familles très pauvres, et qui font des dettes, sans se soucier ni avoir l'initiative de se créer d'autres sources de revenus ; et il y a des familles qui gagneraient bien leur vie, à s'en tenir au salaire, et qui ne laissent échapper aucune occasion de gain accessoire. Ici, des circonstances particulières jouent un grand rôle : le travail de la femme dépend parfois de la présence, à proximité, d'une usine où elle trouve à s'employer : il y a des villes où l'habitude est de prendre des sous-locataires ou des pensionnaires, etc. C'est par l'étude et la comparaison de cas très particuliers, et aussi par une notation plus exacte des rapports réels entre les revenus et les dépenses (voir p. 141, ce que nous avons dit des indications qu'on nous donne sur les excédents et les déficits dans ces ménages) qu'on y parviendrait. – Nous pouvons du moins (et c'est ce qu'on a fait dans l'enquête) mettre en relations les revenus supplémentaires (leur proportion), avec la composition des familles, le chiffre de leur revenu, et leur profession.

Voici, d'abord, les indications qu'on nous donne. En général, le salaire principal de l'homme (en ne retenant que les 522 ouvriers) représente 82,2 % du revenu total ; son gain accessoire, 2,2 %; le gain de la femme, 4,3 %; la contribution des enfants, 2,4 % ; le produit des sous-locations, 2,9 %; les autres revenus en argent (on en trouve dans plus des trois quarts des ménages : ce sont les intérêts des capitaux, l'épargne dépensée, l'argent emprunté, les produits des ventes, les ristournes ou dividendes versés par les coopératives, les gains à la loterie ou au jeu, les secours de grève, de voyage, de mort, les dons des beaux-parents, etc.), 5,6 %; les revenus en nature, 0,4 %. Il est regrettable qu'on ne nous présente point séparément, dans les chapitres sur la composition des familles et leurs revenus, les données qui concernent les seuls ouvriers. En effet, bien que le traitement des employés joue, dans l'ensemble de leur revenu, exactement le même rôle que le salaire dans le revenu ouvrier (de 81,3 à 83,6 %), sauf chez les instituteurs, le gain accessoire est plus faible chez tous ; le gain de la femme est beaucoup plus faible ; et, sauf chez les employés subalternes, la contribution des enfants et, chez tous, les sous-locations jouent un rôle insignifiant ; en revanche, leurs autres recettes en argent représentent de 8,2 à 12,9 % de leurs revenus, et les revenus en nature sont chez eux légèrement plus élevés que chez les ouvriers. L'essentiel, toutefois, est que la proportion des revenus supplémentaires soit la même chez les ouvriers et les employés. D'autre part, nous avons compté le nombre des ménages ouvriers de chaque composition de famille (nous avons trouvé 546 familles d'ouvriers, au lieu de 522 que relève l'enquête : cela tient à ce que notre définition de l'ouvrier, comme nous le verrons, est un peu plus large. On ne nous dit nulle part, dans l'enquête, comment on a opéré ce classement), et nous avons calculé le rapport du nombre des ouvriers au nombre total des ouvriers et employés pour chaque catégorie : ce rapport est, pour les familles de deux personnes, 69 % ; de trois, 61 % ; de quatre, 67 % ; de cinq, 64 % ; de six, 58 % ; de sept, 65 % ; de huit, 63 % ; de neuf, 64 %. Ces variations sont faibles, et nous pouvons considérer les chiffres qui nous sont donnés (en proportion du revenu total, p. 25) pour tous les ménages enquêtés, comme représentant à peu près les rapports des revenus accessoires au revenu total pour les ouvriers seuls.

Nous constatons que la proportion du salaire au revenu total, assez forte pour les ménages de 2 personnes (87,2 %) diminue de plus en plus (avec un chiffre trop bas pour les ménages de 6 personnes, auquel correspond un chiffre trop élevé pour les « autres recettes en argent »; cette irrégularité paraît s'expliquer par la proportion notablement plus faible d'ouvriers qui se trouvent dans cette catégorie), d'un mouvement régulier, bien que la diminution soit surtout sensible quand on passe des ménages de 3 aux ménages de 4 personnes. À ce moment aussi le gain accessoire de l'homme augmente le plus, pour diminuer légèrement ensuite (en proportion et en valeur relative); c'est aussi le moment où les « autres recettes en argent » augmentent nettement : elles s'accroissent sans cesse, jusqu'aux familles de 6 et 7 personnes, puis diminuent (en

proportion et en valeur relative). Les sous-locations pour les familles de 3 à 6 personnes, tout en augmentant en valeur relative, représentent la même part du revenu total, deux fois autant que pour les familles de 2 personnes. La contribution des enfants ne dépasse, d'une part le produit des sous-locations, d'une autre le gain accessoire de l'homme, et enfin la contribution de la femme, que pour les familles de 7 personnes (bien qu'elle aille sans cesse, comme il est naturel, en augmentant), et par un mouvement de hausse brusque. Il semble qu'on puisse résumer cette évolution ainsi : quand on passe des ménages de 2 aux ménages de 3 personnes, ce sont les sous-locations qui augmentent ; quand on passe de ceux-ci aux ménages de 4 personnes, le gain accessoire de l'homme, et surtout les autres recettes en argent (le ménage étant sans doute plus âgé) interviennent davantage ; quand on passe des ménages de 5 et 6 aux ménages de 7 enfants, c'est la contribution de ces derniers qui augmente. – Quant au gain de la femme, très élevé pour les ménages de 2 personnes, il diminue très fortement (absolument, et en proportion), quand on passe aux ménages de 3 personnes ; il augmente (absolument, mais non en proportion) quand on passe aux ménages de 5 personnes, diminue quand on passe aux ménages de 7 personnes. Il semble que la femme soit d'abord empêchée de travailler par son enfant, puis, quand le nombre des enfants augmente, soit obligée de travailler de nouveau, et, quand il augmente encore davantage, puisse s'en dispenser, parce que les aînés commencent à gagner et le doivent peut-être tandis qu'elle n'en est plus capable. – Il résulte (de cette analyse que la grandeur de la famille joue ici un rôle décisif, sans qu'on puisse discerner d'ailleurs en tous les cas si l'augmentation des revenus en général, des revenus accessoires en particulier, tient surtout à l'accroissement des besoins (c'est vraisemblable pour les familles de 3 et 4 enfants), ou aux possibilités nouvelles de gain (le ménage plus âgé ayant peut-être des économies, les enfants plus âgés aussi étant déjà capables de travailler). – Il est notable que, lorsqu'on passe des familles de 3 aux familles de 6 personnes, le salaire pur et simple s'accroît sans cesse ; sa diminution ensuite tient sans doute à la vieillesse de l'ouvrier, et aussi à ce que les ménages les plus chargés d'enfants sont souvent les ménages les plus pauvres.

La réunion des employés et ouvriers dans de mêmes catégories est de plus grande conséquence, lorsqu'on étudie la composition du revenu dans son rapport avec le montant total du revenu. Les cadres (d'ailleurs beaucoup trop larges) comprennent les proportions d'ouvriers suivantes (nous les avons calculées à l'aide des chiffres des p. 59* et 60*) : moins de 1.200 marks, 100 % ; de 1.200 à 1.600, 99 % ; de 1.600 à 2.000, 95 % ; de 2.000 à 2.500, 82 % ; de 2.500 à 3.000 28,5 % ; de 3.000 à 4.000, 11 %. Nous ne pouvons guère utiliser ces chiffres que jusqu'à 2.500 (laissant de côté 142 ouvriers, qui gagnent davantage). Nous avons calculé, à l'aide des indications du tableau III, le nombre moyen des personnes, par catégorie : il est respectivement de 3,7 ; 4,3 ; 4,5 ; 4,65. Il augmente nettement avec le revenu, ou le revenu avec lui. – Nous trouvons, au-dessous de 1.200 marks, qu'un très fort appoint au salaire de

l'homme est constitué par le gain de la femme, très élevé en valeur relative, et en proportion ; sans doute la composition des familles est ici un peu plus favorable ; mais c'est manifestement la faiblesse du revenu qui explique que la femme soit appelée à y contribuer pour une si forte part. De 1.200 à 1.600, le salaire de l'homme joue un rôle beaucoup plus important (il représente 88,4 % du revenu) : l'appoint de la femme est bien diminué ; il est quand même supérieur à ce qu'il est dans les ménages de quatre personnes (et, dans cette catégorie les ménages en comptent 4,3) ; le gain accessoire de l'homme apparaît. Mais c'est seulement dans la catégorie suivante (1.600 à 2.000) que les sous-locations (3 %), et une augmentation des autres recettes en argent, permet de diminuer la part du salaire, et du gain de la femme, dans le revenu total. Enfin, quand on passe à la catégorie 2.000-2.500, la part du salaire de l'homme est au plus bas (80,4 %), bien qu'absolument il ait augmenté, mais le gain de la femme augmente aussi très nettement, et le gain des enfants devient important. Cette fois, ce n'est plus la misère qui oblige à y faire appel. Les sous-locations, d'ailleurs, ne diminuent pas. – En réalité, les cadres sont ici beaucoup trop larges pour qu'on puisse rien conclure.

On a étudié en particulier, dans notre enquête, les sources du revenu par profession (tableau IV, et section V de l'Introduction, p. 44* à 48*) : on nous présente, dans deux grands tableaux, pour quarante professions, les diverses sources de revenu en nombres moyens, et par rapport au revenu total. Nous avons extrait de ces tableaux les chiffres des colonnes 1, 3, 5-11, pour les vingt-trois catégories que nous avons déjà retenues précédemment, et nous avons réduit, en outre, les chiffres du revenu moyen et du salaire moyen en nombres relatifs (prenant pour indice, comme précédemment, 1.800 pour le revenu, et, pour le salaire, 82 % de 1.800, rapport moyen du salaire au revenu total, soit 1.480). C'est sur ces valeurs relatives (colonnes 12 et 4) et sur le rapport du salaire au revenu (colonne 5) que nous porterons surtout notre attention.

LES DIVERSES SOURCES DU REVENU SUIVANT LA PROFESSION
(Orientation paysage — Times New Roman 10)

(Enquête de l'Office de statistique)

	Revenu moyen Nombres		Salaire moyen Nombres		Proportion (%) au revenu total						
	absolus 1	relatifs 2	absolus 3	relatifs 4	Salaire de l'homme 5	Gains sup- plémentaires 6	Gain de la femme 7	Contribution des enfants 8	Sous- locations 9	Autres revenus en argent 10	Revenus naturels 11
Mouleurs.....	2084	116	1967	133	94,4	0,6	0,7	1,2	»	3,1	»
Imprimeurs.....	2199	122	1954	132	88,8	1,7	»	»	3,8	5,6	0,1
Typographes.....	1981	110	1777	126	89,7	4,6	0,5	0,3	»	4,9	»
Serruriers.....	1858	103	1653	112	88,9	1,3	0,9	0,8	4	4,1	»
Qualifiés du bâtiment.....	2006	112	1632	110	81,4	0,3	2,7	5	3,4	7	0,2
— divers.....	1893	105	1626	110	85,9	1,2	1,6	2,8	1,9	5,7	0,9
Charpentiers.....	2019	112	1625	110	80,5	2,3	4,3	3	2,9	6,8	0,2
Maçons.....	1943	108	1601	108	82,4	2,2	3,7	4,1	1,5	5	1,1
Trav. des ports et quais..	1932	107	1593	108	82,4	»	4,5	5,4	3,7	3,7	0,3
Qualifiés du métal.....	1892	105	1580	107	83,5	2	5,7	0,2	2,4	6	0,2
— des machines.....	1837	102	1566	106	85,2	0,8	7,1	»	3,2	3,7	»
Jardiniers.....	1881	104	1548	104	82,3	5,5	0,5	3,7	2,8	3,4	1,8
Forgerons.....	1819	101	1483	100	81,6	5,2	5,2	0,8	2,3	3,2	1,7
Quincailliers.....	1868	104	1478	100	79,1	0,5	6,1	1,8	3,7	8,8	»
Tapissiers.....	1815	101	1477	100	81,4	1,9	4,4	3,1	3,7	5,5	»
Peintres.....	1786	99	1455	98	81,5	3,8	6,6	0,3	2	5,7	0,1
Selliers.....	1779	98	1446	98	81,2	3,9	2,6	»	5,2	7,1	»
Construct. de vaisseaux...	1793	100	1424	96	79,4	7,4	3,7	0,2	0,9	8,4	»
Qualifiés du bois.....	1632	91	1423	96	87,2	0,9	4,6	0,6	0,8	5,9	»
Divers.....	1589	88	1346	91	84,7	2,3	6,2	1,9	1,6	3,3	»
Trav. du textile.....	1693	94	1343	91	79,4	0,4	6,7	5,3	0,7	7,4	0,1
Non qualifiés.....	1726	96	1303	88	75,5	1,8	7,7	2,7	4,8	6,5	1
Trav. de la voirie.....	1724	99	1215	82	70,5	3,8	16,9	3,7	1,3	3,8	»

Or, il apparaît que les revenus sont moins éloignés, dans l'ensemble, séparés les uns des autres par de moindres intervalles (relativement) que les salaires ; il y a un incontestable effort, dans les catégories inférieures, pour augmenter le revenu à l'aide de gains autres que le salaire, et un effort beaucoup moindre en ce sens dans les catégories supérieures. On ne trouve pas des revenus qui soient au revenu moyen comme 133, 132, 126 à 100, et, tandis que quatre catégories ont des salaires qui sont au salaire moyen comme 82, 88 et 91 à 100, on ne trouve que deux revenus qui soient dans la même relation au revenu moyen. – On peut distinguer, en considérant les ménages ordonnés d'après le taux de leurs salaires, deux grands groupes qui seraient assez nettement séparés ; le groupe inférieur, qui se terminerait aux forgerons, et dans lequel (sauf chez les qualifiés du bois et les divers) l'effort pour augmenter le revenu est plus grand que celui qui conserverait simplement au ménage la situation où l'élevait son salaire, et le groupe supérieur, où (sauf chez les qualifiés du bâtiment et les charpentiers), il lui est tout juste égal (chez les maçons et les jardiniers), ou inférieur nettement, et dans les quatre catégories les plus hautes, extrêmement. L'examen de la colonne 5 (rapport du salaire au revenu), sans nous édifier, comme les chiffres précédents, sur le changement dans les rapports des situations, quand on passe des salaires aux revenus, nous permet de mesurer très exactement la décroissance de l'effort pour se créer des ressources supplémentaires : ici, il apparaît que, dans toute une zone intermédiaire, cet effort, incontestable, reste le même (il est mesuré par la différence entre 100 et 81, 82, 83) ; dans cette zone même, il est pourtant légèrement plus fort en bas (où prédominent les chiffres 81, 82) ; légèrement plus faible en haut (où prédominent les chiffres 82, 83) ; dans les six premières catégories, et dans les six dernières, les différences s'accroissent dans le sens que nous avons dit. Les ouvriers du bâtiment et charpentiers s'acharneraient à gagner davantage, bien qu'ayant déjà de bons salaires, et les qualifiés du bois, et divers, se résigneraient à leur misère. Mais on pourrait dire, en général : ce qui est peut-être vrai de certaines classes plus élevées, ou même des paysans, savoir que, plus on a, plus on veut avoir, ne l'est point des ouvriers les mieux payés ; en revanche, plus l'ouvrier est pauvre, moins son salaire est une expression exacte de sa réelle situation. Sans doute les intervalles entre les divers revenus subsistent, mais diminués. Ce serait là un signe, entre autres, de l'unité de la classe ouvrière. Et c'est une preuve de l'importance décisive qu'il faut attacher, dans toutes ces recherches, au chiffre du revenu.

Quant au rapport des divers revenus au revenu total, nous révèle-t-il, par contre, une influence directe du métier, et, en général, dans le tableau qui nous présente ces données par métiers, apercevons-nous des régularités ? Seul, le gain de la femme paraît relativement plus élevé dans le groupe des ménages moins bien situés (mais le chiffre du revenu suffit pour en rendre compte, et la composition différente des ménages rend d'ailleurs une telle recherche malaisée). En revanche, on trouve des gains supplé-

mentaires élevés dans toutes les catégories (typographes, jardiniers, constructeurs de vaisseaux, forgerons); de même, de fortes contributions des enfants (chez les qualifiés du bâtiment, travailleurs des ports et quais, travailleurs du textile). Les deux plus fortes proportions, pour les sous-locations, se rencontrent dans le second groupe (selliers, et non qualifiés); mais d'autres (imprimeurs, qualifiés du bâtiment et des machines, serruriers) tirent des sous-locations autant et plus en valeur absolue, presque autant en valeur relative. Les autres revenus en argent se présentent en aussi forte proportion, dans les ménages les mieux situés et les plus pauvres ; sans doute il ne s'agit point des mêmes espèces de revenus dans les deux cas, les plus riches ayant des épargnes, les plus pauvres faisant appel à l'assistance, ou contractant des dettes ; mais on ne nous indique pas ces différences ; et, là encore, on ne voit pas que la considération du métier explique rien.

Pour étudier de plus près ces tendances, nous avons choisi un certain nombre de métiers, dans les deux groupes, les uns où la proportion du salaire au revenu est forte (typographes et serruriers), d'autres où elle est faible, (maçons, tapissiers, peintres), l'un enfin où elle est très faible, (travailleurs de la voirie). Nous reportant au tableau I, nous avons relevé les revenus de chaque ménage de chaque catégorie et leur détail, ainsi que le nombre des membres de chaque famille. Nous avons dans chaque profession réparti les ménages en deux groupes, d'après le taux de leur revenu total, et calculé le revenu moyen, le salaire moyen et la proportion moyenne de chaque source de revenu au revenu total, pour chaque groupe. Nous avons ainsi élaboré le tableau de la page 248.

Ce qui frappe tout de suite, c'est que, dans chaque profession, pour les revenus plus élevés, la proportion du salaire au revenu est plus faible que pour les revenus moins élevés, c'est-à-dire que les autres sources de revenu que le salaire y sont plus importantes (sauf pour les serruriers, chez qui cette proportion reste la même). Il en résulte qu'à l'intérieur de chaque métier, si, au lieu des salaires, on considère les revenus totaux, l'écart apparaît plus grand entre les ouvriers à bas et à hauts salaires. – En réalité, cela n'est point en contradiction avec la remarque précédente, que les métiers à bas salaires témoignent d'un effort plus grand, les métiers à hauts salaires d'un effort moindre en vue de se créer des ressources supplémentaires. Les groupes que nous considérons maintenant sont trop petits, la composition des ménages y est aussi trop différente, pour que nous retrouvions dans ce tableau les mêmes phénomènes que précédemment. Mais un tel mouvement général se discerne même à travers eux. Prenons, deux à deux, les groupes typographes-serruriers, maçons-tapissiers, peintres travailleurs de la voirie. Ne considérons que les salaires, et d'abord les hauts salaires : dans le premier couple (qui a de moindres revenus, mais de plus hauts salaires que le second), les ménages à hauts salaires font un effort moindre que dans le second, et, dans le second, un effort moindre que dans le troisième, pour augmenter

leur revenu. Considérons maintenant les bas salaires : dans le premier couple (qui a à la fois de plus hauts salaires et de plus hauts revenus que le second), les ménages à bas salaires font un effort moindre que dans le second pour augmenter leurs ressources ; mais leur dissemblance sous ce rapport est moins marquée qu'entre les ménages à hauts salaires des mêmes groupes (90-85 au lieu de 88-79, en moyenne, comme différence des rapports du salaire principal au revenu total, en %) ; et quand on compare enfin les ménages à bas salaires du second et du troisième couple, on trouve que le salaire représente la même part, en moyenne, de leur revenu total. Ainsi notre remarque générale se vérifie encore. – Mais les exceptions que nous rencontrons, et l'examen de ces cas plus particuliers, nous laisse supposer que, dans certains métiers, les ouvriers les mieux situés font un assez grand effort pour augmenter leurs ressources, tandis que les autres en sont moins capables : cela prouve que le métier ne peut pas être considéré comme une unité, puisqu'on y trouve des groupes de salaires inégaux, qui se comportent différemment. Mais pour préciser tous ces mouvements, plus complexes qu'il ne le semble, une étude plus étendue du rapport du salaire au revenu total serait nécessaire ; ce n'est pas notre objet.

Nous voulions établir surtout qu'il n'est guère possible de grouper les ménages ouvriers par métiers ou ensembles de métiers où la composition des revenus serait la même. Nous avons vu que c'est seulement en les groupant par taux de revenu ou de salaire, et, encore, par composition de famille, qu'on aperçoit des régularités, d'ailleurs avec des exceptions et des obscurités encore. Quant aux métiers, comme ils groupent des ménages de divers revenus, de composition de famille inégale, on y rencontre la plus grande diversité sous ce rapport. Des travailleurs à très bas salaire, et à famille très peu nombreuse (le premier groupe des travailleurs de la voirie) et des travailleurs à très hauts salaires, mais à famille très nombreuse (le second groupe des tapissiers) tirent une forte part de leur revenu du travail de la femme. Toutes les familles de plus de cinq membres (deuxième groupe des maçons, tapissiers, travailleurs de la voirie), sont aidées davantage par leurs enfants. Quant aux sous-locations, elles se rencontrent, ou ne se rencontrent pas, aussi bien chez des familles chargées d'enfants que chez des familles peu nombreuses, aussi bien pour les bas revenus que pour les hauts.

Mais, en même temps, nous avons mis en lumière cet effort, inégal suivant les métiers, en vue d'atténuer les différences relevées entre les salaires, et non pas d'égaliser, ou de tendre à égaliser les revenus, mais de combler l'intervalle qui séparait les groupes les plus aisés des autres, et de diminuer l'importance des groupes les plus misérables. – Or, un tel résultat nous paraît difficilement explicable, si l'on ne fait point passer au premier plan les dépenses, les besoins, et les charges qui pèsent de leur fait sur les ménages, la notion, d'autant plus nette et capable d'autant plus d'agir sur les individus qu'elle s'étend à des groupes plus étendus, de niveaux de vie socialement définis, où les uns s'élèvent par des efforts exceptionnels, au-dessus desquels les

autres cherchent plus mollement à se hausser. C'est donc, maintenant, des dépenses de ces ménages que nous allons nous occuper.

LES DIVERSES SOURCES DU REVENU DANS QUELQUES PROFESSIONS
POUR DES CATÉGORIES D'UN MÊME REVENU TOTAL

(Enquête de l'Office de statistique)

Revenu total (en marks)	Proportion (%) au revenu								Nombre des ménages	Composition des ménages
	Salaire de l'homme	Salaire principal	Gains supplém.	Gain de la femme	Contribution des enfants	Sous-location	Autres revenus en arg.			
Typographes										
1720	1560	91	4,7	1,5	»	»	3	6	4,35	
2150	1870	87	6,4	»	0,7	»	6,2	7	4,45	
Serruriers										
1670	1480	89	1,7	1,8	0,8	3,6	3,3	12	4,75	
2100	1870	89	0,9	1,1	»	4,85	3,3	8	3,5	
Maçons										
1510	1260	84	1,1	6	»	»	6,5	20	4,45	
2390	1860	78	3,15	4,0	6,09	2,1	3,8	20	5,3	
Tapissiers										
1520	1310	86	1,25	4,0	1,2	1,9	5,4	17	4,4	
2330	1680	80	2,5	7,9	5,9	3,15	8	11	5,6	
Peintres										
1570	1340	85	3,7	4,1	»	2,1	5,2	14	4,35	
2280	1700	74	4,6	10	3,7	2	8,2	7	3,6	
Travailleurs de la voirie										
1270	1055	84	4,5	9	»	1,5	1,2	7	3,35	
1980	1210	61	4,2	22,4	9,2	»	3,2	3	5,3	

LES DIVERSES SOURCES DU REVENU, SUIVANT LA PROFESSION ET SUIVANT LE REVENU TOTAL
(Orientation paysage —Times New Roman 10)

(Enquête des travailleurs des métaux)

Profession	Nombre des ménages 1	Grandeur des ménages 2	Revenu total Nombres		Salaire de l'homme Nombres		Salaire de l'homme 7	Proportion (%) au revenu		
			absolus 3	relatifs 4	absolus 5	relatifs 6		Gain des autres membres 8	Secours 9	Autres ressources 10
Employés.....	8	3,80	2. 350	130	2. 135	148	90,84	1,69	0,04	7,43
Graveurs.....	4	3,25	2. 063	115	1. 780	124	86,27	6,56	—	7,17
Tourneurs.....	40	3,40	1. 953	108	1. 689	118	86,47	6,53	1,31	5,69
Forgerons.....	15	4,16	1. 997	110	1. 621	113	81,19	9,96	1,33	7,52
Mécaniciens.....	9	2,96	1. 965	109	1. 555	108	79,14	10,46	1,61	8,79
Serruriers.....	64	4,12	1. 885	104	1. 541	107	81,78	9,53	2,11	6,58
Mouleurs.....	31	5,73	1. 894	105	1. 510	105	79,72	9,25	5,87	5,16
Ferblantiers.....	29	4,23	1. 872	104	1. 449	101	77,41	9,25	2,04	11,30
Ouvr. des forges ¹	6	4,28	1. 570	87	1. 429	99	91,04	1,72	3,49	3,75
Orfèvres.....	14	3,36	1. 970	109	1. 416	98	71,90	15,90	1,86	10,36
Tailleurs de limes.....	3	3,33	1. 769	98	1. 393	97	78,77	9,82	2,10	9,31
Const. de vaisseaux.....	5	2,58	1. 568	87	1. 353	94	86,25	1,18	7,13	5,44
Polisseurs.....	10	4,41	1. 934	107	1. 336	93	69,09	11,34	5,84	13,73
Fondeurs ²	13	4,15	1. 705	94	1. 340	93	78,60	11,41	3,37	6,62
Fondeurs en cuivre.....	12	3,44	1. 636	91	1. 329	92	81,25	8,24	5,71	4,80
Divers.....	57	3,90	1. 688	94	1. 256	87	74,37	13,54	4,69	7,40
Catégories de revenus										
Moins de 1200 mks.....	12	2,83	1. 104	61	955	67	86,49	2,61	7,15	3,75
1200-1600.....	80	3,57	1. 446	81	1. 188	82	82,13	5,75	5,65	6,47
1600-2000.....	116	3,72	1. 786	99	1. 484	103	83,06	8,72	2,51	5,71
2000-2500.....	91	3,97	2. 202	122	1. 728	120	78,48	10,07	2,14	9,31
Plus de 2500.....	21	5,53	2. 734	152	1. 873	130	68,51	20,94	1,51	9,04

1. Hüttenarbeiter

2. Giesser

Avant cela, il nous faut encore comparer avec ces résultats ceux où nous arrivons, en nous appuyant sur l'enquête des ouvriers des métaux. Notre tableau est élaboré, d'après les tableaux indiquant la répartition des revenus par profession, en nombres moyens, et par rapport à la dépense totale (p. 35 et 37), et la même répartition par catégorie de revenus (p. 42). Nous avons seulement classé les ménages suivant le taux de leur salaire (au lieu de conserver l'ordre alphabétique), et calculé les valeurs relatives correspondant au revenu total (indice, comme précédemment, 1.800) et au salaire (indice : 1.400, le rapport moyen du salaire au revenu étant ici de 80 %).

Considérant d'abord les grandes catégories de revenus, nous remarquons que les revenus moyens sont plus éloignés les uns des autres que les salaires moyens (colonnes 4 et 6), ce qui est contraire à ce que nous pouvions attendre. Mais nous constatons aussi qu'en même temps que les revenus, la grandeur de la famille augmente très fortement (colonne 2), en particulier de la première à la deuxième, et de la quatrième à la cinquième, là précisément où les écarts, en passant de la série des salaires à la série des revenus, augmentent aussi le plus. Nous retrouvons donc ici l'influence, que nous avons déjà relevée, de la grandeur des familles sur la composition du revenu, influence très notable. Pour isoler l'influence du revenu, il faudrait comparer des groupes de revenus différents et de composition de famille semblable. C'est ce que nous permet (dans une certaine mesure seulement) l'étude de la répartition des revenus par profession. Cette fois, nous vérifions à nouveau que les revenus tendent à s'écarter les uns des autres beaucoup moins que les salaires (voir les chiffres des colonnes 4 et 6). Les constructeurs de vaisseaux et les ouvriers des forges, qui feraient exception, sont des groupes beaucoup trop petits, et l'on peut les éliminer (on ne changerait guère le résultat en éliminant aussi les graveurs et les employés, également peu nombreux ; mais, comme ils sont seuls à représenter les très hauts salaires, il n'y aurait pas d'inconvénient à les fondre en un groupe) ; au reste, les constructeurs de vaisseaux ont les familles les plus petites, ce qui expliquerait qu'ils ne s'efforcent pas plus d'accroître leurs revenus. Il reste que, pour les autres groupes, l'intervalle entre les deux extrêmes, au lieu d'être de 148 (118, sans les deux premiers groupes) à 87, se trouve maintenant de 130 (110) à 91. Si l'on envisage les quatre dernières professions, ainsi que les orfèvres, l'effort pour augmenter le revenu se révèle intense ; des ferblantiers aux forgerons on le voit se ralentir ; chez les tourneurs, graveurs et employés, il est de plus en plus faible ¹.

¹ On nous dit : « Chez les constructeurs de vaisseaux la proportion du gain des autres membres de la famille est des plus basses. Cela s'explique par le fait que les constructeurs enquêtés ont été assez souvent malades, ce qui a empêché leurs femmes de travailler. Ils ont aussi reçu la plus forte proportion de secours ». Chez les ouvriers des forges, il en est de même, parce que, par suite des conditions économiques, dans les régions où se trouvent ces exploitations, il n'y a pas d'autres sources de revenu. Chez les orfèvres, la part du gain de la famille est, en revanche, la plus forte : pourtant la composition de ces familles est inférieure à la moyenne : ici, c'est bien, semble-t-il, le métier qui offre à la femme plus d'occasions de travailler, occasions dont elle tire tout le parti possible.

On n'a pas distingué le gain de la femme et des enfants, non plus que le gain accessoire de l'homme, ni le produit des sous-locations ; aussi, dans les cadres adoptés, ce détail reste confus. On peut noter l'augmentation de la proportion des secours à mesure qu'on passe à des ménages moins bien situés. Si la proportion des gains des membres de la famille semble augmenter dans la même proportion, surtout quand on passe aux derniers ménages, c'est sous réserve de plusieurs exceptions. En réalité les cadres sont ici trop mal définis. Tenons-nous-en donc à nos résultats généraux.

Livre II : les dépenses dans la classe ouvrière

Chapitre IV

La répartition des dépenses dans les ménages ouvriers de composition et de dépense totale différentes

A. – L'enquête de l'Office impérial allemand de statistique

I

L'élaboration des données

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons dû reprendre tout le travail d'élaboration des tableaux I, afin : 1° de ne retenir que les ouvriers ; 2° de les répartir, d'après leur dépense totale, en des cadres moins larges que ceux du tableau III (voir nos observations à ce sujet, p. 176); 3° de les répartir non plus seulement d'après la composition de la famille, mais d'après le nombre et l'âge de ses membres, exprimés en quets (voir p. 179). Voici comment nous avons procédé. Nous avons reproduit, sur autant de fiches distinctes, les données se rapportant aux seuls ménages ouvriers : nous avons compris, parmi les ouvriers, les producteurs indépendants de l'industrie qui travaillent eux-mêmes, et les facteurs des

postes ; nous n'y avons pas compris les agents de police, non plus que les employés de chemin de fer, ou des postes, ou du commerce. Nous avons indiqué dans la première partie le principe de cette distinction ¹.

Les agents de police rentrent à la fois dans les catégories des surveillants, et des militaires, tous non ouvriers. Nous avons assimilé aux ouvriers quelques employés de syndicats (qui sont toujours d'anciens ouvriers, et ont conservé le genre de vie et les habitudes des travailleurs). Faute d'indications plus précises, nous avons dû écarter certains employés de commerce qui ne sont, peut-être, que des « garçons », qui, surtout, transportent des paquets, font des courses. Au reste, ce sont bien les ouvriers au sens étroit qui prédominent dans tous nos groupes, et de beaucoup (on ne compte que 9 facteurs).

Nous avons d'abord réparti tous nos ménages ouvriers en catégories, d'après le nombre des membres de la famille. Puis, dans chaque catégorie, nous les avons classés d'après le chiffre total de leurs dépenses, mais sans nous astreindre à les faire entrer dans des cadres définis à l'avance (par exemple de 1.500 à 1.600, de 1.600 à 1.700); nous avons tenu compte, plutôt, des chiffres totaux de dépense qui se présentent le plus souvent, et nous avons groupé les autres autour d'eux, sûrs de ne pas imposer ainsi aux faits des cadres artificiels. Un tel travail implique, sans doute, bien des tâtonnements, et une telle classification est parfois arbitraire ; mais c'est le seul moyen de se guider sur les articulations mêmes de la réalité, de ne point morceler ou tronquer des groupes qui se présentent avec un aspect d'unité. Toutefois, pour former ces groupes, nous ne nous en sommes pas tenus au chiffre total des dépenses. Comme nous avons, en outre, l'indication pour chaque ménage de la proportion des diverses dépenses à la dépense totale, nous avons pu constater, dans des groupes de même dépense totale, des divergences profondes et constantes sous ce rapport. Nous nous en sommes encore inspirés, et, surtout quand des ménages de même dépense (dans une catégorie de familles de même composition) se trouvaient en assez grand nombre, nous les avons séparés en deux ou trois groupes, suivant qu'ils dépensaient peu ou beaucoup pour la nourriture, ou pour le logement (ce sont les dépenses dont la proportion à la dépense totale nous a paru caractériser le mieux les divers groupes). Dans le tableau que nous avons ainsi établi, et que nous reproduisons en appendice, les catégories qui sont désignées par les lettres A, B, C, D, E, F comprennent toutes les familles de même composition (2, 3, etc. personnes); celles qui sont désignées par A1, A2, etc., comprennent toutes les familles de même composition et de dépense totale voisine ; celles qui sont désignées par A11, A12, etc., comprennent toutes les familles

¹ Le travail des facteurs étant de transporter des paquets et des lettres, c'est bien encore, chez eux, l'activité physique mécaniquement exercée qui passe au premier plan ; à la différence des débardeurs, qui portent de lourds colis sur un petit espace, ils répartissent des poids très légers sur un espace vaste ; mais ce n'est guère qu'une différence de degré.

de même composition, de dépense totale voisine, et telles que le rapport de leurs dépenses nourriture, et logement, à la dépense totale, soit aussi très voisin. Ajoutons que nous avons éliminé, au cours de ce classement : 1° 4 ménages ouvriers, qui habitent dans des villes de moins de 20.000 habitants (en raison de leur petit nombre); 2° 42 ménages qui nous ont paru exceptionnels, soit à cause de la grandeur excessive de la dépense nourriture (qui s'explique souvent par la présence d'un pensionnaire), ou de son insuffisance trop marquée, soit à cause de la dépense loyer trop forte (en raison, le plus souvent, de sous-locations) ou trop faible, soit pour des raisons particulières (tel ménage dépense autant, pour les besoins spirituels et sociaux, que pour son loyer, tels ménages ont une dépense totale trop faible, ou trop forte, et ne peuvent entrer correctement dans aucun groupe); 3° 19 ménages où nous avons relevé après ces éliminations un chiffre de sous-location supérieur à 300 marks (nous avons noté que 163 ménages ouvriers tirent un revenu d'une sous-location, 104 en tirent plus de 100 marks, et 40 plus de 200). Le nombre de nos ménages ouvriers, qui était d'abord de 547, se trouve ramené à 482.

Parlant des moyennes, nous avons dit déjà que, quand elles n'expriment qu'un petit nombre de cas, il importe que ceux-ci soient aussi voisins qu'il est possible, parce qu'alors les cas anormaux et les exceptions ne s'atténuent point, mais faussent au contraire le chiffre moyen. C'est pourquoi nous n'avons pas hésité à éliminer rigoureusement tous les cas qui ne nous paraissaient point, par leur ressemblance avec un certain nombre d'autres, se rattacher à un groupe social défini. Nous nous sommes inspirés, dans cette classification des faits, de l'idée qu'ils expriment en effet les démarches et les tendances des groupes. Que 12 % des ménages seulement nous aient paru, pour une raison ou l'autre, faire exception à cette règle, et ne point pouvoir entrer dans nos groupes, c'est ce qui nous fortifie déjà dans notre croyance; eux éliminés, c'est un gros élément d'obscurité et de confusion que nous avons réussi à écarter de nos expériences. Quant aux ménages où se trouvent des sous-locations, nous ne pouvions songer à les éliminer tous. Nous avons écarté seulement ceux où le rapport de la dépense loyer aux autres dépenses était par là rendu exceptionnel, tous ceux aussi où, par un sacrifice anormal des conditions du bien-être, ou par une spéculation peu claire, bien que le rapport de la dépense loyer aux autres dépenses restât moyen, le produit des sous-locations se trouvait élevé. Mais l'habitude étant répandue, parmi les ouvriers des grandes villes allemandes, de sous-louer une partie de leur logement, nous devons retenir tous ceux où cette source de revenu intervenait modérément.

Sans doute les valeurs que nous ayons déterminées sont bien des moyennes arithmétiques; mais, pour grouper les éléments d'où nous devons la dégager, nous sommes inspirés d'une notion différente, que le statisticien Bowley appelle « la région

de plus grande fréquence ¹ ». C'est M. Lexis qui, par une comparaison, permet de comprendre le mieux à quelle réalité elle correspond. Supposons, dit-il à peu près, que nous jetions un certain nombre de balles, de façon à ce qu'elles retombent en un point déterminé ; les unes tomberont en deçà du but, les autres au delà. On pourrait additionner toutes les distances qui séparent le point d'où on les a jetées et ceux où elles sont tombées, et diviser le résultat par le nombre des balles ; on obtiendrait ainsi une moyenne proprement dite. Mais on peut encore désigner par des points, sur une feuille de papier représentant le terrain, tous les endroits où les balles sont tombées, et porter son attention sur la zone où les points sont les plus nombreux et les plus rapprochés l'un de l'autre, quitte à éliminer ceux qui sont les plus isolés, et à rattacher les autres aux groupes dont ils sont les plus voisins. Cette méthode, appliquée au problème de la mortalité, donnait de tout autres résultats que la détermination classique de la durée moyenne de la vie. C'est d'elle que nous avons cherché à nous inspirer.

Il se pourrait que la même moyenne correspondît aussi bien à un groupe où il y a un petit nombre de gros chiffres qu'à un autre où il n'y a que des nombres moyens : un ou deux nombres exceptionnels, soit très petits, soit très grands, peuvent fausser tout à fait des moyennes qui correspondent à des groupes limités. Mais nous avons un moyen, assez simple, de vérifier nos moyennes, c'est-à-dire de chercher si les cas qu'elles représentent se distribuent assez régulièrement autour d'elles. C'est la méthode des médianes. « Quand nous nous occupons d'un groupe de personnes ou de choses dont chacune possède un attribut mesurable, tel qu'une hauteur, un salaire, nous pouvons retenir une de ces quantités pour déterminer le groupe. Supposons tous les items rangés suivant l'ordre de grandeur croissante de cet attribut ; la grandeur de l'item qui est exactement au milieu de la série est appelée la médiane ² ». Si, dans un groupe, la moyenne est très voisine de la médiane, et dans la mesure où elle s'en approche, on est assuré que les éléments exprimés par la moyenne se répartissent également en deçà et au delà de sa valeur. Nous avons donc calculé d'abord la dépense totale moyenne de chacun de nos groupes, et inscrit en regard la médiane correspondante. Nous constatons, alors, que dans 14 cas (sur 52), l'écart entre la médiane ou la moyenne est de 10 marks ou de moins, que, dans 29 cas, il est de 25 marks ou de moins, et qu'il ne dépasse 50 marks que pour 9 groupes (dont 5 parmi les 8 derniers, c'est-à-dire parmi les familles les plus chargées d'enfants); là même, voici quels sont les rapports de ces médianes aux moyennes correspondantes :

¹ Bowley, *Elements of statistics*, London, 1902, p. 119.

² Bowley, *loc. cit.*, p. 124.

A 22.....	97 %	F 21.....	104 %
A 4.....	104 —	F 22.....	94 —
C 42.....	102 —	F 4.....	97 —
C 52.....	101 —	F 5.....	98 —
E 33.....	97 —		

On voit que l'écart, même dans ces cas, est très faible (il dépasse une seule fois 5 %). Nous pouvons donc considérer ces moyennes comme des expressions valables, et ces groupes comme des réalités qui n'ont rien d'artificiel. Cela est d'autant plus important à relever qu'entre ces groupes, dans chaque catégorie, il y a de gros intervalles¹. Ces intervalles ne frappent précisément que parce que les ménages auxquels correspondent ces moyennes ne s'y trouvent point éparpillés au hasard (auquel cas les moyennes et les médianes seraient bien plus éloignées l'une de l'autre), mais tendent en réalité à se grouper, c'est-à-dire se rapprochent, par leurs dépenses, de ces moyennes mêmes.

Quant à l'expression de la composition et de l'âge des membres de la famille en quets, son importance est incontestable. Nous avons calculé, outre le total des quets, leur nombre moyen par ménage. À l'exception de la catégorie A (ménages sans enfants), on voit que des familles de même composition, dans leurs divers groupes, varient de plus en plus en grandeur (c'est-à-dire que leurs enfants, en moyenne, n'ont pas le même âge d'un groupe à l'autre). L'écart n'est point encore très grand (de 7 quets 75 à 8,35, ce qui correspond à l'âge de deux ans et demi à huit ans et demi), pour les ménages d'un enfant, sans doute parce qu'avant que l'enfant soit grand il en naît le plus souvent un autre, ce qui fait passer le ménage dans la catégorie suivante. L'écart augmente pour les ménages de deux enfants (de 9,25 à 10,60, soit un âge moyen par enfant de trois ans et demi et de dix ans). Et l'on trouve déjà, parmi les ménages de trois enfants, un groupe (D 33) où le nombre moyen de quets ne dépasse pas 10,50. Dans cette catégorie, l'intervalle augmente encore : il est de 10,50 à 13 (âge moyen des enfants : trois ans et demi et onze ans et demi). Trois groupes (sur sept) de la catégorie suivante ne comptent pas plus de 13 quets ; de plus en plus, les catégories établies en s'attachant seulement à la composition des familles empiètent et chevauchent l'une sur l'autre, si l'on tient compte de l'âge des enfants. Dans cette catégorie nouvelle (quatre enfants), l'écart est de 12,50 à 14 (âge moyen des enfants : cinq ans, et neuf ans). Enfin la dernière catégorie, où nous avons rassemblé tous les ménages de plus de quatre enfants, compte nettement, en tous ses groupes, plus de quets que la

¹ Dans la catégorie A on passe brusquement de 1. 400 à 1. 660 ; dans la catégorie B, de 1. 420 à 1. 630, et de 1. 660 à 1. 900 ; dans la catégorie C, de 1. 260 à 1. 450, puis à 1. 660 ; dans la catégorie C, de 2. 110 à 2. 480 ; dans la catégorie D, de 1. 380 à 1. 640, de 1. 100 à 1. 960, puis à 2. 350 ; dans la catégorie E, de 1. 500 à 1. 820, de 1. 830 à 2. 090 ; dans la catégorie E, de 1. 400 à 1. 710, de 1. 770 à 2. 230.

précédente ; mais l'intervalle entre ceux-ci est encore plus grand (de 14,4 quets à 21,6 ; en supposant que toutes ces familles comptent cinq enfants, cela met l'âge moyen de ceux-ci, dans les groupes extrêmes, à six ans et à vingt ans). – Disons, d'ailleurs, que nous n'avons pas tenu compte, pour la formation de nos groupes, du nombre de quets de chaque ménage : nous avons calculé ce nombre, et la moyenne, une fois les groupes constitués. Nous savions bien, par nos recherches précédentes, que la composition des familles et le taux du revenu jouent ici un rôle important. Mais nous n'avons pas jugé qu'il fût essentiel de tenir compte de l'âge des enfants dans notre classification. En tout cas, comme nous étions obligés de nous attacher à un petit nombre de caractères importants des ménages (sous peine de multiplier trop les groupes), nous les avons répartis d'abord en tenant compte de leur composition, nous réservant de corriger ou compléter cette subdivision, en calculant le nombre moyen des quets dans chaque groupe.

II

La grandeur des familles et la répartition des dépenses

[Retour à la table des matières](#)

Nous nous sommes préoccupés d'abord de déterminer l'influence, sur la répartition des dépenses, de la grandeur de la famille (entendant par là aussi bien le nombre des enfants que leur âge). Il aurait été possible (mais très long) de répartir tous les ménages d'après le nombre de quets qu'on trouve dans chacun. Nous avons trouvé plus commode, et plus instructif, de nous attacher aux groupes que nous avons constitués (tableau donné en appendice), et de les répartir d'après le nombre moyen de quets calculé pour chacun d'eux. En effet, du moment que ces groupes sont, comme nous l'avons vu, homogènes, qu'ils correspondent à certains types définis de revenus et de dépenses combinés avec une composition de famille également, définie, nous pouvons opérer sur eux comme sur des ensembles concrets ; d'autant plus que, les tendances que nous cherchons à dégager étant des tendances sociales, c'est dans ces groupes eux-mêmes qu'elles doivent apparaître. – Afin d'écartier autant que possible les influences d'autre nature, en particulier celles qui proviennent de la différence des revenus (et dont nous réservons l'étude), nous avons divisé d'abord tous les groupes en deux catégories (ceux d'une dépense totale de moins de 1. 800 marks, et de plus); c'est à l'inté-

rieur de ces deux catégories que nous avons réparti les groupes de ménages d'après leur grandeur moyenne, en même temps que nous présentions, dans un troisième tableau, les totaux des deux précédents. Nous avons calculé, outre les dépenses totales moyennes, et les dépenses moyennes nourriture, vêtement, logement, chauffage et éclairage, et autres, les valeurs relatives qui correspondent à ces moyennes, et les rapports des dépenses particulières à la dépense totale. Pour le calcul des valeurs relatives, nous avons pris les mêmes indices (représentant la valeur 100) que dans le tableau des pages 282-283 (répartition des ménages d'après leur dépense totale), tableau essentiel ; nous dirons, quand nous y viendrons, comment nous avons calculé ces indices.

Examinons d'abord les rapports, pour les ménages de tous revenus. Nous sommes frappés de ce que le rapport de la dépense nourriture à la dépense totale ne s'écarte guère de 50 % dans les cinq premières catégories, de 53 et 54 % dans les cinq suivantes. De la catégorie 10-10,9 quets à 11-11,9, il y a un saut brusque. Cela s'explique peut-être en partie par le faible taux de la dépense totale moyenne dans la catégorie 11-11,9 (voir aux valeurs relatives) : ce faible taux tient lui-même à ce que cette catégorie contient une proportion très forte de ménages de faible dépense moyenne. Toutefois, reportons-nous pour cette catégorie aux sections du tableau où les données sont présentées pour des revenus inférieurs et supérieurs à 1. 800. Nous trouvons que la dépense nourriture représente 54 % pour les revenus inférieurs, 55 % pour les revenus supérieurs. Il s'agit surtout des ménages qui ont deux et trois enfants. Ce brusque saut paraît exprimer en partie le passage des uns aux autres, mais aussi, en partie, le passage des ménages où les trois enfants sont, certains d'entre eux au moins, en très bas âge, et ceux où ils sont plus âgés.

Examinons, dans chacune de ces sections, comment varie le rapport de la dépense nourriture à la dépense totale.

LES DÉPENSES PAR CATÉGORIES DE FAMILLES CLASSÉES D'APRÈS LEUR GRANDEUR
 (Orientation paysage — Times New Roman 10 Papier 8 x14)
 (Enquête de l'Office impérial allemand de statistique)

	Nombre de quets		Nombre de ménages	Dépense totale		Dépense nourriture		Dépense vêtement		Dépense logement		Dép. chauff.écl.		Autres dépenses		Rapport de chaque dépense à la dépense totale (%)					
				Valeur moyenne	Nombres relatifs	Valeur moyenne	Nombres relatifs	Valeur moyenne	Nombres relatifs	Valeur moyenne	Nombres relatifs	Valeur moyenne	Nombres relatifs	Valeur moyenne	Nombres relatifs	Nouri- ture	Vête- ment	Loge- ment	Chauffage éclairage	Autres dépenses	
Ménages d'une dépense totale inférieure à 1. 800 marks	6-	6,9	26	1. 520	75	780	75	136	57	295	84	75	90	233	71	51,1	9	19,4	4,9	15,4	
	7-	7,9	42	1. 470	72	735	71	131	55	295	84	71	86	236	72	50	8,9	20	4,8	16,1	
	8-	8,9	17	1. 560	77	840	81	166	69	225	64	77	93	249	75	54	10,6	14,4	4,9	16	
	9-	9,9	70	1. 510	74	805	77	157	65	264	75	69	84	218	66	53,5	10,5	17,6	4,6	14,5	
	10-	10,9	9	1. 380	68	805	77	148	62	188	54	68	83	168	51	58,5	10,7	13,7	5	12,1	
	11-	11,9	40	1. 590	78	855	82	181	75	278	79	65	78	200	61	54	11,4	17,6	4,1	12,6	
	12-	12,9	14	1. 500	73	860	83	142	59	226	65	74	89	191	58	57,2	9,5	15,1	4,9	12,8	
	13-	13,9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	14-	14,9	11	1. 400	69	840	81	111	48	203	58	71	86	172	52	60	7,9	14,5	5	12,3	
16-	17,9	13	1. 710	83	1. 010	97	182	76	235	67	70	85	213	65	58,8	10,6	13,7	4,1	12,5		
18	et plus	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ménages d'une dépense totale supérieure à 1. 800 marks	6-	6,9	15	2. 070	102	970	93	219	91	371	106	67	81	436	136	47	10,6	18	3,25	21,1	
	7-	7,9	9	1. 900	94	950	91	180	75	385	110	83	100	304	92	50	9,5	20,3	4,35	16	
	8-	8,9	19	2. 150	106	1. 040	100	251	105	360	103	79	95	425	128	48	11,7	16,8	3,7	19,8	
	9-	9,9	23	1. 860	91	925	89	207	86	345	99	85	102	297	90	49,7	11,2	18,6	4,6	16	
	10-	10,9	45	2. 130	104	1. 040	100	234	97	388	111	84	101	380	115	49	11	18,2	3,95	17,9	
	11-	11,9	23	1. 970	97	1. 080	104	224	93	280	80	82	100	299	91	55	11,4	14,2	4,2	15,2	
	12-	12,9	33	2. 140	105	1. 120	108	246	103	364	104	85	102	320	97	52,2	11,6	17	4	15	
	13-	13,9	30	2. 180	107	1. 120	108	282	118	364	104	93	114	325	99	51,5	12,9	16,5	4,25	14,9	
	14-	14,9	6	3. 080	151	1. 460	140	360	150	480	138	103	124	670	204	47,3	11,8	16	3,35	21,9	
16	17,9	22	2. 100	183	1. 100	106	287	120	344	98	78	94	294	89	52,8	13,7	16,3	3,7	14		
18	et plus	15	2. 860	141	1. 620	156	395	164	390	112	110	132	355	108	56,4	13,8	13,6	3,8	12,4		
Tous les ménages	6-	6,9	41	1. 720	85	850	82	166	69	325	93	72	87	307	93	49,4	9,7	18,8	4,2	17,9	
	7-	7,9	51	1. 540	76	770	74	140	58	311	89	73	88	249	75	50	9,1	20,1	4,7	16,1	
	8-	8,9	36	1. 880	92	940	90	210	88	298	85	78	94	341	104	50,5	11,3	15,9	4,2	18,2	
	9-	9,9	93	1. 600	79	830	80	171	71	284	81	73	89	239	72	52,2	10,7	17,8	4,6	15	
	10-	10,9	54	2. 010	99	1. 010	97	220	92	354	101	81	98	346	105	50	11	17,7	4	17,3	
	11-	11,9	63	1. 730	85	945	91	196	82	278	79	71	86	236	72	54,8	11,4	16,2	4,2	13,8	
	12-	12,9	47	1. 950	96	1. 040	100	215	90	321	92	81	98	282	85	53,3	11,1	16,5	4,2	14,5	
	13-	13,9	30	2. 180	107	1. 120	108	282	118	364	104	93	114	325	99	51,5	12,9	16,5	4,2	14,9	
	14-	14,9	17	1. 980	97	1. 060	102	199	83	302	86	82	112	350	106	53,5	10	15,2	4,1	17,6	
16-	17,9	35	1. 960	96	1. 065	102	250	104	301	86	75	99	265	80	54,3	12,8	15,4	3,9	13,5		
18	et plus	15	2. 860	140	1. 620	156	395	164	390	112	110	132	355	108	56,4	13,8	13,6	3,8	12,4		

Dans la première section (dépense de moins de 1. 800 marks), il faut d'abord relever de fortes proportions de la dépense nourriture, qui paraissent s'expliquer surtout par le bas chiffre de la dépense totale : pour 10-10,9 quets, et pour 14-14,9 quets ; quand il y a à la fois beaucoup d'enfants et un faible revenu, il est naturel que la dépense nourriture soit relativement très forte. Ces cas écartés, il reste deux hausses successives et marquées de cette dépense (pour des revenus assez voisins) ; lorsqu'on passe de 7-7,9 à 8-8,9 (ménages avec un enfant en bas âge, ou âgé), de 9-9,9 à 10-10,9 (avant la hausse que nous avons relevée ci-dessus, sur les chiffres généraux). De 11-11,9 à 12-12,9 (passage des ménages avec trois enfants aux ménages avec quatre enfants) il y a bien une hausse brusque : elle correspond à une brusque baisse de la dépense totale, qui en rend compte en partie (mais en partie seulement) ; en réalité, dans les dernières catégories, à partir de 12-12,9, la hausse paraît très lente ; elle est quand même certaine, et s'explique par le nombre des enfants, car dans la catégorie 16-17,9 (qui comprend des ménages de cinq enfants et plus), à une dépense totale très élevée correspond une dépense nourriture bien plus élevée que dans les autres catégories en valeur absolue (voir la colonne des valeurs relatives), et très élevée en proportion (bien qu'aux forts revenus corresponde d'ordinaire une faible proportion de la dépense nourriture).

Dans la seconde section (dépenses de plus de 1. 800 marks), si nous ne retenons que les catégories où la dépense nourriture dépasse 100 (en valeur relative), et ne dépasse pas 108, nous trouvons d'abord une hausse lente (au reste, pour les ménages où elle est inférieure à 100, la proportion s'élève de très peu au-dessus de ces chiffres, si bien qu'on y peut suivre le même mouvement : 47-48-49) ; puis une hausse brusque, celle que nous avons relevée sur les chiffres généraux (49-52,2 : le chiffre intermédiaire, 55, correspond à une dépense totale un peu plus faible ; certainement, c'est en grande partie à l'accroissement de la grandeur des familles qu'il doit d'être si élevé ; et c'est pourquoi c'est à ce point que nous plaçons la hausse brusque), qui se consolide dans les catégories suivantes (51,5 ; 52,8 ; le chiffre intermédiaire, 47,3, s'explique par le très haut chiffre, 151, de la dépense totale correspondante). Enfin, ici comme dans la section précédente, la dernière catégorie, avec un chiffre de dépense totale très élevé, dénonce la dépense nourriture nettement la plus forte, aussi bien en valeur absolue que proportionnellement : l'influence de la composition de la famille l'emporte sur celle que devrait exercer la grandeur du revenu.

En résumé, une hausse dès le début, brusque dès le passage des ménages à un enfant en bas âge aux ménages à un enfant âgé, pour les ménages de la catégorie la plus pauvre, et lente, mais continue, à mesure qu'on passe d'une catégorie à l'autre, pour les ménages mieux situés ; hausse très marquée quand on passe des ménages de deux à trois enfants (ou de trois dont un ou deux en très bas âge aux ménages où les trois

enfants sont plus âgés) : c'est là le point critique, le moment où la dépense nourriture, surtout pour les ménages mieux situés, s'enfle. À partir de là, la hausse de cette dépense se ralentit, et ce n'est que dans les ménages où les enfants sont les plus nombreux que, malgré les revenus très accrus, elle augmente encore très nettement en proportion.

À cette hausse générale et continue (malgré, toutes ces irrégularités) de la dépense nourriture, correspond une diminution frappante du rapport de la dépense logement au total des dépenses, à mesure qu'augmente la grandeur des familles. Cependant, on remarque tout de suite une différence dans la physionomie de ces dépenses, lorsqu'on examine les valeurs relatives où leur taux s'exprime. L'augmentation de la grandeur absolue de la dépense nourriture est très visible dans les nombres totaux, et dans ceux de la seconde section, beaucoup moins dans ceux de la première (dépenses de moins de 1. 800 marks) où, tout en augmentant en rapport, la dépense nourriture doit quand même se limiter le plus possible, et suivre tous les mouvements de la dépense totale. La diminution, en rapport, de la dépense logement, n'apparaît guère dans les nombres relatifs, pour tous les ménages. Si l'on écarte les valeurs qui correspondent aux trois plus forts revenus, on trouve en effet la série suivante : 93, 89, 85, 81, 79 (qui va bien en décroissant), mais ensuite 92,86, 86. Cette diminution est aussi peu visible dans les valeurs relatives qui correspondent aux ménages d'un revenu de plus de 1. 800 marks : elle l'est davantage dans les autres (il suffit d'envisager à la fois les trois premiers groupes, puis les trois suivants, puis les trois derniers, pour apercevoir ce décroissement). Cela semble indiquer que la nécessité de limiter la dépense logement, à mesure que le nombre des enfants augmente, qui s'impose à tous les ménages, pèse bien plus lourdement sur les ménages moins bien situés.

Mais examinons la proportion de cette dépense à la dépense totale. Dans les trois premières catégories, il ne semble pas que la grandeur de la famille joue un grand rôle (ce sont des familles sans enfant, ou qui ont un enfant de moins de huit ou neuf ans en moyenne, mais le plus souvent en bas âge), et le rapport de la dépense logement aux autres varie (dans les chiffres qui se rapportent à tous les ménages) exactement en raison inverse du revenu moyen. Puis, il y a une diminution nette du rapport, quand on passe de ces ménages à ceux qui ont deux enfants (quel que soit le revenu moyen), une seconde diminution nette, quand on passe de ceux qui ont deux enfants à ceux qui en ont trois, ou de ceux qui en ont trois en bas âge à ceux qui en ont trois plus âgés (c'est la coupure que nous avons déjà remarquée, à propos de la dépense nourriture), enfin une troisième diminution, non moins nette, quand on passe des ménages qui ont quatre enfants à ceux qui en ont cinq, ou quatre âgés. Ce mouvement de baisse se continue et s'accroît dans la dernière catégorie, qui comprend les familles les plus nombreuses. – Reportons nous, alors, aux ménages groupés par section. Dans la première (dépenses de moins de 1. 800 marks) dès la troisième catégorie (ménages d'un

enfant âgé), on note une diminution nette de ce rapport, qui correspond à l'augmentation, signalée au même point, du rapport de la dépense nourriture à la dépense totale : au reste, cette diminution ne se consolide pas entièrement. Dans les quatre catégories suivantes, les chiffres de la dépense logement restent nettement inférieurs quand même aux chiffres des deux premières, et sont en relations étroites avec le montant du revenu moyen et la dépense nourriture : ils augmentent quand le revenu augmente, et diminuent avec lui ; ils augmentent quand la dépense nourriture diminue, et diminuent quand elle augmente. Enfin dans les deux dernières catégories (ménages de cinq enfants et plus), et déjà dans la précédente (ménages de quatre enfants), la diminution du rapport de la dépense logement aux autres dépenses se consolide et s'accroît. – Dans la seconde (dépense de 1. 800 marks), pour les trois premières catégories, comme nous l'avons relevé pour tous les ménages, la dépense logement varie exactement en rapport inverse de la dépense totale. Pour comprendre le mouvement de baisse continue qui vient ensuite, il faut rapprocher les chiffres de la dépense logement qui correspondent à des catégories où les dépenses totales sont à peu près de même niveau : le chiffre de la seconde du chiffre de la quatrième, puis de la sixième, le chiffre de la troisième du chiffre de la cinquième, puis de la septième. Même alors nous retrouvons, interrompant ou plutôt précipitant ce mouvement, la baisse exceptionnellement forte de la cinquième à la sixième catégorie, qui correspond à la hausse également exceptionnelle relevée déjà au même passage (ménages de deux, et de trois enfants, ou de trois en bas âge, et de trois plus âgés). – En résumé, on relève une différence essentielle entre les deux sections. Dans les ménages moins bien situés, le rapport de la dépense logement au revenu paraît tel que celle-là augmente ou diminue en même temps que celui-ci ; ce mouvement est contrarié et même interverti, sous l'influence de la composition de la famille, à deux moments : quand on passe aux ménages qui ont un enfant âgé (baisse brusque, mais non consolidée), et quand on passe aux ménages qui ont quatre et cinq enfants (baisse nette, et de plus en plus marquée). Dans les ménages mieux situés, le rapport de la dépense logement au revenu paraît tel que celle-là augmente quand celui-ci diminue et inversement : mais il y a une baisse brusque de la dépense logement, entre les ménages de deux et de trois enfants, qui contrarie ce mouvement, et, pour les catégories suivantes, la proportion plus faible de la dépense logement est en rapport certain avec la proportion plus forte de la dépense nourriture ; l'une et l'autre s'expliquent par l'accroissement de la famille, en bonne partie.

La dépense vêtement, si l'on se reporte aux valeurs relatives, est animée de mouvements alternatifs de hausse et de baisse, qui correspondent, en direction, mais non en intensité, à ceux de la dépense totale. En effet, il y a dans l'ensemble un mouvement continu de hausse, qu'on aperçoit bien si on envisage à la fois les trois premiers chiffres, puis les trois suivants, etc., et qui est attribuable à l'accroissement des familles de ces groupes. Dans la première section, cette hausse, marquée pour les six

premières catégories, ne se poursuit pas ensuite : la dépense vêtement paraît alors la plus élevée, en valeur absolue, pour les ménages de 11-11,9 (trois enfants); elle baisse beaucoup ensuite. Dans la seconde section (ménages mieux situés), sa marche est la même que pour tous les ménages : elle suit d'assez près la dépense totale en ses variations, et hausse d'ensemble ; il faut ajouter seulement que la hausse, pour les ménages les plus riches de cette catégorie, ne se dessine qu'au passage de la catégorie 12-12,9 à la suivante (ménages de trois et de quatre enfants en bas âge –et âgés). – Mais examinons les rapports de cette dépense à la dépense totale. Pour tous les ménages, on remarque cette fois une tendance marquée de cette dépense à rester dans le même rapport (de 10 à 11 %) à la dépense totale. Tantôt une hausse brusque et passagère se produit quand la dépense totale est nettement plus élevée (au début, quand on passe de la dépense totale 76 à 92, puis de la dépense 96 à 107 ; c'est seulement vers la fin qu'une hausse se produit sans cette raison, de 14-14,9 à 16-17,9 (C'est-à-dire quand on passe aux ménages de cinq enfants). – Mais tout autre est l'évolution de ce rapport, quand on l'envisage dans chaque section. Dans la première (ménages moins bien situés), il augmente nettement quand on passe des deux premières catégories à la troisième (aux ménages de deux enfants âgés). Il augmente de nouveau quand on passe de la catégorie 10-10,9 à la suivante (aux ménages de trois enfants âgés), mais pour tomber ensuite très bas, et ne se relever au niveau où il était avant cela que pour la dernière catégorie (où il y a le plus d'enfants, mais où le revenu est aussi bien plus élevé). Dans la seconde section (ménages mieux situés) nous retrouvons la même tendance que pour tous les ménages ; sauf un très léger mouvement de hausse au début (bien moins marqué que dans la première section), jusqu'à la catégorie 13-13,9 (ménages de trois et de quatre enfants assez âgés) la valeur du rapport ne s'écarte guère de 11. Mais, à partir de cette catégorie, et déjà avec elle, la valeur de ce rapport augmente, et de plus en plus. – Ainsi, en résumé, les ménages pauvres doivent dépenser davantage (en proportion) pour le vêtement lorsqu'ils ont deux enfants âgés, puis trois enfants âgés ; mais, dès qu'ils ont plus de trois enfants, ils doivent réduire de plus en plus cette dépense. Dans les ménages mieux situés, elle demeure d'abord à peu près constante (au niveau qu'une seule catégorie des ménages précédents peut atteindre), pour augmenter, et de plus en plus, dès qu'ils ont trois et quatre enfants assez âgés.

Sur la dépense chauffage-éclairage, nous n'insisterons guère. On ne peut dire qu'elle augmente en valeur absolue (si on compare des groupes de même dépense totale), ni, d'ailleurs, qu'elle diminue, à mesure que la famille devient plus grande ; elle est souvent la même pour des revenus très inégaux, et inégale pour des revenus semblables, mais sans régularité, et sans que la grandeur de la famille en puisse rendre compte. – Le rapport de cette dépense à la dépense totale reste constant, pour l'ensemble des ménages ; quand il s'élève un peu (4,7 et 4,6), c'est dans des catégories de ménages à revenu moyen très faible. Il en est de même dans la première section (ménages moins bien

situés) ; ce rapport ne s'écarte guère de 4,8 et 5 ; s'il descend deux fois jusqu'à 4,1, c'est dans les deux groupes de ménages qui ont les plus forts revenus moyens dans cette section. Les variations ne sont guère plus marquées, pour les ménages mieux situés ; mais, cette fois, c'est de 4 % qu'on ne s'écarte guère (c'est-à-dire que le rapport est, quand même, plus faible pour de plus hauts revenus). Là où il descend le plus, c'est dans les ménages sans enfant (3,25 %) : il s'élève un peu dans les ménages qui ont un enfant en bas âge (4,35 %) ; additionnés, ces deux écarts deviennent un intervalle important, et c'est sans doute la seule variation de la dépense chauffage-éclairage qu'on puisse rattacher à la grandeur de la famille. Cette dépense augmenterait dès qu'un enfant naît. Un autre écart, de la troisième à la quatrième catégorie (augmentation du rapport), moins forte d'ailleurs, s'explique suffisamment, sans doute, par la diminution de la dépense totale, qui est très nette. De même, et inversement, sa diminution, quand on passe de la dépense totale 107 à 151, s'explique suffisamment par l'accroissement considérable de celle-ci. – En résumé, sauf quand, dans les ménages mieux situés, on passe des ménages sans enfants aux ménages avec un enfant en bas âge, la proportion de la dépense chauffage-éclairage à la dépense totale ne paraît point dépendre de la grandeur de la famille.

Quant aux « autres dépenses », la série des valeurs relatives indique déjà très nettement qu'elles tendent à diminuer, à mesure que la grandeur de la famille augmente. Comparons en effet les groupes de même revenu (ou à peu près) : il y a diminution des « autres dépenses » dans tous les cas, sauf un, pour les familles de 14-14,9 quets ; mais cette exception est tout entière imputable aux 6 ménages du même nombre de quets dans la seconde section, qui comptent parmi les mieux situés. Et, dans les deux sections, cette diminution s'observe pour toutes les catégories. Reportons-nous aux rapports même observation, pour les chiffres qui se rapportent à tous les ménages. Le mouvement de baisse est davantage marqué quand on passe à la catégorie 11-11, 9 (ménages de trois enfants âgés), mais on le relève pour toutes les autres ; et la diminution est sérieuse, puisque cette dépense descend de 16-18 0,10 jusqu'à 12-13 %. Mais on peut préciser le moment où commence cette baisse, en examinant les chiffres groupés par section. Elle commence dès la quatrième catégorie (dès la troisième, si on tient compte de la différence des revenus) pour les ménages moins bien situés ; elle est très forte quand on passe à la quatrième (ménages de 2 enfants) et à la cinquième (ménage de 3 enfants en bas âge), pour ne plus guère bouger ensuite du niveau très bas (12,5 environ) où elle est descendue. Pour les ménages mieux situés, elle ne commence qu'à la cinquième catégorie (ménages de 2 enfants âgés et de 3 en bas âge), mais est marquée surtout quand on passe à la catégorie suivante (3 enfants âgés) ; elle continue à baisser lentement (sauf l'exception ci-dessus relevée, qui porte sur 6 ménages), et c'est seulement dans la dernière catégorie (le plus d'enfants et les plus hauts revenus) qu'elle tombe brusquement au bas niveau qui prédomine dans les ménages moins aisés. – En résumé, les dépenses diverses diminuent à mesure que les familles grandissent, mais

beaucoup plus vite pour les familles moins bien situées, qui, dès qu'elles ont deux enfants âgés, sont obligées de les réduire beaucoup, et, lorsqu'elles en ont un troisième, de les comprimer le plus possible ; dans les ménages mieux situés, le même accroissement de la famille détermine déjà une baisse, mais c'est surtout quand les trois enfants sont âgés que la baisse est marquée : toutefois la part des dépenses diverses n'est pas aussi réduite que possible, puisqu'elles continuent à diminuer à mesure que la famille s'accroît.

Il n'est pas très aisé de dégager maintenant les résultats de toute cette analyse. Les deux suivants nous paraissent en tout cas incontestables. D'abord, les variations des diverses catégories de dépenses peuvent se produire lentement, par une série continue de petits accroissements ou décroissements ; et c'est le signe, sans doute, que les ménages, soit qu'ils augmentent, soit qu'ils diminuent ainsi telle ou telle dépense, ne font pas alors un effort exceptionnel, que le besoin ou les besoins qu'il faut limiter pour en satisfaire d'autres se laissent comprimer sans trop de peine. D'autre part, il y a des changements brusques, des passages rapides d'un niveau à l'autre (nous parlons ici des seuls changements, accroissements ou diminutions, qui subsistent et se consolident dans les catégories suivantes) ; ceux-là doivent s'interpréter au contraire comme de réels sacrifices : un besoin qu'on a satisfait trop lentement, ou qu'on a trop comprimé, exige maintenant que l'on comprime les autres, et de façon exceptionnelle, pour qu'on le satisfasse entièrement, et qu'on le satisfasse de plus en plus, parce qu'il doit continuer à croître. Or les besoins nouveaux qui viennent de ce qu'il naît dans la famille des enfants, de ce que ces enfants grandissent, entraînent, dans notre expérience, des variations de ces deux espèces. Il y a, dans les ménages de tous revenus, un moment où la dépense nourriture doit s'accroître brusquement ; mais ce n'est pas le même pour les ménages moins bien situés, et pour les autres. Pour les premiers, c'est au début ; et ensuite l'accroissement continue, mais très lent ; pour les seconds, c'est au début que l'accroissement est lent, insignifiant presque, comme si la dépense nourriture, déjà forte sans qu'il y ait des enfants, n'obligeait, pour suffire aux besoins de ceux-ci, au moins d'abord, à aucun sacrifice sérieux ; mais, quand leur nombre s'accroît, il faut qu'elle augmente décidément, et qu'elle augmente assez pour qu'on n'ait plus besoin, dans la suite, de faire de nouveaux sacrifices. La dépense logement, elle aussi, elle surtout, diminue brusquement, et à deux moments différents, dans les deux espèces de ménages, aux moments qui correspondent à ceux où la dépense nourriture augmente brusquement ; et il en est de même, aux mêmes moments ou presque, des « autres dépenses », qui n'ont pas baissé jusqu'alors, et se trouvent brusquement comprimées.

Mais, outre cette différence du moment où l'équilibre des budgets se trouve ainsi modifié dans les deux espèces de ménages (mal ou bien situés), il en est d'autres non moins curieuses. L'une porte sur la dépense vêtement : les ménages moins bien situés sont obligés de l'augmenter en même temps que la dépense nourriture, et de façon

aussi brusque. Puis, quand ils l'ont poussée aussi haut que possible, elle diminue d'un mouvement lent. Pourquoi ? C'est qu'il faut que la dépense nourriture augmente encore un peu, qu'il n'est plus possible de réduire les « autres dépenses », et qu'on ne veut sans doute pas réduire davantage la dépense logement. Pour les ménages mieux situés, il en va tout autrement. Au début, et tant que la dépense nourriture n'augmente que lentement, la dépense vêtement ne bouge pas : signe, sans doute, qu'elle était déjà assez forte pour que les parents puissent la réduire pour eux, pour ne pas l'augmenter quand la famille s'accroît. Mais, après qu'on a diminué la dépense logement, et les « autres dépenses », pour accroître la dépense nourriture, la dépense vêtement se met aussi à croître d'un mouvement lent. Ici, l'accroissement de la dépense nourriture n'oblige pas à une réduction excessive de la dépense vêtement. Autres différences : la dépense logement, dans les ménages moins bien situés, après une première réduction brusque, continue à décroître lentement, tandis que, dans les ménages mieux situés, après sa réduction nette en rapport avec l'accroissement de la dépense nourriture, elle tend à demeurer au même niveau. L'inverse se produit, pour les « autres dépenses » : dans les ménages moins bien situés, elles diminuent nettement au début, puis ne bougent plus ; dans les ménages mieux situés, elles diminuent d'abord nettement, puis lentement, et de plus en plus. Voilà comment il faut interpréter ces deux mouvements inverses : si la dépense logement ne diminue plus, pour les ménages mieux situés, ce n'est point qu'elle ne puisse plus être réduite, c'est que ces ménages préfèrent réduire les « autres dépenses ». Et ils le peuvent. Tandis que, si les « autres dépenses » ne diminuent plus dans les ménages moins bien situés, ce n'est point par la volonté de ces ménages, c'est qu'elles ont atteint leur limite de compressibilité.

Pouvons-nous, d'après cette expérience, déterminer dès maintenant l'ordre d'importance de ces divers besoins ? Il est possible que cet ordre change, suivant les revenus, et suivant la composition des familles. – Il y a un moment, nous l'avons plusieurs fois indiqué, lorsqu'on passe des ménages de deux aux ménages de trois enfants, des ménages de trois enfants en bas âge aux ménages de trois enfants plus âgés, où un changement brusque se produit, qui correspond à une nouvelle appréciation de l'importance des divers besoins. Mais, en retenant aussi bien les changements brusques que les autres, et en envisageant toutes les catégories, on remarque que le besoin nourriture, au moins au moment que nous avons noté, prend le pas sur le besoin logement, et le garde (car le logement n'augmente plus, il continue même à diminuer, pour les ménages moins bien situés). Presque toujours le besoin nourriture est aussi plus important que le besoin vêtement ; dans la première section (ménages de situation inférieure), il augmente plus nettement que celui-ci au début, et continue à augmenter, tandis que l'autre diminue ; pour les ménages mieux situés, il augmente le premier et très fortement, et, quand le besoin vêtement se met à augmenter à son tour, ce n'est pas à ses dépens, puisque lui-même ne diminue pas. Le besoin vêtement et le besoin logement semblent l'un et l'autre plus importants, d'autre part, que les « autres

besoins », car, pour les ménages mal situés, les « autres besoins » sont comprimés dès le début autant que possible, tandis que les besoins vêtement et logement continuent à diminuer jusqu'à la dernière catégorie, et, pour les ménages mieux situés, c'est aux dépens des « autres besoins » que s'accroît enfin la dépense vêtement, la dépense logement ne bougeant plus. – Il est plus difficile de découvrir l'ordre d'importance des besoins vêtement et logement. Le besoin vêtement semble plus important : pour les ménages plus pauvres, il augmente d'abord, alors que le logement diminue, et il diminue ensuite beaucoup moins que celui-ci. Pour les ménages plus riches, il augmente en définitive, tandis que la dépense logement diminue. Reste à savoir, il est vrai, si, au point de départ, le besoin logement n'était pas plus largement satisfait que le besoin vêtement, en sorte qu'il supportait mieux ces limitations. Si on admet que tous les besoins au début étaient également satisfaits (ce qui reste sans doute un peu obscur), l'ordre d'importance serait donc le suivant : nourriture, vêtement, logement, « autres besoins ». Mais ce résultat a besoin d'être interprété.

Nous nous sommes exprimés jusqu'à présent comme si les ménages compris dans nos deux grandes sections étaient, à l'intérieur de chacune, de même ordre ou de même classe, comme si la série de ces dépenses présentait l'évolution même d'un groupe au fur et à mesure que le nombre de ses enfants s'accroît. Mais rien n'est moins certain, et les résultats où nous sommes arrivés nous conduiraient à interpréter autrement les faits. Nous avons vu, quand nous examinons les revenus et leur composition, que l'importance des revenus accessoires (de l'homme, de la femme ou des enfants) qui s'ajoutent au salaire principal, est dans un rapport étroit et constant avec l'accroissement de la famille elle-même. Il y a de fortes vraisemblances, dès lors, pour qu'à partir d'un certain moment (et peut-être d'une manière continue dès le début), un grand nombre de ménages que leurs revenus antérieurs auraient rattachés à la première section (ménages pauvres), passent dans la seconde, parce qu'en même temps que leur famille, leurs revenus se sont accrus. Il ne resterait donc, assez vite, dans la première, que les ménages les plus pauvres, ceux qui n'ont pu ainsi trouver de nouvelles et suffisantes sources de revenus. L'accroissement brusque (en proportion) des dépenses nourriture et vêtement s'expliquerait alors par le brusque départ des ménages qui, dans cette section même, étaient les moins pauvres. Et leur introduction parmi les ménages mieux situés expliquerait aussi certaines variations relevées dans les dépenses de ceux-ci ; car, de ce qu'ils ont même revenu, il ne s'ensuit pas que leurs habitudes et leurs besoins se trouvent pareils. C'est à eux qu'il faudrait attribuer l'accroissement brusque de la dépense nourriture, et l'accroissement lent de la dépense vêtement, peut-être aussi la diminution lente des autres dépenses. En revanche, les ménages qui, dès le début et avant la naissance d'enfants, se trouvaient dans cette section, n'ont sans doute pas modifié la répartition de leurs dépenses aussi sérieusement qu'on pouvait le croire ; cela se révèle, quand on examine les cas où le revenu moyen est le plus élevé, où les dépenses nourriture et vêtement se trouvent réduites, où les autres dépenses sont

toujours très élevées. – Il y aurait, ainsi, trois grands groupes : les plus pauvres seraient obligés sans cesse de réduire toutes leurs autres dépenses pour accroître la dépense nourriture, à mesure que leur famille augmente : les «autres dépenses», dès le début, seraient aussi réduites qu'elles peuvent l'être. Les ménages de situation moyenne, à mesure que les enfants naissent ou grandissent, seraient conduits à augmenter les deux dépenses nourriture et vêtement, en réduisant la dépense logement et les «autres dépenses» (assez importantes, à tous les degrés, pour qu'on puisse jusqu'au bout les diminuer). Les ménages les mieux situés, enfin, ne laisseraient point s'accroître (ou ne laisseraient s'accroître que fort peu) la proportion des dépenses nourriture et vêtement : ils tendraient à maintenir à un niveau élevé les dépenses logement et les « autres dépenses ».

C'est là, nous le reconnaissons, une hypothèse qu'il n'est pas possible de vérifier directement : nous ne pouvons distinguer, parmi les ménages bien situés, ceux qui auparavant n'avaient pas et ceux qui avaient un tel revenu, ceux qui ont augmenté leur revenu sous la pression de besoins nouveaux, et ceux qui, sans augmenter leur revenu, pour satisfaire tels besoins, en ont réduit tels autres. Mais une telle explication s'accorde entièrement avec les faits, Elle est rendue vraisemblable d'abord par ceci : si nous nous reportons au tableau où les ménages sont groupés d'après leur dépense totale (tableau de la page 282), nous constatons que la grandeur de la famille augmente en même temps que les revenus ; de 8,9 quets pour les revenus de 1. 200 à 1. 299 marks elle s'élève à 13,8 et 12,6 quets pour les revenus de 2. 200 à 2. 399 ; dans cette série de douze catégories, il n'y a guère que trois exceptions. C'est le signe qu'il y a un effort réel de la part des ménages pour augmenter leur revenu quand la famille s'accroît, et que le groupe moyen dont nous parlons occupe, dans l'ensemble, une place importante. Ce qui fortifie aussi notre hypothèse, c'est la difficulté d'expliquer autrement ces variations brusques que nous avons signalées. Pourquoi est-ce lorsqu'on a trois enfants, trois enfants âgés, qu'on modifie ainsi, tout à fait, la répartition des dépenses ? Quelle représentation et quelle nécessité sociale correspond précisément à ce nombre ? Nous n'en apercevons aucune. Mais il est, en revanche, très admissible que l'effort continu des ménages pour accroître leur revenu, en même temps que leur famille augmente, élève un grand nombre d'entre eux, dès ce moment, au-dessus de la limite (1. 800 marks) que nous avons tracée entre les deux sections.

Si on admet cette explication, voici quelle serait l'influence dans chaque classe, sur la répartition des dépenses, de l'accroissement de la famille. Elle serait la plus marquée dans la basse classe, et se manifesterait surtout par l'accroissement de la dépense nourriture, qui, de 52 % (environ) s'élèverait jusqu'à 59 et 60 % : la même dépense ne varierait, dans la classe moyenne, que de 50 % à 54 ou 55 %, et, dans la classe la mieux située, de 47 à 49 ou 50 %.

La dépense vêtement augmenterait un peu au début, puis diminuerait, et fortement, dans la classe inférieure ; elle augmenterait sans cesse lentement dans la classe moyenne ; elle tendrait à demeurer au même niveau dans la classe supérieure.

Pour la dépense logement, elle diminuerait le plus dans la classe inférieure, moins (et surtout moins souvent), dans la classe moyenne, et tendrait à demeurer au même niveau (ou ne diminuerait que très peu) dans la classe supérieure¹.

Enfin les « autres dépenses » seraient si bas dès le début, dans la basse classe, qu'elles ne seraient pas à réduire ; elles diminueraient, au contraire, dans la classe moyenne, et tendraient à rester au même niveau (élevé) dans la classe le mieux située.

III

Le chiffre de la dépense totale et la répartition des dépenses

[Retour à la table des matières](#)

Nous pourrions étudier maintenant de la même façon les données de l'enquête des travailleurs des métaux, nous demander ce qu'elles nous apprennent touchant l'influence de la grandeur de la famille sur la répartition des dépenses. Mais, en raison des différences de méthode et de cadre déjà signalées entre les deux enquêtes, nous préférons nous en tenir pour le moment aux données de l'enquête de l'Office de statistique, et nous allons rechercher dans cette expérience quels rapports apparaissent entre le

¹ M. W. J. Ashley, dans *The progress of the German working classes in the last quarter of a century* (London, 164 p., 1904) remarque (p. 33) : « Quelques statisticiens ont admis, comme une loi générale, que dans la classe ouvrière la proportion du loyer (à la dépense) augmente quand le revenu décroît (loi dite de Schwabe), quelle que soit la grandeur de la famille. D'autre part, des observateurs modernes très attentifs déclarent que ce n'est point exact, que, pour les classes pauvres, le loyer dépend surtout de la grandeur de la famille. » Il ajoute, en note : « C'est l'opinion de M. W. H. Beveridge, de Toynbee Hall, Whitechapel. S'appuyant sur des données recueillies par l'Office de secours de chômage (Unemployed Fund) de Mansion House, il a dressé un tableau qui manifeste clairement les étroits rapports qui existent, dans une certaine classe, entre le loyer et le nombre des membres de la famille. » Ceci s'accorde avec le résultat de notre expérience.

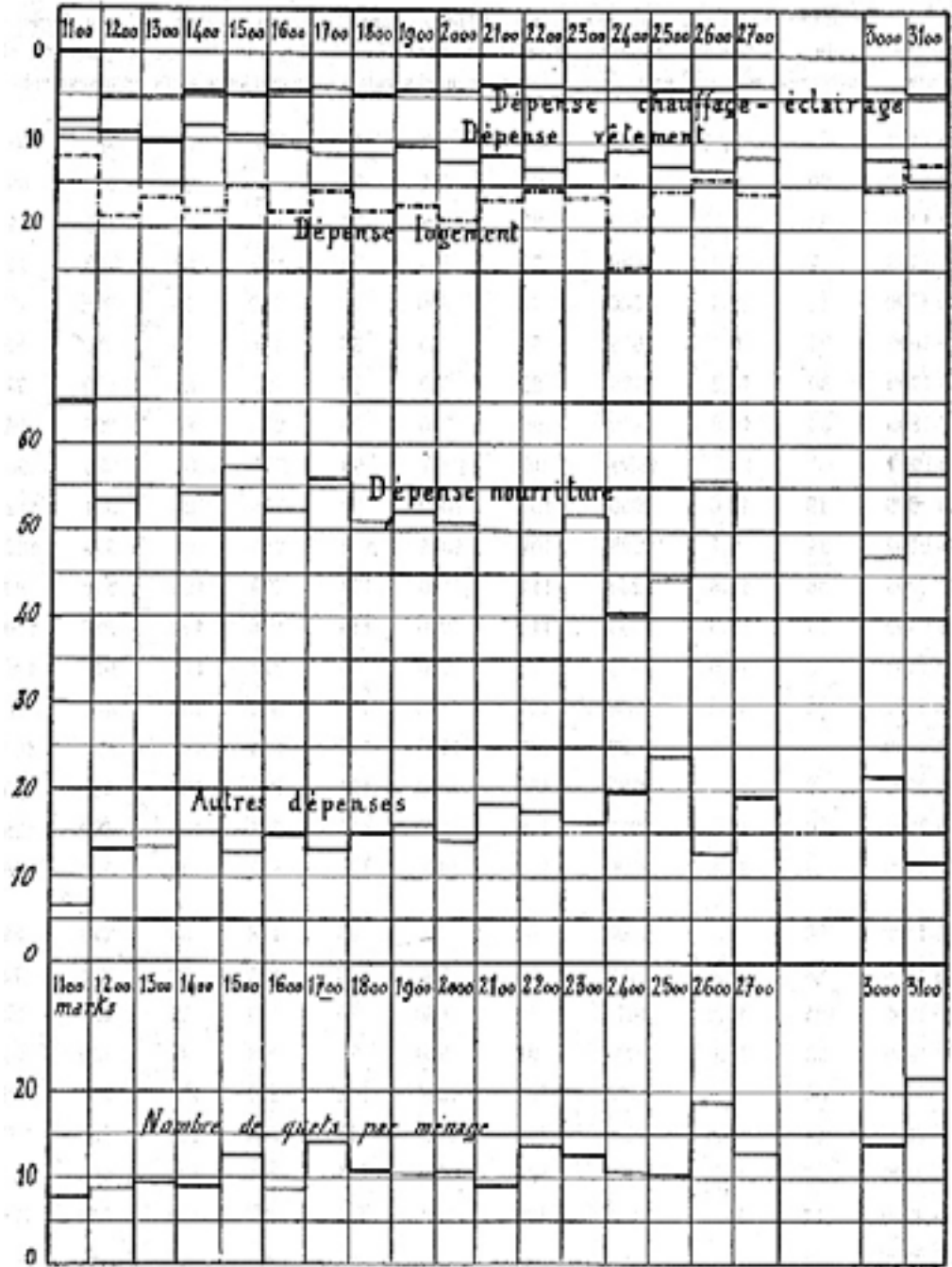
chiffre total des dépenses (qui correspond dans une certaine mesure au taux moyen du revenu) et la proportion de chaque catégorie de dépenses à la dépense totale ¹.

Nous avons d'abord, partant du tableau donné en appendice, séparé les groupes en deux ensembles, suivant qu'ils comptent moins de 10 quets, ou plus ; et, dans chaque ensemble, nous les avons classés par revenu moyen, à intervalles de 200 marks (de 1. 200 à 1. 399, etc.). Il nous avait semblé en effet, à premier examen, que, jusqu'aux familles de 10 et 11 quets, la composition de la famille, dans l'ensemble (pour tous les ménages), n'exerçait point sur la répartition des dépenses une influence notable. Mais l'étude plus attentive qui précède nous a conduit à interpréter autrement les changements qui se produisent, entre les familles de 10 quets et celles de 11, dans l'équilibre de leurs budgets. Nous avons donc jugé inutile de reproduire ce tableau (où nous avons calculé les moyennes, les valeurs relatives, les proportions à la dépense totale); nous nous bornerons à indiquer les éclaircissements occasionnels qu'il peut nous apporter sur l'allure des nombres que nous avons autrement déterminés. Il nous a paru, d'ailleurs, qu'il était insuffisant de répartir les ménages dans des cadres qui mesurent un intervalle de 200 marks pour les dépenses totales, et, dans notre tableau, les dépenses totales moyennes qui diffèrent de 100 marks au moins sont distinguées. Nous avons reproduit les totaux de notre premier tableau (reconnu insuffisant), parce qu'ils sont aussi les totaux de nos nouvelles catégories ajoutées deux à deux : nous verrons ce que nous en pouvons tirer. – Comme dans le tableau de la page 262, après avoir calculé les moyennes, nous les avons réduites en valeurs relatives, en prenant comme indice (c'est-à-dire en égalant à 100) la moyenne de chaque espèce de dépense pour les catégories de dépenses totales 1. 800-2. 399, parce que ces catégories occupent, dans toute la série, une position centrale, et qu'elles contiennent toutes un assez grand nombre de ménages ; si nous avions calculé simplement la moyenne pour tous les ménages, nos chiffres auraient exprimé davantage les dépenses des catégories plus pauvres (qui contiennent beaucoup plus de ménages que les catégories plus riches), ce qui aurait obscurci les comparaisons. Nous avons, d'autre part, calculé le rapport, pour chaque catégorie, de chaque espèce de dépenses à la dépense totale.

¹ Pour faciliter la comparaison de ces divers nombres, nous avons représenté par une série de rectangles qui reposent sur une ligne de base les rapports des dépenses de chaque espèce à la dépense totale (voir p. 283). Cette figure comprend deux grands rectangles, limités par un trait fort. Le côté le plus long du rectangle supérieur (ligne verticale) mesure la dépense totale soit 100. Les divisions horizontales 1100, 1200, etc., représentent les catégories de familles d'une dépense totale de 1100 marks à 1199, etc. Le rapport de chaque dépense à la dépense totale est mesuré à, partir de la ligne de base supérieure (pour le chauffage et l'éclairage, le vêtement et le logement), à partir de la ligne de base inférieure (pour les autres dépenses et la nourriture). – Le nombre de quets par ménages (en valeur absolue) est mesuré, dans le rectangle inférieur, à partir d'une troisième ligne de base, qui est le côté inférieur de ce rectangle.

PROPORTION DES DÉPENSES DE CHAQUE ESPÈCE, DANS LES CATÉGORIES DE FAMILLES CLASSÉES D'APRÈS LEUR DÉPENSE TOTALE, ET GRANDEUR MOYENNE DE CES FAMILLES

(Enquête de l'Office impérial allemand de statistique)



LES DÉPENSES PAR CATÉGORIES DE FAMILLES CLASSÉES D'APRÈS LEUR DÉPENSE TOTALE

(Orientation paysage – Times New Roman – Papier 8_x14)

(Enquête de l'Office impérial allemand de statistique)

Dépense totale	Nombre de ménages	Nombre de quets par ménage	Dépense totale		Dépense nourrit.		Dépense vêtement		Dépense logement		Dép. chauff. éclair.		Autres dépenses		Rapport de chaque dépense à la dépense totale (0/0)				
			Moyenne en marks	Nomb. relatifs	Moyenne en marks	Nomb. relatifs	Moyenne en marks	Nomb. relatifs	Moyenne en marks	Nomb. relatifs	Moyenne en marks	Nomb. relatifs	Moyenne en marks	Nomb. relatifs	Moyenne en marks	Nomb. relatifs	Nourri-ture	Vête-ment	Loge-ment
1100-1199	3	8,35	1180	58	760	74	107	44	141	40	95	114	80	24	64,6	9,1	12	8,1	6,5
1200-1299	20	9	1227	60	654	63	115	48	231	66	65	79	162	49	53,5	9,3	18,8	5,3	13,2
1300-1399	33	9,5	1360	67	748	72	138	57	225	64	72	87	180	55	55	10,2	16,6	5,3	13,3
1400-1499	54	9,2	1436	70	775	75	120	50	260	74	65	78	214	65	54	8,4	18,1	4,5	15
1500-1599	14	12,4	1500	73	860	82	142	59	226	65	74	89	191	58	57,2	9,5	15,1	4,9	12,8
1600-1699	94	9	1658	81	865	83	178	74	299	85	73	88	245	74	52,1	10,8	18,1	4,4	14,8
1700-1799	30	14,2	1720	85	962	93	195	81	270	77	68	82	233	68	56	11,4	15,8	4	13
1800-1899	50	10,8	1840	90	940	90	210	87	328	94	85	102	279	84	51	11,4	17,8	4,6	15
1900-1999	46	10,5	1950	96	1020	98	205	85	336	96	82	99	305	92	52,3	10,6	17,3	4,2	15,8
2000-2099	19	10,6	2090	102	1060	102	254	106	391	112	88	106	296	90	50,9	12,2	18,8	4,2	14,2
2100-2199	34	9,1	2128	104	1064	102	245	102	355	102	75	90	390	118	50	11,5	16,6	3,5	18,3
2200-2299	36	13,8	2230	111	1120	108	289	120	348	99	80	96	390	118	50	13	15,6	3,6	17,6
2300-2399	13	12,6	2355	116	1220	118	286	120	387	110	88	106	382	116	51,8	12,1	16,4	3,7	16,2
2400-2499	3	10,6	2475	122	1000	96	272	114	615	176	97	117	490	148	40,5	11	24,8	3,7	19,8
2500-2599	4	10,4	2590	127	1140	110	327	136	405	116	102	123	621	188	44,2	12,6	15,7	3,9	24
2600-2699	9	18,6	2650	130	1480	142	354	147	381	109	97	117	336	102	56	13,4	14,4	3,7	12,8
2700-2799	8	13	2725	134	1360	131	318	132	436	125	98	118	515	156	50	11,6	16	3,6	18,9
3000-3099	6	14	3075	152	1460	140	361	150	480	138	103	124	670	203	47,5	11,8	15,6	3,3	21,8
3100-3199	6	21,8	3190	156	1820	175	455	190	403	116	131	158	378	114	57,1	14,3	12,6	4,1	11,8
1100-1399	56	9,2	1300	64	710	68	128	53	223	64	71	86	169	51	54,6	9,8	17,1	5,5	13
1400-1599	68	10,4	1450	71	790	76	124	52	251	72	67	81	210	64	54,5	8,6	17,4	4,6	14,5
1600-1799	124	10,2	1675	82	880	85	183	76	291	83	72	87	240	73	53	10,9	17,4	4,3	14,4
1800-1999	96	10,6	1890	97	980	94	208	87	330	94	84	101	291	88	52	11	17,6	4,4	15,4
2000-2199	53	9,6	2110	104	1060	102	247	103	357	102	80	97	355	108	50,3	11,7	17,4	3,8	16,8
2200-2399	49	13,4	2260	111	1140	110	288	120	359	102	82	99	388	118	51	12,8	15,8	3,7	17,3
2400-2599	7	10,5	2540	124	1080	104	304	126	495	142	98	118	568	172	42,5	12	19,5	3,8	22,3
2600-2799	17	15	2690	132	1420	137	337	140	410	118	97	117	420	127	53	12,6	15,2	3,6	15,6
2800-2999	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3000-3199	12	17,8	3420	168	1640	158	410	170	450	129	117	140	525	159	52,1	13	14,4	3,7	16,8

Nous pouvons prendre comme point de départ les fameuses lois d'Engel¹, et chercher jusqu'à quel point elles se vérifient dans notre expérience. 1° *Plus le revenu est élevé, plus est petite la proportion des dépenses consacrées à la nourriture ; mais, en même temps, la dépense nourriture augmente en valeur absolue.* Dans notre tableau, la série des nombres relatifs exprime bien cet accroissement continu en valeur absolue : la baisse de cette dépense, pour les ménages de 1. 800, s'explique par le passage de familles très grandes à des familles moindres ; quant aux ménages de 2. 400 à 2. 600, ils sont très peu nombreux. La diminution du rapport est aussi apparente tous les ménages à partir de 1. 800 (sauf les 9 ménages de 2. 600) ont une proportion de dépense nourriture inférieure à tous les ménages qui dépensent moins ; d'autre part, si on réunit en trois groupes les ménages de 1. 800, 1. 900 et 2. 000, ceux de 2. 100, 2. 200, 2. 300, et les quatre derniers, on constate que de l'un à l'autre la proportion de cette dépense diminue légèrement. Mais pour les ménages qui ne dépensent pas plus de 1. 700, la proportion de cette dépense tantôt augmente, tantôt baisse, sans qu'on aperçoive une tendance prédominante (soit à la hausse, soit à la baisse). Peut-être cela tient-il à ce qu'on compare des groupes qui enferment des familles de composition inégale. Si l'on considère le tableau où les intervalles sont de 200 marks au lieu de 100, on remarque que la dépense nourriture diminue sans cesse, de 54,6 % à 51 et 42,5 %, pour se relever ensuite, il est vrai. Si l'on sépare les groupes suivant que les familles qu'ils comprennent comptent moins ou plus de 10 quets², on trouve que, dans la première section, les catégories (qui se comptent toujours de 200 et 200 marks) présentent en effet les proportions suivantes pour cette dépense : 53,3 ; 52,5 ; 51,6 ; 49,3 ; 47,5 ; 48. Et dans la seconde section 57 ; 58,8 ; 55,4 ; 53 ; 52 ; 51 ; 42,5 ; 53 ; 52,1. Dans les deux dernières catégories, le nombre moyen des quets par famille est d'ailleurs très nettement supérieur à ce qu'il apparaît dans les autres. *On peut dire que c'est là une confirmation éclatante de la loi d'Engel.* – Bien plus, si nous nous reportons au graphique, où nous avons indiqué aussi le nombre moyen des quets et ses variations, nous constatons que les irrégularités qui obscurcissent le mouvement de la dépense nourriture (environ premier et dernier tiers de la ligne) s'expliquent par la composition inégale de la famille : quand celle-ci augmente, la dépense nourriture baisse, et inversement ; malgré cela, sa tendance générale à varier en raison du revenu s'aperçoit bien.

2° *La proportion de la dépense vêtement reste approximativement la même, quelque soit le revenu,* dit encore Engel. Si nous considérons la série des nombres relatifs pour cette dépense nous constatons qu'elle augmente plus vite que la dépense totale, et qu'il y a un certain nombre d'arrêts, et même de baisses, qui interrompent son ascension (plus, et de plus marquées, que pour la dépense nourriture). Plus saccadée que la courbe de la dépense nourriture, surtout à partir des dépenses de 1. 200 (jus-

¹ Voir ci-dessous, p. 471, et note.

² Tableau que nous avons jugé inutile de reproduire.

que-là elle en reste assez voisine), elle l'est moins en revanche, pendant tout son parcours, que la courbe de la dépense logement. – Reportons nous au graphique qui représente les proportions de ces dépenses : nous apercevons tout de suite que la *proportion de la dépense vêtement augmente dans l'ensemble*. Son niveau, à partir des ménages de 2. 000, est presque toujours plus élevé qu'avant. En outre, il y a un certain nombre d'irrégularités. D'une part, elles sont souvent en rapport avec les irrégularités relevées dans la courbe de la dépense nourriture, et qui s'expliquent elles-mêmes par la composition de la famille. Des cinq minima de la courbe vêtement, les deux premiers et les deux derniers correspondent à des minima de la courbe nourriture. D'autre part, à partir des ménages de 2. 000, il y a constamment un rapport inverse entre ses mouvements et ceux de la courbe logement : quand l'une baisse, l'autre hausse. – *L'augmentation d'ensemble de cette dépense* ressort encore des chiffres totaux (voir au bas du tableau). La dépense vêtement y est, en proportion, de : 9,8 ; 8,6 ; 10,9 ; 11 ; 11,7 ; 12,8 ; 12 ; 12,6. – Enfin, dans les ménages de moins de 10 quets, elle est de 9,6 ; 8,5 ; 10,6 ; 10,2 ; 12 ; 11,4 ; dans les autres, de 10,2 ; 8,9 ; 11,3 ; 11,4 ; 11,6 ; 13 ; 12 ; 12,6 ; 13. On voit qu'il y a bien une tendance à monter, mais qui ne se manifeste pas de façon continue, qui admet des retours, qui, à un moment donné, s'arrête. La dépense vêtement est en partie solidaire de la dépense nourriture, elle obéit en partie à des lois qui lui sont propres. Bien que cette proportion ne varie pas autant que celles des dépenses nourriture et logement, et des « autres dépenses », elle n'est point « approximativement la même » pour tous les revenus.

3° La proportion des dépenses pour le logement, le combustible et l'éclairage resterait approximativement la même pour toutes les catégories de revenus. – Tenons-nous-en au logement : le mouvement de hausse du loyer, si on considère les nombres relatifs, s'effectue à travers une série de hausses et de baisses brusques telles qu'on pourrait l'exprimer par deux courbes, d'ailleurs à peu près parallèles, dont l'une passerait par les maxima, l'autre par les minima. Jusqu'aux ménages de 2. 000, elle monte aussi vite que la courbe de la dépense vêtement, mais beaucoup moins vite pour les catégories suivantes. On remarque que, le plus souvent, sa courbe est dirigée en sens inverse de la courbe de la dépense nourriture. Elle est dans le même sens quand on passe de 1. 800 à 1. 900 marks, et de 1. 900 à 2. 000 marks, de 1. 300 à 1. 400 marks, et de 2. 200 à 2. 300 marks ; or, dans ces ménages, le nombre de quets reste le même de l'un à l'autre (ce qui ne se produit point au même degré pour presque tous les autres rapprochés de ceux-ci) Il se peut (et on constate en effet, quand on passe des ménages de 1. 100 à 1. 200, de 1. 200 à 1. 300, de 1. 400 à 1. 500, de 1. 500 à 1. 600, de 1. 600 à 1. 700, de 1. 700 à 1. 800, de 2. 100 à 2. 200, de 2. 300 et 2. 500 à 2. 600) que, toutes les fois que la grandeur de la famille augmente (ou diminue), la dépense nourriture, en valeur absolue, augmente (ou diminue), et la dépense logement diminue (ou augmente). La composition de la famille jouerait ici un rôle décisif. – Mais reportons-nous aux proportions. Nous trouvons que, presque toujours, le rapport de la dépense

logement à la dépense totale varie en sens inverse du rapport de la dépense nourriture à la dépense totale. Dans l'ensemble, la proportion de la dépense logement, pour les ménages de plus de 2. 000 marks, paraît quand même moins élevée que pour les ménages de plus de 2. 000 ; par là elle se rapprocherait de la dépense nourriture (toutes deux diminuent peut-être, en proportion, pour permettre l'accroissement des « autres dépenses »). Mais, dans le détail, presque toujours (pour tous les ménages de 1. 100 à 2. 000 inclusivement, de 2. 400 à 2. 700, et de 3. 000 à 3. 100), aux hausses de l'une correspondent des baisses, aussi considérables en proportion, de l'autre, et inversement. – La diminution, dans l'ensemble, paraît ressortir des chiffres totaux (au bas du tableau). Voici quelles sont les proportions : 17,1 ; 17,4 ; 17,4 ; 17,6 ; 17,4 (2. 000-2. 199) ; 15,8 ; 19,5 (pour 3 ménages seulement) ; 15,2 ; 14,4. Mais, si nous séparons les ménages en deux groupes (de moins, et de plus de 10 quets), nous arrivons à un tout autre résultat. Dans le premier groupe, la proportion de la dépense logement a plutôt tendance à augmenter ; on passe de 17,3 % à 19 et 18, 1 %, puis à 19,2 et 18,8 % (le dernier rapport, 12,2 %, indique une baisse pour 8 ménages). Dans le deuxième groupe, la proportion tend à demeurer la même : 16,7 ; 14,8, 16,6 ; 16,5 ; 16,4 ; 16,6 ; 19,5 (pour 10 ménages) ; et 15,2 ; 14,4 ; (mais, dans ces deux dernières catégories, les familles, bien que plus riches, sont notablement plus grandes, ce qui se manifeste aussi dans le relèvement de la dépense nourriture). – On voit combien ces faits sont complexes, puisque, de chaque tableau, nous tirons des résultats nouveaux. *Diminution de la dépense logement (en valeur absolue) quand la famille augmente. Diminution, dans l'ensemble, de la proportion de la dépense logement, comme de la proportion de la dépense nourriture, à la dépense totale mais direction inverse des deux courbes, presque toujours. Augmentation très faible de la proportion de la dépense logement pour les ménages peu nombreux. Tendance à demeurer au même niveau, d'ailleurs inférieur au précédent, pour les ménages nombreux, jusqu'à un certain chiffre de dépenses totales (2. 400 marks), et tant que les familles n'augmentent pas trop. C'est dans ce dernier cas seulement, et dans ces limites, que la loi d'Engel se trouve vérifiée. En réalité il n'a pas tenu compte du rapport étroit et essentiel qui apparaît souvent entre la dépense nourriture et la dépense logement. – Quant à la dépense chauffage-éclairage, elle diminue notablement, à mesure que le revenu augmente, dans tous nos tableaux : de 5,3 % à 3,7-3,6 % pour tous les ménages, de 5,6 01/0 à 3,4 % pour les ménages de moins de 10 quets, de 5,1 à 3,6-3,7 % pour les ménages de plus de 10 quets. Elle augmente modérément en valeur absolue. Elle ne paraît en relation ni avec la dépense logement, ni avec la composition des familles ; ici, encore, la loi d'Engel ne s'applique pas.*

4° Engel dit enfin : *plus le revenu est élevé, plus est grande la proportion des dépenses diverses*. De fait, en chiffres absolus ces dépenses augmentent très vite, plus que les dépenses totales ; mais leur courbe, si on l'arrête aux ménages de 2. 300 marks, ne monte pas plus vite que celle de la dépense vêtement : on note souvent des arrêts,

des baisses ; pour 1. 500 il y a une baisse (la dépense logement baisse aussi) qui correspond à une augmentation nette de la grandeur des familles ; il en est de même de la baisse de 1. 700 (qui se retrouve aussi dans la courbe de la dépense logement) ; à la baisse de 2. 000, en revanche, correspond une augmentation nette de toutes les autres catégories de dépenses, et, à la baisse de 2. 300, une augmentation nette des dépenses nourriture et logement. – Reportons-nous aux proportions. Dans l'ensemble, il y a *une augmentation nette de la proportion des « autres dépenses » à la dépense totale* : à partir de 2. 100, pour toutes les catégories, à une exception près, elle est plus forte qu'avant 2. 100. Ses variations paraissent d'ailleurs être en un rapport très étroit avec celles du nombre moyen des quets par famille, et de la proportion de la dépense nourriture : elles augmentent quand la dépense nourriture baisse, et inversement : cela se remarque de 1. 100 à 1. 200, de 1. 300 à 1. 400, à 1. 500, à 1. 600, à 1. 700, à 1. 800, de 2. 300 à 2. 400, de 2. 500 à 2. 600, à 2. 700 et de 3. 000 à 3. 100. – Dans les nombres totaux (au bas du tableau) l'augmentation d'ensemble ressort nettement de ces proportions (sauf des deux dernières, qui se rapportent à des groupes où le nombre moyen des quets dépasse 15) : 13 ; 14,5 ; 14,4 ; 15,4 ; 16,8 ; 17,3 ; 22,3 ; 15,6 ; 16,8. Le même accroissement se remarque pour les groupes de ménages qui comptent en moyenne moins de 10 quets, et pour ceux qui en comptent plus. Il est vrai que l'augmentation, ni dans l'un, ni dans l'autre groupe, n'est continue : dans le premier, de 1. 400 à 1. 799, la proportion ne change guère (15,7 et 15,5 %) ; dans le deuxième, exactement de même (14,5 % et 14,4 %). Comme il s'agit là de 192 ménages et comme précisément, dans notre graphique, nous trouvons de grandes variations, pour tous les ménages, de 1. 400 à 1. 500 et de 1. 600 à 1. 700, il ne faut pas nous laisser tromper par la simplicité de ces résultats globaux. – En s'en tenant à des groupes larges, la loi d'Engel paraît donc se vérifier ici.

En résumé, il semble qu'à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des revenus, la proportion de la dépense nourriture aux autres dépenses diminue, que la proportion de la dépense logement augmente pour les ménages peu nombreux, soit stationnaire pour les autres, que les « autres dépenses » augmentent, que la dépense vêtement augmente (mais pas aux mêmes moments que la dépense logement), que la dépense chauffage et éclairage tende à décroître. On peut dire, en gros, que l'accroissement des revenus permet de satisfaire plus largement les besoins qui ne concernent pas l'entretien et le renouvellement immédiat de l'organisme, ceux dont le caractère social est plus apparent. – Mais cela n'est vrai qu'en général, et ne nous renseigne guère sur les tendances réelles des ouvriers envisagés comme consommateurs. Il est bien naturel qu'à mesure que les ressources des ouvriers se développent, ceux-ci se préoccupent non seulement de se nourrir mieux (puisque la dépense nourriture augmente en valeur absolue), mais de se mieux loger, de se distraire, etc. Il n'a sans doute pas été inutile, à cette vraisemblance, de substituer une certitude scientifique, comme l'a fait Engel. Mais, au cours de notre analyse, nous avons vu qu'à côté de ces résultats très généraux, toute

une série de constatations de détail révèlent que les faits sont en réalité bien plus complexes. En particulier les exceptions relevées ont d'autant plus d'importance qu'elles ne portent pas sur des cas individuels, mais sur des groupes, qu'elles correspondent par conséquent, elles aussi, à des tendances sociales.

Ces exceptions sont les moins nombreuses dans les chiffres de la dépense nourriture, et il nous a paru qu'elles s'expliquaient par la composition des familles. Mais ceux que nous avons retenus surtout (qui portent sur des catégories de dépenses espacées de 200 en 200 marks) sont peut-être trop généraux ; dès qu'on examine des catégories plus limitées, la diminution régulière de la dépense nourriture avec l'accroissement du revenu paraît souvent empêchée et retardée par d'autres tendances. – Si la dépense logement varie le plus souvent en sens inverse de la dépense nourriture, nous avons vu, encore, que pour les ménages peu nombreux, et de revenu inférieur à 2. 400 marks, elle a une tendance à demeurer au même niveau (en proportion). Que, bien qu'augmentant presque à chaque diminution de la dépense nourriture, elle diminue toutefois dans l'ensemble, c'est à expliquer, peut-être, par l'accroissement des familles. Mais dans quelle mesure ? Et d'autres tendances, encore, n'interviennent-elles pas ? – La dépense vêtement nous a paru solidaire, pour une partie de ses variations, de la dépense nourriture ; mais elle a aussi, ajoutez-nous, son mouvement propre. Ici encore, les chiffres généraux laissent apercevoir un conflit de tendances, mais ne permettent point de distinguer et mesurer celles-ci. – Enfin, l'accroissement de la proportion des dépenses diverses n'est point continu : les mettre en rapport tantôt avec le mouvement de la dépense nourriture, ou logement, tantôt avec la composition de la famille, c'est suggérer des explications possibles, mais ce n'est point, réellement, en rendre compte.

Nous allons essayer d'expliquer cette complexité des faits en nous appuyant sur l'hypothèse que nous avons déjà formulée, au cours de notre étude du rapport entre la répartition des dépenses et la composition des familles. Nous ne croyons pas que la répartition des dépenses résulte mécaniquement de la grandeur de la famille et de la grandeur du revenu. S'il y a (comme nous le pensons) des représentations sociales de certains types de vie (au premier plan desquels tel ou tel type de logement, d'habillement, tel genre de distractions apparaissent), il faut s'attendre à ce que des familles de composition très variable, et de revenu très variable aussi, répartissent ou tendent à répartir leurs dépenses de la même façon. Cela n'empêche pas, au contraire, que ces types de vie eux-mêmes se définissent, dans la pensée sociale, en considération de tels revenus et de telle composition de famille : c'est de cette seule façon qu'ils se trouvent déterminés. Mais, une fois devenus l'objet d'une représentation sociale, ils doivent acquérir une force telle que certains, qu'un grand nombre de ménages, qui les ont acceptés, qui ont reconnu (pour une raison ou l'autre) qu'ils pouvaient et devaient s'y plier, malgré l'accroissement ou la diminution de leur revenu et la grandeur de leur

famille, qui ne correspondent plus, au fond, à de tels niveaux de vie, continuent quand même à s'y tenir. La meilleure preuve qu'il en est ainsi serait qu'un même plan de répartition des dépenses se retrouvât pour des revenus très différents (sans qu'une augmentation ou une diminution régulière de la famille parût faire grandir ou décroître en proportion les besoins), ou (à revenus très voisins) pour des familles de composition très inégale. De cela, nous pouvons nous assurer, en élaborant de cette façon nos données.

Les catégories de notre tableau de la page 282 sont constituées par fusion des groupes du tableau donné en appendice ; or, ceux-ci (déterminés nous l'avons dit, en tenant compte à la fois du revenu, de la composition des familles, et de la répartition des dépenses par ménage) sont bien plus homogènes que les premiers, et il nous a paru utile de les grouper maintenant, en tenant compte du taux moyen des dépenses totales (comme dans le tableau de la page 282), mais aussi de la répartition des dépenses (de leur proportion à la dépense totale). Après bien des tâtonnements, nous avons réduit le nombre de nos groupes de 52 à 34 (nos groupes nouveaux se distinguent des précédents en ce qu'ils comprennent des ménages de grandeur très différente ; mais ceux-ci ont une dépense totale à peu près égale, et répartissent leurs dépenses de la même façon). – Or, nous avons pu les classer en quelques grandes catégories, ainsi caractérisées.

D'abord dans certains ménages la dépense nourriture absorbe une si forte part du revenu que les « autres dépenses » sont aussi réduites que possible : quelquefois, les dépenses logement et vêtement sont particulièrement basses, et, en tout cas, jamais assez élevées pour que la diminution des « autres dépenses » s'explique par elles. Ce ne sont pas d'ailleurs, nécessairement, des ménages très pauvres, et il se peut que la forte proportion de la dépense nourriture exprime aussi bien une dépense excessive pour cet objet que l'impossibilité d'y consacrer moins. Qu'ils soient obligés de sacrifier les « autres dépenses » ou qu'ils le préfèrent, toujours est-il que c'est là un type de vie défini ; qu'adoptent un certain nombre de nos ménages.

CATÉGORIE ∞

Nombre des ménages	Dépense totale	Nombre de quets par ménage	Dépense moyenne par quet	Nourriture	Vêtement	Logement	Chauffage et éclair.	Autres dépenses
3	1. 180	8,4	140	64,5	9,1	12	8,1	6,5
7	1. 260	9,3	136	57	10,2	15,4	5,9	11,8
14	1. 500	12,4	121	57,5	9,5	15,1	4,9	12,8
10	1. 960	11,4	172	60	10,6	14,8	3,4	11,4
6	3. 190	21,6	147	57	14,3	12,6	4,1	11,9

Les suivant d'assez près, s'en rapprochant par la forte proportion de la dépense nourriture (pour des ménages de composition d'ailleurs très variable), s'en distinguant en ce que la proportion des « autres dépenses » est quand même plus forte, sans que les dépenses logement et vêtement en apparaissent trop réduites, viennent des ménages nombreux, qu'on peut encore moins désigner comme uniformément pauvres que les précédents. Ici encore, c'est la dépense nourriture qui passe au premier plan ; et la dépense logement, les autres dépenses absorbent une part assez faible du revenu.

CATÉGORIE β

Nombre des ménages	Dépense totale	Nombre de quets par ménage	Dépense moyenne par quet	En 0/0 de la dépense totale				
				Nourriture	Vêtement	Logement	Chauffage éclairage	Autres dépenses
26	1. 440	11,5	126	57	8,9	14,7	4,8	14,6
15	1. 650	9,3	179	57	9,6	14,6	4,6	14,4
24	1. 700	13,6	125	56,2	11,6	14,6	4	13,8
12	1. 820	12,5	146	56,7	11	13,8	4,6	14,8
9	2. 650	18,6	142	56	13,4	14,4	3,7	12,8

Nous rapprocherions, après ceux-là, des ménages qui se distinguent aussi par un faible taux des « autres dépenses », mais dans lesquels la part de la dépense nourriture est un peu réduite, la part de la dépense logement nettement accrue. Ni par la grandeur des ménages, ni par le chiffre des dépenses totales, ces ménages ne se distinguent des précédents : il est d'autant plus remarquable qu'ils paraissent se réclamer d'un niveau de vie très différent.

CATÉGORIE γ

Nombre des ménages	Dépense totale	Nombre de quets par ménage	Dépense moyenne par quet	En 0/0 de la dépense globale				
				Nourriture	Vêtement	Logement	Chauffage éclairage	Autres dépenses
24	1. 320	9,3	142	54	9,9	18,2	5,1	12,4
6	1. 770	16,4	108	55	10,8	20,5	4	9,8
23	1. 800	10,5	172	55,7	11	17,6	4,1	12
8	2. 090	13,6	154	54,7	12,6	16,2	4,6	12,2

Les trois catégories précédentes ont pour traits communs : une forte ou assez forte proportion de la dépense nourriture, et une faible proportion des autres dépenses. Si le degré de l'aisance se mesure à la marge qui est laissée aux autres dépenses, tous les ménages suivants (à quelques exceptions près) seraient mieux situés que ceux qui précèdent. Parmi eux, nous distinguerons d'abord des ménages, en assez grand nombre,

qui révèlent une très faible dépense nourriture (en proportion), une très forte proportion de la dépense logement, et une proportion moyenne des « autres dépenses ».

CATÉGORIE [lettre grecque]

Nombres des ménages	Dépense totale	Quets par ménage	Dépense totale par quet	En 0/0 de la dépense totale				
				Nourriture	Vêtement	Logement	Chauffage éclairage	Autres dépenses
13	1. 210	8,7	139	51,3	8,8	20,8	5	14,1
28	1. 440	8,1	178	51	8	21,4	4,3	15,4
22	1. 670	7,4	225	47,7	9,9	21,2	4,7	16,2
26	1. 860	10,5	177	49	11,5	20,4	4,7	14,8
19	1. 930	9,8	197	49,5	9,4	21,1	4,2	15,7
11	2. 090	8,3	251	48,1	11,8	20,5	3,9	15,6
7	2. 210	12,6	176	49	11,4	20,2	3,6	13,3
6	2. 350	12,6	186	51,6	11,8	19	4,2	13,6

Les trois groupes suivants ne se distinguent de ceux qui précèdent que par la proportion plus forte des « autres dépenses » (caractère qui leur est commun avec ceux qui vont venir après).

CATÉGORIE [lettre grecque]

7	1. 350	6,5	207	49,5	9,3	17,3	5,7	18
19	2. 150	8,2	261	48	11,5	18	2,8	19,6
3	2. 480	10,6	234	40,5	11	24,8	3,7	19,8

Enfin viendrait une catégorie un peu plus complexe, dont les traits caractéristiques sont : une faible proportion de la dépense nourriture (aussi faible que dans la grande catégorie précédente), une forte proportion des « autres dépenses » (plus forte que dans toutes les autres catégories), un accroissement net de la dépense vêtement, et une modération certaine de la dépense loyer.

CATÉGORIE €

Nombres des ménages	Dépense totale	Quets par ménage	Dépense totale par quet	En % de la dépense totale				
				Nourriture	Vêtement	Logement	Chauffage éclairage	Autres dépenses
33	1.660	8,8	189	53	11,3	15,2	4,4	16,2
12	1.850	9,6	193	51,5	11,9	16,2	4,5	16,2
17	1.960	10,6	185	51	11,6	14,4	4,7	18,2
15	2.110	10,2	207	52,5	11,5	14,9	4,4	16,8
28	2.230	14	160	50	13,4	13,7	3,6	18,8
7	2.350	12,5	188	52	13,5	14,1	3,4	18,6
6	3.060	14	219	47,4	11,8	15,6	3,3	21,8
4	2.570	10,4	247	44,2	12,6	15,7	3,8	24
8	2.720	13	210	50	11,6	16	3,6	19

Ce qui nous frappe, quand nous envisageons d'ensemble ces tableaux, c'est qu'il ait été possible de grouper tant de ménages de revenu et de composition si divers en ensembles où les dépenses se répartissent suivant des plans presque opposés. Les 187 ménages des trois tableaux, ∞ , β , γ , consacrent à la nourriture de 54 à 60 % du total de leurs dépenses, les 162 ménages des tableaux [lettre grecque] et [lettre grecque], de 48 à 51,5 %, les 130 ménages du tableau €, de 47 à 53 %. Les premiers (sauf ceux du tableau γ , que cette exception définit), ont une proportion de dépense logement de 12 à 15 %, les seconds de 16 à 22 %, les derniers de 14 à -16 %. Et ils consacrent respectivement, aux « autres dépenses », de 11 à 14 %, de 13 à 19 %, de 16 à 22 %. – Emprissions-nous de reconnaître, d'ailleurs, que le taux du revenu et la composition des familles varient, d'un ensemble à l'autre : pour mieux mettre en lumière ce point, nous avons calculé pour chaque groupe la dépense moyenne par quet (où s'exprime, en combinaison, la grandeur de la famille et la quantité des dépenses). Dans les tableaux ∞ , β , γ , cette dépense moyenne par quet varie de 121 à 179, dans les tableaux [lettre grecque] et [lettre grecque] de 139 à 261, dans le tableau € de 160 à 219 (247 pour 4 ménages). – Mais remarquons qu'on peut rapprocher les uns des autres des groupes pris dans ces divers ensembles, et où la dépense moyenne par quet est très voisine. On trouve, dans le premier ensemble, pour cette dépense moyenne par quet, les chiffres 172 (10 ménages), 179 (15), 172 (23), 154 (8), dans le second 139 (13), 178 (28), 177 (26), 176 (8), 186 (6), et, dans le troisième, 189 (33), 193 (12), 185 (17), 160 (28), 188 (7), – et, encore, dans le second, 225 (22), 207 (7), 197 (19), – et, dans le troisième, 207 (15), 219 (6), 210 (8). Or c'est à la fois cette diversité très grande de la dépense moyenne par quet à l'intérieur de chaque ensemble, et le fait que cette dépense moyenne est souvent la même pour des groupes appartenant à des ensembles différents, qu'il nous importe de retenir.

Mettons au premier plan la diversité des revenus et la grandeur inégale des familles, c'est-à-dire, en somme, le rapport des ressources aux besoins : c'est bien ce qui nous paraît expliquer, en dernier ressort, la détermination de ces divers niveaux de vie, la décomposition de la classe ouvrière en sous-groupes définis par le mode de répartition de leurs dépenses. Mais, puisque chacun de ces sous-groupes comprend des ménages de grandeur très diverse et de revenus très divers aussi, on peut interpréter de plusieurs façons la manière dont se fixe le rapport de chaque catégorie de dépense à la dépense totale. Envisageons les ménages qui consacrent à la nourriture la proportion la plus forte de leurs dépenses. On peut admettre que cela est imposé par la petitesse du revenu, ou la grandeur de la famille, ou l'un et l'autre. Alors, si, bien que le revenu grandisse, ou que la famille diminue, ou que le revenu grandisse plus vite que la famille (ou inversement), la proportion de la dépense nourriture reste la même, ce sera le signe que, dans le groupe considéré, le besoin nourriture est toujours insuffisamment satisfait (moins que dans les autres catégories), ou qu'il ne l'est insuffisamment que dans les ménages nombreux ou trop pauvres, mais qu'il l'est trop dans les autres (du même groupe), ou qu'il l'est suffisamment (ou trop), dans tous ces ménages, parce qu'ils ont trop peu (ou n'ont pas du tout) développé certains autres besoins. Il serait difficile, et il n'est pas nécessaire pour notre objet, de choisir entre ces hypothèses. Nous croyons, d'ailleurs, qu'il faudrait faire une part à chacune d'elles, que si dans certains ménages (quelle que soit d'ailleurs leur composition et leur revenu), cette forte dépense nourriture est une nécessité, chez d'autres elle est un luxe, alors qu'elle pourrait être limitée. Mais, en toute hypothèse, il reste établi que des ménages auxquels leur composition et leur revenu permettraient (au prix d'un effort, peut-être), de diminuer la part de leur dépense nourriture, s'y refusent, tandis que d'autres l'acceptent ; et c'est cela qui révèle l'influence d'habitudes et représentations sociales développées dans chacun de ces ensembles. Bien que les ménages se haussent, pour une raison ou l'autre, à des revenus plus élevés (par rapport à la grandeur de leur famille), qu'ils puissent donc, théoriquement, par un changement maintenant possible de la répartition de leurs dépenses, passer de cet ensemble dans un autre (socialement plus élevé), ils n'en ressentent point le besoin, et continuent d'obéir aux représentations dominantes de leur groupe.

Mais il est certain, d'autre part, que bien des ménages font des efforts, consentent des sacrifices souvent importants, pour demeurer à un niveau social élevé malgré l'insuffisance de leurs revenus. Cela se révèle de deux façons (et il est d'ailleurs curieux de noter ces deux appréciations différentes des besoins et de leur valeur). Tantôt il s'agit de s'élever à un haut chiffre, au chiffre le plus haut possible de dépense loyer ; tantôt il s'agit de réserver, pour les « autres dépenses », la plus grande marge de disponibilités (et peut-être aurait-il convenu de distinguer encore des autres les groupes où la dépense vêtement semble bien passer au premier plan). De là, dans tous les cas, une réduction de la dépense nourriture : réduction qui est consentie, d'ensemble, par tout le

groupe, et qui ne l'est, sans doute, que parce qu'elle est possible, que parce que le sacrifice n'est pas trop pénible (le chiffre des dépenses totales restant supérieur, en moyenne, dans ces deux ensembles, à ce qu'il est dans le premier, ainsi qu'en général la valeur absolue de la dépense nourriture par tête). Mais, et c'est là l'essentiel, cette réduction, acceptée par l'ensemble, pèse plus ou moins, pèse inégalement sur les divers groupes qui en font partie. Dans le tableau [lettre grecque], par exemple, le premier groupe, avec 139 marks de dépense moyenne par quet, doit avoir plus de peine à s'y résigner que les autres (bien mieux situés); mais d'autres groupes encore, qui ont un chiffre de dépense tel que ceux qu'on retrouve dans le premier ensemble, doivent être conduits à limiter la dépense nourriture par la préoccupation de se rattacher à un groupe social plus élevé, et craindre de déchoir s'ils ne dépensent pas beaucoup pour leur loyer. On note, d'ailleurs, dans ces ménages, une réduction notable encore soit des « autres dépenses », soit de la dépense vêtement ; c'est bien que le logement est, pour eux, l'essentiel, et qu'ils acceptent de dépenser moins (en valeur absolue) pour leur nourriture que des ménages qui gagnent plus qu'eux, afin d'être logés mieux (ou, au moins, aussi bien). De même, dans le tableau €, le cinquième groupe, avec 160 marks de dépense moyenne par quet, réduit visiblement la dépense pour la nourriture et surtout la dépense pour le logement, afin de consacrer aux « autres dépenses » une somme élevée. Qu'on le compare au septième groupe, qui a même composition de famille, mais un revenu plus élevé : chez celui-ci, bien que les « autres dépenses » jointes à la dépense vêtement soient un peu plus élevées que pour celui-là à proportion, il n'y en a pas moins effort de réduction qui porte sur la dépense nourriture et, mais beaucoup moins, sur la dépense logement. Ici encore nous trouvons donc un groupe important de ménages qui sont obligés d'exercer une compression uniforme sur toutes leurs dépenses, sauf une catégorie d'entre elles, afin précisément d'accroître celle-ci ; or celle-ci représente sinon le luxe, du moins la satisfaction de désirs qui ne se développent et dont on ne se préoccupe qu'au fur et à mesure qu'on est plus riche, et qu'on sent moins pressante la nécessité de contenter les besoins proprement vitaux.

Quel est d'ailleurs le rang de ces divers ensembles ? Admettons que le premier soit socialement au-dessous des deux autres (le chiffre, des dépenses moyennes par quet y est le plus souvent inférieur à ce qu'il est dans ceux-ci, et le besoin de nourriture peut être regardé comme plus élémentaire, moins mêlé de représentations sociales que les autres). Disons-nous que, en général, c'est à la proportion des « autres dépenses », ou à celle de la dépense logement à la dépense totale qu'il faut mesurer le niveau social des groupes ? Sans doute, la moyenne des dépenses paraît un peu plus élevée, mais en revanche les familles paraissent plus grandes, dans l'ensemble où se révèlent les plus fortes proportions d'« autres dépenses », si bien que les chiffres des dépenses moyennes par quets, pour ceux-ci, et pour ceux où la dépense loyer est, la plus forte, sont très voisins. Nous avons remarqué qu'en général la dépense loyer tendait à diminuer, quand le nombre des enfants augmente. Nous pouvons admettre provisoirement que ces deux plans de répartition des dépenses correspondent en somme à un même niveau

social, expriment en général la prédominance des besoins sociaux sur les autres, mais que tantôt, surtout lorsque les familles ne sont pas nombreuses, c'est dans la forte proportion de la dépense logement, tantôt, quand les familles sont plus nombreuses, c'est dans la forte proportion des « autres dépenses », ou de la dépense vêtement, qu'elle se manifeste. Mais, avant d'insister sur ce point, nous devons maintenant nous reporter à l'enquête des travailleurs des métaux, chercher dans quelle mesure elle confirme les résultats où nous sommes arrivés, et à quelles constatations nouvelles elle nous conduira.

B. – L'enquête de la Fédération des ouvriers des métaux d'Allemagne

IV

L'état des données

[Retour à la table des matières](#)

Bien que l'enquête des ouvriers des métaux ait été effectuée dans le même pays et presque à la même époque que l'enquête de l'Office de statistique, et qu'elle porte (en ne retenant, pour la dernière, que les budgets ouvriers) sur les mêmes couches sociales, nous n'avons pas jugé possible de fondre en de mêmes groupes les données que l'une et l'autre nous apportent, et nous ne pouvons même rapprocher leurs résultats qu'avec les plus grandes précautions. – Sans doute, entre le revenu moyen et la dépense moyenne qui ressortent de l'une et de l'autre enquête, les différences sont faibles (1835 marks 38 pour celle-ci, et 1856 marks 19 pour l'enquête des ouvriers des métaux, comme chiffre du revenu, et 1835 marks 06 et 1825 marks 28, respectivement, comme chiffre de la dépense). Mais il y a d'abord, entre les deux enquêtes, une différence d'une année dans une période où les prix des denrées sont en hausse continue (ce qui apparaît, peut-être, dans la proportion plus forte de la dépense nourriture, chez les ouvriers des métaux). D'autre part, l'Office de statistique a rattaché au logement les nouvelles acquisitions de meubles, tandis que, pour les travailleurs des métaux, elles sont comptées (peu correctement) dans la dépense vêtement : cela empêche de comparer séparément deux rubriques essentielles, d'une enquête à l'autre. Surtout, il y a

une raison plus profonde pour ne point considérer comme expériences de même ordre deux enquêtes dont l'une porte sur des ouvriers de toutes catégories, et l'autre, sur des ouvriers d'une seule industrie. Non que l'industrie comme telle exerce une influence sur le mode de répartition des dépenses de tous ceux qui s'y rattachent. Mais bien que, dans chaque industrie, on trouve des ouvriers de salaire et de situation sociale très différente, nous savons bien que certaines catégories de revenus sont plus importantes (en proportion) dans telle industrie que dans telle autre. Les chiffres moyens peuvent ici exprimer les « résultantes » de phénomènes bien divers. Déjà, si on retient toutes les familles ouvrières qui gagnent de 00 à 2.500 marks, si on les répartit en trois grandes catégories (de 1.200 à 1.600, de 1.600 à 2.000, de 2.000 à 2.500) on trouve, dans l'enquête de l'Office de statistique, et des ouvriers des métaux, pour chacune de ces catégories respectivement, les proportions suivantes (% de l'ensemble des ouvriers): 32,4 et 27,8 %, dans la première; 41 et 40,5 dans la seconde ; 126,6 et 31,7 dans la troisième. C'est dire que les moyennes générales, et leur similitude, sont loin d'avoir la signification qu'on pourrait croire. De plus, en comparant ces sous-groupes, on trouve, dans la répartition de leurs dépenses, des différences notables d'une enquête à l'autre. On nous donne (p. 87) le tableau de leurs dépenses en chiffres absolus : nous avons calculé leur proportion à la dépense totale (vêtement et logement sont confondus, à cause de la différence dont nous avons parlé ci-dessus, dans la définition de ces catégories, d'une enquête à l'autre) :

	Revenu de 1.200 à 1.600 marks		Revenu de 1.600 à 2.000 marks		Revenu de 2.000 à 2.500 marks	
	154 mén. (Of. de stat.)	80 mén. (U. des mét.)	196 mén. (O. de stat.)	116 mén. (U. de mét.)	127 mén. (O. d. stat.)	91 mén. U. de mét.
Vêtement et logement	26,3	25,4	28,8	27,5	29	28,6
Chauffage et éclairage	4,7	4,6	4,3	4,4	3,9	4
Autres dépenses	14	14,1	15,3	15	17	15,6
Nourriture	55	56	51,8	53,3	50,1	52
Total	100	100,1	100,3	100,2	100	100,2

On voit que, malgré les ressemblances assez frappantes d'un groupe de même revenu à l'autre, ces chiffres sont loin de se couvrir. En particulier, la ressemblance est bien plus grande entre les proportions dans le 2^e groupe des ouvriers enquêtés par l'Office de statistique (colonne 3), et le 3^e groupe (dernière colonne) des ouvriers des métaux, qu'entre lui et le 2^e groupe desdits ouvriers (colonne 4). Que la proportion de la dépense nourriture soit toujours nettement plus élevée chez les ouvriers des métaux que chez les autres, cela réagit d'ailleurs sur la proportion des autres catégories de dépenses.

Mais surtout (et c'est une obscurité qui ne ferait que s'épaissir, à mesure qu'on passerait à des groupes plus limités), il est bien peu vraisemblable que, dans toutes les industries, les ouvriers aient les mêmes possibilités d'accroître leurs revenus à mesure que leurs besoins (en particulier par l'accroissement de leurs familles) augmentent. Or, nous l'avons vu, c'est là un des facteurs les plus importants à considérer, dans l'étude des divers plans de répartition des dépenses chez les ouvriers. Il n'est pas indifférent que, dans un groupe d'un revenu déterminé, il se trouve une forte (ou une faible) proportion de ménages qui, auparavant, ne possédaient point un revenu aussi élevé, qui, en accroissant leur revenu, n'ont peut-être pas modifié leur genre de vie et leur appréciation des divers besoins. Entre autres causes qui peuvent accroître ou limiter les possibilités de gains nouveaux, nous indiquerons l'organisation du travail dans l'industrie (proportion des ouvriers payés aux pièces ou au temps, etc., différenciation plus ou moins grande des travaux, qui permet à un ouvrier, ou lui rend difficile, de passer d'un atelier dans l'autre), dont dépend la faculté pour l'ouvrier d'accroître son salaire principal ; le caractère du travail, aussi, sa durée, son intensité, qui laisse ou ne laisse pas à l'ouvrier du temps ou de la force pour travailler au dehors de l'usine ; l'âge et la durée de l'apprentissage dans l'industrie, qui conditionne le gain des enfants ; la présence, à proximité, d'usines où la femme peut travailler, etc. On conçoit que toutes ces conditions soient en rapport avec les conditions de l'industrie elle-même, et qu'elles ne soient pas les mêmes pour les ouvriers d'une industrie déterminée et pour des ouvriers appartenant à beaucoup d'industries quelconques. En fait, voici quelles sont les proportions au revenu de ses diverses sources, pour les ouvriers de l'enquête de l'Office de statistique, et pour les ouvriers des métaux, respectivement le gain de l'homme représente 82,2 et 80 % ; le gain des autres membres de la famille, 8,9 et 9,6 % ; les autres revenus, 8,9 et 10,4 %. On n'a point distingué, dans le revenu de l'homme, le salaire principal et le gain supplémentaire : mais les différences, d'une enquête à l'autre, apparaissent déjà notables ; elles sont certainement, de plus en plus importantes, à mesure qu'on passe à des groupes plus différenciés.

C'étaient là des raisons suffisantes pour étudier les résultats de cette nouvelle enquête pour eux-mêmes, et sans la préoccupation constante de rapprochements hasardeux. En outre, le nombre des budgets recueillis, et la forme sous laquelle ils nous sont présentés, nous obligent à un mode d'élaboration nouveau. Disons, en quelques mots, ce que l'Union des travailleurs des métaux avait fait, et ce que nous avons dû faire, en ce sens ¹.

¹ Ces données nous sont présentées en 4 tableaux. Le premier est l'indication, par villes (les métiers se suivant, pour chaque ville, dans l'ordre alphabétique), du métier et de l'âge de chaque enquêté ; de la composition de la famille (nombre des grandes personnes et des enfants) ; de la durée du travail ; du revenu de la famille en général, et de ses sources ; de la grandeur et de la situation du logement (dans la ville, à la périphérie, dans un faubourg), et de son prix ; du total des dépenses, et du montant de chaque espèce de dépenses. Le tableau II est l'indication des diverses espèces de revenus et de dépenses, ainsi que du total des revenus et des dépenses, pour chaque ménage,

Comme on ne nous donne que des chiffres absolus, qu'on n'a pas calculé pour chaque ménage (comme dans l'enquête de l'Office de statistique), les proportions de chaque espèce de dépense à la dépense totale, nous avons dû renoncer au travail préalable de révision de tous les budgets, en vue d'éliminer ceux où nous relevions des proportions excessives, en un sens ou en l'autre, pour les dépenses essentielles (nous ne pouvions de même éliminer les ménages où il y a de grosses sous-locations, faute de cette donnée). Nous n'avons pu, de même, rapprocher les ménages en groupes ou sous-groupes (à l'intérieur de catégories plus larges), en tenant compte de l'analogie de ces proportions individuelles, ni constituer ainsi des groupes concrets relativement homogènes, c'est-à-dire mettre à la base même de notre étude des éléments sociaux ; c'est ce que nous avons effectué sur l'enquête précédente. Au reste, nous ne nous dissimulons pas qu'ici, le nombre des budgets étant beaucoup moins élevé, de tels groupes auraient été bien souvent trop réduits pour qu'on puisse les considérer comme typiques. En tout cas, c'est là une différence essentielle entre nos tableaux, pour cette enquête et la précédente, et c'est une infériorité certaine de ceux-ci par rapport aux autres. Peut-être la nature même de ces matériaux (qui ne proviennent que d'une industrie) ne doit-elle pas trop faire regretter que nous n'ayons pu y rechercher, dès le début, les traces de tendances sociales qui s'y seraient conservées ; ils sont obtenus par une abstraction qui s'inspire de distinctions professionnelles, non de distinctions sociales, et leur caractère tronqué apparaît peut-être d'autant plus que les groupes sont plus réduits ; les groupes élémentaires que nous aurions pu constituer auraient été bien plus artificiels que ceux où, dans l'enquête précédente, nous pouvions faire entrer des ouvriers ; de professions très diverses.

d'après la profession du chef de famille (c'est sur ce tableau que nous nous sommes appuyés, pour l'étude de l'influence de la profession sur les dépenses, p. 225) : dans chaque profession, les ménages se succèdent suivant le nombre des membres de la famille (exprimé en unités conventionnelles, voir p. 181). Le tableau III est l'indication du total et des diverses espèces du revenu et de la dépense, pour chaque ménage, d'après les catégories de revenus (moins de 1. 200, de 1. 200 à 1. 600, à 2. 000, à 2. 500, de plus de 2. 500) ; dans chaque catégorie, les ménages se suivent d'après le nombre des membres de la famille. Enfin le tableau IV est l'indication du métier, des dépenses moyennes par semaine (total et diverses espèces), du revenu, et du gain, par semaine, pour chaque ménage, ces ménages étant groupés par villes (comme dans le tableau I). Dans les trois derniers tableaux, on indique aussi le détail de la dépense nourriture.

V

La grandeur des familles et la répartition des dépenses

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons d'abord élaboré un tableau (voir p. 310) qui permet d'étudier l'influence de la grandeur des familles sur la grandeur et la proportion des diverses dépenses. Il ne nous était pas possible de calculer le nombre des quets correspondant à chaque ménage, l'âge des enfants ne nous étant pas indiqué ; nous nous en sommes tenus aux unités conventionnelles du tableau II (voir ci-dessus, p. 181), et nous avons défini ainsi nos cadres : de 1,5 à 1,9 ; – de 2 à 2,4 ; – de 2,5 à 2,9 ; – etc. Comme on ne nous donne, dans les tableaux, aucun total, nous avons effectué nous-mêmes toutes les additions, en partant du tableau III (où, dans chaque catégorie de revenu, les ménages sont rangés d'après la grandeur de la famille). Nous avons, de même, additionné, pour chaque groupe, les dépenses nourriture et boisson, logement et transport (tout en indiquant aussi séparément chacune d'elles). Les « autres dépenses » sont le total des dépenses cigares et tabac, culture, distractions et journaux, savon, blanchissage et dépenses diverses, école, assurances et sociétés, médecin et pharmacien, service de santé, que nous n'avons pas indiquées séparément. Nous avons calculé, pour toutes ces dépenses, leur moyenne (en divisant le total par le nombre des ménages concernés), et réduit ces moyennes en nombres relatifs, en prenant comme indice la moyenne pour tous les ménages compris entre 1. 800 marks et 2. 400 marks. Et nous avons calculé enfin, pour chaque catégorie, la proportion de chaque espèce de dépense à la dépense totale. – Une fois ce tableau élaboré, il nous a paru nécessaire, pour échapper autant que possible à l'influence perturbatrice de la différence des revenus, de calculer les mêmes valeurs absolues, moyennes, nombres relatifs et proportions pour les ménages qui ont une dépense totale de moins de 1. 800 marks d'une part, et, d'autre part, pour tous ceux qui ont une dépense totale de 1. 800 marks ou de plus ; c'est toujours en partant du tableau III que nous avons effectué les additions nécessaires.

Nous avons, dans un second tableau (voir p. 318) réparti tous les ménages en de nouveaux groupes, et calculé leurs dépenses, d'après le chiffre de leur dépense totale, en adoptant les mêmes cadres que pour l'enquête de l'Office de statistique (de 1. 200 à 1. 299, de 1. 300 à 1. 399, etc.). La subdivision des dépenses où nous nous sommes arrêtés est d'ailleurs exactement la même que dans les tableaux précédents. – Comme

l'étude de l'influence de la composition des familles sur la répartition des dépenses nous avait appris que c'est là un facteur dont le jeu est très inégal, très irrégulier, et que les chiffres conventionnels dont on s'est servi pour exprimer la composition des familles sont peu satisfaisants, nous avons renoncé à distinguer deux grandes catégories suivant la grandeur de la famille, à l'intérieur desquelles nous aurions groupé les ménages d'après la grandeur des revenus. En revanche, un facteur que nous avons pu négliger tant qu'il s'agissait de l'enquête de l'Office de statistique (presque tous les ménages concernés étant alors pris dans de grandes cités), c'est la grandeur des villes où habitent les enquêtés. Nous avons déjà indiqué que ce n'était pas, à premier examen, une distinction essentielle, qu'une différence démographique (nombre des habitants) n'entraîne pas et n'exprime point toujours une séparation de fonctions et d'habitudes économiques (telle grande ville ne contenant que peu d'industrie, telle ville moyenne ou petite consistant en une agglomération d'ouvriers). Nous disions, toutefois, que les villes petites et moyennes renferment peut-être plus d'ouvriers d'origine campagnarde que les grandes, et plus d'ouvriers à bas salaire : or ce sont là des facteurs à considérer, quand on étudie l'attitude sociale des diverses catégories ouvrières, leur consommation, et leurs besoins. La séparation entre les 19 villes de plus de 100. 000 habitants et les autres est d'ailleurs particulièrement nette (sauf Erfurt, toutes les villes moyennes en question ont moins de 60. 000 habitants)¹. Il nous a d'ailleurs été assez difficile de distinguer les ménages, dans une même catégorie de revenus, suivant la grandeur de la ville où ils travaillent. Nous avons dû partir du tableau I (où les ménages sont groupés par villes), et, pour chacun d'entre eux, connaissant le métier et le chiffre de la dépense totale, retrouver dans le tableau III (où les ménages sont groupés par revenus), avec le chiffre de la dépense totale et le métier correspondant, tout le détail des dépenses.

Nous avons calculé, pour les trois tableaux ainsi constitués, les moyennes, les valeurs relatives et les proportions (comme dans les tableaux précédents), ainsi que la composition moyenne des ménages.

Malgré les différences relevées entre les groupes d'ouvriers compris dans cette enquête et ceux qu'a étudiés l'Office de statistique (ceux-là étant obtenus par une abstraction qui n'intervenait point pour ceux-ci, puisqu'ils relèvent tous d'une même

¹ Les grandes villes dont il s'agit sont les suivantes : Berlin (10 budgets), Hamburg (12), München (15), Dresden (8), Leipzig (1), Breslau (7), Frankfurt a. M. (10), Nürnberg (15), Düsseldorf (11), Hannover (11), Stuttgart (10), Chemnitz (23), Magdeburg (10), Essen (4), Königsberg (3), Bremen (6), Mannheim (3), Kassel (13), Karlsruhe (7). On nous dit que 99 des 320 familles enquêtées habitaient dans une banlieue (Vorort), et que 30 de ces banlieues n'étaient pas incorporées à la ville. On les a rattachées aux villes où était le lieu du travail du chef de famille, en admettant que « comme la part du revenu qui provient du travail exerce le plus d'influence sur le budget, les ménages sont à comprendre dans l'endroit où ce gain est réalisé ». Au reste, « la diminution des loyers est alors compensée par l'accroissement des frais de transport ».

industrie), et malgré la différence des cadres, il importe de vérifier les résultats généraux où nous sommes arrivés en ce qui concerne l'influence de la grandeur de la famille sur la répartition des revenus. D'autre part, puisque, pour l'étude de l'influence du chiffre de la dépense totale, sur cette répartition nous avons renoncé à distinguer deux grandes catégories de ménages suivant leur grandeur, il importe plus encore de reconnaître dès maintenant *quelle est l'influence de la composition de la famille dans cette nouvelle expérience*, pour en tenir compte quand nous en viendrons à nos seconds tableaux.

Nous avons noté que cette influence s'exerçait de deux façons, soit d'une manière lente et continue, soit par mouvements brusques, et dans les dépenses nourriture et logement nous relevions des variations des deux sortes, d'ailleurs corrélatives, qui semblaient bien dominer toute l'évolution de notre phénomène, des ménages sans enfant jusqu'aux ménages les plus nombreux. Examinons d'abord les nombres absolus (en valeurs relatives, voir p. 310). – La dépense (nourriture et boisson) augmente de façon très nette, mais plus ou moins vite. En revanche la dépense logement ne s'élève que très peu, à travers deux baisses très marquées. Au reste, ces mouvements sont en rapport avec le chiffre de la dépense totale, en partie. Pour les quatre premières catégories, la hausse nette de la dépense nourriture accompagne régulièrement l'augmentation de la dépense totale, pour les quatre dernières catégories, de même, et de même encore, de la catégorie 3, 5 à 4. D'autre part, les ralentissements dans le mouvement de hausse de la dépense nourriture, et les diminutions très marquées de la dépense logement, correspondent à une diminution de la dépense totale en dépit de l'accroissement de la famille. La dépense vêtement, stationnaire pour les deux premières catégories, augmente ensuite en même temps que la dépense totale et la dépense nourriture, puis baisse soudain, et profondément, en même temps que la dépense logement, pour remonter, ensuite, aussi vite que la dépense nourriture elle-même. Ainsi l'augmentation de la dépense nourriture, continue, est seulement ralentie quand la dépense totale diminue ; sauf au début (quand la famille commence à s'accroître), et, plus tard, quand il y a une forte diminution de la dépense totale, la dépense vêtement est solidaire de la dépense nourriture (c'est-à-dire augmente comme elle). La dépense loyer hausse bien plus lentement, et ses baisses sont bien plus marquées : c'est elle qu'on sacrifie en cas de nécessité. Quant aux « autres dépenses », leur mouvement est irrégulier : elles fléchissent plus encore que la dépense-logement, aux mêmes moments que celle-ci : mais en outre, au début et à la fin, en même temps qu'augmente la dépense nourriture, elles ont des fléchissements propres, et profonds. De tout cela il résulterait qu'à mesure que la famille s'accroît, quand le revenu ne permet pas d'augmenter corrélativement toutes les dépenses, ce sont d'abord (c'est-à-dire le plus) les « autres dépenses », puis la dépense logement, puis la dépense vêtement, et en dernier lieu seulement la dépense nourriture qui diminuent, ou augmentent plus lentement. Ceci

confirmerait et préciserait la hiérarchie des besoins que nous avons (à titre d'hypothèse) indiquée ci-dessus (pp. 275-276).

Examinons à présent (voir p. 311), les proportions de ces dépenses à la dépense totale (toujours pour l'ensemble des ménages). Il est intéressant de noter que la proportion de la dépense nourriture et boisson augmente par trois hausses brusques (et consolidées), lorsqu'on passe aux catégories 2, puis 5, et 5,5, qu'aux autres moments il y a ou stagnation (de 2 à 3) ou hausse lente (de 3 à 4,5). À cette augmentation correspond une diminution d'ensemble de la proportion de la dépense logement mais très lente et continue, sans mouvement brusque, et avec quelques irrégularités (elle augmente nettement de la première à la seconde catégorie, en même temps que la dépense nourriture, mais pour baisser aussitôt après) : aux hausses brusques de la proportion de la dépense nourriture ne correspondent pas des baisses brusques de la proportion de la dépense logement. La proportion de la dépense vêtement est remarquablement stationnaire : on n'aperçoit aucun rapport constant entre ses mouvements très courts et ceux des proportions des deux autres dépenses. La proportion des « autres dépenses », diminue nettement (ou assez nettement) aux moments où la proportion de la dépense nourriture s'accroît brusquement : dans le détail, ses mouvements correspondent (en sens inverse) aux mouvements marqués de celle-ci. Mais, dans l'ensemble, elle demeure stationnaire ou presque, jusqu'aux ménages, de la catégorie 4-4,4 – pour baisser très nettement ensuite. – Cela confirme en somme les résultats où nous a conduits l'étude des valeurs relatives ; mais il convient maintenant d'étudier ce phénomène plus en détail, en nous reportant aux tableaux où des ménages de revenus plus voisins sont comparés (toujours p. 311).

LES DÉPENSES PAR CATÉGORIES DE MÉNAGES CLASSÉS D'APRÈS LEUR GRANDEUR

(Orientation paysage _ Times New Roman 10)

(Enquête des travailleurs des métaux)

Grandeur des ménages	Nombre des ménages	Dépense totale		Dépense nourriture		Dépense vêtement		Dépense logement		Dép. chauf. et éclair.		Autres dépenses	
		moyenne en marks	nombres relatifs	moyenne en marks	nombres relatifs	moyenne en marks	nombres relatifs	moyenne en marks	nombres relatifs	moyenne en marks	nombres relatifs	moyenne en marks	nombres relatifs
1,9	19	1530	74	718	67	219	80	236	78	69	82	260	85
2-2,4	27	1580	76	800	75	217	79	261	86	64	76	216	70
2,5-2,9	55	1770	86	897	84	216	79	270	89	78	93	295	96
3-3,4	36	1790	87	911	86	225	82	269	89	73	87	280	91
3,5-3,9	53	1780	86	928	87	229	84	253	83	81	96	265	86
4-4,4	34	1930	94	1010	95	240	88	279	91	77	83	296	97
4,5-4,9	26	1940	94	1030	97	260	95	270	89	81	96	280	91
5-5,4	28	1850	90	1025	97	234	85	255	84	74	88	249	81
5,5-5,9	19	1880	91	1070	101	229	84	248	81	75	90	236	77
6-6,4	7	2210	107	1210	114	279	102	280	92	90	107	340	110
6,5-6,9	9	2250	109	1262	120	290	106	292	96	148	176	250	81
7 et plus	7	2600	126	1470	138	361	132	300	98	90	108	345	112

ENQUÊTE DES TRAVAILLEURS DES MÉTAUX

Rapport de chaque dépense à la dépense totale (%)

Grandeur des ménages	Nombre des ménages	Nourriture	Boisson	Nourriture et boisson	Vêtement	Logement	Logement et transport	Chauffage et éclairage	Autres dépenses
Ménages d'une dépense inférieure à 1.800 marks									
1,9 et moins	15	40,1	7,2	47,3	14,6	14,9	16,6	4,5	17
2-2,4	19	44,6	5,6	50,3	12,4	15,9	17,1	4	16
2,5-2,9	34	46	6,2	52	11,8	14,6	16	4,7	16
3-3,4	19	48,5	4,4	52,8	11,3	13,4	14,1	5,1	16,7
3,5-3,9	32	49,9	4,1	53,9	12	14	14,8	4,5	15
4-4,4	11	49	4	53	12,2	13,8	14,8	4,6	15,6
4,5-4,9	10	51	4,8	56	11,8	13,2	14,2	4,3	14
5-5,4	14	50,2	3,7	54	13,2	13,9	14,9	4,2	13,6
5,5-5,9	8	55,9	5,4	62,2	9,4	12,1	12,6	4,5	11,4
6-6,4	2	51,5	3,1	54,7	11,6	13,9	14,1	4,3	15,3
Ménages d'une dépense supérieure à 1.800 marks									
1,9 et moins	4	40	5,4	45,5	13,6	17,2	19,5	4,4	17
2-2,4	8	40	11,6	51,5	15,9	17,6	18,8	4,2	9,7
2,5-2,9	21	42,7	7	50,3	13	16,1	17,1	4,1	15,6
3-3,4	17	45,5	4,7	50	13,6	16,2	18,1	3,7	14,4
3,5-3,9	21	43,6	6,4	50	14	14,6	16	4,6	15,4
4-4,4	23	47,5	4,8	52,2	12,6	14,7	16	3,8	15,3
4,5-4,9	16	47,5	4,6	52	14	14,4	15,2	4,2	14,6
5-5,4	14	49,5	6,6	56	12,1	13,6	14,5	3,9	13,3
5,5-5,9	11	49,5	5	54,6	13,8	13,9	14,7	3,8	13,4
6-6,4	5	50,5	4,4	54,9	12,9	12,3	13,4	4	15,4
6,5-6,9	8	51,2	4,4	55,6	13,4	13	13,6	6,8	17
7 et plus	7	53,1	3,8	57	14	11,7	12,5	3,5	13,3
Tous les ménages									
1,9 et moins	19	40,2	6,8	47	14,3	15,5	17,4	4,5	17
2-2,4	27	43	7,8	50,8	13,7	16,6	17,7	4,1	13,7
2,5-2,9	55	44,2	6,5	50,7	12,2	15,2	16,7	4,4	15,6
3-3,4	36	46,2	4,6	50,8	12,6	15	16,3	4,3	15,7
3,5-3,9	53	47	5,2	52	12,9	14,2	15,4	4,6	15
4-4,4	34	47,8	4,6	52,4	12,4	14,4	15,7	4	15,4
4,5-4,9	26	48,5	4,6	53	13,4	14	14,8	4,2	14,4
5-5,4	28	50	5,4	55,4	12,7	13,8	14,8	4	13,4
5,5-5,9	19	52	5,1	57	12,2	13,2	14	4	12,6
6-6,4	7	50,8	4,1	54,9	12,6	12,7	13,6	4,1	15,3
6,5-6,9	9	51,8	4,5	56,2	12,8	13	13,6	6,5	11,1
7 et plus	7	53,2	3,8	57	14	11,6	12,5	3,5	13,4

Nous nous demanderons d'abord si les accroissements brusques de la dépense nourriture se produisent tous, et se produisent également, dans les deux grands groupes de ménages. En passant de la première à la deuxième catégorie, sans doute ; mais, dans le groupe des forts revenus, la première catégorie est trop peu nombreuse pour qu'on y attache assez d'importance. En revanche, dans le groupe des faibles revenus, cet accroissement est notable de la première à la deuxième, puis à la troisième catégorie ; ensuite viennent une série d'accroissements lents (si on ne retient que ceux qui se consolident) ; dans le groupe des forts revenus, la proportion de la dépense nourriture, au contraire, demeure stationnaire (et même diminue d'abord) pour toutes les catégories jusqu'à 3,5 inclusivement ; c'est en passant de la cinquième à la sixième catégorie, puis de la septième à la huitième, que se produisent les accroissements brusques. Cela confirme, en somme, l'observation faite à propos de l'enquête de l'Office de statistique, savoir que la dépense nourriture, qui augmente brusquement (en proportion) dès le début, chez les ouvriers moins bien situés, ne s'accroît que plus tard, quand la famille est devenue bien plus nombreuse, chez les ouvriers mieux situés, comme si la nourriture était, dès le début, assez abondante pour que l'on puisse la réduire par tête. – De même, c'est un peu plus tard que la dépense logement diminue chez les ménages mieux situés. Il est vrai que, tandis que cette diminution se produit, dans les ménages moins bien situés, un peu après l'accroissement brusque de la dépense nourriture, elle se produit plus tôt, d'une catégorie, dans les ménages mieux situés. D'autre part, tandis qu'après cette réduction, dans les ménages moins bien situés, la proportion de la dépense logement tend à demeurer constante, dans les ménages mieux situés, elle continue à diminuer. Cela n'est plus exactement ce que nous remarquons dans l'enquête de l'Office de statistique. Il y a sans doute ici un élément d'obscurité : nous avons vu qu'on ne compte plus les acquisitions de mobilier avec le prix du loyer, mais qu'on les rattache aux vêtements. La comparaison d'une enquête à l'autre, sur ce point surtout, n'est pas possible. – Dans ces conditions, la dépense vêtement est, elle aussi, animée des mouvements les plus variés : elle tend à demeurer entre 12 et 13 % dans les ménages moins bien situés (où, d'ensemble, la proportion de la dépense nourriture est un peu plus élevée que dans les autres), entre 13 et 14 % dans les ménages mieux situés ; quand elle descend au-dessous de ce niveau, c'est, le plus souvent, à la suite d'une augmentation forte de la dépense nourriture, c'est-à-dire au début, dans les ménages moins bien situés, plus tard dans les autres. – Quant aux « autres dépenses », dans l'un et l'autre grand groupe, elles tendent d'abord à demeurer en une même proportion (un peu plus forte, même, pour les ménages moins bien situés), aux dépenses totales, mais elles diminuent, plus vite dans les ménages moins bien situés, un peu plus tard dans les autres : ces baisses sont presque toutes en rapport avec des augmentations de la dépense nourriture.

Bien que l'étude de ces données plus détaillées laisse une impression plus confuse que celle du tableau d'ensemble, et qu'on en dégage moins nettement l'ordre d'importance des divers besoins, bien que, d'autre part, nos constatations ne couvrent pas très exactement celles où nous avons conduits l'étude de l'enquête précédente, il nous semble toutefois qu'elle aboutit à un résultat général, très important, et où nous arrivions également au terme de celle-ci. Il se manifeste, dans les ménages mieux situés, une tendance certaine à ralentir l'accroissement de la dépense nourriture et la diminution de la dépense logement, à maintenir la dépense vêtement et les dépenses diverses à un niveau élevé. Que, chez eux, dans les catégories 2 ; 2,5 ; 3 et 3,5, pour la dépense nourriture, on trouve les proportions 51,5 ; 50,3 ; 50 et 50 % ; pour les catégories 4 et 4,5 : 52,2 et 52 ; pour les catégories 5,5 et 6 : 54,6 et 54,9, alors que, chez les ménages moins bien situés, se relève, presque sans exception, d'une catégorie à l'autre, une série d'augmentations de près d'une unité chaque fois, c'est déjà le signe certain d'une telle tendance. D'autre part, si la proportion de la dépense logement diminue davantage chez les ménages mieux situés, il faut noter qu'elle est, au début, bien plus élevée que dans les ménages moins fortunés. Chez ceux-ci, elle peut diminuer beaucoup moins, parce qu'elle est toujours très réduite. Mais, dans les ménages mieux situés eux-mêmes, après chaque diminution de la dépense logement, on note toujours un effort pour empêcher qu'elle ne diminue davantage : le décroissement est toujours interrompu pendant une et quelquefois deux catégories (voir les chiffres de la colonne : logement). Pour la dépense vêtement, comme pour les « autres dépenses » la difficulté de noter en quelques formules simples leurs mouvements si divers, lorsqu'on envisage les ménages d'une dépense supérieure à 1800 marks, provient de cette tendance à les relever aussitôt, malgré qu'elles aient baissé, au moins à les empêcher de baisser encore. La baisse, au contraire, est bien plus apparente et continue, dans les ménages moins fortunés.

Il est probable, enfin, comme nous le remarquons aussi dans notre expérience précédente, que ces tendances sont obscurcies en quelque mesure par la présence, dans le groupe des ouvriers mieux situés, de ménages qui ont accru leurs dépenses et leurs revenus en même temps que le nombre de leurs enfants (et leur âge) devenait plus grand (ou plus avancé), et qui ont passé dans la catégorie des ménages mieux situés, mais y gardent leurs habitudes antérieures. Ici encore, nous en trouverions au moins un commencement de preuve dans le tableau de la page 318 où les données sont groupées d'après les catégories de revenus : à mesure qu'on passe à des revenus plus élevés, la grandeur de la famille tend à augmenter, sinon de façon continue et sans exception, du moins d'ensemble : c'est le signe qu'une bonne partie des forts revenus s'expliquent par l'accroissement de certaines familles ; mais celles-ci rentrent auparavant dans le groupe des ménages moins bien situés, et ont pu ne pas modifier beaucoup leur genre de vie.

Il n'est pas possible d'ailleurs de dire (du moins en nous en tenant à ces tableaux) dans quelle mesure les accroissements de la dépense nourriture et les diminutions de la dépense loyer, dans les ménages mieux situés, s'expliquent par l'intervention de ces familles qui passent d'un groupe dans l'autre, ou de celles qui, même avant leur accroissement, avaient une forte dépense. L'étude des budgets classés par catégorie d'après leur dépense totale nous éclairera peut-être sur ce point.

VI

La dépense totale et la répartition des dépenses

[Retour à la table des matières](#)

Passons donc à l'examen des tableaux où les données sont présentées par catégories de dépenses totales (voir p. 318, 322, 323). Pour toutes les villes, voici ce que nous apprenons. En valeur absolue (voir p. 318), la dépense nourriture et boisson augmente, dans l'ensemble, autant et aussi vite que la dépense totale. Quant aux irrégularités de ce mouvement de hausse, elles s'expliquent en partie par la composition inégale des familles (troisième colonne). La hausse est la plus forte à des moments où la grandeur des familles augmente le plus nettement : de 1. 100 à 1.200 (la composition des familles passe de 2,6 à 3,6); de 1.600 à 1.700 (3,2 à 3,8); de 2.200 à 2.300 (3,9 à 5); et les arrêts de cette hausse, ou les baisses, correspondent tous à des diminutions de la grandeur des familles : de 1.200 à 1.300 (3,6 à 3,3); de 1.500 à 1.600 (3,6 à 3,2); de 1.800 à 1.900 (4,1 à 3,8); de 2.100 à 2.200 (4,1 à 3,9); de 2.500 à 2.600 (5,2 à 5). Il est vrai que ce décroissement des familles (surtout dans les deux derniers cas) est très faible, à peine sensible ; d'autre part, une bonne partie des hausses, même nettes, se produisent alors que les familles s'accroissent à peine ou même diminuent : de 1.300 à 1.400 (3,3 à 3,4); de 1.700 à 1.800 (3,8 à 4,1); de 1.900 à 2.000 (3,8 à 3,9); de 2.000 à 2.100 (3,9 à 4,1); de 2.300 à 2.400 (5 à 5); enfin il y a des ralentissements de la hausse, ou des baisses, à des moments où la famille s'accroît : de 1.400 à 1.500 (3,4 à 3,6), et surtout 2.400 à 2.500 (5 à 5,2). Les exceptions seraient presque aussi nombreuses que la règle. Si la composition des familles joue un rôle, d'autres tendances interviennent à coup sûr pour contrarier ou remplacer son action. – En valeur absolue, toujours, la dépense logement augmente, dans l'ensemble, autant, même un peu plus que la dépense nourriture et boisson. Ses mouvements sont souvent en sens inverse (ou presque)

des mouvements de celle-ci, en particulier de 1.100 à 1.200, de 1.500 à 1.600, de 1.800 à 1.900, de 2.100 à 2.200, de 2.200 à 2.300, de 2.500 à 2.600, de 2.600 à 2.800 ; mais quelquefois aussi ils sont de même sens (C'est surtout lorsqu'il y a baisse et stagnation, ou hausse très brusque de la dépense nourriture, que leurs mouvements s'opposent comme si tantôt la dépense logement accrue comprimait la dépense nourriture, et tantôt l'inverse). – Les mouvements de la dépense vêtement sont bien plus irréguliers, et se trouvent en opposition bien plus nette, presque toujours, avec les mouvements de la dépense nourriture. À l'accroissement de celle-ci, de 1.000 à 1.200, correspond une diminution de celle-là ; à la diminution, de 1.200 à 1.300, un accroissement ; à l'accroissement, de 1.300 à 1.400, une diminution ; au ralentissement, de 1.400 à 1.600, un accroissement ; à la reprise de la hausse, de 1.600 à 1.700, un ralentissement ; au ralentissement, de 1.800 à 1.900, un accroissement ; et à l'accroissement, de 1.900 à 2.000, une diminution ; à l'accroissement, de 2.200 à 2.300, une diminution, à la diminution, de 2.500 à 2.600, un accroissement ; à l'accroissement, de 2.600 à 2.800, une diminution. Il n'y a que peu d'exceptions ; et, encore, les deux courbes, à ces moments, ne sont même point toujours parallèles. La dépense nourriture paraît presque toujours s'accroître aux dépens de la dépense vêtement, et inversement. – Les autres dépenses, en valeur absolue, augmentent autant et presque suivant le même rythme que la dépense logement. Jusqu'à 1.900, leurs mouvements sont à peu près les mêmes que ceux de la dépense vêtement ; de 1.900 à 2.500, ils sont toujours de sens inverse, et les suivent de nouveau de 2.500 à 2.800 (ainsi que le mouvement de la dépense logement). C'est en effet de 1.900 à 2.500 que les variations de la dépense vêtement sont les plus fortes (logement et nourriture croissant alors d'un mouvement bien plus régulier). – *De l'analyse des nombres absolus il semble résulter que, suivant les cas, la dépense nourriture restant toujours la plus importante, c'est tantôt le besoin logement, tantôt le besoin vêtement qui vient aussitôt après elle.* En effet, la dépense vêtement croît beaucoup plus que la dépense logement, aux moments où la dépense nourriture diminue ou s'accroît moins vite. En revanche, elle subit beaucoup plus que la dépense logement l'influence limitatrice des hausses de la dépense nourriture (car elle baisse alors nettement, tandis que la hausse de la dépense logement ne fait que se ralentir). Cette remarque est importante : il se peut que cette diversité de tendances exprime la diversité des groupes sociaux représentés, ou représentés en majorité, dans chacune de ces catégories (ce n'est pas la composition de la famille qui rend compte de ces divergences : il n'y a aucun rapport régulier entre les maxima ou les minima de la courbe de la dépense vêtement et la grandeur ou la petitesse moyenne des familles). Peut-être, d'une manière générale, ceci confirmerait ce que nous remarquons déjà, après notre étude des ménages groupés par composition de famille et de leurs dépenses exprimées en valeurs relatives, savoir que LA DÉPENSE VÊTEMENT EST PLUS IMPORTANTE QUE LA DÉPENSE LOGEMENT, puisque, la dépense nourriture reste stationnaire, ou croît moins, bien plus souvent pour permettre à la dépense vêtement de croître, que pour laisser plus de jeu à la dépense logement ; mais cela ne se manifeste que par intervalles,

et le besoin logement, qui ne hausse pas tant à ces moments mêmes, ne baisse pas autant non plus dans ces intervalles.

Passons à l'étude du rapport de chaque dépense à la dépense totale (voir p. 322-323), et examinons d'abord les données qui se rapportent à toutes les villes (bas du tableau). – La loi d'Engel, d'après laquelle la proportion de la dépense nourriture décroît à mesure qu'augmente le chiffre du revenu (ou de la dépense totale) se vérifie en gros. Jusqu'à la catégorie 1. 800 inclusivement, cette proportion est plus forte qu'ensuite. D'autre part, de 1. 200 à 1. 800, elle tend à diminuer ; les maxima (1. 200, 1. 400 et 1. 800), les minima (1. 300 et 1. 600), et les chiffres moyens (1. 500 et 1. 700) sont en progression descendante ; de même, à partir de 1. 900, les minima (1. 900 et 2. 200), ainsi que les chiffres moyens (2. 000 et 2. 100). Il est vrai que cette proportion se relève pour les catégories 2. 300-2. 500 ; mais cela correspond à un accroissement considérable des familles (leur grandeur moyenne passe de 3,9 à 5 : pour 2. 500 et surtout 2. 600, il y a une profonde retombée). Quant à l'existence de maxima et de minima (qui font qu'on n'aperçoit pas de suite l'abaissement réel de la progression), elle s'explique peut-être par la composition inégale des familles, mais en partie : il subsiste, là encore, bien des obscurités, et la proportion de la dépense nourriture ne s'explique pas seulement par le chiffre du revenu et la grandeur des ménages. – La proportion de la dépense logement doit être étudiée jusqu'à la catégorie 2. 200, car de 2. 200 à 2. 500 elle baisse, en raison de la hausse exceptionnelle de la dépense nourriture, elle-même à expliquer, nous l'avons vu, par l'accroissement des familles. De 1. 300 à 2. 200, elle augmente dans l'ensemble, tout en restant presque stationnaire de 1. 600 à 2. 100. De 1. 600 à 2. 400, d'ailleurs, ses mouvements sont régulièrement en sens inverse des mouvements de la dépense nourriture, mais presque toujours bien plus atténués. Jusque-là, sauf pour 1. 200 (hausse exceptionnelle de la dépense nourriture, et baisse de la dépense logement, dont la raison est l'augmentation brusque de la grandeur des familles) ils sont de même sens (mais non, d'ailleurs, de même ampleur). Aussi bien ces atténuations que ce changement brusque du sens de la relation laisse supposer que la courbe exprime ici une combinaison de mouvements et tendances diverses, qu'il faudra rechercher. Mais, comme nous l'avons noté précédemment, à propos de l'enquête de l'Office de statistique, il y a une tendance certaine, dans ces groupes, à maintenir la proportion de la dépense logement au même niveau, très visible de 1. 600 à 2. 200 (ménages de composition moyenne) et, encore, de 2. 300 à 2. 500 (ménage très nombreux). Même alors, cette tendance ne triomphe pas tout à fait. Et de 1. 000 à 1. 600 il y a au contraire bien des variations que nous ne pouvons pas encore expliquer. – Quant à la dépense vêtement, dans l'ensemble, sa proportion augmente un peu plus que celle de la dépense logement, sans qu'on puisse expliquer ses mouvements de façon simple. Ils sont souvent de sens inverse de ceux de la dépense nourriture, et de même sens que ceux de la dépense logement, mais souvent, aussi, le contraire. Toutefois presque tous ses minima correspondent à des hausses de la dépense nourriture (pour les catégories 1. 200, 1. 400, 2. 000 et 2. 300), et presque

tous ses maxima à des baisses de la même dépense (1. 000, 1. 300, 1. 600, 1. 900, 2. 100, 2. 600). Ici encore, les faits paraissent complexes. Mais nous constatons, comme dans l'enquête précédente, que, contrairement à la proposition d'Engel, la dépense vêtement, pas plus que la dépense logement, ne restent approximativement dans le même rapport à la dépense totale pour tous les revenus, que leurs proportions augmentent, tandis que leurs mouvements, le plus souvent, se correspondent. – Enfin, la proportion des « autres dépenses » n'augmente point de façon certaine : pour relever un accroissement continu jusqu'à la catégorie 2. 000 inclusivement, il faudrait faire abstraction de trois maxima ; mais, ensuite, cette proportion baisse de nouveau d'une manière sensible. De toutes les catégories de dépenses, c'est elle qui, dans l'ensemble, est le plus stationnaire. Nous constatons au contraire, dans l'enquête de l'Office de statistique, qu'elle augmentait en somme. Ce qui obscurcit la question, c'est que la proportion de la dépense nourriture se relève (en raison de l'accroissement de grandeur des familles) précisément pour ces dernières catégories : on peut supposer que l'augmentation des autres dépenses en proportion se serait poursuivie au delà de la catégorie 2. 000, si la dépense nourriture n'avait pas augmenté.

LES DÉPENSES PAR CATÉGORIES DE MÉNAGES CLASSÉS D'APRÈS LEUR DÉPENSE TOTALE
(Orientation paysage — Times New Roman 10)

(Enquête des travailleurs des métaux)

Dépense totale en marks	Nomb. des ménages	Grandeur des ménages	Dépense totale		Dép. nour. et boisson		Dépense vêtement		Dépense logement		Dép. chauff. et éclairage		Autres dépenses	
			moyenne en marks	nombres relatifs	moyenne en marks	nombres relatifs	moyenne en marks	nombres relatifs	moyenne en marks	nombres relatifs	moyenne en marks	nombres relatifs	moyenne en marks	nombres relatifs
1000-1099	4	2,3	1070	52	547	51	178	65	136	45	58	69	146	47
1100-1199	11	2,6	1140	55	597	56	141	52	164	54	57	68	170	55
1200-1299	10	3,6	1265	61	735	69	121	44	166	54	65	77	173	56
1300-1399	20	3,3	1360	66	686	65	173	63	167	55	60	71	209	68
1400-1499	24	3,4	1460	71	806	76	150	55	210	69	72	86	205	67
1500-1599	33	3,6	1560	76	828	78	184	67	216	71	71	85	235	76
1600-1699	30	3,2	1660	81	840	79	207	76	248	81	71	85	265	86
1700-1799	34	3,8	1750	85	920	87	214	78	260	85	77	92	259	84
1800-1899	22	4,1	1850	90	990	93	240	88	268	88	67	80	278	90
1900-1999	30	3,8	1950	95	990	93	265	97	291	96	84	100	298	97
2000-2099	28	3,9	2050	99	1060	100	245	86	302	99	90	107	316	103
2100-2199	21	4,1	2155	104	1110	104	325	119	316	104	85	101	297	97
2200-2299	15	3,9	2250	109	1120	106	300	110	364	119	89	106	326	106
2300-2399	13	5	2350	114	1255	118	294	108	323	106	93	111	359	116
2400-2499	5	5	2450	119	1330	126	340	124	354	116	90	107	330	108
2500-2599	7	5,2	2550	124	1339	126	340	124	367	120	106	126	375	122
2600-2799	7	5	2650	128	1254	118	405	148	420	138	97	107	420	136
2800-2899	3	3	2810	136	1618	152	346	127	375	123	95	114	364	118

**RAPPORT DE CHAQUE DÉPENSE À LA DÉPENSE TOTALE (%) DANS LES CATÉGORIES DE MÉNAGES CLASSÉS
D'APRÈS LEUR DÉPENSE TOTALE ET LA GRANDEUR DE LA VILLE OÙ ILS VIVENT** *Orientation paysage — Times New Roman 10)*

(Enquête des travailleurs des métaux)

Dépense totale	Nombre des ménages	Grandeur des ménages	Nouriture	Boisson	Nouriture et boisson	Vêtement	Logement	Logement et transport	Chauffage et éclairage	Autres dépenses
1000-1099	4	2,3	46,7	4,4	51	16,6	12,8	13,4	5,4	13,7
1100-1199	10	2,7	47,5	4,9	52,3	12,3	13,6	15,2	5,2	14,9
1200-1299	8	3,5	54,8	4,2	59	9,8	12,7	13	5,3	13,6
1300-1399	14	3,2	48,8	5,6	54,3	14,3	10,8	11,6	4,5	15,4
1400-1499	14	3,8	51,2	5,3	56,6	10,5	13,2	14	5,1	14,2
1500-1599	20	3,8	47,5	5,6	53	12,8	13,4	14,4	4,6	15,3
1600-1699	11	3,5	46,6	4,3	51	14,2	13	14,6	4	16,4
1700-1799	12	3,85	48,5	5,7	54,2	13,8	12,7	13,8	4,2	13,9
1800-1899	8	4,5	49,5	4,3	53,8	14,2	12	12,3	3,7	16,2
1900-1999	8	4,4	43,5	3,3	46,8	16	13,4	14,7	4,3	18,3
2000-2099	9	4,2	48,3	3,3	51,7	11	14,6	14,9	5,5	17,1
2100-2199	5	4,85	51,7	3,6	55,4	15	11,4	12	3,8	14,4
2200-2299	2	4,7	43,2	6,5	49,7	16,6	13,4	14,2	5	14,2
2300-2399	5	4,65	46,5	4,8	51,2	14,1	12,4	13,1	3,8	18,4
2400-2499	3	4,7	50	7,6	57,6	10	14,2	14,6	3,8	13,9
2500-2599	3	5,15	45,6	5,1	50,7	13,8	15,5	16,6	4,7	14,3

Petites et
moyennes
villes

Dépense totale	Nombre des ménages	Grandeur des ménages	Nouriture	Boisson	Nouriture et boisson	Vêtement	Logement	Logement et transport	Chauffage et éclairage	Autres dépenses
1100-1199	1	2,3	43,1	5,6	48,8	12,2	21,4	22,4	2,8	14,2
1200-1299	2	4	55	1,9	57	8,9	15,3	15,6	4,7	14
1300-1399	6	3,5	48,8	5	54	9,2	15,8	17	4,4	15,2
1400-1499	10	3	48,2	5,8	54	10,2	16,2	17,2	4,8	14,2
1500-1599	13	3,3	48,3	5,8	54	10,5	15	16	4,5	15
1600-1699	19	3,1	45,7	4,9	50,7	11,6	16	17,3	4,5	15,7
1700-1799	22	3,8	46,9	5	52	11,4	16	17	4,6	15,3
1800-1899	14	3,95	48,5	4,7	53,4	12,2	15,8	16,8	3,5	14,4
1900-1999	22	3,6	46	6	52	12,8	15,6	17,2	4,3	14,2
2000-2099	19	3,9	45,8	6,4	52,2	12,4	15	16,6	3,9	14,9
2100-2199	16	3,9	45,5	4,9	50,4	15,2	15,8	17	4	13,5
2200-2299	13	3,8	42,5	7,5	50	12,8	16,6	19	3,8	14,6
2300-2399	8	5,2	50	5	55	11,6	14,6	16,1	4,1	13,9
2400-2499	2	5,55	44	4,9	49	19,6	14,7	15,6	3,4	12,7
2500-2599	4	5,3	49,5	4,1	53,5	13	13,6	14,7	3,8	15,1
2600-2699	6	5,3	42,5	5,5	48	15	15,2	16,5	3,4	16,9
2700-2799	1	3,1	40,4	2,3	42,6	16,4	23,5	26	4,9	9,9
2800-2899	3	6,1	51,3	5,8	52,1	12,3	13,3	14,5	3,3	12,8

Grandes
villes

Dépense totale	Nombre des ménages	Grandeur des ménages	Nouriture	Boisson	Nouriture et boisson	Vêtement	Logement	Logement et transport	Chauffage et éclairage	Autres dépenses
1000-1099	4	2,3	46,7	4,4	51	16,1	12,8	13,4	5,4	13,7
1100-1199	11	2,65	47,3	5	52,1	12,4	14,4	15,9	5	15
1200-1299	10	3,6	54	3,7	57,8	9,7	13,2	13,6	5,2	13,6
1300-1399	20	3,3	48,9	5,2	54	12,8	12,2	13,2	4,4	15,4
1400-1499	24	3,45	50	5,5	55,5	10,3	14,5	15,4	5	14,2
1500-1599	33	3,6	47,5	5,6	53	11,8	13,7	15,1	4,5	15,1
1600-1699	30	3,25	46	4,7	50,8	12,6	15	16,2	4,3	16
1700-1799	34	3,8	47,5	5,3	52,8	12,2	14,8	15,9	4,4	14,8
1800-1899	22	4,1	48,8	4,6	53,4	12,9	14,5	15,1	3,6	15
1900-1999	30	3,8	45,4	5,3	50,7	13,6	15	16,5	4,3	15,3
2000-2099	28	3,9	46,6	5,4	52	12	14,8	16	4,4	15,5
2100-2199	21	4,1	47	4,6	51,5	15,1	14,7	15,8	4	13,8
2200-2299	15	3,9	42,5	7,3	50	13,3	16,2	18,3	4	14,5
2300-2399	13	5	48,4	4,9	53,4	12,5	13,7	14,8	4	15,2
2400-2499	5	5,05	47,7	6,6	54,2	13,8	14,4	15	3,7	13,4
2500-2599	7	5,25	47,9	4,4	52,2	13,4	14,4	15,5	4,2	14,7
2600-2699	7	5	42,4	5,1	47,5	15,3	15,9	18	3,7	15,9
2800-2899	3	3	51,5	5,8	57,3	12,4	13,4	14,5	3,3	12,9

Toutes les villes

Qu'apprenons-nous, maintenant, lorsque nous distinguons les ménages suivant la grandeur de l'agglomération où ils vivent, et étudions leurs dépenses par catégories de revenus, dans les petites et moyennes villes, et dans les grandes villes (haut du tableau des p. 322-323), au lieu de nous en tenir aux résultats globaux ci-dessus analysés ?— Nous relevons d'abord, à propos de la dépense nourriture, l'extrême irrégularité de la courbe qui exprime son rapport à la dépense totale, dans les petites et moyennes villes et sa régularité très approchée dans les grandes villes. On ne l'explique pas en invoquant le nombre un peu moins grand des ménages compris dans les catégories des petites et moyennes villes. La diminution de ce rapport, réelle dans les deux cas, n'est clairement apparente que dans les grandes villes : en particulier, si on ne retient que les catégories 1. 300-2. 300 (les autres ne comprenant que six ménages ou moins), on note deux descentes nettes de 1. 500 à 1. 600, de 2. 000 à 2. 100, et une tendance à demeurer au même niveau dans les intervalles ; la proportion de la dépense nourriture décroît brusquement, et ne remonte ensuite que dans la mesure où les familles sont plus nombreuses ; en réalité, ces baisses sont toujours consolidées. Il n'est pas possible de décomposer ainsi la même courbe dans les villes petites et moyennes ; évidemment diverses influences locales peuvent ici intervenir, et les conditions de la vie sociale dans des agglomérations moins denses expliquent l'absence ou la faiblesse plus grande d'habitudes et tendances communes à des groupes dont les membres sont sans doute à la fois moins nombreux et plus isolés. — De même, on comprend vite le mouvement de la courbe de la dépense logement dans les grandes villes: jusqu'à 2. 200 inclusivement, elle demeure réellement stationnaire : si elle diminue ensuite, cela est en rapport très net avec l'accroissement en grandeur des familles¹. Cette fois, la proposition d'Engel se vérifierait. Dans les petites et moyennes villes, bien plus petite que dans les grandes, cette dépense reste à peu près stationnaire jusqu'à 1. 800 inclusivement, et tend, ensuite, malgré un ou deux fléchissements, à augmenter ; mais il y a tant de changements de direction, même dans la phase de stationnement relatif, qu'ici encore on soupçonne que ne s'exercent pas aussi nettement des tendances sociales définies. — La proportion de la dépense vêtement augmente très nettement dans les grandes villes, et de façon continue jusqu'à 1. 900. Cette augmentation, ensuite, à travers des hausses ou baisses en rapport avec les baisses ou hausses de la proportion de la dépense nourriture, se consolide. Elle serait probablement moindre, et en revanche la proportion de la dépense logement augmenterait, si les achats de mobilier, etc., étaient rattachés à celle-ci, et non à la dépense vêtement. Au contraire, dans les villes petites et moyennes, sauf de 1. 500 à 1. 800, la proportion de la dépense vêtement hausse ou baisse sans cesse, et très nettement : elle augmente bien au total, mais son évolution est tout à fait discontinue. Les variations, enfin, des « autres dépenses »

¹ Rappelons que, dans l'enquête de l'Office de statistique, la proportion de la dépense logement augmentait modérément ; mais on y comprenait les achats de mobilier, l'entretien, etc., rattachés ici à la dépense vêtement.

sont beaucoup moindres et moins fréquentes dans les grandes villes que dans les autres ; légère tendance de la courbe à monter jusqu'à 1. 600 inclusivement, et à descendre jusqu'à 2. 300, mais sans changements brusques ; au contraire, dans les petites et moyennes villes, c'est d'abord une succession ininterrompue de hausses et de baisses, puis de très forts mouvements dans un sens ou dans l'autre. – En définitive, les mouvements sont trop saccadés, irréguliers et obscurs dans celles-ci pour qu'on puisse espérer atteindre derrière elles des forces sociales définies.

Tenons-nous-en donc aux grandes villes, et demandons-nous (c'est le seul problème que nous puissions poser) quel apparaît être, d'après ce que nous connaissons de leurs relations les unes aux autres, l'ordre d'importance des dépenses, et des besoins qui y correspondent, à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des revenus. – La dépense nourriture, qui était apparue la plus importante à mesure qu'on passait à des familles d'un plus grand nombre de membres, est ici celle dont la proportion se trouve réduite de plus en plus, à mesure qu'on passe à des revenus plus élevés. Il est vrai que cette réduction ne s'opère point de façon continue, mais par intervalles ; il y a donc des moments définis où ces différences d'appréciation se forment ; mais comme de telles variations brusques n'apparaissent pas dans les autres dépenses, ce n'est pas à telle ou telle d'entre elles, mais à toutes, qu'elle se trouve constamment subordonnée. L'augmentation très nette et continue de la dépense vêtement (d'autant plus nette que, cette dépense étant inférieure en valeur absolue aux trois autres, l'accroissement de son rapport à la dépense totale représente une augmentation en valeur relative bien plus forte que le même accroissement qui porterait sur tout autre dépense) montre que, par contre, c'est elle qui de plus en plus passe au premier plan, profite le plus, et la première, des réductions de la dépense nourriture. Immédiatement après elle viendrait, dans notre expérience, la dépense logement, qui est stationnaire, puis les « autres dépenses », qui tendent plutôt à diminuer. Comme les « autres dépenses » sont, d'ailleurs, plutôt inférieures en valeur absolue à la dépense logement, la diminution de leur rapport à la dépense totale représente une forte diminution en valeur relative ; ce sont elles qui profitent le moins des réductions de la dépense nourriture.

VII

Les résultats des deux enquêtes

[Retour à la table des matières](#)

Après toute cette analyse de nos deux enquêtes, il doit être possible de répondre à cette question : est-ce que, par la différence des proportions où sont entre elles leurs diverses dépenses, les familles ouvrières tendent à se séparer en groupes homogènes et distincts ? Est-ce que cette différence s'explique surtout par l'importance de leurs revenus ? – Nous avons examiné successivement l'influence de la grandeur de la famille, et celle de la grandeur du revenu, sur la répartition des dépenses. Mais ces deux études se ramènent peut-être l'une à l'autre, si l'on accepte l'idée qu'un accroissement de la famille équivaut à une diminution du revenu, et inversement. Plaçons-nous provisoirement à ce point de vue.

Nous avons reconnu, dans nos deux enquêtes, que, comme l'avait marqué Engel, la proportion de la dépense nourriture diminuait à mesure qu'augmentait le revenu, augmentait à mesure qu'il diminuait (ou que la grandeur de la famille augmentait, ce qui, dans notre hypothèse, revient au même). Ce mouvement s'est révélé général et continu, ce qui n'exclut pas, d'ailleurs, des hausses (ou baisses) brusques et consolidées. Dans l'une et l'autre enquête nous avons noté que, quand on passe de familles moins grandes à des familles plus grandes, cette dépense augmente brusquement, dès le début chez les ouvriers moins bien situés, plus tard chez les ouvriers mieux situés (comme si, chez ceux-ci, la nourriture était, dès le début, assez abondante). D'autre part, dans l'enquête des travailleurs des métaux, nous avons relevé dans la courbe de cette dépense, quand on passe des revenus moins élevés aux plus élevés, des maxima et des minima qui ne s'expliquaient qu'en partie par la composition inégale des familles. Ces deux faits limitent la portée de la loi d'Engel : si la proportion de la dépense nourriture varie, d'ensemble, dans un rapport défini avec le revenu, il y a dans ce mouvement des accélérations ou ralentissements, et des irrégularités, qui doivent s'expliquer par d'autres facteurs.

Sur la dépense vêtement, les résultats où nous arrivons au terme de l'une et de l'autre enquête ne se recouvrent qu'en partie (ce qui ne nous étonne pas, puisque la

définition de cette rubrique n'est point la même ici et là). Sa proportion à la dépense totale, quand on passe des familles moins nombreuses aux familles plus grandes, est stationnaire pour les travailleurs des métaux; pour les travailleurs étudiés par l'Office de statistique, elle augmente pour deux enfants, et trois enfants âgés, mais diminue ensuite, dans les ménages moins bien situés, reste stationnaire, puis augmente dès qu'ils ont trois et quatre enfants assez âgés, dans les ménages mieux situés. Si, maintenant, on examine son mouvement, quand on s'élève dans l'échelle des revenus, on constate dans l'une et l'autre enquête qu'elle augmente très nettement, avec des irrégularités qui sont, ici et là également, en rapport avec les mouvements marqués de la dépense nourriture (ses minima correspondent à des hausses, et ses maxima à des baisses de celle-ci). C'est ce qui nous permettait, contrairement à la formule d'Engel, d'indiquer que cette dépense, proportionnellement, n'est point stationnaire. Mais ses mouvements paraissent complexes. Elle augmente avec le revenu, mais ne diminue pas toujours quand la famille augmente (ce qui, dans notre hypothèse, correspondrait à une diminution du revenu) : tantôt elle ne diminue alors que quand la dépense nourriture a augmenté sensiblement, c'est-à-dire, pour les bas revenus, à partir de trois enfants âgés, mais elle augmente jusque-là ; et, tantôt, elle demeure stationnaire. Elle résiste donc, plus que la dépense logement et les « autres dépenses », aux limitations entraînées par l'accroissement des familles, comme elle profite plus que celles-ci, et de façon plus continue, des accroissements de la dépense totale et des diminutions en proportion de la dépense nourriture. – Nous n'avons d'ailleurs qu'à nous reporter aux groupes que nous avons formés, parmi les ouvriers atteints par l'enquête de l'Office de statistique, d'après la proportion de leurs dépenses. Presque toujours la proportion de la dépense vêtement ne fléchit que quand le revenu moyen par quet est très bas, et en même temps le nombre de quets par ménage assez bas (dans les quatre premiers groupes de l'ensemble ∞ , dans les deux premiers de l'ensemble [lettre grecque], dans le premier de l'ensemble [lettre grecque], dans les deux premiers de l'ensemble [lettre grecque]). D'autre part, dans l'ensemble €, où la dépense loyer est modérée, et les « autres dépenses » élevées, la dépense vêtement est au plus haut ; dans l'ensemble [lettre grecque], où la dépense loyer est élevée, et les autres dépenses modérées, elle est aussi élevée (sauf dans les cas que nous venons de dire) : son accroissement correspond au passage à un niveau social supérieur. De toutes les dépenses, c'est celle dont le mouvement paraît le plus opposé à celui de la dépense nourriture.

La proportion de la dépense logement paraît diminuer, dans l'une et l'autre enquête, à mesure qu'on passe à des familles plus grandes ; mais son mouvement est des plus complexes ; la grandeur du revenu est trop variable. L'accroissement de la famille (ou sa diminution) détermine des variations de cette dépense tantôt brusques (dans l'enquête de l'Office de statistique), tantôt lentes et continues (pour les travailleurs des métaux), suivant, sans doute, qu'on comprend dans la dépense logement, ou qu'on n'y comprend pas les dépenses en achats de mobilier, etc. : il n'est pas possible de

ramener ces variations à une formule simple. Si, maintenant, on cherche comment elle varie avec le revenu, dans l'enquête de l'Office de statistique, c'est un état stationnaire qui prédomine, avec une tendance à la baisse, surtout quand les familles sont nombreuses, et, dans l'enquête des travailleurs de métaux, c'est une baisse, mais très lente et continue, sans mouvement brusque. Comme, d'ailleurs, la dépense chauffage-éclairage tend aussi à diminuer, la loi d'Engel, qui veut que ces dépenses demeurent approximativement les mêmes pour tous les revenus, ne se trouve pas, ici encore, vérifiée. En somme, malgré cette direction générale, qui se peut dégager, beaucoup d'obscurités et d'irrégularités subsistent : pas plus que les autres, la dépense logement ne résulte, mécaniquement, de la grandeur du revenu.

Quant aux «autres dépenses», nous trouvons, dans l'enquête de l'Office de statistique, qu'elles diminuent à mesure que les familles grandissent, mais beaucoup plus vite chez les familles moins bien situées ; dans l'enquête des travailleurs des métaux, elles tendent d'abord à demeurer en une même proportion aux dépenses totales, mais elles diminuent bientôt, plus vite dans les ménages moins bien situés, un peu plus tard dans les autres. Ces résultats se couvrent à peu près. Par contre, quand on examine comment varie leur proportion à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des revenus, on trouve que, dans l'enquête de l'Office de statistique, en s'en tenant à des groupes larges, et d'ensemble, la proposition d'Engel se trouve vérifiée : plus le revenu est élevé, plus est grande la proportion des dépenses diverses. Mais, dans l'enquête des travailleurs des métaux, il n'en va plus ainsi : on relève, au début, un mouvement de hausse assez incertain, puis un mouvement prononcé de baisse : au total, disions-nous, de toutes les catégories de dépenses, c'est elle qui est le plus stationnaire. Au reste, il ne faut pas s'exagérer la gravité de cette divergence. La différence des méthodes des deux enquêtes, la différence aussi des enquêtés (l'enquête des travailleurs des métaux n'a porté que sur des syndiqués) permettait déjà de la prévoir. Mais, dans l'enquête de l'Office de statistique, le mouvement des « autres dépenses » est bien plus irrégulier qu'il ne paraît. Nous l'avons vu, si on y distingue les ménages en deux groupes, suivant leur composition, on relève que, dans l'un et l'autre, l'augmentation n'est pas continue, que, pour toute une suite de catégories, dans l'un et l'autre il y a stationnement. C'est le signe qu'ici encore on ne peut déterminer simplement la proportion des autres dépenses en s'appuyant sur le chiffre du revenu, que d'autres causes interviennent.

En réalité, Engel, et ceux qui essaient d'expliquer ainsi par quelques lois simples toutes les tendances consommatrices des ouvriers, oublient que chaque ménage est dans la dépendance d'habitudes déjà anciennes, et qu'il détermine son niveau de vie actuel en obéissant en partie à celles-ci. Nous examinerons la nature réelle des besoins des ouvriers. Mais, nous l'avons indiqué déjà, parmi les ménages à revenus élevés, les uns ont toujours eu de hauts salaires, mais d'autres s'y sont élevés ; ils se sont élevés à ce taux de revenu total depuis un temps plus ou moins court, mais depuis peu de

temps, ils ont apporté avec eux des goûts et des appréciations conformes à leurs revenus et à leur genre de vie antérieurs ; cela doit expliquer bien des irrégularités, des hausses ou des baisses brusques de certaines proportions des dépenses, que nous avons relevées en étudiant les ménages groupés par catégories de revenus. Il en est de même d'ailleurs de ceux dont les revenus et les dépenses totales, pour une raison ou l'autre, ont diminué. Il se peut que ce qui différencie surtout les besoins et niveaux de vie des ouvriers soit le rapport plus ou moins étroit où ils sont avec la classe paysanne, qu'ils en soient sortis depuis peu, qu'ils n'aient point perdu avec elle tout contact, qu'ils y comptent beaucoup de parents, etc. Mais cela n'apparaît point dans nos enquêtes ; ni la profession, ni le revenu n'en sont le signe. Or, si, dans une même catégorie de revenus, des ouvriers, des groupes d'ouvriers très différents sous ce rapport se trouvent fondus, c'est une cause de diversité des besoins qui nous échappe, et qui, cependant, intervient. Cela n'empêche pas que des lois et régularités générales ne transparaissent (et, après Engel, nous avons essayé dans les pages précédentes de les formuler), mais cela explique à la fois leur complexité et leurs exceptions.

De ces lois, et de leurs limites, que faut-il maintenant conclure, sur la différence des niveaux de vie, la cohésion des groupes qui adoptent chacun d'eux, la profondeur et l'importance sociale des intervalles qui les séparent ? Si les lois formulées par Engel s'appliquaient seules, si, de façon très continue, à mesure qu'on passe à des revenus plus élevés, on voyait la proportion de la dépense nourriture diminuer, celle du logement et du vêtement demeurer stationnaire, celle des « autres dépenses » croître ; si, comme il semble résulter de nos enquêtes, la proportion de la dépense logement diminuait légèrement, tandis que celle de la dépense vêtement croîtrait nettement aux deux extrémités au moins de la série des revenus, et jusqu'à une zone intermédiaire que nous ne pouvons naturellement, définir, la différence des goûts, des besoins et de leur satisfaction serait telle qu'elle se traduirait dans deux ou plusieurs représentations collectives. S'il n'y avait pas de fréquents passages d'une catégorie de revenus dans l'autre, ou si, à chacun de ces passages, l'ouvrier oubliait entièrement l'espèce et l'importance de ses besoins antérieurs, et perdait aussitôt toutes ses habitudes, pour adopter celles du groupe où il entre, il est à prévoir que ces représentations se consolideraient et s'opposeraient, et deviendraient des représentations de classe. Mais il n'en est rien. Nous avons vu que l'accroissement des familles, en particulier les efforts en vue d'accroître le gain qui s'y rattachent, et qui aboutissent ou n'aboutissent point, jouent ici un rôle décisif. Une famille qui s'accroît sans augmenter proportionnellement son revenu change apparemment de situation sociale ; mais il se peut qu'elle réussisse à maintenir au même niveau les dépenses qui la classent, quitte à sacrifier et à limiter extrêmement les autres. À considérer sa composition et son chiffre de revenu, on s'attendra, en se guidant sur nos lois simples, à un tout autre ordre de ses dépenses que celui qui subsistera. Une famille qui augmente ses revenus de telle sorte qu'on la rangerait dans une catégorie plus élevée, mais qui ne modifie point, ou pas immédiate-

ment ses goûts, ne vérifie point les rapports dégagés par Engel ou par nous. Il s'ensuit qu'on trouve trop d'irrégularités, trop de changements et de survivances, pour que la simple considération des dépenses, de certaines dépenses (en particulier des dépenses sociales) d'une famille suffise pour permettre de reconnaître son revenu, sa puissance pécuniaire. Mais si un tel rapport n'est point constant, s'il n'est pas facilement saisissable, les représentations sociales où il est compris perdent d'autant de leur force impérative. La classe ouvrière ne semble donc pas se décomposer en groupes, où se développeraient des consciences collectives indépendantes, et qui seraient définis par différents niveaux de vie.

Nous voudrions maintenant, nous appuyant sur ces analyses, répondre à cette autre question : y a-t-il un niveau de vie commun à toute la classe ouvrière, c'est-à-dire auquel, plus ou moins consciemment, tous les ouvriers s'efforcent de s'élever ? Quelle est sa signification sociale, et dans quelle mesure s'explique-t-il par la fonction et les conditions de travail des ouvriers ? Avant cela, il nous paraît utile d'examiner de plus près, autant qu'il nous sera possible, les diverses catégories de dépenses, de descendre dans leur détail, et d'en reconnaître, s'il y a lieu, la complexité. Ce sera un moyen de vérifier le résultat où nous sommes arrivés, savoir qu'il n'existe pas de séparations dans la classe ouvrière en raison d'une diversité de niveaux de vie. Cela nous aidera sans doute aussi à mieux comprendre les tendances consommatrices des ouvriers en général.

Livre II : les dépenses dans la classe ouvrière

Chapitre V

La nourriture et le logement des ouvriers

I

Le détail de la dépense nourriture

[Retour à la table des matières](#)

Dans un récent volume publié par l'Office du travail français¹ on nous dit : «Le problème des changements survenus dans le coût de l'existence peut être examiné sous deux aspects : 1° quand on considère un genre de vie qui se modifie, suivant le temps et suivant le lieu, avec les habitudes, les goûts, les relations sociales. Dans ce cas, les variations du coût de la vie se conforment pratiquement aux variations des revenus², c'est-à-dire, pour les ouvriers, aux variations des salaires; 2° quand on considère un genre de vie invariable. L'étude des variations du coût de l'existence exige alors des recherches sur le mouvement des prix » (p. 10). Mais, étant donnés tels changements des prix et des salaires, dans quel rapport sont maintenant entre eux les divers be-

¹ *Salaires et coût de l'existence à diverses époques jusqu'en 1910*. Paris, Imprimerie Nationale, 1911.

² On admet, d'ailleurs, qu'il faudrait aussi, et en même temps, observer le mouvement de l'épargne (p. 8).

soins ? Ce serait l'essentiel. Nous savons que les ouvriers peuvent aujourd'hui acquérir à meilleur compte une même quantité d'aliments d'espèces déterminées qu'autrefois (c'est ce qu'a surtout étudié l'Office du travail), ou, encore, que leurs salaires leur permettent d'acquérir une plus grande quantité de ces aliments, sans que la proportion de la dépense nourriture aux autres dépenses soit plus forte qu'autrefois. Mais cela ne nous apprend point s'ils vont profiter de cette diminution des prix, ou de cet accroissement de leur salaire, pour manger davantage ou mieux.

Ce n'est point d'ailleurs, non plus, en ces termes que nous posons ici le problème de la dépense nourriture. Nous avons examiné comment varie son rapport à la dépense totale, non dans le temps, mais par rapport à la composition de la famille, au chiffre du revenu, etc., à une même époque et dans un même pays. Nous avons reconnu qu'en général il tendait à augmenter avec la grandeur de la famille, à diminuer à mesure que s'accroît le revenu, mais avec des irrégularités, des résistances visibles à l'accroissement, des accélérations dans la baisse, que nous expliquions par la diversité sociale des ouvriers rapprochés dans de mêmes catégories en des proportions sans doute variables. Et nous concluons à la nécessité, pour mieux comprendre l'action combinée de ces facteurs, d'étudier maintenant la dépense nourriture non plus dans son rapport à la dépense totale, ni à chacune des autres dépenses, mais en elle-même, dans son détail et ses éléments. Des nombres totaux peuvent en effet nous tromper. Le même chiffre de la dépense nourriture, suivant qu'il s'agit d'un ménage peu nombreux, ou d'une famille très chargée d'enfants, suivant que les mets de luxe et de fantaisie, ou une quantité abondante d'aliments nécessaires paraissent sur leurs tables, doit avoir une toute autre signification. C'est un avantage de la méthode minutieuse des budgets, que de nous permettre de telles analyses.

Mais cette méthode n'est-elle point, là surtout, bien arbitraire ? Que, chaque année, la dépense nourriture représente, pour un même ménage, à peu près la même part de la dépense totale, cela peut s'expliquer par sa résolution de ne point dépasser ce rapport : de là des retranchements, des limitations, et une certaine constance de la quantité des aliments ou boissons dont l'achat se reproduit tous les jours : pain, lait, vin, par exemple. Mais, pour le reste, comment ne point tenir compte de la variabilité des goûts en matière alimentaire, de leur succession et de leurs retours imprévus, à l'intérieur d'une même famille, et chez un même individu ¹. Dans beaucoup de ménages

¹ Schnapper-Arndt, à la suite de la monographie de « Nährikele » (Vorträge und Aufsätze, 1906), a indiqué pour toute une année, par une chaîne continue de points noirs et blancs, la succession et l'alternance de ce qu'il appelle les jours gras et les jours maigres. Bien que leur distribution soit assez irrégulière, nous trouvons, pour les mois successifs, 14, 9, 16, 13, 16, 13, 21, 17, 10, 18, 14, 12 jours gras, soit de 12 à 16, en moyenne sauf en juillet-octobre ; d'autre part, le plus souvent, les jours gras se trouvent rapprochés et concentrés, se suivent par séries de 3, 4, 5, 6, et les jours maigres de même. Sans doute cette distribution ne résulte point tout à fait du libre choix de l'intéressée, mais surtout de ses conditions de travail, puisque les jours gras sont surtout ceux où

il doit exister des principes d'irrégularité, en sorte que les périodes d'abondance relative et de privation se succèdent sans loi apparente. Mais, s'il en est ainsi, peut-on s'attendre à ce qu'au terme de chaque année ou de chaque mois la proportion de la dépense pour chaque espèce d'aliments à la dépense nourriture totale reste constante ? En d'autres termes, en raison même de la quantité et de la petitesse des achats d'aliments, et de la diversité des aliments, en raison aussi de l'extrême variabilité du besoin nourriture, sollicité en tant de sens, si inégalement aux divers temps, et qui obéit à toutes les vicissitudes de l'état physiologique, du climat et de la température, de l'humeur et des fantaisies individuelles, il semble que ce sera grand hasard si, pour une longue période, ces irrégularités ne s'additionnent pas mais se compensent, et si, dans le rapport de la dépense viande à la dépense légumes, etc., bien des variations ne s'introduisent pas.

Nous possédons malheureusement trop peu de budgets tenus avec soin plusieurs années de suite. – Pour le ménage du commis, dont il a publié les dépenses pendant vingt années (voir p. 143), Hofmann nous indique les sommes dépensées annuellement pour chacune de 7 catégories d'aliments ¹. Nous avons calculé le rapport des dépenses de chaque catégorie à la dépense nourriture totale, et obtenu le tableau suivant.

elle était nourrie chez ses clients. Mais il faut regretter qu'on ne nous présente point des tableaux de ce genre pour un grand nombre d'enquêtés dont on aurait recueilli les menus.

¹ Encore l'avant-dernière (épices, etc.) est-elle insuffisamment définie, et la dernière (boisson), ne se présentant qu'à intervalles, correspond sans doute à des achats faits longtemps à l'avance, et souvent pour plusieurs années (les boissons ne sont, d'ailleurs, pas comptées dans le total de la nourriture).

DÉPENSES ANNUELLES POUR LA NOURRITURE (MÉNAGE D'UN COMMIS)

Années	Nombre de quets	Dépense nourrit. (nombres indices)	Viande et saucisse %	Pain et farine %	Légumes et fruits %	Lait et œufs %	Graisse %	Épices etc. 0/8	Boisson %
1866	6,5	59	32	21	7,5	19	7,4	13,8	7
1867	7,5	66	29,5	20,5	9	22,5	10	8	9
1868	8,6	71	26	24,5	7	26,5	7,5	8,7	»
1869	8,8	72	25,5	27	9	22,5	7,5	8,6	2
1870	9,10	71	29	23,5	7	25	6	9	»
1871	9,40	82	32	29	6	17,4	5,5	10,5	3,5
1872	9,70	95	27	25,5	8	17,6	10,5	11	12
1873	11	101	32,5	23,5	6	20	7,8	9,7	»
1874	11,4	104	30	27	5,8	16,5	10,4	10,4	»
1875	11,8	100	32	24	6,3	15,3	10	12,5	2,5
1876	12,2	101	32	25	6	18	9	10,4	»
1877	12,6	93	30	24	4,6	21,5	9,5	10	»
1878	13	92	29	22,5	6,6	21	10,2	10,8	2
1879	13,4	89	30	22,5	6,2	19,5	10,3	11,8	3,7
1880	13,8	90	30,5	23	6,9	17,8	10,1	12	»
1881	14,2	90	31,5	22	7	16,2	10	13,3	13,4
1882	14,6	91	29	25	7,3	16,5	9,5	13,4	»
1883	15	90	31,8	21,5	6,4	17	9,6	13,8	3,7
1884	15,4	98	33,5	22,4	6,9	15,8	9	12,3	»
1885	15,8	102	36	21,8	7,1	14,9	8,3	12,2	3,2

Il nous intéresse surtout parce que, bien que la grandeur réelle du ménage (l'âge des enfants) se soit modifiée) bien que la dépense nourriture elle-même ait bien varié, la proportion de chaque espèce d'aliments à leur total n'a oscillé qu'entre des limites assez resserrées, et ne les a que rarement dépassées. Laissant de côté les deux dernières catégories, nous remarquons, en effet, que la proportion de la dépense viande et saucisses ne s'écarte que cinq fois de 29 à 32 % ; ses minima (26 et 25,6 %) correspondent à un faible total, et ses maxima (33,5 et 36) à un fort total de la dépense nourriture, sans qu'on puisse cependant relever un rapport constant entre les deux séries de chiffres. La dépense pain et farine est de 20 à 25 %, sauf dans trois cas : deux de ses maxima (27 et 27) correspondent à des chiffres faibles ou modérés de la dépense viande et saucisses. La dépense légumes et fruits est de 6 à 8 %, sauf dans trois cas, la dépense lait et œufs, de 16 à 22 %, sauf dans quatre cas, et la dépense graisse, de 7 à 10 %, sauf dans deux cas. C'est, en somme, la dépense lait et œufs qui varie le plus : elle diminue dans l'ensemble (avec une légère remontée vers les années 1877-78), ce qui peut tenir aussi bien à ce que les enfants deviennent plus âgés qu'à une modification générale, nationale, du genre de vie (les Suisses, nous disent d'autres auteurs, consommant moins de laitages, parce qu'ils fabriquent de plus en plus des fromages pour l'exportation). À cela correspondrait une légère augmentation (si on

compare les périodes antérieure et postérieure à 1872-73) de la dépense viande et saucisses. – Il reste, malgré ces variations peu amples, une constance très approchée des rapports où sont entre elles les diverses catégories d'aliments. Comme il s'agit d'un commis, dont le revenu annuel s'élève de 2. 685 à 3. 503 francs, et qui, au revenu de son travail, ajoute, à la fin de la période, 772 francs d'intérêts de capitaux, on peut supposer que la même constance se retrouverait à plus forte raison dans les dépenses nourriture d'un ouvrier, qui a moins d'économies, et peut se permettre moins de fantaisies.

Mais comment s'explique cette constance ? Invoquer l'habitude, ce n'est pas répondre, car l'habitude doit elle-même avoir ses raisons. Parlera-t-on de besoins physiologiques, dira-t-on que son instinct pousse chaque homme à chercher les aliments qui lui sont profitables, tous ceux qui lui sont les plus profitables, et que la diversité des régimes ainsi adoptés par des ouvriers de salaires inégaux n'exprime que le degré inégal de satisfaction de leurs appétits naturels qu'ils peuvent obtenir ? Mais rien n'est plus obscur. Admettons que le besoin de nourriture soit plus naturel que tous les autres, parce que de sa satisfaction régulière dépend le plus la conservation de l'organisme. Mais il est trop complexe, il intéresse trop de sens et d'organes, il évoque trop de représentations qui le provoquent à son tour, pour n'avoir pas fort évolué, pour ne s'être point, dans une large mesure, dénaturé. Personne ne s'imaginera qu'il suffirait, dans notre société, de livrer les hommes à leurs appétits, de leur ouvrir l'accès de tous les magasins de comestibles, de leur offrir à discrétion tous les aliments, pour que tous les organismes se trouvent soudain reconstitués, réconfortés, et en santé. Il faudrait compter avec trop d'habitudes vicieuses, d'ignorances et de préjugés ¹.

Sans doute les physiologistes et les médecins s'inspirent trop souvent de théories elles-mêmes bien discutables. Si beaucoup d'employés sédentaires souffrent de l'abus des aliments carnés, faut-il écarter la viande du régime ouvrier ? MM. Landouzy et Labbé n'y pensent pas, mais ils exagèrent lorsqu'ils déclarent : « c'est presque exclusivement pour les ouvriers de haute taille et de fort poids, comme le sont les terrassiers,

¹ MM. Landouzy et Labbé, dans leur *Enquête sur l'alimentation d'une centaine d'employés et d'ouvriers parisiens*, Paris 1905, ont dressé un tableau des préférences alimentaires des sujets qu'ils ont observés. Ils ont trouvé, par exemple, qu'à peine 25 hommes et 20 femmes % aimaient le sucre (et, parmi ceux qui l'aiment, beaucoup n'en consomment pas plus de 2 ou 3 morceaux par jour), alors que c'est un des aliments les plus fortifiants (1 sou de sucre, nous disent-ils, vaut 5 sous de vin). À grand tort, ils n'aiment pas les pâtisseries et les gâteaux. « Ils les croient privés de valeur nutritive, et comme tels ils les jugent des futilités, bonnes tout au plus pour les gens riches ». Sur les 1 fr. 25 employés en moyenne par le travailleur à l'achat de sa nourriture, il dépense 0 fr. 75, c'est-à-dire 60 %, en viande ; mais ces 200 grammes de viande donnent à peine 3,8 % de la ration calorifique totale nécessaire pour un travail modéré ». Trop d'ouvriers se nourrissent de salades, de condiments, aliments chers et sans valeur nutritive. 53,4 % des hommes et 42,7 % des femmes ne prennent aucun repas substantiel le matin, avant le déjeuner. On trouverait des remarques de ce genre dans un grand nombre d'ouvrages étrangers.

les ouvriers du fer, les forts de la halle, etc., que la viande en tant qu'aliment excitant a besoin de représenter une part plus grande dans l'alimentation ». Trop souvent les inventeurs de « diétaires » raisonnent comme si tous les éléments nutritifs contenus dans une quantité donnée d'aliments, dont on retranche une proportion constante de déchets, devaient être assimilés. Mais on sait qu'il n'en est rien, et que le degré de l'assimilation dépend d'une quantité de conditions, constitution générale, santé, disposition de l'estomac, fatigue nerveuse ou musculaire, disposition mentale aussi. Les glandes qui produisent tous les sucs qui servent à l'assimilation sont sous la dépendance de toutes ces causes, et la disposition mentale résulte elle-même des habitudes, de l'imagination, de l'entourage, des croyances et préjugés touchant l'excellence ou le bon goût des aliments, etc. Nos auteurs reprochent aux observations faites en laboratoire de placer les sujets dans des conditions exceptionnelles ; du moins est-ce là seulement que, par la comparaison des déchets effectifs, pour chaque individu, pour chaque tempérament, pour chaque espèce d'habitudes physiologiques et sociales, on peut déterminer la valeur nutritive réelle des diverses catégories d'aliments.

D'autre part, il faudrait s'entendre sur ce que les ouvriers demandent d'abord, et spontanément. Il ne s'agit pas seulement pour eux de se procurer toute l'énergie dont ils ont besoin, pour continuer leur travail sans éprouver un sentiment pénible de débilité et de lassitude¹. Si l'essentiel, pour eux, est de se donner l'illusion de la force, aucun raisonnement ne les détournera de l'alcool, ou des aliments peu nutritifs, mais qui « tiennent l'estomac ». Si les repas sont surtout l'occasion, pour eux, de flatter leur palais, de communiquer à leur organisme une surexcitation momentanée et agréable, ils refuseront de les transformer en une opération prosaïque, qui leur rappellerait trop le travail, puisque alors ils auraient seulement dans l'esprit, l'idée des forces qu'ils y ont dépensées, et qu'ils doivent y consacrer encore. Les médecins se figurent, parce qu'ils ont distingué plusieurs types de travail, faible, moyen, rude, sédentaire, dans l'air humide, ou sec, surchauffé, ou froid, qu'ils ont tenu un compte suffisant des conditions spécifiques où se développe la vie ouvrière. Mais ils négligent tout le mental. Certains labeurs sont attristants, monotones, énervants par la contention continuelle de l'esprit qu'ils culminent ; d'autres engourdissent les sens, et émoussent le système nerveux, raidissent la pensée, rendent moins apte à éprouver bien des impressions trop fines et rapides ; d'autres encore obligent à de brusques et courts appels de force et supposent chez les ouvriers de réelles qualités morales, du sang-froid, du courage et

¹ Naturellement, et par un instinct assez sûr, les ouvriers vont d'abord aux aliments les plus substantiels. Mais, dès qu'ils le peuvent, ils négligent les aliments les plus nourrissants pour ceux qui leur plaisent. C'est ce qui ressort de l'enquête par budgets de famille organisée récemment par M. Rowntree en Belgique : il distingue les ouvriers enquêtés en 3 classes, d'après le chiffre de leur revenu. Les 15 familles de la première classe (la plus pauvre) obtiennent en moyenne, pour 1 franc, 193 grammes de protéine et 5. 700 calories d'énergie ; les 15 familles de la seconde classe, 144 grammes de protéine, et 4. 110 calories ; les 21 familles de la troisième classe, 122 grammes de protéine et 3. 446 calories. (Rowntree. *Comment diminuer la misère. Études sur la Belgique*. Traduction française, Paris, 1911).

quelque degré d'initiative. Quelles que soient les formules physiologiques qui expriment les déperditions, les ruptures d'équilibre entre les cellules consécutives à une ou plusieurs séances de tels travaux, il n'est point dit qu'elles seront du même ordre, qu'il n'y aura entre elles que des différences quantitatives. En tout cas, ni la science, et encore moins les ouvriers, ne peuvent actuellement les dégager. Aussi rien ne nous empêche de poser ces problèmes en termes purement psychologiques. Autant qu'à une réparation du corps, c'est à un soulagement et un réconfort de l'esprit que pense l'ouvrier, quand il va se nourrir. Bien plus qu'une quantité donnée de carbone, de graisse et d'albumine, c'est la représentation complexe d'une satisfaction (où entrent, nous le verrons, bien des éléments sociaux) qu'il évoque, à propos de tels mets, de tels aliments. Et il est dès maintenant vraisemblable qu'on agira bien plus sur eux en modifiant ces représentations peu à peu, en leur proposant d'abord des régimes où un grand compte soit tenu de leurs appréciations coutumières, qu'en les heurtant au nom de la science pure et simple. On peut admettre que les conseils des médecins valent pour une humanité dont l'objet principal est de vivre en santé. La question est, seulement : pour des groupes dont la vie, pour sa plus grande part, doit se passer dans les usines, l'essentiel n'est-il pas de se donner dans l'intervalle, sous la forme de l'assimilation des aliments comme sous d'autres, des satisfactions qui, sans être immédiatement et sûrement nuisibles, leur permettent le mieux de supporter, d'atténuer et d'oublier les impressions pénibles consécutives à leur état ? – Sous ces réserves, il faut admettre que l'alimentation des ouvriers, le plus souvent, n'est pas conforme à la nature, ne répare pas leur organisme, contribue parfois à le détériorer pour longtemps. Si les ouvriers (comme il paraît ressortir de nombreuses enquêtes) adoptent donc, individuellement, un régime alimentaire assez constant d'une année à l'autre, ce n'est point par instinct, ni en conformité de besoins physiologiques *naturels*.

Nous sommes donc conduits à rechercher si des causes sociales ne rendent pas compte de la régularité et de la stabilité des diverses dépenses nourriture, et, suivant le même ordre que dans nos analyses précédentes, nous déterminerons quelle part il faut faire ici aux facteurs locaux, à la profession, à la grandeur des familles, au taux du revenu.

L'alimentation des ouvriers dépend moins que celle des paysans du lieu où ils se trouvent, et du caractère de ses produits. – Sans doute l'enquête *sur le régime alimentaire de 1.065 ouvriers belges*, par l'Institut Solvay, semble avoir établi que la « valeur nutritive de la ration alimentaire, et particulièrement sa composition en albumine, varie suivant les milieux régionaux ; la proportion d'albumine est le moins élevée dans les centres industriels proprement dits (p. 152) ¹. » Pourtant la conclusion est

¹ La proportion est un peu plus forte à Bruges pour le poisson, et aux environs de Liège pour le fromage : c'est que Bruges se trouve près de la côte, et que Liège est voisin du centre fromager du pays de Herve (p. 155). Mais c'est surtout la consommation de la viande qui diffère suivant les

que « si des influences locales existent pour les diverses modalités de l'alimentation, elles ne peuvent compenser l'action des tendances générales », qui s'expliquent surtout par la différence des revenus.

Les travailleurs des métaux allemands ont d'abord tiré de leurs budgets un tableau des prix moyens au détail payés, dans les différentes villes, pour les diverses catégories d'aliments. On relève, nous dit-on, d'assez forts écarts : le bœuf est payé (le kilo) 1 mark 36 à Offenbach, 1,43 à Frankfurt, 1,53 à München, 1,71 à Berlin. Le porc est payé, par contre, 1 mark 80 à Offenbach, 1,51 à Hamburg ; le veau, 1,49 à Kassel, 1,84 à Hagen. Il est vrai que la qualité peut, dans les villes, ne pas être la même. Mais le beurre se paie 2,54 le kilo à Nürnberg, 2,97 à Chemnitz, le sucre, 0,44 le kilo à Hamburg et 0,53 à Esslingen ; le lait, 0,17 à Breslau, 0,22 à Frankfurt ; les œufs, 0,73 la douzaine à Bielefeld, 0,96 à Kassel. – Toutefois, ce sont là des chiffres extrêmes : si nous ne tenons compte que des aliments dont la qualité n'importe guère, nous trouvons que le prix du beurre, dans 17 villes sur 21, est compris entre 2 marks 63 et 2,82 le kilo, que le prix du sucre, dans 17 villes sur 21, est compris entre 0,45 et 0,51 le kilo ; que le prix des œufs, dans 16 villes sur 21, est compris entre 0,80 et 0,92 la douzaine. On ne peut supposer que de si faibles variations locales influent sérieusement sur les préférences des consommateurs.

On nous indique (p. 55) pour tous les ménages, en moyenne, la somme dépensée par semaine (et par jour) pour chaque espèce d'aliment : le pain (3 marks 34), et la viande (3,02) viennent en premier lieu, puis, mais à une certaine distance, le lait (1 mark 69), les saucisses (1 mark 67); puis le beurre (1 mark 29), la graisse et l'huile (0,98), les pommes de terre (0,66), les œufs (0,56), le sucre (0,45), le café, le cacao et le thé (0,63), les légumes (0,43); la dépense moyenne nourriture, par semaine, était de 18

régions. « Une ménagère de Bruxelles ne pouvait dissimuler son embarras en acceptant de remplir un livret parce que, disait-elle, nous ne mangeons pas de la viande tous les jours. À l'inverse une ménagère du centre industriel de Charleroi, d'ailleurs très attentive à ses devoirs et dans une situation aisée, disait avec une évidente satisfaction : nous mangeons deux fois de la viande par semaine ». Voici les proportions d'ouvriers pour lesquels la viande entre pour plus de 20 % dans la quantité d'albumine consommée ; agglomération bruxelloise: 71 % ; Bruges, 36 % ; Gand, 32% ; environs de Charleroi et de Liège, 26 à 29 % ; Quenast, 49 % ; campagnes du Luxembourg, 34 % ; campagnes des Flandres, 18 %. Si on range les mêmes groupes d'après la quantité absolue de viande consommée par ménage, on arrive à peu près au même résultat. Aux environs de Liège, et dans le Luxembourg, on consomme beaucoup plus d'œufs que dans le reste de la Belgique. Si on considère, ensuite, la consommation de la graisse, « les influences locales paraissent effacer toutes les autres. Le lard, par exemple, intervient pour plus de 10 % de la ration de graisse chez 86 % des ouvriers des environs de Liège, et chez 37 % seulement des ouvriers des environs de Charleroi » (tradition liégeoise de l'omelette au lard). « Les proportions sont respectivement de 73 % chez les ouvriers luxembourgeois, et de 36 % chez les ouvriers flamands. » Par contre, chez ces derniers, le beurre et le saindoux entrent pour une plus forte part dans la quantité de graisse consommée : le beurre est plus consommé que le saindoux. Enfin « c'est dans les campagnes flamandes que l'apport hydrocarboné des légumes est le plus faible, et dans certaines villes (Bruxelles, Verviers) qu'il est relativement le plus accentué ».

marks 76. Il peut être intéressant de mettre, en regard des proportions moyennes qui ressortent de l'enquête des travailleurs des métaux, celles qu'on nous donne dans l'enquête de l'Office impérial de statistique. Les chiffres (en particulier ceux qui expriment les rapports à la dépense nourriture totale) sont très voisins. Les ouvriers des métaux consomment un peu plus de pain, un peu moins de viande, mais plus de saucisses, et d'autre part un peu moins de beurre et un peu plus de graisse que les autres. Mais, si l'on rapproche de ces deux séries de moyennes le budget type de l'Office du travail français, établi d'après la consommation du charpentier parisien étudié en 1856 par M. Focillon, et d'après celle du charpentier observé en 1890 par M. du Maroussem ¹, ce qui est possible en gros malgré quelque divergence des cadres, bien des écarts sont à noter. L'ouvrier parisien consomme bien plus de pain, et bien plus de viande, bien moins de saucisses, de lait, moins de pommes de terre, à la fois beaucoup moins de beurre et de graisse, plus de fromage, et de café, cacao, thé. Sans doute, comme le remarque l'enquêteur français, ce ménage ne constitue qu'un cas d'observation très particulier (p. 52), et il faut regretter que l'Office du travail n'ait pas pu s'appuyer sur un ensemble plus étendu de budgets français recueillis dans des conditions sérieuses (l'enquête du Board of trade anglais n'offrant que fort peu de garanties) – On peut admettre, toutefois, qu'entre deux pays comme la France et l'Allemagne les différences d'alimentation sont assez profondes pour rendre des plus ardues toute comparaison sous ce rapport entre les ménages observés ici et là. En revanche, que ces résultats de deux enquêtes effectuées à la même époque dans le même pays, mais sans que la proportion des ouvriers de chaque région soit la même dans l'une et dans l'autre se correspondent, cela laisse supposer que les différences locales de consommation ne sont point importantes

¹ Voir, dans *Salaires et coût de l'existence*, etc., p. 52 sqq. Nous avons calculé les proportions de la dépense d'après les prix déclarés (p. 73, tableau 16, budget du charpentier, dépense en 1889).

Le détail de la dépense nourriture dans trois enquêtes

	% de la dépense totale		% de la dépense nourriture		
	Travailleurs des métaux (p. 67)	Ouvriers de l'enquête de l'O. d. s. (p. 61*)	Travailleurs des métaux ¹	Ouvriers de l'enquête de l'O. d. s. (p. 61*)	Budget type ² de L'Office du trav. français
Pain	9,53	8,9	18,3	17	23
Pommes de terre	1,88	1,9	3,5	3,6	1,55
Lait	4,81	5,2	9,5	10	6,7
Viande	8,61	9,3	16,1	17,8	30
Œufs	1,58	1,5	3	2,8	1,1
Saucisses	4,76	3,1	8,9	6	3,3 ³
Poisson	0,57	0,8	1,07	1,5	3,1
Beurre	3,68	4	6,9	7,7	3
Fromages	0,77	0,9	1,44	1,8	3,4
Graisse	2,79	2,4	5,2	4,6	1,35
Légumes	1,12	1,2	2,1	2,4	»
Légumineux	0,45	} 1,5	0,8		1,12
Farine	1,12		2,1	3	0,4
Suppeneinlagen	0,65	»	1,2	»	»
Épices	0,48	0,5	0,9	0,9	1,8
Sucre	1,29	1,3	2,4	2,6	0,9
Fruits	1,22	1,3	2,3	2,5	»
Café					
Cacao, thé	} 1,79	1,8	3,4	3,4	6,1
Boisson, tabac	»	6,3	11,9	12,2	12,9

Pour nous en assurer davantage, nous avons élaboré le tableau suivant, où nous n'avons retenu, dans l'enquête des travailleurs des métaux, que les villes pour lesquelles nous avons au moins dix budgets. Ces nombres, qui expriment le rapport (en %) de chaque dépense alimentaire à la dépense nourriture totale (la boisson n'est pas comprise dans cette dernière ; nous en avons calculé toutefois le rapport à la dépense nourriture totale supposée égale à 100) ont été calculés par nous d'après les nombres absolus, qui nous sont donnés au tableau de la page 61. Pour bien le comprendre, il faut tenir compte à la fois de la dépense totale moyenne, dans chaque ville, et de la grandeur moyenne de la famille, c'est-à-dire nous reporter à notre tableau de la p. 208.

¹ Proportions calculées par nous (d'après les chiffres de la page 55).

² *Idem.* Voir la note 1 ci-dessus.

³ Lard.

LE DÉTAIL DE LA DÉPENSE NOURRITURE

(Enquête des travailleurs des métaux)

	En % de la dépense nourriture				
	Pain	Lait	Viande saucisse, poisson	Beurre	Boisson
Berlin	19,8	7,3	34,5	9,6	9,2
Hamburg	17,6	9,5	31,5	5,4	10,2
München	19,4	14,6	35,5	2,9	21,8
Frankfurt a. M.	19	12,4	28,5	6	12,4
Nürnberg	22	13,6	33,6	2,5	15,2
Düsseldorf	18,9	10,3	28,5	6,8	12,4
Hannover	21,4	7,4	35,7	9,4	8,5
Stuttgart	15,8	15,3	30	6,2	21,6
Chemnitz	24,7	8,6	22,8	14,6	9,3
Magdeburg	17,3	6,1	34,6	7	6,6
Kassel	17,8	10	32,5	6,8	13,2

La dépense viande-saucisses-poisson comporte de grosses variations : très forte à Berlin, München, Hannover et Magdeburg, assez forte à Nürnberg, elle est particulièrement basse à Chemnitz, assez faible à Düsseldorf, Frankfurt, Stuttgart, et très moyenne à Hamburg. De même la dépense pain est plus forte à Berlin, München, Nürnberg et Hannover que dans toutes les autres villes, sauf Chemnitz où elle est plus forte que partout et (ce qui est unique) plus forte même que la dépense viande-saucisses, etc. C'est à Stuttgart qu'on mange le moins de pain. La dépense boisson, en revanche, y est aussi forte qu'à München -. dans ces deux villes, elle est plus du double de ce qu'elle est à Berlin, à Hamburg, à Frankfurt, à Hannover, et à Chemnitz dont les consommations, ici, sont assez voisines. Nürnberg est, sous ce rapport, située entre les deux groupes ; on y boit encore beaucoup ; en revanche, à Magdeburg, la dépense boisson est nettement plus faible que partout ailleurs. La consommation de lait est plus importante dans les villes du sud (München, Stuttgart et Nürnberg), que dans les autres villes, encore assez forte à Frankfurt, particulièrement faible à Berlin, Hannover et Magdeburg.

Ce tableau est assez complexe. Dans quelle mesure faut-il attribuer ces écarts à des influences locales ? La forte consommation de viande et de pain dans certaines villes ne paraît point s'expliquer entièrement par le niveau de la dépense totale : forte à Berlin, München et Nürnberg, la dépense totale est au moins aussi élevée à Frankfurt et Stuttgart (où l'on mange moins de viande et de pain), et elle est faible à Hannover et

Magdeburg (où l'on en mange beaucoup). Il est vrai que, si on considère la dépense nourriture, elle est forte à Berlin, München, Hannover et Stuttgart, faible à Frankfurt, et Nürnberg. Mais pourquoi, alors, mange-t-on beaucoup de viande et de pain à Hannover, peu à Stuttgart ? Est-ce parce que les familles sont plus grandes dans la première que dans la seconde (5,3 et 4,4) ? Peut-être ; mais, à Frankfurt, les familles sont plus grandes qu'à Nürnberg (5,2 et 4,7) ; pourtant, c'est à Frankfurt qu'on mange le moins de viande et de pain, à Nürnberg qu'on en mange le plus. Il se peut que la dépense totale nourriture, la grandeur des familles, séparément ou simultanément, interviennent ; mais, à premier examen, l'hypothèse qui attribue aux influences locales une réelle importance ne peut s'écarter simplement. La forte consommation de lait et de boisson dans les villes du sud ne paraît point non plus s'expliquer par la grandeur des familles, qui est en somme moyenne, non plus que par la grandeur de la dépense nourriture ou de la dépense totale, qui varient sensiblement de l'une à l'autre.

Mais les ménages ainsi groupés dans chaque ville sont à la fois trop peu nombreux, et trop différents sous tous les rapports, pour que les données moyennes qui correspondent à ces diverses collections soient bien expressives, et qu'on les puisse aisément comparer entre elles. Il nous est possible, puisque nous possédons une autre enquête, de mettre en regard de celles-ci des moyennes de même nature, obtenues dans les mêmes villes, mais sur des ménages sélectionnés par d'autres méthodes ; si ces résultats concordent, et dans la mesure où ils concorderont, il apparaîtra en effet que les influences locales relevées sont si nettes qu'elles percent même à travers toutes les diversités et la confusion des données.

On n'a pas présenté en tableau, dans l'enquête de l'Office de statistique, le détail de la dépense nourriture dans les diverses villes ; mais nous avons pu le calculer pour tous les cas qui nous intéressent d'après les tableaux I (pour le calcul des nombres relatifs, nous avons pris les mêmes indices que ci-dessus, voir p. 284). Ces nombres ne sont pas tout à fait comparables à ceux des travailleurs des métaux ; ils représentent le rapport des différentes dépenses alimentaires à la dépense totale nourriture-boisson-tabac. Mais ce qui nous intéresse, c'est de voir si, dans les deux enquêtes, on relève les mêmes écarts de ville à ville, et cela nous est très aisé.

Or, ici, à la différence de ce que nous avons relevé chez les travailleurs des métaux, la dépense viande-saucisses-poisson, qui demeure forte à Nürnberg, est très faible à Berlin et à München ¹. Elle n'est pas plus faible à Düsseldorf, ni à Frankfurt (contrai-

¹ Nous avons calculé ces données pour les ménages ouvriers seulement, à Berlin, parce que, sur les 73 familles enquêtées, il n'y avait que 19 ménages ouvriers. Pour l'ensemble, nous trouvions une dépense moyenne de 3.180 marks, c'est-à-dire 156 en nombres indices, 4,45 personnes par famille, et les rapports suivants pour les dépenses alimentaires diverses : viande, etc. 28,4 ; beurre, 10,2 ; pain, 14,1 ; lait 9,9 ; boisson, 9,3.

rement, encore, à ce que nous avons remarqué). De même on ne trouve pas à Berlin, München et Nürnberg, comme précédemment, une consommation de pain bien plus forte qu'ailleurs ; Hamburg dépasse, sous ce rapport, les deux premières villes ; Düsseldorf, Magdeburg et Kassel les dépassent toutes, ainsi que Hamburg. Quant à la consommation de lait, elle est forte sans doute à München et à Nürnberg, mais elle l'est aussi, et autant, à Düsseldorf et Kassel ; il est vrai que les familles y sont plus grandes ; en revanche, à Berlin, à Hamburg et à Magdeburg, elle reste nettement faible. Il faut donc retenir qu'à München et Nürnberg on est porté à boire plus de lait qu'ailleurs. On est porté aussi à y boire plus d'autres liquides. Nos données confirment ici pleinement celles des travailleurs des métaux, et l'écart, d'une part entre ces deux villes et toutes les autres, d'autre part entre München et Nürnberg, devient considérable. Enfin Chemnitz présente les mêmes particularités ici que là ; on y trouve la plus faible consommation de viande, etc., et la plus forte de pain, en sorte qu'entre les deux il y a une exacte égalité.

LE DÉTAIL DE LA DÉPENSE NOURRITURE DANS QUELQUES GRANDES VILLES

(Enquête de l'Office de statistique)

	Nombre de ménages	Comp. de la famille	Dép. totale		Dép. nourrit.		En % de la dépense nourriture				
			Moyenne en mks.	nomb. relat.	moyenne en mks.	Nomb-relat.	Viande	Beurre	Pain	Lait	Boisson
Berlin	19	4,3	1920	95	1190	114	23,3	6,8	14,2	8,1	6,8
Hamburg	179 (1)	4,15	2100	104	1040	100	27,4	7,3	14,4	9,6	8,4
München	19	4,1	1640	81	910	87	22	3,8	12,2	12	29 (2)
Frankfurt	10 (3)	4,6	2704	133	1122	108	26,5	7,2	15,8	13,2	8,4
Nürnberg	45 (4)	4,65	1900	93	985	95	28	1,7	16,6	11,2	18,8
Düsseldorf	12 (5)	5,3	1730	85	900	87	23,4	8,2	18,4	12,5	4,3
Chemnitz	26 (6)	5,55	1860	91	1000	96	21,6	13,8	21,6	7,4	11,2
Magdeburg	10	4,8	1591	78	849	81	31	7,7	18,8	8,7	6,1
Kassel	23 (7)	5,6	2370	117	1090	105	25,4	8,4	18,2	11,9	6,6

1. Dont 168 ouvriers. – 2. Sont comprises dans les dépenses boissons toutes les dépenses à l'auberge. – 3. Dont 5 ouvriers – 4. Dont 41 ouvriers. – 5. Dont 11 ouvriers. – 6. Dont 24 ouvriers. – 7. Dont 14 ouvriers.

En somme, il résulte de cette comparaison que les influences locales qui s'exercent sur le mode d'alimentation des ouvriers des grandes villes sont très limitées. M. Grotjahn avait déjà remarqué, en comparant des budgets de différentes époques, que, pour les ouvriers de l'industrie, la consommation tend à s'uniformiser par abandon des types locaux¹. La grande place qu'occupent les boissons, naturellement la bière en

¹ Grotjahn (Alfred). *Ueber Wandlungen in der Volksernährung*, Leipzig, 1902.

premier lieu, et, d'autre part, le lait, dans la consommation des ouvriers de la Bavière, est ce qu'il faut surtout retenir. La différence entre cette région et les autres est si tranchée, sous ce rapport, qu'elle subsiste, quels que soient les revenus ou la composition des familles. Il importera donc d'en tenir compte. Mais, en général, les influences locales sont recouvertes et obscurcies par le jeu d'autres facteurs, et, dans l'étude de l'action de ceux-ci, il est légitime de les négliger.

À côté des influences locales, on invoque souvent le métier, pour expliquer le genre d'alimentation des travailleurs. Nous avons déjà abordé cette question quand nous parlions de l'influence du métier sur la répartition des dépenses en général ; mais on peut la serrer de plus près. Aucun tableau, dans l'enquête des travailleurs des métaux, ne représente le détail de la dépense nourriture par métier. En revanche, dans l'enquête de l'Office de statistique, ce détail est indiqué, en chiffres absolus, Pour 40 métiers (employés et ouvriers, p. 55*). Nous nous y sommes déjà reportés. Mais il était intéressant d'élaborer ces données, de calculer, pour quelques dépenses alimentaires importantes, leur rapport à la dépense nourriture totale. Nous n'avons d'ailleurs retenu que 21 métiers ouvriers, ceux pour lesquels nous trouvions au moins 10 budgets (et aussi les groupes totaux des non-qualifiés, et des qualifiés).

LE DÉTAIL DE LA DÉPENSE NOURRITURE PAR PROFESSION (*Orientation paysage Times New Roman 10*)

(Enquête de l'Office de statistique)

	Nombre de ménage	Grandeur de la famille	Dépenses		En % de la dépense de nourriture						
			totale (nombres relatifs)	nourriture (nombres relatifs)	Viande	Saucisse et poisson	Beurre	Œufs	Pain	Lait	Boisson
Imprimeurs	10	5,7	117	109	16,4	7,2	8,8	2,5	18,4	10,8	12,3
Maçons	41	4,8	102	103	20	6,9	9,1	3,8	16,2	8,8	10,6
Charpentiers	20	4,7	99	99	16,1	6,4	7	3,7	16,3	9	15,2
Qualifiés du bâtiment	18	5	98	104	16,9	6,5	9	2,9	17,4	10	12,8
Mouleurs	11	4,3	97	102	16,4	8,4	11	3,5	15,5	8,5	11,3
Typographes	16	4,2	94	86	16,2	9	9,4	3,5	15,3	9	9,7
Jardiniers	12	3,6	94	99	20,6	9,4	7,2	3,5	13,5	12,9	6,8
Qualifiés	382	4,5	93	93	17,9	7,5	8,3	2,9	16,8	9,9	10,1
Trav des ports et quais	17	4	92,5	87	18	8,3	6,8	4,3	16,2	8,3	6
Qualifiés divers	31	4,5	92	92	18,6	6,1	9,7	3,2	16,8	10,6	9,4
Qualifiés du métal	21	4,3	92	88	18,6	8,3	6,7	3,4	16,3	9,2	10,2
Quincailliers	10	5,1	91	92	17,4	7,8	7,8	2,6	17,2	12,4	6,9
Forgerons	12	3,6	90	91	20	8,9	5,6	3,3	14,3	9,7	11
menuisiers	42	5	89	92	15,9	8,3	8,5	2,6	19,2	10,1	8,9
Qualifiés des machines	11	4	89	85	19,5	8,5	6,4	4,2	15,6	9,3	8,2
Construct. de vaisseaux	10	3,9	88	86	19,6	7,9	7,8	3,5	16,2	8,6	4,9
Peintres	26	3,8	88	85	18	5,9	7,8	3,4	14,2	11	14
Trav. de la voirie	13	4,1	88	100	16,2	7,2	4,6	2,8	16,6	13,6	12,9
Serruriers	21	4,2	88	90	18	8,7	8,5	2,2	16,4	9,8	9
Selliers	11	4	87	85	19	8,5	7,7	3,9	16,2	10,2	8,2
Non qualifiés	54	4,9	84	87	18	6,6	5,7	2,8	18,6	10,2	10
Trav. du textile	10	5,1	81	86	14,5	7,6	11,3	2,9	19,6	8,1	6
Qualifiés du bois	15	5,2	79	83	16,6	6,8	9,5	2,9	20,7	10,4	6,8

Maçons, jardiniers, forgerons, qualifiés des machines, constructeurs de vaisseaux mangent, en proportion, plus de viande que les autres. Ensuite viennent les selliers, les qualifiés divers et qualifiés du métal, les peintres et les serruriers. Ceux qui en consomment le moins sont les travailleurs du textile, ceux de la voirie, les imprimeurs, les qualifiés du bois, les typographes, les mouleurs, les charpentiers, les menuisiers. Peut-être, comme nous l'avons déjà remarqué, est-ce bien l'espèce différente du travail exercé, soit en plein air, soit dans un endroit clos, qui exige ici de gros efforts musculaires, et non là, qui oblige certains ouvriers à consommer plus de viande que d'autres. La viande, outre ses qualités nutritives, agit comme excitant ; elle convient mieux aux hommes robustes qui se dépensent en efforts épuisants, qu'aux travailleurs sédentaires. Mais il surfit de réfléchir aux conditions techniques des métiers que nous venons d'énumérer pour reconnaître que cette explication (qui suppose d'ailleurs une influence sur l'alimentation, non du métier au sens étroit, mais de conditions générales communes à beaucoup de métiers) se trouvera souvent en défaut. D'autre part, il n'y a pas un rapport bien apparent entre le montant de la dépense totale ou de la dépense nourriture, et le chiffre de la dépense viande ; mais ce qui est notable, c'est que les groupes où la proportion de la dépense viande est le plus faible sont en général ceux où la famille est plus grande (travailleurs du textile ; 5,1 ; du bois ; 5,2 ; imprimeurs : 5,7 ; menuisiers : 5 ; charpentiers : 4,9 ; mouleurs : 4,3 ; travailleurs de la voirie : 4,1), tandis que ceux où elle est le plus forte sont ceux où la famille est plus petite (jardiniers : 3,6 ; forgerons : 3,6 ; qualifiés des machines : 4 ; constructeurs de vaisseaux : 3,9 ; maçons : 4,8 ; viennent ensuite : selliers : 4 ; qualifiés divers : 4,5 ; qualifiés du métal : 4,3 ; peintres 3,8 ; serruriers : 4,2). L'influence de la grandeur de la famille paraît donc plus sérieuse (les maçons seuls font nettement exception : pour eux, c'est l'explication par le métier qui vaudrait).

Nous avons réuni en un même groupe les dépenses saucisse et poisson, parce que ce sont là (du moins pour l'opinion) les succédanés de la viande. Si, partout où la consommation de viande est faible, celle-ci était forte, on pourrait y reconnaître une compensation. Mais il n'en est rien. Sans doute les variations de cette dépense ne suivent point toujours celles de la dépense viande ; mais elles les suivent souvent : aux fortes dépenses viande correspondent dans la plupart des cas de fortes ou d'assez fortes dépenses saucisses-poisson. Celle-ci est un peu plus forte (7,5 contre 6,6) chez les qualifiés que chez les non-qualifiés ; mais cela peut s'expliquer aussi bien par l'inégalité des dépenses totales.

Il y a, au contraire, un jeu de compensation, entre les dépenses viande et pain. Celle-ci est la plus forte pour les travailleurs du textile, les qualifiés du bois, les menuisiers, les imprimeurs, qui ont la dépense viande la plus faible. Elle est la plus faible pour les jardiniers et les forgerons, qui ont une très forte dépense viande, et pour les

peintres qui en ont une assez forte. Elle est encore assez forte pour les qualifiés du bâtiment et les quincailliers, qui ont une dépense viande moyenne. Dans tous les autres groupes, elle est d'une remarquable constance : aucun mouvement assignable à l'influence directe du métier ne s'y relève ¹.

La dépense boisson (où nous avons compris toutes les dépenses à l'auberge) est nettement la plus forte chez les charpentiers et les peintres ; c'est d'ailleurs tout à fait indépendant des influences locales, le nombre de ces ouvriers enquêtés à München ou Nürnberg étant très faible. Elle est encore forte chez les imprimeurs, les qualifiés du bâtiment, les mouleurs, les forgerons, les travailleurs de la voirie. Sauf les forgerons, tous ces ouvriers, dont la dépense boisson est supérieure à la moyenne, révèlent une dépense viande très moyenne, et plutôt faible. Elle est très faible chez les jardiniers et les travailleurs des ports et quais (qui ont une forte dépense viande), chez les travailleurs du textile et les qualifiés du bois (qui ont une faible dépense viande, mais une très faible dépense totale). En somme, on pourrait attribuer à l'influence de la profession le fort niveau de cette dépense chez les charpentiers et les peintres ; pour les autres métiers, cette influence n'est pas assignable ².

Examinant la dépense lait, nous devons tenir compte d'abord de la grandeur de la famille, du nombre des enfants. Douze fois elle dépasse 10 %, et, huit fois, ce chiffre correspond à des familles qui comptent de 4, 5 à 5,7 membres. Font exception les jardiniers, les peintres, les travailleurs de la voirie, et les selliers : nous accepterions de l'expliquer, pour les travailleurs de la voirie, par des influences locales (voir la note ci-dessous), et, pour les jardiniers, par l'influence du métier, en ce sens qu'ils sont très voisins encore, par leurs habitudes, des campagnards. Dans les autres métiers, cette proportion varie entre 8 et 9 % : elle n'est particulièrement faible que chez les travailleurs du textile, qui sont très pauvres. – En revanche, chez eux la dépense beurre est très forte ; elle est nettement plus forte chez les qualifiés que chez les non-qualifiés. Elle ne paraît pas en rapport avec le chiffre du revenu ; tantôt le beurre (sous forme de tartine), tient la place d'une nourriture plus chère, de la viande, etc., tantôt

¹ Elle est nettement plus grande chez les non-qualifiés que chez les qualifiés ; mais chez ceux-ci ce n'est pas la dépense viande qui s'en trouve augmentée.

² Chez les travailleurs de la voirie, le niveau assez élevé de la dépense boisson doit s'expliquer sans doute par des conditions locales. Presque tous ont été enquêtés à Strasburg (quelques-uns à Nürnberg). Or, à Strasburg, la proportion de la dépense boisson est très élevée (16 %, autant que la proportion de la dépense viande, qui est de 16,1, supérieure à celle de la dépense pain, qui est de 15 %, et de la dépense lait, qui est de 15,5 %. La grandeur moyenne des familles est de 4,1, et leur dépense moyenne totale, de 1.040 marks). – On pourrait douter de l'exactitude du relevé de cette consommation, lorsqu'on constate, comme il nous est dit à la page 71* de l'enquête, qu'elle n'apparaît en moyenne que de 60,7 litres par tête pour la bière, alors que, d'après des statistiques exhaustives, elle était, pour tout l'empire, de 118 litres par tête. Mais il faut tenir compte de ce que la proportion des enfants aux adultes, dans nos ménages, est incomparablement plus élevée que dans toute la population de l'empire.

c'est, en quelque mesure, un aliment de luxe. – Quant aux autres dépenses alimentaires, comme elles dépendent surtout de la marge qui est laissée par celles que nous venons d'envisager, leur examen n'ajouterait guère aux résultats où nous sommes parvenus.

En résumé, on peut admettre que la forte consommation de viande des maçons, la forte dépense boisson chez les charpentiers et les peintres, et la forte dépense lait des jardiniers s'expliquent par les conditions où s'exerce leur métier : pour tous les autres groupes professionnels, d'autres explications paraissent plus vraisemblables.

L'action du lieu et du métier sont donc assez limitées, et, sans doute, en voie de décroissance. Max Weber disait ¹ que « la tendance certaine à s'éloigner des types de consommation locaux conduit à une consommation uniformisée, et dont l'espèce n'est plus déterminée que par la classe et le revenu ». Comme il ne définit point la classe, nous pouvons ne retenir que ce qu'il dit de l'influence du revenu sur la consommation, et chercher quel rapport il y a entre le détail de la nourriture et le montant total de la dépense. Mais, comme la grandeur des familles varie, cherchons d'abord quelle est ici son action.

C'est assez difficile. À la page 30* de l'enquête de l'Office de statistique, on nous présente bien dans un tableau le détail de la dépense nourriture pour des familles de 2, de 3, de 4, de 5, de 6, de 7, de 8, de 9 et de 10 familles, mais sans distinguer les employés des ouvriers ². Bornons-nous à relever que c'est la dépense pain qui augmente le plus, et le plus continuellement, en valeur absolue comme en proportion, à mesure qu'augmentent les familles (4,5 % ; 5,8 % ; 6,7 % ; 7,6 % ; 8,1 % ; 10,3 % ; 11,3 %) ; jusqu'à celles, inclusivement, qui comptent huit personnes. La dépense lait augmente brusquement, quand on passe aux familles de trois personnes, plus lentement, quand on passe aux deux catégories suivantes, puis demeure stationnaire (3,3 % ; 4,6 % ; 4,8 % ; 4,9 % ; 4,6 % ; 4,7 %). La dépense boisson diminue nettement, toujours en proportion (6,2 ; 5,2 ; 4,2 ; 4,2 ; 3,2 ; 3,1 ; 2,4), et en valeur absolue au début, pour demeurer ensuite à peu près stationnaire. Quant à la dépense viande, elle augmente nettement, des ménages de deux aux ménages de trois personnes ; mais ensuite elle n'augmente que très lentement en valeur absolue, et reste stationnaire en proportion (7,8 % ; 8,7 % ; 8,8 % ; 8,7 % ; 8,1 % ; 8,7 % ; 8 %). Les dépenses saucisses et poisson demeurent encore plus stationnaires. Enfin, la dépense pommes de terre et la dépense farine augmentent de façon continue, mais excessivement lente (1 % ; 1,3 % ; 1,4 % ; 1,5 % ; 1,6 % ; 1,8 % pour les pommes de terre). – En somme, l'augmentation continue et très sensible de la dépense pain, celle qui porte au début (pour les deux premiers passages d'une catégorie à l'autre) sur le lait et sur la viande, et la diminution

¹ Préface du livre d'Abelsdorff : Beiträge zur Sozialstatistik der deutschen Buchdrucker, XXX, 1900.

² Les six premiers groupes comptent chacun de 66 à 205 ménages, le septième, 30.

continue et assez sensible de la dépense boisson, tels sont les résultats les plus nets de l'accroissement de la famille dans cette enquête. Il ne nous est pas possible de les rapprocher de résultats comparables tirés de l'enquête de travailleurs des métaux, où ces données n'ont pas été présentées de même en tableau.

Pour l'étude de l'influence du taux du revenu, ou plutôt de la dépense totale, sur le détail de la dépense nourriture, nous ne pouvons, pour les raisons que nous avons indiquées (p. 184), nous en tenir aux catégories où employés et ouvriers sont confondus (p. 35*). On nous donne heureusement (p. 62*-63*) le même détail par catégories en les séparant. Ces catégories sont bien larges (de 1. 200 à 1. 600 marks de dépense totale, de 1. 600 à 2. 000, de 2. 000 à 2. 500, de 2. 500 à 3. 000, soit 154 ménages d'ouvriers, puis 196, puis 127, puis 24). Voici, pourtant, ce que nous pouvons y relever. La consommation de pain diminue nettement (17,5 % ; 17, % ; 16,4 % ; 16,7 % : ce léger relèvement se transformerait, en effet, en une baisse nette, si pour cette dernière catégorie la grandeur de la famille, jusqu'ici mesurée par 4,3, puis 4,4, puis 4,7, ne s'élevait pas à 5,7), la consommation de lait, de même (10,6 % ; 10,3 % ; 9,6 % ; 9,1 %), ainsi que la consommation de saucisses (6,8 % ; 6,2 % ; 5,5 % ; 4,6 0/10), à mesure qu'on passe à des revenus plus élevés. En revanche la consommation de viande augmente, d'ailleurs assez lentement (17,2 % ; 17,5 % ; 17,9 % ; 19,8 % : cette dernière augmentation serait certainement moindre, si les familles ne s'accroissaient pas alors de façon si nette). La dépense boisson hausserait plutôt dans l'ensemble (10 % ; 9,4 % ; 11,8 % ; 9,3 % : cette dernière baisse s'explique, comme la hausse forte de la viande pour la même catégorie, par la même raison : l'augmentation des familles). La dépense tabac augmente (1,8 % ; 2 % ; 2,1 % ; 2,4 %). La dépense beurre tend plutôt à augmenter, (7,1 % ; 8,3 % ; 7,7 % ; 7,5 %). Les dépenses œufs et pommes de terre sont stationnaires.

Dans quelle mesure l'enquête des travailleurs des métaux confirme-t-elle ces résultats ? On nous donne (p. 46) le tableau du détail de la dépense nourriture par grandes catégories de revenus (moins de 1. 200 marks, de 1. 200 à 1. 600, à 2. 000, à 2. 500, et au-dessus), en chiffres absolus, et dans leur rapport à la dépense totale. Nous avons calculé leur rapport à la dépense nourriture totale. Ce qui obscurcit bien les faits, c'est qu'on nous présente dans une même catégorie les dépenses viande, saucisses et poisson. D'autre part, le premier groupe ne contenant que 12 ménages et le dernier 21, en raison de la différence sous beaucoup de rapports des ménages ainsi rassemblés, c'est surtout les chiffres des deuxième, troisième et quatrième groupes (en tout 287 ménages) qui sont valables ; aussi n'indiquerons-nous les autres que sous réserves. — L'augmentation générale de la dépense viande (malgré la diminution probable de la dépense saucisses, apparaît alors dans les chiffres proportionnels [(28) ; 27,6 ; 29 ; 30,5 ; (24,3)]. La même remarque vaut pour la dépense pain, qui décroît, comme dans l'enquête précédente [(20,7) ; 21,6 ; 20,4 ; 18,8 ; (21)]. En revanche, la consommation

de lait, au lieu de diminuer, augmente [(8,6) ; 9,8 ; 10,3 ; 10,8 ; (9)]. Cela ne peut tenir qu'en partie aux influences locales (40 seulement des ménages enquêtés l'ont été à München, Nürnberg et Stuttgart, où nous avons vu que la consommation de lait est nettement plus forte qu'ailleurs, et obéit peut-être dans ses variations à des lois particulières). Mais il faut tenir compte de ce que l'on a ajouté au lait, sous le nom d'« autres aliments des enfants », des articles qu'on en a distraits dans l'autre enquête. Il n'est d'ailleurs pas possible de reconnaître le nombre d'enfants en bas âge qui se rattachent à ces ménages. La dépense œufs augmente nettement et la dépense pommes de terre diminue : elles paraissent plutôt stationnaires dans l'enquête précédente. Comme ces mouvements sont très nets (4,6 %, 4 et 3,6 pour les pommes de terre, 2,8, puis 3,2 et 3, 7 pour les œufs), nous croyons pouvoir les retenir. Ou ne nous donne d'indications dans ce tableau ni sur la dépense boisson, ni sur la dépense tabac. – On nous donne encore (p. 68) le tableau de la dépense moyenne pour chaque article de l'alimentation par tête. Nous ne discuterons pas ici cette notion de dépense par tête, ou par unité, dont nous ne nous sommes jamais inspirés¹. Au reste, ce tableau conduit au même résultat que le précédent².

En résumé, nous pouvons, de cette analyse, dégager les tendances générales que voici : à mesure que les revenus augmentent, la dépense pain diminue très nettement, ainsi, sans doute, que la dépense saucisses (au sens étroit), et la dépense pommes de terre ; la dépense viande et charcuterie augmente, ainsi que la dépense œufs, et, sans doute, la dépense beurre. La dépense boisson tend à augmenter ; mais ses mouvements dépendent trop, ainsi que ceux de la dépense lait, des conditions locales, pour qu'on puisse en définir avec assurance la loi de variation.

Rapprochons de ces résultats ceux où nous sommes arrivés pour la France³. Nous avons d'abord cherché à faire leur part aux influences du métier et du lieu ; notre

¹ Elle nous paraît bien abstraite. Nous ne voyons guère à quelle réalité sociale elle correspond : la dépense se calcule et se prévoit toujours pour le ménage. La dépense du ménage n'est point, pour la conscience dudit ménage, la somme des dépenses de chacun de ses membres isolément considérés.

² Toutefois on y a distingué la dépense viande et la dépense saucisses, et celle-ci croît, en proportion, aussi vite que la dépense viande, ce qui est contraire à ce que nous relevions dans l'enquête de l'Office de statistique. Mais, si nous calculons la proportion moyenne de chacune de ces dépenses à la dépense totale, dans l'une et l'autre enquête, pour tous les ménages d'un revenu de 1. 200 à 2. 500 marks, nous trouvons ceci : dans l'enquête des travailleurs des métaux, le rapport est, pour la dépense viande, de 17,8 % ce qui approche de ce qu'il est dans celle de l'Office de statistique, soit de 17,2 à 19,8 % ; mais le rapport est, pour la dépense saucisse, de 10 %, et, pour l'Office de statistique, de 4,6 à 6,8 %. Il nous paraît très vraisemblable que, sous la rubrique « saucisses » les travailleurs des métaux ont compris toute une partie, peut-être la totalité du lard, jambon, porc, etc., qu'ils ont consommé, alors que tout cela est explicitement rattaché à la dépense viande dans l'autre enquête. Dès lors les résultats de l'une et l'autre, loin de se contredire, se confirmeraient.

³ L'enquête par budgets de familles que nous avons organisée en France en 1907 a porté sur 81 ménages, dont 53 d'ouvriers et 28 d'agriculteurs. Chaque budget n'a été tenu que 4 semaines. Des

analyse de nos données sous ce rapport, que nous ne reproduisons pas, nous conduisait aux conclusions suivantes :

1° Nous avons pu comparer deux à deux des ménages de 5 métiers différents (boulangers, typographes, terrassiers, manœuvres, et, dans deux cas, menuisiers), dans 6 cas où la situation générale et la dépense nourriture totale des deux ménages étaient très voisines.

2° Dans le cas des typographes, des manœuvres, et dans un cas des menuisiers, la proportion de la dépense viande à la dépense totale était très voisine dans les deux ménages, et, dans le cas des manœuvres, la proportion de la dépense boisson à la dépense totale était la même.

3° Dans ces mêmes cas, la proportion des autres dépenses alimentaires essentielles à la dépense nourriture totale variait très nettement, et souvent de façon considérable, d'un ménage à l'autre.

4° Dans les autres cas, les divergences portaient sur toutes les parties de la dépense nourriture, et ressortaient parfois très sérieuses.

5° Quelques traits de l'alimentation du débardeur de Port-Vendres et du menuisier de Lille (forte consommation de poisson, de café et de pain beurré) semblaient s'expliquer par les conditions locales.

6° Dans tous les autres cas, les divergences alimentaires relevées entre deux ménages d'un même métier ne s'expliquaient point par la différence du lieu.

Nous pouvons, sous la réserve de ces remarques, faire maintenant abstraction du métier et du lieu, pour étudier l'influence de la composition de la famille et du taux du revenu. Nous avons calculé pour chaque ménage le salaire moyen par quet, (voir p. 179), et les avons répartis en 9 groupes d'après ces chiffres. Nous avons calculé, pour chaque groupe, les moyennes du salaire, de la dépense nourriture, et la proportion moyenne de chaque espèce de dépense alimentaire à la dépense nourriture totale¹. Évidemment le nombre des cas que représente chaque moyenne est trop petit, et nous n'avons pas pu, d'ailleurs, éliminer ceux qui semblent exceptionnels. Ces « expres-

ménages d'ouvriers, nous n'en retiendrons, pour diverses raisons, que 48 : 8 à Paris, 8 à Lille, 7 à Lyon, 4 à Limoges, 5 à Montpellier, 4 à Rennes, 3 à Toulouse, 2 (mineurs) à Aniche et Hénin-Liétard, 2 à Bayonne, 2 à Nevers, 1 à Oullins (près Lyon), 2 à Port-Vendres. On s'était proposé d'atteindre, dans chaque grande ville, cinq ou six représentants de métiers définis, les mêmes partout ; mais cela n'a pas été toujours possible.

¹ Nous avons jugé inutile de reproduire ici ce tableau.

sions » nous serviront de fils directeurs : nous ne perdrons pas de vue, en les observant, les ménages individuels qui leur correspondent.

La dépense viande augmente en proportion à mesure qu'on passe à des catégories plus aisées, mais avec des exceptions. Dans les deux plus basses catégories, et dans celles-là seules, elle est inférieure à la dépense pain. Il est vrai qu'elle reste relativement élevée dans la plus pauvre (19,2 %). Mais celle-ci comprend d'abord les familles les plus petites de toutes : or, toutes choses égales, la dépense viande est moins forte, nous l'avons vu, là où il y a plus d'enfants. D'autre part, comme il s'agit de ménages très pauvres, si la dépense pain était augmentée de tout ce qu'il en est reçu du bureau de bienfaisance, la proportion de la dépense viande serait très diminuée. Enfin les dépenses beurre, œufs, café sont très réduites dans ces ménages : la dépense nourriture, au total, y est extrêmement faible, bien qu'elle dépasse à elle seule le chiffre du salaire. Cela laisse supposer que la consommation d'un minimum de viande est estimée de première nécessité dans toute la classe ouvrière, et que, pour ne point descendre au-dessous de ce niveau, on réduit toutes les autres consommations, agréables ou nécessaires, on s'adresse à l'assistance publique, et on fait des dettes. Le chiffre de la dépense viande, pour la deuxième catégorie, est une moyenne très valable, et il est bas. Il se relève certainement trop vite pour la troisième catégorie : cela tient à ce que, sur 5 ménages, 2 sont de Rennes où, dans tous nos ménages, la dépense viande est, en moyenne, plus élevée que partout, même qu'à Paris. Pour la 4^e, la 5^e et la 6^e catégories, où les moyennes sont valables, la hausse de cette dépense est très nette et régulière. Dans la 7^e, la hausse est trop forte (27 %) ; cela tient à ce que, sur 5 ménages, 2 sont de Paris et 2 de Lyon, où il y a des raisons de penser que la dépense viande est plus forte qu'ailleurs pour tous les revenus. Dans la 8^e, la moyenne est valable, et dans la 9^e, de même. En tenant compte de toutes ces remarques, nous concluons à une hausse de la proportion de la dépense viande, de 13 à 14 % pour la plus basse catégorie, à 26 ou 27 % pour la plus haute.

La dépense pain (et gâteaux) est la plus importante après la dépense viande : elle varie en sens inverse. Sa proportion à la dépense totale diminue très nettement, à mesure qu'augmente le « salaire par quet », avec des irrégularités très explicables. Pour la 1^{re} catégorie (la plus pauvre), son chiffre se relèverait sans doute jusqu'à 24 ou 25 %, si on y ajoutait le pain reçu à titre de secours. Le chiffre de la 2^e catégorie est trop bas ¹. Pour la 3^e, catégorie, la moyenne est valable. Elle est trop faible pour la 4^e ².

¹ Dans ce groupe, un boulanger de Limoges ne dépense pour cet article que 12,5 % ; une confectioneer de pantalons à Lille, consomme autant de café que de pain (14 %) ; cela n'est compensé qu'en partie par la forte proportion de cette dépense chez le terrassier de Lyon (35,5 %).

² Un boulanger de Lyon, dans ce groupe, ne dépense en pain que 9,3 %.

Dans la 5^e, la 6^e et la 7^e catégorie, la proportion apparaît aussi un peu trop basse ¹. Pour la 8^e, la moyenne, plus faible que dans les trois premières, est à peu près valable. Elle l'est entièrement pour la 9^e, et elle est la plus basse. En somme, on peut estimer que la proportion de cette dépense passe, de la plus pauvre catégorie à la mieux située, de 23 ou 24 % à 13 ou 14 %.

Dans l'ensemble, la dépense beurre augmente, et la dépense grasse diminue, à mesure qu'on passe à des catégories plus aisées ². Pour la dépense grasse, en prenant les catégories deux à deux, on trouve la série de proportions suivante : 2,05 % ; 2,05 % ; 1,6 % ; 1,4 % ; 0,65 % ; 0,30 %.

Si on additionne les proportions des dépenses légumes et pommes de terre, on trouve, d'autre part, la série décroissante que voici : 10,7 ; 10 ; 8,9 ; 9,5 ; 7 ; 9,1 ; 8,3 ; 8,8. Les deux exceptions importantes (pour la 3^e et la 6^e catégorie) correspondent à des groupes où la dépense œufs est nettement plus forte que dans tous les autres. Mais si on examine séparément les dépenses légumes, les séries sont beaucoup moins régulières : la dépense légumes décroît de façon continue, jusqu'à la 6^e catégorie, puis augmente jusqu'à se relever (toujours en proportion), dans la dernière catégorie, au niveau de la première. La dépense pommes de terre est nettement plus faible dans les quatre dernières catégories que dans les cinq premières. Il semble que, dans les catégories pauvres, les légumes (de qualité commune), et les pommes de terre tiennent la place de la viande (au moins en partie), qu'on les mange par nécessité ; dans les catégories mieux situées, on mange encore des pommes de terre, mais par goût, et on en mange moins. Quant aux légumes consommés dans ces mêmes catégories, ils doivent être de meilleure qualité, et leur prix ne doit pas correspondre à leur réelle valeur nutritive.

Pour la dépense lait, on note une augmentation nette de sa proportion à la dépense totale quand on passe des trois premières catégories aux suivantes. Elle fléchit toutefois, sensiblement, pour la 7^e : c'est dans cette catégorie que le nombre de quets par ménage (c'est-à-dire la grandeur de la famille) est le plus petit, que, par suite, la consommation de viande est la plus forte. Elle ne se relève pas assez dans la 8^e ; cela correspond à la plus forte dépense boisson de la série.

¹ Dans la sixième, on trouve un typographe de Lille et un tanneur d'Oullins qui consomment peu de pain, mais beaucoup de lait et de boisson ; dans la septième, un mineur d'Aniche qui boit énormément (21,8 %), et un boulanger de Montpellier dont la dépense pain n'est que de 10,8 %.

² Les deux grosses exceptions (dépense beurre) pour la troisième et la cinquième catégories, s'expliquent, pour l'une, par la présence, dans ce groupe de 5 ménages, de deux ouvriers de Lille et de deux de Rennes, villes où nous avons noté que la dépense beurre est nettement plus forte qu'ailleurs ; – pour l'autre, qui compte 6 ménages, parce qu'elle comprend, outre deux ouvriers lillois, un mineur de Montigny en Gohelle, qui ne consacre pas moins de 18 % de sa dépense nourriture totale à l'achat de beurre.

La proportion de la dépense boisson, aussi, augmente brusquement, quand on passe des trois premières catégories aux suivantes ; elle est presque stationnaire de la 4^e à la 7^e ; elle s'exagère dans la 8^e, et retombe assez bas dans la 9^e ; mais, dans ces deux dernières catégories, les moyennes ne s'ont guère valables : on y trouve, pour cette dépense, à la fois les plus bas chiffres et plus les plus hauts de presque tous les ménages. Sauf dans la première catégorie, où son chiffre est très bas, la proportion de la dépense œufs tend à se fixer entre 4 et 5 %.

En résumé, entre les ménages des catégories les moins fortunées et les autres, une différence sérieuse de régime alimentaire est manifeste. Chez les premiers, la consommation de viande représente une part de la dépense inférieure à la consommation de pain, et, chez les autres, l'inverse. Les premiers consomment plus de graisse et moins de beurre, plus de poisson (de qualité commune) aussi que les autres. Ils consacrent une part plus forte (en proportion) de leur dépense nourriture que les autres à l'achat de pommes de terre et de légumes, et, si on distingue ces deux articles, à l'achat de pommes de terre en tout cas (si la dépense légume est à peu près la même en quantité, la qualité diffère). Ils paraissent, d'autre part, dépenser moins en lait et en boisson ; mais la différence ici n'est plus considérable. *Tous ces résultats recouvrent presque exactement ceux où nous avons conduits les enquêtes allemandes.*

Bien que des changements dans le mode d'alimentation semblent se produire de façon continue, à mesure qu'on remonte, dans la série des ménages, des plus pauvres aux mieux situés, c'est surtout quand on passe de la 3^e catégorie à la 4^e que certains d'entre eux s'effectuent de façon soudaine (dépenses pain, lait, boisson). Seulement plus tard, de la 5^e à la 6^e catégorie, se réduit brusquement aussi la dépense pommes de terre, et, brusquement aussi, en cesse d'acheter autant de légumes (avant que cette dépense augmente à nouveau, pour les raisons que nous avons dites). Quant à la dépense viande, son allure est moins claire : si nous additionnons les dépenses viande et charcuterie, nous obtenons la série de pourcentages suivante : 22,4 ; 16,9 ; 25,4 ; 21,2 ; 25,7 ; 26 ; 29,3 ; 26,2 ; 30,5. Si nous tenons compte des raisons que nous avons données de l'exagération certaine du 1^{er} et du 3^e chiffre, c'est en passant de la 4^e à la 5^e catégorie que cette augmentation serait la plus nette. – Ces déterminations n'ont rien d'absolu : un tel ordre s'explique en partie par la composition inégale des familles ; les cas observés sont, en outre, trop peu nombreux. Nous en retenons qu'à mesure qu'on passe à des ménages plus aisés, la réduction et l'accroissement de certaines dépenses, des dépenses essentielles, ne s'opère ni en même temps (pour toutes), ni de façon régulière (pour leur ensemble). Il se creuse bien un fossé entre les ménages pauvres et les ménages aisés, mais un fossé fait d'une série de tranchées échelonnées. On ne peut dire à quel moment précis on passe des uns aux autres. Toutefois il y a, à certains moments, des changements brusques. Il faudra interpréter ces résultats.

II

La valeur absolue du prix du loyer

[Retour à la table des matières](#)

Lorsqu'un ouvrier cherche un logement, il semble qu'il ait à résoudre un tout autre problème (et non pas seulement à cause de la différence en espèce du besoin) que lorsqu'il achète ses aliments : le choix est beaucoup plus limité. Ce n'est pas parce que, dans la plupart des villes, le nombre des locaux vacants, est limité lui-même. Mais tandis qu'un régime alimentaire consiste en une quantité de substances nutritives différentes, qui peuvent être combinées de bien des façons, et en apparence au gré du consommateur, un logement est une combinaison de caractères, d'avantages et d'inconvénients, préparée d'avance, et proposée telle quelle, C'est-à-dire souvent imposée à l'acceptation du locataire. Il faut chercher longtemps et on ne trouve pas toujours un logement qui, conservant tels avantages qu'on a rencontrés ailleurs, n'offre pas les mêmes inconvénients. Le plus souvent on est obligé de s'adapter à un local, au lieu de chercher un local qui réponde à tous vos goûts. Du moins on ne peut satisfaire ses goûts, sous ce rapport, que dans les cadres arrêtés d'avance par la société.

Toutefois, en les constituant, la société (que représentent ici les entrepreneurs propriétaires) ne s'est-elle pas inspirée des tendances des locataires ? C'est assez vraisemblable. Il ne serait donc pas inutile de classer les logements des ouvriers (comme leurs régimes alimentaires) en tenant compte de leur situation sociale, depuis les dortoirs publics ou les taudis des pauvres jusqu'aux intérieurs confortables et relativement luxueux des ouvriers les plus fortunés. On se guiderait sur les dimensions, l'éclairage, l'étage, la situation (sur la rue ou la cour, dans tel ou tel quartier), et, aussi, sur l'ameublement. M. Ch. Booth, dans son gros ouvrage sur la vie et le travail à Londres, a esquissé une telle classification, en tenant compte surtout du degré d'« entassement » (nombre de personnes par pièce)¹. M. Seebohm Rowntree, dans ses deux

¹ Booth (Charles). *Life and labour of the people in London*. Londres 1902-1903. 17 volumes. Nous avons résumé cette classification dans : « *Remarques sur la position sociologique du problème des classes* » (Revue de métaphysique et de morale, novembre 1905).

livres (cités p. 342 et 468), a décrit, à propos de chacun des groupes qu'il distinguait, quelques logements typiques. Que faut-il penser de ces deux méthodes ?

M. Seebohm Rowntree, apparemment, serre les faits de beaucoup plus près. Si, en particulier pour les hygiénistes et les moralistes, les notions de cubage d'air par personne, de nombre de personnes par pièce, sont essentielles, il n'est pas certain qu'elles passent au premier plan dans la conscience des groupes ouvriers. Il arrive qu'un logement peu salubre en raison de son étroitesse soit mieux situé, ou mieux tenu et meublé, que des pièces plus vastes, mais dénudées, sales et obscures, ou perdues au fond de quelque cour. Le besoin logement est si peu développé, si confus et incertain, dans la classe ouvrière, que nous ne savons pas encore quels avantages de l'habitation sont les plus importants au regard des ouvriers. – Faudra-t-il alors s'en tenir à l'impression générale des enquêteurs, et classer les logements en tenant compte de l'ensemble de leurs caractères ? Outre l'arbitraire de cette méthode, comme on ne pourrait ainsi décrire en détail que quelques logements typiques, elle ne nous permettrait pas de répondre à la question qui nous intéresse surtout ici : passe-t-on par transitions insensibles des logements les plus mauvais aux meilleurs, ou bien y a-t-il des catégories de logements (dont chacune contiendrait une série de « combinaisons » d'avantages et d'inconvénients équivalentes) séparées l'une de l'autre par un intervalle sensible ?

Quant à la méthode de M. Booth et aux nombreuses enquêtes récentes sur l'« entassement », nous sommes bien convaincus qu'elles n'ont pas un simple intérêt pratique, qu'outre le médecin et le moraliste, le sociologue peut beaucoup en tirer. Mais, d'une part, puisque le rapport du nombre et des dimensions des pièces au nombre et à l'âge des personnes qui les occupent (données qui ne sont d'ailleurs recueillies toutes à la fois que bien rarement) n'est qu'un élément du logement, ne représente qu'une part de son utilité, et n'est pas de façon certaine le signe objectif et constant de son utilité totale, classer les logements d'après ce caractère, ce ne serait point nécessairement, ni même vraisemblablement, les classer d'après le degré de satisfaction qu'ils apportent au besoin logement ; or, une telle classification nous importerait seule ici. D'autre part, nous pénétrerions dans un tout autre domaine de la science sociale, et nous devrions alors entreprendre une analyse assez longue de notions nouvelles et de faits nouveaux que nous préférons réserver.

De beaucoup d'expériences que nous avons pu relever, il nous semble bien résulter qu'à la séparation des classes sociales, qu'aux subdivisions sociales qu'on relève à l'intérieur des classes et qui correspondent surtout à des différences de niveaux de vie,

correspondent des caractères morphologiques déterminés¹. Dans beaucoup de parties de la région est de Paris, nous avons pu relever, notamment, qu'aux diminutions du loyer moyen, quand on passe d'un quartier à un quartier contigu, correspondent des augmentations du nombre des membres de la famille. Mais, d'une région d'une ville à l'autre, d'une ville à une autre, à l'intérieur d'un pays, et surtout d'un pays à l'autre, malgré la ressemblance des états et tendances économiques, on relève de considérables différences dans la densité de la population, le nombre des ménages par maison, etc.². Il faudrait définir ces habitudes sociales, et les expliquer avant de chercher quelle signification la conscience d'un groupe attache à des notions telles que le nombre d'habitants par pièce. Mais une telle étude est trop vaste et complexe pour qu'on l'aborde à l'occasion d'une autre : elle doit être entreprise directement et pour elle-même.

Nous est-il donc impossible de reconnaître un caractère du logement qui permettrait (s'il y a lieu) de classer tous les logements en catégories, comme des valeurs sociales distinctes ? Nous croyons qu'un tel caractère existe, et que ce n'est rien d'autre que le prix absolu du loyer. Jusqu'ici nous ne nous sommes occupés que du rapport de la dépense loyer à la dépense totale, et, pour l'étude des budgets et de la façon dont ils s'équilibrent, pour l'étude surtout de la hiérarchie des besoins dans chaque groupe, cela suffisait. Maintenant que nous tentons d'atteindre la réalité concrète du logement, le prix absolu nous en paraît l'expression à la fois la plus commode et la plus courante. — Nous en voyons surtout deux raisons. D'abord, parmi toutes les dépenses, le loyer est celle qu'il est le plus facile de prévoir et de calculer pour l'année entière. On ne sait qu'approximativement ce qu'on dépense, par mois ou par an, pour la nourriture, pour le vêtement, etc. ; ce sont de petites dépenses, qui s'additionnent, mais après coup. Le loyer est, par contre, une dépense à la fois importante et très définie ; le chiffre qui la représente se grave naturellement dans l'esprit ; il est naturel qu'il devienne aussi une représentation sociale. D'autre part, le besoin logement étant insuffisamment développé dans la classe ouvrière, les ouvriers apprécient mal les divers avantages qu'offre une habitation, la mesure exacte de ces avantages, et la « valeur » de cette habitation

¹ Rappelons que M. Durkheim a proposé (*Année sociologique*, tome II 1899, p. 520 sqq.), d'appeler morphologie sociale une étude qui porterait sur « la *masse* des individus qui composent la société, la manière dont ils sont disposés sur le sol, la nature et la configuration des *choses* de toute sorte qui affectent les relations collectives ». Sur la différence entre les faits économiques et morphologiques, et la nécessité de les séparer pour l'étude, voir nos comptes rendus des livres de Guillou, de Bosco (*idem*, tome X, 1907, p. 638 sqq. et 641 sqq.), et d'Aubert (*idem*, Tome XI, 1910, p. 756 sqq.)

² En Allemagne, à ne considérer que des villes de plus de 100.000 habitants, on trouve qu'il y a (en 1905) par maison, de 1 à 10 habitants à Brême, de 10 à 20 dans 12 villes (Cöln, Essen, Frankfurt a. M. Nürnberg, Stuttgart, etc.), de 20 à 30 dans 10 villes (Düsseldorf, Hannover, Leipzig, Dresden, etc.), de 30 à 55 dans 8 villes (Hamburg, München, Magdeburg, Breslau, etc.), et plus de 60 à Charlottenburg et à Berlin. En Angleterre, en 1901, la moyenne, pour tout le Royaume, était de 5,20 habitants par maison : 4,69 dans les districts ruraux, 5,20 dans les districts urbains (7,93 à Londres, 5,55 à Liverpool. *Eberstadt, Handbuch des Wohnungswesens und der Wohnungsfrage*, Iéna, 1910, p. 132 et 416.

par rapport aux autres : par contre, le prix qu'on en demande, s'il est supérieur au prix d'autres loyers, leur semble exprimer la valeur plus grande du logement ¹. Et il est probable qu'ils ne se trompent pas : si certains logements de prix un peu plus élevé que d'autres leur sont inférieurs au fond, dans l'ensemble les catégories de loyers de prix supérieur correspondent à des logements qui, même sans cela, seraient préférés. Mais, quand même ils se tromperaient, l'essentiel est qu'ils s'attachent à certains prix, que des prix définis soient recherchés plus que d'autres. Or, cela, il faudrait le vérifier en nous reportant au chiffre absolu du loyer.

Mais est-ce possible ? L'enquête de l'Office de statistique allemand, qui confond en une rubrique la dépense loyer et la dépense mobilier, ne le permettrait pas. Dans l'enquête des travailleurs des métaux, on nous indique bien à part le chiffre du loyer seul ; mais, outre que l'on ne nous indique nulle part le prix que paient les sous-locataires ou pensionnaires (et nous savons qu'il y en a beaucoup), d'une part ces loyers se rapportent à des villes trop différentes, d'autre part ils sont en trop petit nombre, pour qu'on en puisse tirer des conclusions valables. – Mieux vaut s'en tenir à une ville comme Paris, où l'habitude des sous-locations n'est guère répandue dans la classe ouvrière, et pour laquelle nous possédons des statistiques très détaillées des loyers.

Nous appuyant sur les tableaux II du Livre Foncier ², nous avons déjà depuis longtemps été frappés des alternatives régulières de hausse et de baisse, dans certains arrondissements, de la courbe qui représente le nombre des locataires de chaque catégorie de loyer (groupés par intervalles de 100 francs), pour l'année 1900. Par exemple, dans le 8^e arrondissement, mais aussi, quoique moins nettement, dans les 9^e et 16^e, nous avons noté des minima et maxima alternatifs, les maxima correspondant aux loyers de 400-499, 600, 800, 1.000, 1.200, 1.400, les minima aux loyers de 300, 500, 700, 900, 1.100, 1.300. Voici les nombres (en supprimant le chiffre des unités, et arrondissant à la dizaine): nous soulignons les maxima. Ce sont les loyers réels.

300 f. | 400 f. | 500 f. | 600 f. | 700 f. | 800 f. | 900 f. | 1000 f. | 1100 f. | 1200 f. | 1300 f. | 1400 f.

8^e arrondissement

200 | 227 | 125 | 136 | 83 | 110 | 54 | 103 | 39 | 83 | 40 | 48

9^e arrondissement

458 | 555 | 217 | 271 | 218 | 218 | 141 | 163 | 72 | 121 | 63 | 63

¹ Une différence de loyer exprime à leurs yeux une différence de valeur. Cela ne veut pas dire que le prix du loyer corresponde pour eux à la valeur du logement. Voir ci-dessous, p. 405.

² *Le Livre Foncier de Paris*, publié par la Direction municipale du Cadastre (M. Albert Fontaine, directeur), Paris, imprimerie Chaix, 1900.

16 ^e arrondissement																						
432		<u>456</u>		<u>120</u>		<u>157</u>		135		133		76		<u>87</u>		45		<u>71</u>		38		<u>47</u>
Total																						
1090		<u>1238</u>		462		<u>564</u>		436		<u>471</u>		271		<u>353</u>		156		<u>275</u>		141		<u>158</u>

Pour tout Paris, comme pour les « autres arrondissements, les alternatives sont moins régulières, parce que le nombre des logements de prix élevé est moindre, parce qu'il y a une tendance pour les logements à être d'autant plus nombreux que leur prix est plus bas. Malgré cela, pour tout Paris, malgré des irrégularités, ces alternatives apparaissent encore :

300 f.		400 f.		500 f.		600 f.		700 f.		800 f.		900 f.		1000 f.		1100 f.		1200 f.		1300 f.		1400 f.
1484		<u>1155</u>		312		<u>332</u>		213		<u>185</u>		106		<u>121</u>		57		<u>86</u>		44		<u>46</u>

Les deux irrégularités essentielles sont le grand nombre des loyers de 300 francs, et le nombre des loyers de 700 à 799, plus grand que celui des catégories suivantes.

Nous regrettons de ne pouvoir observer le même phénomène pour les loyers supérieurs à 1.499 francs, non plus que pour les loyers inférieurs à 300 francs (les premiers étant groupés en catégories de plus en plus larges, les seconds ne formant qu'une catégorie)¹. – Mais, dans le dernier volume publié par la Statistique générale de la France², aux tableaux XIX (Prix de différents loyers de 1852 à 1908. – Immeubles à petits loyers, p. 412-450), et XXI. (*Idem.* – Immeubles où dominent les loyers moyens, p. 465-480), nous avons trouvé des données suffisantes pour déterminer non plus seulement des catégories mesurées par un intervalle de 100 francs, mais le nombre de loyers de chaque prix pour 2.531 logements d'un loyer de 40 à 500 francs³. Il nous a suffi de compter le nombre de ces logements (dont les prix sont groupés maison par

¹ M. Albert Fontaine, à qui nous étions allé demander si la répartition de ces loyers en catégories de 100 f. en 100 f. existait, au moins en manuscrit, nous avait donné une réponse négative.

² *Salaires et coût de l'existence à diverses époques jusqu'en 1910*. 527 p. in-8°, Paris, 1911.

³ « Le service de la Statistique générale de la France a pu relever sur les calepins du Cadastre de Paris les loyers successifs des logements d'un certain nombre de maisons habitées principalement par des familles ouvrières, vers 1852, 1862, 1876, 1900. Ensuite M. Albert Fontaine... a bien voulu faire inscrire pour chaque logement le prix du loyer en 1908. » Les chiffres obtenus portent « sur des maisons disséminées au hasard dans les divers arrondissements de Paris et sur les logements existants dans ces maisons » (p. 86). L'objet que se proposait M. March, directeur de la Statistique de la France, en faisant procéder à ces relevés, était de reconnaître « comment ont varié les prix des loyers indépendamment des changements survenus dans l'état des habitations, c'est-à-dire quel a été le mouvement dans des maisons qui sont demeurées les mêmes aux différentes époques » (p. 85).

maison), qui ont même loyer, pour établir les nombres de la colonne 2 du tableau de la page 374; nous avons ensuite calculé les nombres relatifs qui leur correspondent (colonne 3), en prenant pour indice (100) la moyenne du nombre des loyers, pour les catégories de 150 à 360 francs (inclusivement), c'est-à-dire 80¹.

Nous constatons d'abord une tendance certaine des loyers à être plus nombreux dans les catégories qui, à partir de 40 francs, s'espacent de 20 en 20, c'est-à-dire pour les catégories 60, 80, 100, 120, 140, 160, 180, etc. Les trois ou quatre exceptions (surtout vers la fin) s'expliquent par la tendance, pour les loyers, à se grouper aussi dans les catégories qui correspondent aux loyers de 50, 150, 250, 350, 450 francs; cette seconde tendance semble même si forte qu'il y a plus de loyers de 150 francs que dans aucune des catégories précédentes, plus de loyers de 250 francs que dans aucune des catégories précédentes (sauf celle des loyers de 200 francs), plus de loyers de 350 francs que dans toutes les catégories depuis 260 francs (sauf 300 francs), plus de loyers de 450 francs que dans toutes les catégories depuis 400 francs. Quant aux loyers de 490 francs, ils sont plus nombreux que ceux de 500 francs pour des raisons fiscales: ce sont certainement, pour la plupart, des loyers de 500 francs déguisés². Enfin, le plus grand nombre des loyers sont ceux de 100 francs (plus nombreux que dans chaque catégorie précédente), de 200 francs (*idem*), de 300 francs (*idem*, sauf qu'ils sont inférieurs en nombre à ceux de 200 francs), de 400 francs (plus nombreux que dans chaque catégorie précédente depuis 250 francs, sauf qu'ils sont inférieurs en nombre à ceux de 300 francs), et de 490 francs (en réalité 500 francs, plus nombreux que dans chaque catégorie précédente depuis 350 francs, sauf qu'ils sont inférieurs en nombre à ceux de 400 francs).

En résumé, ce sont d'abord les loyers multiples de 100, puis les multiples de 50, puis les multiples de 20 qui sont les plus nombreux. Bien que le nombre des loyers observés soit relativement faible (2.531, alors qu'en 1900 le nombre des loyers de moins de 500 francs était de 697.708 à Paris), ce résultat est si net qu'on peut admettre qu'il correspond bien aux tendances générales de tous les loyers.

¹ Le nombre des loyers qui ne sont pas des multiples de 10 est infime nous les avons rattachés au multiple de 10 immédiatement inférieur.

² On sait qu'au-dessous de 500 francs, à Paris, les loyers ne sont point soumis à la taxe mobilière.

Nombre des logements de chaque prix à paris en 1908 (jusqu'à 500 fr.)

Prix du loyer	Nombres		Prix du loyer	Nombres		Prix du loyer	Nombres	
	absolus	relatifs		absolus	relatifs		absolus	relatifs
40	3	4	200	176	220	360	48	60
50	5	6	210	32	40	370	19	24
60	7	9	220	97	121	308	49	61
70	2	3	230	57	71	390	25	31
80	25	31	240	71	89	400	111	139
90	8	10	250	131	164	410	11	14
100	70	88	260	107	134	420	26	32
110	13	16	270	64	80	430	11	14
120	57	71	280	96	120	440	15	19
130	45	56	290	26	33	450	35	44
140	65	81	300	157	196	460	34	42
150	87	109	310	47	59	470	7	9
160	86	108	320	87	109	480	41	51
170	35	44	330	38	48	490	61	76
180	120	150	340	35	44	500	36	45
190	46	58	350	107	134			

Mais quelle en est, pour nous, la signification ? Faut-il voir, dans cette préférence des locataires ouvriers pour des logements d'un certain prix, le signe qu'il tend à se constituer des catégories de logements distinctes auxquelles s'attacheraient des groupes différents, ou bien n'est-ce que la manifestation d'un phénomène très général, savoir de l'influence des « nombres ronds » sur la détermination de prix ? Nous reconnaissons que cette action doit s'exercer dans une large mesure. Mais que vendeurs et acheteurs, ici propriétaires et locataires, s'entendent pour arrondir le prix du loyer, c'est un phénomène qui devrait lui-même être expliqué. Car on n'arrondit pas toujours. Si nous additionnons séparément tous les loyers multiples de 20, et tous les autres, nous trouvons que les premiers font 64 %, les seconds 36 % de tous les loyers (les loyers multiples de 100 sont compris dans les premiers, les multiples de 50 dans les seconds). On peut interpréter d'ailleurs ici de deux façons l'intention du propriétaire (et en même temps la décision de l'ouvrier), ou bien il abaisse le loyer de 10 francs, pour créer une différence plus grande en moins qui entraîne la décision de l'ouvrier, ou bien il l'augmente de 10 francs, parce que cette différence en plus a chance d'être trop faible pour empêcher l'ouvrier, embarrassé et tenté, de se décider. Mais ce dessein chez les propriétaires, cette disposition chez les locataires sont loin d'être générales, puisque plus du tiers des loyers ne se fixent point à un nombre rond ainsi entendu. — Par contre, quand il s'agit de nombres multiples de 50 et surtout de 100, les différences sont, certes, trop considérables, pour qu'on invoque encore ces motifs. Il est difficile, ici, de ne point admettre que des chiffres tels que 100, 150, 200, 300, etc., ont, dans

les groupes, une signification sociale, et que le fait de donner 200 francs ou plus, 300 francs ou plus pour son loyer contribue à « classer » le locataire, à ses yeux et aux yeux des autres. Dans ces catégories se doivent grouper à la fois les locataires qui ont fait un sacrifice exceptionnel pour s'élever à ce niveau, et ceux qui, s'y maintenant sans peine, ne se sentent pas la force de s'élever de 5 ou de 10 échelons plus haut. Bien plus que le rôle ordinaire du chiffre rond, c'est le besoin d'un logement d'une catégorie socialement définie qui explique ces préférences. C'est ce qui montre, comme nous l'avons dit, que le chiffre absolu du loyer est, pour les ouvriers, le signe objectif le plus courant de la « valeur » réelle de celui-ci. Il semble en résulter, que la dépense logement peut être accrue pour des raisons sociales, dans la mesure où les ouvriers tendent à se répartir en groupes qui habitent des logements de prix nettement distincts.

Hâtons-nous d'ajouter que cette dernière proposition ne peut être acceptée que sous bien des réserves. Nous avons calculé le nombre moyen des locataires pour les catégories de loyers multiples de 100, et l'avons rapproché du nombre moyen des locataires pour toutes les autres catégories de loyers : comme nombres relatifs, nous obtenons respectivement 144 et 58. La différence apparaît sans doute forte : il reste néanmoins, dans 8 catégories (qui devraient être vides, si tous les locataires qui paient de 10 à 40 francs en plus ou en moins que le prix multiple de 100 obéissaient à la même tendance) un nombre de locataires exprimé par 464. Nous avons calculé, d'autre part, le nombre moyen de locataires pour les catégories de loyers multiples de 50, et l'avons comparé avec le nombre moyen des locataires pour toutes les autres catégories : en nombres relatifs ; nous obtenons respectivement 118 et 52. C'est, sans doute, encore plus du double. Il reste, néanmoins, dans 4 catégories (qui devraient être vides, si tous les locataires qui paient de 10 à 20 francs en plus ou en moins que le prix multiple de 50 obéissaient à la même tendance), un nombre de locataires exprimé par 208. – Ainsi un grand nombre d'ouvriers tendent bien à fixer leur choix sur des catégories de logements dont le prix absolu, comme tel, a une signification sociale, semble correspondre à une classe, ou à une subdivision bien définie d'une classe ; mais un nombre plus grand encore d'ouvriers ne paraissent point s'en préoccuper.

Malgré que, par bien des caractères, la dépense mobilier se distingue de la dépense logement, il y a, entre les deux besoins correspondants, des rapports trop clairs pour qu'une classification sociale des logements ne doive pas s'appuyer non seulement sur le caractère des locaux, mais encore sur la quantité, la qualité, l'aspect général des meubles qui s'y trouvent placés. Nous avons cherché ce que pouvaient nous apprendre les inventaires de 87 ménages de Dresde ¹, seule enquête de ce genre et de cette étendue à notre connaissance. Dans un tableau qui ne compte pas moins de 120

¹ Voir ci-dessous, p. 465 et note.

rubriques, on nous indique le nombre et l'espèce des meubles, des ustensiles de cuisine, des pièces de vaisselle, des vêtements et des pièces de lingerie (non trop usagées) possédés par chaque ménage. Nous nous en tiendrons aux meubles. En l'absence d'indications sur le prix qu'ils ont coûté et le temps depuis lequel on les possède, la simple mention de leur nombre est sans doute un renseignement fort incomplet. Aussi faisons-nous toutes nos réserves sur les résultats où nous arriverons (bien que les différences importantes aient chance, même alors, d'apparaître). – Nous avons écarté tous les ménages qui ont des pensionnaires (Schlafgänger). Il en restait 68. Pour les répartir en groupes de situation sociale à peu près comparable, nous avons calculé pour chacun d'eux le revenu mensuel par quet, et nous les avons classés d'après cette donnée : nous avons calculé, pour chaque groupe, le nombre moyen de chaque espèce de meubles (répartis en 20 catégories). Nous avons calculé en outre le nombre (fractionnaire) de grands lits par quet, pour chaque groupe. Nos catégories sont au nombre de 12 (depuis : moins de 6 marks par quet jusqu'à plus de 20 marks par quet, avec une lacune, de 14 à 14,9 et de 15 à 15,9) ¹.

Entre les plus hautes catégories et les plus basses, les différences sont notables : chez celles-ci, on trouve, pour le rapport du nombre des lits au nombre des quets, 0,35 et 0,31, chez celles-là 0,22 ; les rayons, buffets, etc., sont au nombre de 4,5 et 4,3 en moyenne pour celles-ci, de 2 et 2,5 pour celles-là ; les portraits et images, de 7 à 9,3 ici, de 2,6 à 2,8 là ; les chaises, de 7, 7 à 8 ici ; de 5,8 à 6,1 là ; les commodes, secrétaires, etc., de 2,34 à 3 ici, de 0,71 à 0,78 là ; les tablettes et étagères, de 1,33 à 2,50 ici, de 0,33 à 0,57 là ; les canapés, de 1 ici, de 0,71 à 0,78 là ; les tables, de 3 ici, de 2 à 2,45 là. Pour les armoires, tables de toilette, tables à coudre, grandes glaces, horloges, les différences en faveur des ménages mieux situés, moins sensibles, n'en sont pas moins effectives. Si d'ailleurs la faiblesse, quand même, de ces écarts étonne, il faut noter que les familles mieux situées sont de moitié plus petites que les familles moins bien situées : elles comptent de 6,5 à 7,1 quets, et les autres, de 11,8 à 15,4.

Mais comment s'effectue le passage du premier type d'ameublement au dernier ? Très irrégulièrement. Le nombre des canapés et des tables augmente de la 2^e à la 3^e catégorie ; le nombre des lits, des chaises et des grandes glaces, de la 3^e à la 4^e ; le nombre des commodes et secrétaires, des buffets et rayons, de la 4^e à la 5^e ; le nombre des images et portraits, de la 5^e à la 6^e ; le nombre des tablettes et étagères, et, encore, des rayons et buffets, de la 6^e à la 7^e ; le nombre des horloges, de la 7^e à la 8^e ; le nombre des images et portraits, de la 8^e à la 9^e ; de la 10^e à la 11^e, il y a enfin augmentation encore du nombre des lits, des commodes et secrétaires, des tables et des chaises.

¹ Nous avons jugé inutile de reproduire ce tableau.

Sans doute tout cela paraît bien arbitraire : il se peut que, si l'on avait choisi d'autres ménages, l'ordre de succession de ces accroissements eût été tout autre. Mais ce qui importe, et ce que cette expérience nous paraît mettre bien en lumière, c'est le fait qu'ils ne sont pas concomitants, que l'augmentation porte tantôt sur certaines catégories d'objets, tantôt sur d'autres, et qu'après une telle augmentation, il y a, dans la catégorie où elle s'est produite, un arrêt et comme une consolidation.

Nous regrettons de ne pas pouvoir étudier, sur un nombre de cas suffisants, le rapport du chiffre absolu du loyer, d'une part avec le taux du revenu, d'autre part avec la proportion de la dépense logement à la dépense totale. Nous regrettons surtout de ne pas pouvoir étudier, avec le même détail que la dépense nourriture, la dépense logement. Ici les données, malheureusement, nous font défaut.

Nous pouvons, néanmoins, formuler ainsi les résultats généraux de ces dernières analyses :

1° Si l'on compare les régimes alimentaires, la disposition, l'aménagement et l'ameublement des logements (et sans doute aussi les vêtements) des ménages ouvriers pauvres et des ménages ouvriers les mieux situés, on reconnaît l'existence de deux niveaux de vie nettement distincts (bien que, des ouvriers aux non employés, les différences soient encore bien plus marquées). La différence de ces niveaux de vie s'explique par la différence des situations.

2° On ne se hausse pas du niveau de vie inférieur à celui qui est le plus élevé par une série continue de transitions ; tout se passe comme si les besoins étaient doués d'une certaine élasticité, se comprimant et se dilataient à intervalles. Il y a des améliorations brusques, qui se consolident (bien qu'elles admettent quelquefois des rechutes). En réalité les besoins se satisfont par saccades : il y a de véritables sauts ; c'est par une évolution discontinue que les genres de vie se transforment.

3° Mais il n'en résulte pas qu'un intervalle appréciable sépare sous ce rapport, à la manière d'un fossé, les diverses couches de la classe ouvrière. Ce n'est pas l'ensemble des besoins qui se contracte quelque temps (jusqu'à un certain chiffre de revenu) pour s'épanouir ensuite en tous les sens ; mais, tandis qu'un besoin s'accroît, les autres s'arrêtent, et inversement. Si, en ce qui concerne les loyers, quatre ou cinq chiffres, qui semblent répondre à des catégories de logements assez différentes, attirent un plus grand nombre des ménages, aux autres loyers se rattachent un nombre assez grand d'autres ménages pour qu'il ne se crée pas de séparations profondes entre les premiers groupes.

III

Les résultats généraux de l'analyse des données

[Retour à la table des matières](#)

Revenons à la question que nous avons laissée en suspens. De toutes nos observations, il résulte ceci : entre les dépenses des ménages ouvriers les plus pauvres et les plus aisés, il existe de grandes différences. Il n'y a pas d'ailleurs de celles-là à celles-ci une série de transitions bien régulière, comme cela devrait être si l'ordre des dépenses résultait mécaniquement du chiffre du revenu combiné avec la grandeur des ménages. Mais il n'y a pas, non plus, des changements brusques et profonds qui portent sur tout l'équilibre du budget, ou plutôt qui déplacent son centre de gravité de façon sérieuse et soudaine, comme cela devrait être s'il y avait plusieurs niveaux de vie, inégaux et séparés par un réel intervalle, où des sections de la classe ouvrière tendraient à se maintenir. Ceci posé, nous nous demandons y a-t-il, du moins, un niveau de vie commun à toute la classe ouvrière, c'est-à-dire auquel, plus ou moins consciemment, tous les ouvriers s'efforcent de s'élever ?

Nous rappellerons d'abord les conclusions où nous avait conduits l'analyse de nos deux enquêtes. Étudiant l'influence de l'accroissement des familles sur la répartition des dépenses, nous constatons ceci. Dans l'enquête de l'Office de statistique, cette influence est la plus marquée dans la classe la plus pauvre, et se manifeste surtout par l'accroissement de la dépense nourriture (qui varie dans de bien plus étroites limites, dans les groupes moyens et aisés). Elle entraîne, après une légère augmentation, une diminution de plus en plus forte de la dépense vêtement dans les groupes pauvres ; tandis que celle-ci augmente lentement ou tend à demeurer au même niveau dans les autres. Elle entraîne une très forte diminution de la dépense logement dans les groupes pauvres ; (mais cette dépense diminue aussi dans les groupes moyens, moins sensiblement, et elle est à peine stationnaire, elle diminue même légèrement dans les groupes aisés. Quant aux « autres dépenses », elles sont toujours au plus bas dans les groupes pauvres ; elles diminuent dans la classe moyenne, et tendent à rester au même niveau (assez élevé) dans les groupes aisés. Dans l'enquête des travailleurs des métaux, l'accroissement des familles entraînait une augmentation (par hausses brusques) de la dépense nourriture, une diminution d'ensemble de la dépense logement, tandis que la dépense vêtement demeurait remarquablement stationnaire, ainsi que les « autres

dépenses ». Distinguant les familles en deux catégories, pauvres et aisées, nous constatons que la dépense nourriture, qui augmente brusquement dès le début chez les ouvriers moins bien situés, ne s'accroît que plus tard (quand la famille est bien plus grande), chez les ouvriers mieux situés, comme si la nourriture était, dès le début, assez abondante pour qu'on puisse la réduire. De même la diminution de la dépense logement se produit plus tôt chez les ouvriers moins bien situés que chez les autres ; mais ensuite, chez les premiers, cette dépense tend à demeurer constante; dans les ménages mieux situés, elle continue à diminuer. La dépense vêtement, chez les uns et les autres, tend à demeurer constante.

Bien que les résultats de l'une et l'autre enquête (en raison surtout de la différence des méthodes) ne se couvrent pas exactement, il reste que, quand la dépense nourriture augmente en même temps que la grandeur des familles, c'est surtout, pour tous les groupes, aux dépens de la dépense logement, rarement, et en tout cas beaucoup moins, aux dépens de la dépense vêtement, qui, surtout dans les groupes moyens et aisés, tend à demeurer stationnaire.

Mais venons-en à l'étude de l'influence qu'exerce, sur les dépenses, le chiffre du revenu. Que nous ont appris nos analyses ? Comme le disait Engel, plus le revenu est élevé, plus est petite la proportion des dépenses consacrées à la nourriture. Mais il a eu tort de penser que la dépense vêtement restait approximativement la même : elle augmente nettement, dans l'ensemble. Il se trompait, de même, lorsqu'il a dit que la dépense logement ne variait guère: elle diminue dans l'ensemble, mais non aux mêmes moments que la dépense nourriture. Enfin les «autres dépenses » augmentent avec le revenu. Voilà, en gros, ce que nous apprenait l'enquête de l'Office de statistique. L'enquête des travailleurs des métaux confirmait, pour l'essentiel, ces résultats. Déjà l'examen des chiffres absolus pour tous les ménages nous apprenait que la dépense vêtement est plus importante que la dépense logement, puisque la dépense nourriture reste stationnaire ou croît moins (en valeur absolue) bien plus souvent pour permettre à la dépense vêtement de croître que pour laisser plus de jeu à la dépense logement. Nous en tenant aux grandes villes, et étudiant la proportion des dépenses, nous constatons que la dépense nourriture décroît (à mesure qu'augmente le revenu), que la dépense vêtement augmente de façon très nette et continue, tandis que la dépense logement tend à demeurer stationnaire.

Concluons-nous que la classe ouvrière tend, dès que cela lui est possible, soit quand la famille est peu nombreuse, soit quand le revenu est plus élevé, à augmenter d'abord la dépense vêtement (et, parfois, les «autres dépenses »), et à limiter, à empêcher de croître aussi vite la dépense logement ? C'est ce qui paraît incontestable. Mais les faits sont trop complexes pour que nous puissions nous en tenir là.

Nous avons groupé les ménages enquêtés par l'Office de statistique en un certain nombre de catégories. Dans les deux premières (∞ et [lettre grecque]) la dépense nourriture est très forte, les autres, très ou assez réduites. Dans la troisième (y) la dépense logement est plus forte, la dépense nourriture un peu modérée. Mais, dans les unes et les autres, les « autres dépenses » et la dépense vêtement sont bien réduites (c'est exceptionnellement que la dépense vêtement apparaît assez forte). Le quatrième groupe ([lettre grecque]) révèle une très faible proportion de la dépense nourriture, une très forte proportion de la dépense logement, une proportion moyenne des autres dépenses et de la dépense vêtement. Le cinquième groupe (€) se distingue par une très faible proportion de la dépense nourriture, une modération certaine de la dépense loyer, et une forte proportion aussi bien de la dépense vêtement que des « autres dépenses ». Rappelons d'ailleurs que le taux du revenu et la composition des familles varient d'un ensemble à l'autre. En tout cas, la dépense moyenne parquet varie, dans la catégorie [lettre grecque], entre 139 et 261, et, dans la catégorie €, entre 160 et 219 : elles correspondent donc, en gros, à des ménages de même niveau. Or dans l'une, c'est la dépense logement, dans l'autre, la dépense vêtement, ainsi que les « autres dépenses », qui passent au premier plan.

Ainsi il ne semble pas que les ouvriers, alors que leurs revenus le leur permettent, préfèrent toujours délibérément accroître la dépense vêtement : une part d'entre eux accroissent, en ce cas, la dépense logement. Il reste que, quand même, ces derniers sont moins nombreux, puisque, pour l'ensemble, la dépense vêtement résiste davantage aux baisses, ou hausse plus souvent. Quelle est la signification de cet ordre de préférences ?

Nous avons dit que la classe ouvrière se distinguait des autres, parce que la fonction de tous ses membres les oblige, pendant qu'ils s'en acquittent, à s'isoler des relations et du milieu social ; mais, précisément parce que cet isolement, et cette exclusion sont pénibles, anormaux, on comprend que le temps pendant lequel ils durent soit aussi nettement limité et défini que possible, que, dès qu'ils se sont acquittés de leur fonction extra-sociale, les ouvriers s'efforcent de l'oublier, en d'autres termes que la ligne de démarcation entre le travail et la vie sociale proprement dite soit tranchée. C'est bien ce qui paraît se réaliser. Une fois la « journée » de travail finie, et franchie la porte du chantier ou de l'usine, l'ouvrier peut croire qu'il s'appartient, c'est-à-dire qu'il appartient à sa famille, à ses amis, à ses voisins, à sa classe. Mais, trop souvent, il n'en est rien. Ce n'est pas impunément qu'un homme, pendant tout le jour, tous les jours, a dépensé le meilleur de ses forces, de son activité, de son attention à d'autres besognes et occupations que celles qui le mettraient en rapport avec d'autres hommes. L'épuisement physique, l'engourdissement mental, l'absence habituelle d'intérêt pour les biens qui satisfont les besoins sociaux, en deviennent trop souvent la rançon. Sans doute cette influence s'exerce inégalement : elle varie avec beaucoup de conditions,

intensité et durée du travail, capacité de résistance et de revendication des ouvriers, puissance des facteurs sociaux qui les réveillent ou les distraient. Mais il y a toujours une influence du travail mécanique, et des dispositions psychologiques qui en résultent, sur la vie sociale et le jeu nouveau de tendances où elle devrait s'exprimer, alors même que le travail est terminé.

Envisagée de ce point de vue, la hiérarchie des besoins revêt une signification nouvelle. Ne semblons-nous pas autorisés par l'opinion courante à les distinguer en besoins physiques, relativement primitifs, qui sont en l'homme en raison de sa nature corporelle, et ont pour objet essentiel le maintien et le renouvellement de l'organisme, et en besoins sociaux, qui sont en l'homme en raison des groupes où il se rattache, de tout le milieu social où il plonge, et visent surtout à le rendre de mieux en mieux capable de profiter des avantages que peut tirer de la société un de ses membres ? N'est-il pas intelligible, d'ailleurs, que la mesure du développement des besoins physiques dépend de cette influence même, que nous venons de signaler, du travail sur le travailleur, et de cet empiètement inévitable de la fonction sur les zones dont la société a en vain cherché à lui interdire l'accès ? Qu'on interprète de telle ou telle façon cette pénétration du mécanique dans le social, qu'on voie dans les besoins physiques et leur satisfaction l'essentiel, puisque après tout l'ouvrier existe peut-être d'abord pour l'usine, ou une nécessité pénible à laquelle il doit de plus en plus échapper, puisqu'elles tiennent la place des besoins et satisfactions sociales seules conformes à sa vraie nature, toujours est-il que cette séparation des besoins en deux catégories paraît s'imposer.

A priori, on aurait, sans hésiter, considéré besoin nourriture comme primitif, et ceux que nous avons appelés « les autres besoins » (culture, distractions, assurance, associations, etc.), comme sociaux, et l'on aurait pu prévoir, ce qui a lieu effectivement, qu'à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des revenus, la proportion de la dépense nourriture à la dépense totale diminue, et celle des « autres dépenses » augmente ou tend à augmenter, parce que, dès que les besoins physiques sont suffisamment satisfaits, on peut songer à la société. Peut-être la distinction n'est-elle pas si nette qu'il semble d'abord. Notre étude de la dépense nourriture nous a montré qu'à mesure qu'elle augmente en valeur absolue, bien qu'elle diminue en proportion, l'espèce des aliments change, et que des préoccupations sociales interviennent de plus en plus dans leur choix. Mais que dire, *a priori*, des dépenses vêtement et logement ? L'une et l'autre, sans doute, répondent à des besoins physiques, mais aussi à des besoins sociaux. Elles possèdent donc un caractère mixte. Et l'on ne voit pas d'ailleurs pourquoi l'une serait estimée plus sociale que l'autre. Faut-il donc dire qu'elles sont, en ce sens, équivalentes, et qu'il importe assez peu que l'une soit préférée en général, et l'autre dans un moins grand nombre de cas ?

C'est tout le problème de la nature réelle, du sens et de l'évolution des besoins dans nos sociétés, qui se pose, et qu'il nous faut maintenant aborder.

Fin du livre II.